Claire Séverac

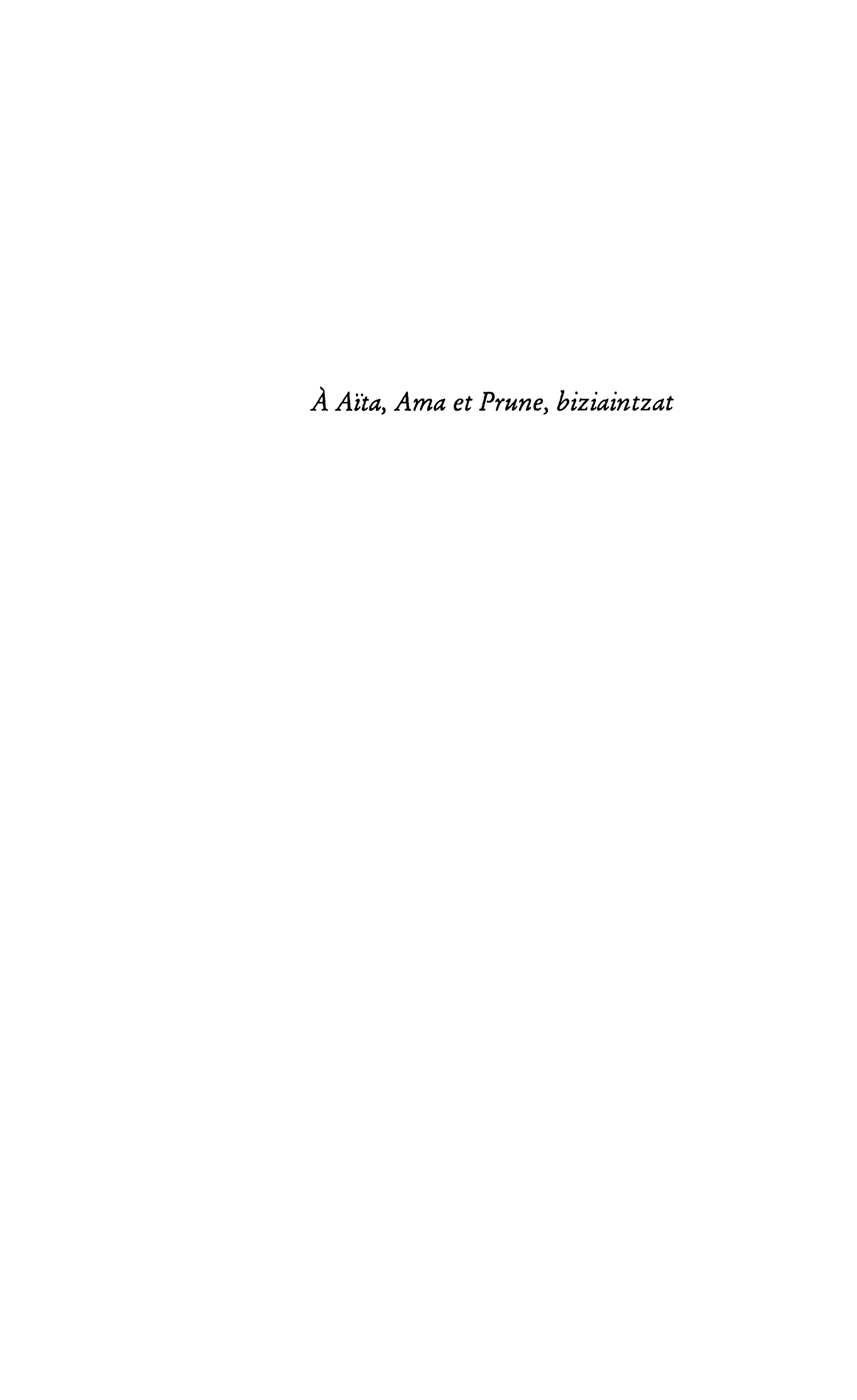
Complot Mondial

contre la

Santé



Élie & Mado
Éditions



À Aïta, Ama et Prune, biziaintzat

« Le mot "secret" en lui-même est répugnant dans une société libre et ouverte ; et nous sommes, en tant que peuple, de façon inhérente et historiquement opposés aux sociétés secrètes, aux serments secrets et aux procédures secrètes. Nous avons décidé, il y a longtemps, que le danger d'une dissimulation excessive et injustifiée de faits pertinents dépassait de loin les dangers qui sont évoqués pour le justifier. [...] Car nous devons faire face, partout dans le monde, à une conspiration monolithique et impitoyable qui s'appuie d'abord sur des moyens cachés pour étendre sa sphère d'influence, sur l'infiltration au lieu de l'invasion, sur la subversion au lieu d'élections, sur l'intimidation au lieu d'un choix libre, sur des guérillas de nuit au lieu d'armées le jour. C'est un système qui a engagé de vastes ressources humaines et matérielles dans la construction d'une machine étroitement soudée et hautement efficace qui combine des opérations militaires, diplomatiques, de renseignements, économiques, scientifiques et politiques. Ses plans sont cachés, non publiés. Ses erreurs sont enterrées, pas mises à la une par la presse. Ses détracteurs sont réduits au silence, pas célébrés. Aucune dépense n'est remise en question, aucune rumeur ne s'ébruite, aucun secret n'est révélé. [...] Il est de notre obligation d'informer et alerter les citoyens américains, d'être certain qu'ils possèdent tous les faits dont ils ont besoin, et les comprennent

bien, tout autant que les périls, les prospectives, les buts de notre programme et les choix auxquels nous devons faire face. Aucun président ne devrait craindre l'inspection publique de son programme. Car de cette inspection découle la compréhension; et de cette compréhension vient le soutient ou l'opposition. Les deux sont nécessaires. Je ne demande pas aux journaux de soutenir l'administration, je vous demande votre aide dans cette tâche gigantesque qui est celle d'informer et alerter le peuple américain. Car j'ai une confiance totale dans la réaction et le dévouement de nos concitoyens chaque fois qu'ils sont complètement informés.

C'est au début du XVIe siècle que Francis Bacon attire l'attention sur trois inventions récentes qui déjà transformaient le monde : le compas, la poudre à canon et la presse écrite. Maintenant, les liens entre les nations, forgés d'abord par le compas, ont fait de nous tous des citoyens du monde, les espoirs et les menaces de l'un devenant les espoirs et les menaces de nous tous. Dans ces efforts d'Un monde pour vivre ensemble, l'évolution de la poudre à canon jusqu'à sa dernière limite a averti l'humanité des terribles conséquences d'un échec. C'est donc vers la presse écrite, l'enregistreur des actes de l'homme, le gardien de sa conscience, le messager de ses nouvelles, que nous cherchons force et assistance, confiants qu'avec votre aide, l'homme sera ce pourquoi il est né : libre et indépendant. » [1]

(Président John F. KENNEDY)

1. Les notes sont reportées en fin d'ouvrage.

AVANT-PROPOS

FICTIONS ET RÉALITÉS

La simple idée que le bien commun, dans des domaines aussi différents que la santé, l'agriculture, la nourriture, l'environnement, la liberté d'expression, puisse être détourné et capté au profit exclusif d'une poignée d'arrivistes sans âme, complètement indifférents au sort du genre humain et de son avenir, est difficilement imaginable pour un esprit sain et « informé » du XXI[e] siècle.

On a tous été nourris au biberon de la démocratie et même si les mensonges et la corruption de certains de ceux qui gouvernent nous sont régulièrement révélés, on croit toujours, depuis, que c'est l'ensemble des citoyens qui détient le pouvoir souverain et exprime sa volonté par le vote… Liberté, Égalité, Fraternité… *The Land of the Free*… Et, selon ses convictions, qu'un gouvernement de droite ou de gauche, ça change tout ! On stigmatise les pays aux pouvoirs totalitaires et l'on se rengorge devant la chance que l'on a de vivre dans nos pays évolués.

On nous raconte que nos dirigeants s'échinent à mettre en place, au travers d'organisations mondiales respectables, suffisamment de garde-fous pour éviter, prévenir toutes catastrophes sanitaires, économiques ou écologiques... Que les dangers à venir sont scrutés et pris en charge par des kyrielles d'experts aux desseins irréprochables, consciencieusement encadrés par les pouvoirs politiques issus de la volonté populaire... et comme en plus les milliardaires de la planète se sont transformés en philanthropes, il semble peu probable qu'une catastrophe puisse arriver ! Ainsi, une « science sans conscience » servie par une armée de savants corruptibles, des présidents forcés de faire allégeance à de plus puissants qu'eux, ne pourraient échapper à notre presse libre, surtout si tout cela risquait de mettre en péril l'avenir du monde vivant, qu'il soit végétal, biologique, environnemental, animal ou humain !

La première fois que j'ai entendu parler de « complot », je me souviens d'avoir réprimé le même sourire narquois que je vois maintenant sur le visage de mes amis à qui je ne peux pas m'empêcher de déverser mes trop pleins de révoltes face à ce que je découvre d'horreurs incroyables en enquêtant pour l'écriture de ce livre. Il est vrai que le mot « complot » sonne comme une paranoïa des temps modernes et qu'on ne veut pas y croire. Paradoxalement, pour certains scientifiques à qui j'en touche un mot prudemment, c'est une situation avérée. Certains allant jusqu'à me dire que, même s'ils ont tout perdu pour s'être opposés au système, ils ont de la chance... que d'autres de leurs collègues n'ont pas eue en mourant de cancers foudroyants !

Je ne suis pas une adepte des thèses « conspirationnistes », mais les faits parlent plus fort que les idées reçues ; les méthodes en disent plus long que les promesses et les déclarations d'intention et « La vérité est plus étrange que

la fiction, puisque la fiction est obligée de s'en tenir aux possibilités; pas la vérité » [2].

LE COUP D'ÉTAT CONTRE LA DÉMOCRATIE

Comment appelle-t-on des gens qui se réunissent en secret dans un but inavouable ? Pourquoi les questions qui nous sont vitales sont-elles débattues et tranchées par des gens non élus, dans des comités qui n'ont aucune légitimité populaire ? Pourquoi des décisions, qui semblent parfois venues de nulle part, sont-elles prises à l'encontre de nos intérêts par nos gouvernants ? Qui sont les donneurs d'ordre ?

Force est de constater qu'épidémies mondiales, scandales sanitaires, alimentaires, économiques, OGM, malbouffe, médicaments dangereux, pollutions en tous genres, rien n'aura été épargné à *l'Homo erectus* du XXIe siècle pour devenir le plus mal nourri des êtres humains depuis les débuts du monde et le plus gros consommateur de poisons. Jusqu'où pouvons-nous croire que ces scandales à répétition sont le fruit du hasard ?

Quand derrière des sujets aussi différents que les questions de la pollution sous toutes ses formes, de la préservation de la biodiversité, de la sécurité alimentaire, des normes sanitaires, de la crise énergétique, financière... nous retrouvons toujours les mêmes personnes et les mêmes méthodes qui encadrent la formation des esprits en finançant les universités ; l'opinion et l'information du public en achetant les grands groupes de presse ou en assurant leur survie par les budgets publicitaires ; l'orientation de la recherche en subventionnant celle qui sert leurs intérêts et en placardisant les savants indépendants ; les politiques en leur donnant ou en leur retirant les moyens d'être dans la

place ; le monopole des ressources mondiales et de la chaîne alimentaire en brevetant tout ce qui vit ; la santé en créant les maladies et les médicaments qui les soignent ; et enfin les banques, le nerf de la guerre !

Les mêmes prédateurs, et les mêmes serviteurs qui, par bourrage de crâne, propagande et publicités merveilleuses nous conditionnent ou nous obligent à CONSOMMER tout et uniquement ce qu'ils produisent, parfaitement conscients des conséquences désastreuses que cela a sur nous et notre descendance et en violation totale de l'article 3 de la Déclaration des droits de l'homme qui nous assure que : « Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne. » Mais leur impunité est totale ; bien évidemment puisque leur dictature s'étend sur le monde entier.

Une infime minorité de super-riches qui a formé une alliance apatride par le biais de quelques transnationales aux pouvoirs exorbitants ; une association de « banksters » qui font des politiques les larbins de ces seigneurs insatiables de la guerre économique, et de nous, les esclaves des temps modernes, priés de nous gaver jusqu'à mourir des poisons de leur fabrication, afin de contribuer au maximum à leur enrichissement.

Aussi incroyable que cela puisse paraître, ce complot existe, et la compilation des faits parle d'elle-même. Les donneurs d'ordres n'ont qu'un but : le pouvoir et leurs complices : l'argent. En effet, les sommes en jeu dépassent la fiction ; les victimes sont tous les citoyens de la planète terre, car tous, nous devons passer à la caisse des géants et intouchables cartels qui sont devenus plus puissants que les plus grands États.

Qu'il fasse partie du tiers-monde pour cause de misère, ou du monde occidental pour cause de profit, l'homme est en danger et aucun plan organisé aussi funeste ne lui a jamais été si mondialement imposé, aucun piège si sournoisement tendu.

C'est remonter les différentes filières... en partant des victimes, en dénonçant les complices et sherpas du profit à tout prix, leurs méthodes et leurs imbrications, pour retrouver un petit nombre de décideurs prêts à tout pour arriver à leurs fins.

Et l'on s'aperçoit qu'il y a bien une unité d'action, un plan, toujours le même, dans tous les secteurs. Pour qu'il soit mondial, il faut que les plus hautes autorités politiques soient impliquées, que des moyens financiers gigantesques soient mis à sa disposition. Ce n'est pas la fatalité qui frappe le XXIe siècle de calamités inévitables, de fléaux imprévisibles, c'est la mondialisation, telle que voulue par la grande entreprise servie par nos hommes politiques, nos élus, qui délibérément ont choisi de débrider les marchés; laissant se créer certaines multinationales de plus en plus puissantes qui dictent leurs lois par-dessus la tête des chefs d'États, au moyen des institutions qu'elles ont mises en place et à qui elles ont fait reconnaître un pouvoir mondial par les gouvernements: le FMI (Fonds monétaire international), la Banque mondiale et puis la Commission européenne, l'OMC (Organisation mondiale du commerce), l'OMS (Organisation mondiale de la santé), les agences de santé publique et le Codex Alimentarius... Ces commissions supranationales, élues par personne, ne sont pas au service de la santé des citoyens du monde, comme on veut bien nous le laisser entendre, mais sont là pour faire appliquer des normes commerciales définies par les cartels pharmaceutiques, alimentaires et agrochimiques, afin d'accroître leur profit partout et toujours. Leurs directives, faisant autorité dans tous les pays membres, n'obéissent qu'à un seul mot d'ordre qui prévaut sur tout: aucune entrave au « Marché » ! Jusqu'à des extrêmes frôlant l'insanité: si peu

de voix se sont élevées parmi les politiques, relayées par si peu des grands médias nationaux, pour dénoncer l'ultime preuve de cette vassalité qu'est l'article 104 du traité de Maastricht [3], transformé en article 123 du traité de Lisbonne, que les gouvernants continuent d'imposer, alors qu'il avait été repoussé par les urnes dans plusieurs pays !

La libération des échanges, de la circulation des capitaux et des marchandises n'a pas été faite pour faciliter le commerce pour tous et pour que tout le monde profite de son essor international – comme on nous l'a aussi vanté –, mais pour permettre la captation des ressources mondiales, le monopole des marchés, donc, la suprématie sans partage et sans discussion possible sur toute la planète des grands oligopoles. (Les deux cents plus grosses firmes du monde représentent le quart de l'activité mondiale.) L'OMS et l'OMC semblent parfois n'avoir d'autre but que la création d'un supermarché mondial des médicaments, des aliments et des pesticides, propriétés des transnationales, que le Codex a la gentillesse de référencer ou d'interdire « selon que vous serez puissant ou misérable... » Inutile de dire que l'objectif principal n'est pas que les produits soient bons pour les millions d'humains qui vont les consommer, mais que le profit soit énorme pour les quelques uns qui les fabriquent et qui n'ont aucune intention de le partager ! Sauf entre eux : la nourriture distribuée par les cartels agroalimentaires, dépourvue de nutriments et de vitamines affaiblit les populations, bourrée de produits chimiques, elle les empoisonne. Qu'à cela ne tienne, ça fera les beaux jours des autres prédateurs du système, les industries pharmaceutiques, dont l'intérêt est de maintenir les populations en traitements permanents (contre ces maladies fabriquées par des hommes, voire même d'autres qui n'existent pas) ! C'est pour cela aussi que les médicaments dont on dispose sont conçus pour soulager les symptômes et non pour traiter les causes des maladies... De toute façon, ces transnatio-

nales ont, à quelques variantes près, les mêmes actionnaires principaux !

Et tous les moyens sont bons pour qu'ils s'enrichissent au maximum. Comme par hasard, ce sont souvent les mêmes que l'on retrouve comme membres fondateurs des associations de charité spectacle, des fondations humanitaires, et surtout de quelques sociétés secrètes... où les plus riches, donc les plus intelligents de la planète, paraît-il, se réunissent pour discuter des questions économiques, écologiques, environnementales, sociales et... démographiques, dans le mépris le plus total de leurs semblables. Cela dit, le plus grave n'est pas qu'ils discutent de notre devenir dans notre dos, mais que ces groupes de pression et de pouvoir tels le CFR, la Trilatérale, Bilderberg, et autres *think tanks* (littéralement : réservoirs de pensées) soient en mesure de faire appliquer leurs décisions par les institutions qu'ils contrôlent : G8, G20 et celles nommés plus haut ! La question que l'on finit par se poser, quand on a été élevé dans le respect du droit de vote, « pour lequel tant de nos ancêtres se sont battus... et qui nous interdirait de nous plaindre si nous ne l'utilisions pas... » et bla-bla-bla... C'est : à quoi ça sert ? Sinon à apporter notre caution à ce système dont le moins qu'on puisse dire est qu'au mieux il fait notre malheur par indifférence, au pire il veut notre mort par une stratégie implacable.

Parce qu'on a beau ne pas être un adepte du complot, le but final de ces élites autoproclamées pourrait bien être le contrôle total des populations ; une de leur préoccupation favorite et avouée au travers de maintes déclarations étant la surpopulation de la planète. Et quand on sait qu'ils en dissertent en vase clos, hors des institutions démocratiques où ces débats devraient normalement avoir lieu, ça ne rappelle pas de bons souvenirs !

Seuls les petits secrets ont besoin d'être protégés ;
les plus gros sont gardés par l'incrédulité publique.
(Marshall McLuhan) [4]

1

LE NOUVEL ORDRE MONDIAL

L'ONU, MIROIR AUX ALOUETTES

Fort des erreurs, et des grands malheurs qui frappèrent l'humanité au XXe siècle, les hommes d'État ont créé, le 24 octobre 1945, un organisme international propre à régler tous les différents entre eux, et éviter les guerres : L'ONU (Organisation des Nations unies). Fille naturelle de la Société des Nations, porte-t-elle en ses gènes les tares de sa mère ?

La SDN était une organisation internationale, élaborée au cours de la conférence de Paris en 1919 et introduite par le traité de Versailles de la même année. Le but retenu par les historiens est « la conservation de la paix en Europe, la prévention des guerres, ainsi qu'une amélioration globale de la qualité de vie » ; son grand promoteur, le président Woodrow Wilson, dénonçant comme cause principale de la Première Guerre mondiale la diplomatie secrète.

Dommage qu'il n'ait pas précisé à qui servait déjà cette diplomatie secrète !

En tout cas, quelle qu'ait été la pureté de ses intentions, la SDN servit surtout à couvrir une des véritables raisons de cette boucherie de 10 millions de personnes : le partage du monde entre deux blocs impérialistes pour la conquête de marchés, particulièrement celui du pétrole, entre M. Rockefeller (la Rockefeller Standard Oil) et le groupe anglo-hollandais de Sir Deterding (la Royal Dutch Shell). En effet, le soir même de la déclaration de la guerre de 1914, avant même que le premier soldat anglais n'eût franchi le détroit du Pas-de-Calais, Londres s'attribuait 100 % des pétroles turcs au profit des pétroliers britanniques !

Pour quoi, donc, les hommes croient-ils se battre ? Cette décision diplomatique ne pouvait être effective qu'à la condition que la Turquie fût vaincue ! Le gangstérisme ne fut pas étranger à l'entrée de la Turquie au côté de l'Allemagne dans le premier conflit mondial et il ne faut pas oublier que la longueur d'une guerre est proportionnelle à l'enrichissement de ces mêmes cartels ! Pendant que les Français tombaient aux Dardanelles et à Salonique, le général britannique Allenby occupait sans trop de mal la Turquie orientale, c'est-à-dire sa région pétrolifère. La suite classique des disputes ne fut que le partage des butins de guerre entre pétroliers.

Ce ne sont pas les États qui sont fous, qui veulent la guerre, ce sont les intérêts privés qui les décident.

On comprend ainsi pourquoi Mussolini déclarait : « La Société des Nations est très efficace quand les moineaux crient, mais plus du tout quand les aigles attaquent. »

Cinquante millions de morts plus tard, après la Seconde Guerre mondiale, la SDN n'ayant pas rempli son rôle – en vertu des mêmes principes, à Yalta, lors du partage du monde –, fut décidée la création de l'ONU, en lieu et place

et sur le squelette de la SDN. Mais cette guerre avait ruiné les États et coûté à l'Amérique 400 milliards de dollars, faisant monter sa dette à 220 milliards de dollars. Cela rendait les États-Unis prisonniers des griffes des banquiers internationaux.

La naissance de la pieuvre ou l'incroyable dynastie

L'histoire débute en 1860, quand « Old Bill » William Rockefeller, marchand forain de spécialités pharmaceutiques, se mit à acheter du pétrole brut pour le revendre aux paysans naïfs sous le nom de « Nujol » (New Oil – nouvelle huile) leur faisant croire que c'était un traitement contre le cancer, l'impotence et les morsures de serpent ! Avec son frère John D. Rockefeller, il fonde la Standard Oil, qui devint, dès 1868, la première entreprise pétrolière du monde. Il paraît que John D., déjà, détestait la concurrence et n'avait qu'une façon de faire des affaires : détruire ou racheter ses rivaux ! Ce qui lui valut, en 1911, une condamnation de la Cour suprême des États-Unis pour délit de monopole et racket ; la Rockefeller Standard Oil est alors fragmentée en une trentaine de compagnies pétrolières (qui deviendront Exxon, Mobil, Chevron, Amocco...) Les débuts de la « tactique » qui allait construire l'empire Rockefeller : « Abandonner la propriété, garder le contrôle... opérer au travers d'autres entités, trusts, compagnies prête-noms, et surtout l'invention de la combine qui sert encore aux très riches aujourd'hui qui a consisté à "donner" de l'argent à des fondations qui leur appartenaient... après avoir fait passer une loi par des politiciens complices, qui permettait de déduire les donations des impôts ! » [5] C'est ainsi que naquit en 1913, la Fondation Rockefeller, façade d'une nouvelle entreprise, « l'industrie pharmaceutique » aux

activités naissantes et prometteuses : la chimie, la pétrochimie et la pharmacie ; préparant ainsi la mainmise sur le secteur de la santé aux États-Unis. Car, visionnaire hors pair, John D. Rockefeller ne distribua ses subsides qu'à la formation et à la recherche en milieu hospitalier et aux prestigieuses écoles médicales (Harvard, Yale, John Hopkins, Washington University, Standford, Columbia) qui devaient enseigner la science du médicament... telle que les financiers du groupe Rockefeller voulaient qu'elle soit dispensée ! « Le plan machiavélique était que la Fondation investisse dans des domaines qui lui rapporteraient encore plus de pouvoir et de profits et que ses avoirs soient non imposables pour lui et sa descendance, en plus de transformer son image d'escroc en celle de bienfaiteur de l'humanité. » [6]

Notre ami, ne supportant les monopoles qu'à son profit, commença à surveiller de près IG Farben qui, dès 1925, en Allemagne, devenait un rival sérieux dans les domaines chimiques et pharmaceutiques par la réunion de sociétés travaillant ensemble depuis la Première Guerre mondiale : Bayer, BASF, AGFA et Hoescht (aujourd'hui Aventis). Ce groupe, qui avait déjà inventé la guerre chimique pendant la Première Guerre mondiale avec le « gaz moutarde », se distinguait comme étant le moteur et le financier principal de l'essor politique d'un certain A. Hitler. Inévitablement, en 1941, on découvrit la création de la Standard IG Farben, association réunissant les intérêts des deux géants. IG Farben devint l'actionnaire principal de Rockefeller Standard Oil et *vice versa*.

Les deux complices pouvaient s'enrichir en fournissant au régime nazi les carburants pour leurs avions et sous-marins, et ce jusqu'en 1942. Qu'importe les 83 000 travailleurs esclaves et cobayes vivants du camp d'Auschwitz mis à la disposition d'IG Farben [7], dans son usine voisine Buna Chemical Plant, notamment pour ses expériences

médicales… et les morts atroces qui en découlaient ! C'est à une échelle hors du commun que tous les poisons chimiques, les agents bactériologiques et les avancées chirurgicales que les industriels d'après guerre ont prétendu découvrir, ont été testés par des savants fous qui se sont vus réintégrés et honorés dans les plus grands lobbies mondiaux, après la guerre, pour le plus grand profit des mêmes financiers.

IG Farben détenait aussi le brevet du gaz Zyclon B et 42,2 % des actions !

Curieusement, aucune de ses installations ne fut bombardée pendant la guerre, surtout pas IG Auschwitz, pas plus que les voies de chemin de fer amenant des milliers d'êtres humains en enfer. Des mauvaises langues disent que c'est Rockefeller qui a usé de son influence par l'intermédiaire de John Jay McCloy [8], assistant du ministre de la Guerre (et ancien conseiller juridique de IG Farben) pour faire annuler les bombardements sur IG Farben, au grand désespoir des commandants des forces alliées.

Après Pearl Harbour, où cela faisait quand même « désordre » qu'il approvisionne les forces armées adverses, Nelson Rockefeller [9], jugé pour « commerce avec l'ennemi », s'en est tiré avec une amende de 5 000 dollars. Mais, en 1944, il faisait partie de la direction exécutive du gouvernement américain (comme d'ailleurs tout au long de l'histoire du XXe siècle, les Rockefeller joueront un rôle déterminant dans les décisions prises au plus haut niveau) ; et il semblerait que ce soit son influence, encore par l'intermédiaire du Département d'État américain, qui ait atténué les sentences prononcées à Nuremberg contre les directeurs d'IG Farben. En effet, outre la prise de contrôle des sociétés industrielles d'IG Farben, (partagé avec Rothschild/JP Morgan) et donc de leurs activités sur les marchés mondiaux du pétrole et des médicaments, Nelson Rockefeller ne tenait

pas à ce que les vrais coupables soient pendus... Il allait avoir besoin d'eux !

Le tribunal de Nuremberg a donc jugé vingt-quatre directeurs de Bayer, BASF, Hoechst et d'autres responsables du cartel IG Farben pour crimes contre l'humanité. Les chefs d'accusation incluaient: organisation de guerre d'agression, institution de l'esclavage, massacres collectifs. Mais Fritz ter Meer, coupable de génocide et crime contre l'humanité fut, après quatre ans de détention, réintégré aux plus hautes fonctions des laboratoires Bayer, qu'il assuma jusqu'en 1961. Il est l'un des initiateurs de la commission « Codex Alimentarius », dont nous parlerons plus loin.

Karl Wurster, fabricant du gaz Zyklon-B, fut acquitté et servit en qualité de directeur général du groupe BASF jusqu'en 1974. Hans Globke, coauteur des lois raciales antijuives, rédacteur en chef des lois du Grand Reich nazi dans les pays occupés, continuateur de la doctrine de Goebbels qui voulait imposer une union économique européenne, devint ministre du gouvernement d'Adenauer. Directement impliqué avec le cartel de la drogue et du pétrole, il est un des initiateurs de la Communauté économique européenne (CEE), ancêtre de l'actuelle Union européenne. Walter Hallstein, éminent professeur de droit nazi, défenseur de la loi sur la protection du sang et de l'honneur allemand, devint le premier chef de la Commission européenne (en 1957, Adenauer et Hallstein signèrent le premier traité européen à Rome) [10].

Dans l'orientation du monde d'après guerre, le rôle des frères Rockefeller va être prédominant. Nelson, le politique, et David, l'entrepreneur, ont été à bonne école et savent que si l'on veut établir des monopoles mondiaux, il faut contrôler un gouvernement mondial. Les Nations unies vont être créées en 1945, à San Francisco, « avec leur aide morale et financière », lit-on dans tous les documents qui rendent hommage

à la contribution de la famille ; en effet, ils offrirent un demi-million de dollars et une propriété de la même valeur pour construire le siège de la nouvelle organisation ; « amenant ainsi la maison des Nations unies à New York City ».

L'ONU pendait donc sa crémaillère quand le tiers de l'humanité tombait sous le joug du communisme, l'autre tiers pouvant tranquillement retourner à ses affaires sous l'ombre protectrice de l'Oncle Sam et... le tiers-monde naissait sur le partage des dépouilles des empires coloniaux, que les multinationales s'empressèrent de piller en soutenant des régimes politiques fantômes et corrompus, pendant que l'ONU détournait les yeux et créait des organismes perclus d'Humanisme grandiose où siègent ceux qui se partagent le butin.

Il n'est pas dans le sujet de cet ouvrage de traiter des actions de cet organisme en faveur de la paix dans le monde, mais l'histoire retiendra néanmoins que pas une seule guerre, pas un seul génocide n'ont pu être évités par la médiation de cette assemblée depuis sa création. En fait, peu d'injonctions de l'ONU, pour ne pas dire aucune, ne furent respectées par un quelconque gouvernement, et ce jusqu'à ce jour.

L'ONU ne serait-elle qu'un joli trompe-l'œil en attendant la « transmutation » des États au profit des groupes monopolistiques pour n'être, *in fine*, que l'immense greffe d'un tribunal de « business mondial » ? Étrangement, d'ailleurs, les seuls réussissant à faire autorité actuellement dans le monde sont le FMI (pour l'argent), l'OMC (pour le commerce) et l'OMS (pour la santé), organismes qui « officiellement » dépendent de l'ONU. Il ne faut pas oublier, non plus, que le financement de l'Organisation des Nations unies et de ses agences spécialisées est assuré par les contributions obligatoires des pays membres (si peu à jour de leurs contributions) et par des contributions volontaires de toutes organisations, entreprises ou encore particuliers !

Les familles oligarchiques à la tête des cartels industriels américains et européens s'attelèrent immédiatement à mettre en œuvre ces « outils politiques » qui allaient leur permettre de régner sur le monde.

Né en juillet 1944, des accords de Bretton Woods [11], le FMI (Fonds monétaire international) est une institution internationale regroupant 185 pays, dont le rôle est de « promouvoir la coopération monétaire internationale, de garantir la stabilité financière, de faciliter les échanges internationaux, de contribuer à un niveau élevé d'emploi, à la stabilité économique et de faire reculer la pauvreté », plus ou moins complémentaire des autres grandes institutions économiques créées à l'époque dont la BIRD (Banque internationale pour le développement et la reconstruction, aussi appelée Banque mondiale) et le GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) signé peu de temps après.

Le GATT fut un costume sur mesure taillé pour la création, l'enrichissement et l'agrandissement des groupes monopolistiques; le virus mis en place pour la destruction délibérée des libertés et le contrôle alimentaire mondial projeté par le groupe Monsanto en particulier. Ce plan orwellien aura des conséquences désastreuses en cascade sur chaque terrien comme nous allons le voir tout au long de ce livre.

Les accords du GATT sont signés, le 30 octobre 1947, par vingt-trois pays, au prétexte spécieux de libre-échange censé faire baisser les prix pour les consommateurs (on ne peut pas dire que ça ait marché !), mieux utiliser les facteurs de production (il est préférable de faire fabriquer des chaussures par des enfants au Pakistan, que par une PME en France), favoriser l'emploi dans les secteurs où chaque pays

détient un avantage comparatif. (Remplacez le mot pays par multinationale, les requins ne se mangent pas entre eux !)

De tous les accords du GATT, ceux qui nous intéressent particulièrement dans ce sujet sont de petits bijoux comme le « Certificat d'obtention végétale » ou la « brevetabilité du vivant ».

Le Certificat d'obtention végétale [12] (COV) a été créé en 1960 pour protéger l'activité de sélectionneur de semences, devenue un métier à part entière au cours du XVIIIe siècle. « La "matière première" de cette profession étant à la fois autoreproductible et vitale pour l'humanité, il était, nous dit-on, le plus hypocritement du monde, nécessaire de trouver une formule qui garantisse à la fois la reconnaissance du travail du sélectionneur et la liberté de travail de l'agriculteur. »

Quant à la brevetabilité du vivant [13] ou dépôt dans le domaine des biotechnologies, qui fait heureusement l'objet d'un débat éthique depuis les années quatre-vingt-dix, avec le développement des OGM et du séquençage de l'ADN, c'est un combat de Titans : d'un côté Don Quichotte et de l'autre le Léviathan, devant les pleutres qui contemplent !

Grâce à l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) sont garantis au sélectionneur la protection de la dénomination de l'invention et le monopole quasi exclusif sur la vente des semences pendant une durée de vingt à trente ans [14].

Une fois les accords du GATT signés par les gouvernements du monde entier, il ne restait plus qu'à créer l'OMC [15] pour les imposer.

« Créé dans le but *d'aider*, par la réduction d'obstacles au libre-échange, les producteurs de marchandises et de services, les exportateurs et les importateurs à mener leurs activités. »

Quelques décennies plus tard, il semble plutôt que l'OMC était une association ayant pour but d'éliminer tous les obstacles qui entravaient la marche tranquille des cartels [16].

Mais les chemins de la perdition sont pavés de « bonnes intentions » pour nous les faire accepter ! En réalité, il existe un nombre incalculable de fusibles entre les décideurs de cette organisation et les innombrables exécutants grassement rétribués dans une multitude de commissions ; méthode largement éprouvée par les cercles mafieux et qui a permis aux parrains de s'assurer une vieillesse heureuse. Cette opacité, indirectement couverte par ses relations avec l'ONU, permet à l'OMC, dans l'inconscient populaire, d'apparaître comme le régulateur de la liberté des marchés et des pratiques commerciales, comme l'indiquent ses statuts.

Mais un complot ne serait pas possible sans des hommes. Il est de la plus élémentaire prudence de confier les commandes aux personnes les plus aptes à mener une entreprise à ses fins.

L'exemple type est celui du premier directeur de l'OMC : Peter Sutherland.

D'abord directeur général du GATT, il est aussi président de la banque Goldman Sachs International, bras financier du mouvement néoconservateur américain. (Son ancien patron, Henri Paulson, secrétaire au Trésor de George Bush, qui a eu la bonne idée de garder ses millions de stocks-options Goldman Sachs, est directement bénéficiaire de son succès aussi, car plus il y aura de banques américaines qui fermeront dans la crise actuelle, plus cette banque gagnera d'argent ! Toutes les spéculations sur les matières premières, notamment le pétrole, toutes les manipulations bancaires en cours et qui ont précipité l'Occident dans la crise que les États du monde entier sont en train de refinancer, se retrouvent dans cette banque.)

Peter Sutherland est aussi président de BP (British Petroleum) : groupe emblématique anglo-hollandais, dont le fondateur, Sir Henry Deterding, évoqué précédemment, a financé l'accession d'Hitler au pouvoir ; et directeur non exécutif de la Banque royale d'Écosse. Cette dernière dut être renflouée dans l'urgence l'année dernière à hauteur de 25 milliards d'euros par le contribuable parce que, 5e banque mondiale, sa chute aurait entraîné celle de tout le système financier international. Son président Sir Fred Goodwin (traduisez en français : bon gain) a été remercié, en février 2009, pour ses états de service par une rente à vie de 800 000 euros annuels, sur ordre ministériel. (Ce qui fait un salaire mensuel de 66 666,66 euros… on a beau ne pas vouloir y croire, c'est qui l'employeur ?) [17] À part ça, Peter Sutherland est président de la section Europe de la Commission trilatérale, également membre du comité de direction du groupe Bilderberg et président de l'European Policy Centre, une autre de ces *think tanks*, regroupant des experts « fine fleur » de l'intelligentsia paneuropéenne et mondialiste. De 1985 à 1989, il était en poste à Bruxelles en tant que commissaire responsable de la politique de concurrence. (Il faisait partie de la première Commission Delors.) Ce sont ces fameuses commissions qui organisèrent la désertification industrielle de l'Europe, encourageant les délocalisations vers l'Asie, et les pays du tiers-monde durant vingt ans, entraînant *de facto* la disparition de l'artisanat traditionnel, et du petit commerce en France… Pour le plus grand plaisir des cartels de la grande distribution [18].

Nommé conseiller financier auprès du Vatican en 2006, il est aussi le président européen d'un institut euro-américain ultra-puissant œuvrant en faveur d'une Union atlantique : le TPN (Transatlantic Policy Network, réseau politique transatlantique). Ce TPN soutenu par les grandes multinationales (Boeing, Coca-Cola, Bertelsmann, Nestlé,

Microsoft...) a affiché clairement ses objectifs : la création d'un seul bloc atlantique à l'horizon 2015 [19].

On serait plutôt enclins à crier « cocorico » quand un Français accède aux plus hautes distinctions ! Pascal Lamy, actuel président de l'OMC, est, comme son prédécesseur, membre éminent de nombreuses associations discrètes, telles la Rand Corporation, Transparency International, du club Le Siècle, des Bilderbergers, président d'honneur de l'Institut de relations internationales et stratégiques... en fait, tout ce que le pouvoir compte de « sociétés de pensée » privées, propres à démontrer combien les lois ne sont faites que pour les petites gens !

COMMENT L'EUROPE SE SITUE-T-ELLE PAR RAPPORT À L'OMC ?

Pour l'UE, c'est donc Pascal Lamy qui, en tant que commissaire européen au commerce, est l'unique négociateur chaque fois que l'Union européenne négocie au plan international des accords de libre-échange ou des accords commerciaux. Il est assisté d'un « comité spécial » : le Comité 133. Officiellement composé des hauts fonctionnaires des États membres ; en fait totalement noyauté par les agents des sociétés transnationales. Pour preuve les notes internes demandant aux commissaires européens d'effacer de leurs communications et mails tous les liens qu'ils entretiennent avec les lobbies [20] ! Mais « comme il se prévaut de sa qualité purement technique, tout questionnement sur la motivation de ses membres est *a priori* exclu » [21]. « Peu d'Européens connaissent ce Comité. Et pourtant, c'est un de ces lieux où se décident nos vies, dans la plus totale opacité, par des gens qui ne sont comptables de leurs choix ni devant nos élus, ni devant nous, [...] qui délibèrent dans le secret et dont les documents sont confidentiels. En matière

de négociations commerciales internationales, la Commission européenne exerce des compétences exclusives. C'est-à-dire que les décisions adoptées sont immédiatement contraignantes pour les États membres. »[22] C'est ce Comité qui par exemple a avalisé des documents de Pascal Lamy qui affirment, l'un après l'autre, que les règles de l'OMC ont la prééminence sur toutes les autres, qu'elles soient sociales, éthiques ou environnementales. Et la législation européenne représente déjà 80 % des lois appliquées par les États de l'Union.

En réalité donc, ce ne sont pas les États qui négocient, mais les deux cents plus grandes sociétés privées transcontinentales qui contrôlent ensemble plus du quart du PNB mondial. C'était déjà la conclusion d'un rapport du 15 juin 2000 établi à la suite d'une enquête ordonnée par la sous-commission de la promotion des droits de l'homme de l'ONU : « L'OMC est presque totalement entre les mains des sociétés transcontinentales privées. » Et selon l'expression de Jean Ziegler, « une terrible machine de guerre entre les mains des prédateurs ».

Afin de masquer ses visées mercantiles, et les cartels qu'elle semble servir, l'OMC avait besoin d'une apparence d'impartialité.

Cette couverture, ce sont la FAO (Food and Agriculture Organization) en charge par l'ONU de l'alimentation et de l'agriculture dans le monde, et l'OMS qui la lui fourniront, grâce à la commission du Codex Alimentarius, en créant un programme censé harmoniser les normes alimentaires dans le monde et ayant pour objet « la sécurité sanitaire des aliments, la protection des consommateurs et des travailleurs des filières alimentaires, la préservation de l'environnement et d'assurer des pratiques loyales dans le commerce alimentaire ».

Le ridicule n'étant pas une maladie mortelle, c'est cette même commission du Codex Alimentarius qui a permis, par exemple, à au moins sept pesticides (aldrine, dichlorodiphényltrichloroéthane (DDT), polychlorobiphényle (PCB), endrine, dieldrine, hexachlorobenzène, chlordane) d'être à nouveau autorisés quand plus de cent pays les avaient interdits; qui recommande aussi que le bétail soit traité aux antibiotiques, et à l'hormone de croissance commercialisée par Monsanto. Les directives de ce code au service de la santé publique donnent la preuve chaque jour qu'elles ne servent qu'à assurer des profits inestimables aux grandes multinationales de l'industrie agroalimentaire, de la pharmacie, de la chimie ou de la biotechnologie, tenant les pays et leur gouvernement sous le joug d'une véritable dictature, avec la menace permanente de terribles moyens de rétorsion commerciale puisque, si le Codex référence un produit, il est automatiquement autorisé à la vente dans les pays membres, par l'OMC; et si un pays refuse de se plier à la directive de l'OMC, il est obligé de payer de lourdes amendes pour entrave au commerce. Par exemple, l'Europe paye actuellement, tous les ans, une amende de 116,8 millions de dollars pour son refus d'importation de veau aux hormones.

Le docteur Rima E. Laibow [23] qui a enquêté longtemps sur le Codex explique sa création: « Fritz ter Meer, l'ancien patron d'IG Farben, qui était un personnage très créatif – le slogan “Arbeit macht frei” ornait déjà le fronton de ses usines avant d'être à l'entrée des camps d'extermination – cherchait une nouvelle idée pendant qu'il était assis en prison après Nuremberg, se disant qu'avec les nazis, ils avaient un peu raté leur coup... La nourriture, bien sûr ! Qui contrôle la nourriture contrôle le monde ! Devenu patron de Bayer à sa sortie de prison, avec ses copains d'autres compagnies pharmaco-chimiques, ils infiltrèrent l'ONU pour prendre le contrôle du marché international

des aliments. Vingt-sept comités sur tout : le poisson, le lait, les huiles, les fruits, les légumes, plus de 4 000 décrets, régissent “tout ce qui peut légalement être mis dans notre bouche”. Le dernier tour de passe-passe est que, de deux pays qui se disputent sur un aliment devant l’OMC, c’est toujours celui qui est membre du Codex qui gagne ; donc les pays veulent tous devenir membre du Codex... et en retour, leurs portes s’ouvrent aux produits référencés par le Codex Alimentarius. Mais le Codex n’est ni une commission de santé publique, ni de défense des consommateurs, mais comme ses statuts l’indiquent, une “Trade Commission”, c’est-à-dire à but strictement commercial. » [24] Le Codex allait assurer aux grands cartels de la chimie, de la biotechnologie, de l’agro-alimentaire l’autorisation de diffuser leurs produits sur la planète alors que l’OMS, l’OMC et la FAO allaient imposer leurs directives aux gouvernements du monde entier.

Quant à l’OMS ?

Après la Première Guerre mondiale, la grippe espagnole de 1918-1919, qui fit en six mois plus de vingt millions de morts, poussa la Société des Nations (SDN) à créer le Comité d’hygiène de la SDN, qui est l’embryon de l’OMS. Selon sa constitution, elle a pour objectif d’amener tous les peuples du monde au niveau de santé le plus élevé possible, la *santé* étant définie dans ce même document comme un « état de complet bien-être physique, mental et social et ne consistant pas seulement en une absence de maladie ou d’infirmité ». Sa directrice générale actuelle est le docteur Margaret Chan.

Fondée le 7 avril 1948, elle est officiellement dirigée par ses cent quatre-vingt-quatorze États membres ; leurs fonctions sont d’indiquer les orientations, de prendre les

décisions et de faire appliquer leurs directives par l'OMS. L'exécutif est entre les mains de trente-quatre personnes élues *intuitu personae* pour trois ans. Sous couvert d'élection et du bien général, le terme *intuitu personae* cache le pouvoir décisionnaire réel d'une poignée de personnes qui sont issues et se cooptent au travers des cartels médicaux pharmaceutiques. (Peuvent être notamment retenus comme éléments caractéristiques de l'*intuitu personae* [25] d'une personne morale : son capital, le fait qu'elle fasse partie de tel groupe, sa notoriété commerciale, son savoir-faire technique, les avancées de ses équipes dans tel ou tel domaine de la recherche, la stratégie de son équipe dirigeante, etc.)

Or, l'OMS a dans ses attributions « la préqualification des médicaments de laboratoires demandeurs », permettant qu'ils puissent être achetés lors d'appels d'offres internationaux, en particulier pour des pays en développement qui ne peuvent assurer l'évaluation de ces médicaments par leurs propres moyens ; ainsi que la liste des « médicaments essentiels » que les systèmes de santé de tous les pays doivent rendre disponibles à leurs populations.

Et, à côté de ça, on apprend que la contribution provenant des cent quatre-vingt-quatorze États membres servant à financer l'OMS est inférieure à celles de l'industrie pharmaceutique, des ONG et des fondations telles que la Bill and Melinda Gates Foundation et la Rockefeller Foundation. Cherchez l'erreur !

De l'accord avec l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), qui, selon le docteur Michel Fernex – ancien médecin de l'OMS – minimise les risques de la radioactivité pour la santé publique, à la récente mascarade de la grippe porcine pour laquelle l'OMS a déclaré une alerte de niveau 6, correspondant à une pandémie mondiale... qu'on attend toujours... nombre d'agissements de l'OMS ont une odeur plus que suspecte.

Comme l'écrivait Napoléon : « Lorsqu'un gouvernement [ce qui est le cas de l'OMS et ses cent quatre-vingt-quatorze pays membres, NdA] est dépendant des banquiers pour l'argent, ce sont ces derniers, et non les dirigeants du gouvernement qui contrôlent la situation, puisque la main qui donne est au-dessus de la main qui reçoit [...] l'argent n'a pas de patrie, les financiers n'ont pas de patriotisme et n'ont pas de décence, leur unique objectif est le gain. »

La FAO

Son objectif suprême affiché est : « Aider à construire un monde libéré de la faim en promouvant un développement agricole durable », et la devise, inscrite sur son logotype *fiat panis* (expression latine signifiant « qu'il y ait du pain »).

Ce fut, à sa création, la vitrine de l'ONU : il s'agissait d'apporter sur le terrain le « know how » ou savoir de spécialistes en agronomie, pêche, nutritionnistes et des millions de dollars provenant d'institutions de tous genres, de fondations privées et des banques de développement pour aider les pays dans le besoin.

Pompeuse litanie de buts qui, si elle répondait aux préoccupations sincères de certains humanistes des nouvelles ONG – à qui elle promettait de « travailler main dans la main à la protection de la vie rurale et à aider les personnes à reconstruire leur vie » –, n'était qu'un moyen pour les cartels de mettre un pied dans la place et de récupérer les données des analyses à leur profit ! Ce qui est bizarre c'est que, si jusqu'en 2004, la FAO a docilement appliqué les directives de l'agriculture intensive et fait la promotion des OGM, chers aux cartels de la chimie et de l'agrochimie, par un curieux mystère, lors de la conférence internationale sur l'agriculture biologique et la sécurité alimentaire qui

s'est tenue à Rome en mai 2007, la FAO constatait « que l'agriculture biologique, étendue à grande échelle, serait à même de nourrir la planète. Elle soulignait sa pertinence face à l'agriculture intensive usant des pesticides, des engrais issus de la pétrochimie, voire des OGM... » [26] Avant de constater une baisse drastique des contributions de ses habituels bienfaiteurs !

Simple coïncidence aussi, probablement... en 1963, juste après la création du Codex, l'Assemblée générale des Nations unies décida de créer le PAM (Programme alimentaire mondial), pour apporter une aide d'urgence aux personnes les plus démunies au monde, réduire le taux de mortalité infantile, améliorer la santé des femmes enceintes et lutter contre la carence de micronutriments et contre les maladies comme le VIH/sida.

C'est dans la plus profonde des détresses, quand on voit mourir ses enfants de faim, que se forge une gratitude envers ceux qui viennent de loin pour vous sauver. Le PAM, c'est plus de 10000 personnes dont 92 % travaillant sur le terrain, la plus grosse entreprise mondiale d'aide humanitaire, et certainement la plus appréciée dans le tiers-monde. Depuis sa création, elle a dépensé plus de 40 milliards de dollars dans ses différents projets, et distribué plus de 47 millions de tonnes de nourriture. Les plus gros donateurs sont de loin les USA et la Grande-Bretagne.

Josette Sheeran est l'actuelle présidente de cette organisation. Elle a d'abord été directrice de rédaction au *Washington Times*, journal fondé en 1982 comme alternative conservatrice au *Washington Post* par les membres de l'Église de l'Unification, connue en France sous le nom de secte Moon. Sun Myung Moon dit avoir reçu sa mission de Jésus qui lui était apparu à l'âge de 15 ans, lui demandant de poursuivre la tâche de construire le royaume de Dieu sur terre et d'être la seconde incarnation du Christ [27].

Mme Sheeran a donc eu la chance de travailler avec et pour le messie *himself* ! Ensuite, représentante des États-Unis pour le commerce extérieur, on trouvera sa participation à différentes négociations internationales, avant de devenir sous-secrétaire d'État aux affaires économiques, commerciales et agricoles dans l'administration Bush, en 2005. Elle est aussi membre du conseil consultatif du CFR (Council on Foreign Relation) depuis 1990, et considérée comme une des femmes les plus puissantes de Washington.

En 2002, elle a contribué avec George Bush, dont on connaît l'humanisme, à la création de la Millennium Challenge Corporation (ou MCC), dont la mission est – encore – d'aider les pays en développement à atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté et de la sous-alimentation, en contrepartie d'engagements institutionnels et économiques. D'après George W. Bush, le Compte du millénaire « récompensera les pays qui mettent fin à la corruption, qui respectent les droits de l'homme et qui instaurent l'état de droit [...], qui investissent dans les domaines de la santé et de l'enseignement [...] qui libéralisent leur économie et qui appliquent une politique budgétaire judicieuse ». Cette aide est passée de 1,4 milliard de dollars en 2001 à plus de 4 milliards en 2006. Jolie perfidie derrière tant de largesse... Parce qu'on l'a compris maintenant : la faim dans le monde, M. Bush s'en fout tout autant que les cartels se soucient de notre santé ; ce n'est qu'une excuse pour pouvoir inonder tranquille tous ces pays des biotechnologies, OGM, semences stériles, avec des présidents complaisants qui laissent un bon marché boursier s'installer.

Les ONG
(Organisations non gouvernementales)

Beaucoup d'ONG sont parties de véritables élans de générosité face à la détresse humaine pourtant, depuis les premières fondations : Carnegie, Ford et Rockefeller, dès le début du XXe siècle, nombre de ces « icônes du désintéressement » s'éloignent singulièrement du principe fondateur de participation à la paix et au secours des individus, pour devenir une source de profit et de pouvoir ; de plus en plus financées, en partenariat, ou même créées par des entreprises transnationales, dans le seul but d'un retour colossal sur investissement par la mainmise sur l'éducation des futurs cadres et les marchés mondiaux. Rockefeller en aurait plus de deux cents dont la petite dernière, la Mobile Health Alliance [28], née de la Fondation Rockefeller, la Fondation des Nations unies et la Fondation Vodafone, trois des principales fondations impliquées dans la santé mondiale et dans l'aide technologique et humanitaire ; et l'Alliance pour une révolution verte en Afrique (AGRA), organisme international soi-disant sans but lucratif, établi en 2006 avec des fonds de la Fondation Rockefeller et de la Fondation Bill et Melinda Gates, en collaboration bien sûr avec la MCC et le PAM. Décidément ces infatigables milliardaires sont impressionnants [29] ! Mais ils ont de bonnes raisons :

« La philanthropie est l'élément essentiel dans le pouvoir des Rockefeller. Ça leur donne une réputation de bienfaiteurs de l'humanité que le public porte si haut que le pouvoir sur les affaires publiques est placé dans les mains de Rockefeller. La philanthropie génère plus de pouvoir que la richesse seule ne pourra jamais procurer. » [30] Ces ONG pèsent lourd dorénavant sur les orientations mondiales en matière de santé et d'agriculture ; il ne faut donc pas s'étonner que les plus grosses fortunes du monde se soient

engouffrées dans ce nouveau mode d'action. (Désormais la huitième plus grande économie du monde, avec plus d'un billiard de dollars par an au niveau mondial). Elles dépensent chaque année quelque 15 milliards de dollars pour le développement, c'est-à-dire à peu près autant que la Banque mondiale. La Fondation Bill and Melinda Gates est aujourd'hui la première ONG mondiale, avec une dotation de 28,8 milliards de dollars. Certaines de ces ONG ne défendent en rien les idéaux qu'elles mettent en vitrine, mais se servent de leur statut pour permettre aux transnationales qui les financent de jouer un rôle politique masqué. « [...] des entreprises qui animent divers lobbies au sein de l'Union européenne, de l'OMS, de l'OMC. Lafarge est un bon exemple : leader mondial des cimentiers, son activité est très polluante et il l'a développée en provoquant de sévères dommages à l'environnement. Aujourd'hui dirigée par Bruno Lafont, l'entreprise comptait, il y a quelques années, Hillary Clinton parmi ses administrateurs. À l'époque, la première dame des États-Unis était intervenue pour réduire de 60 % une colossale amende exigée de l'entreprise pour ses violations des lois sur l'environnement, pourtant laxistes dans ce pays. Mais Lafarge est membre de puissants groupes de pression, tel que Entreprises pour l'Environnement – que Bruno Lafont préside – ou le World Business Council for Sustainable Development, sans parler de l'European Roundtable of Industrialists. Et bien sûr, Bruno Lafont participait à la dernière réunion du Club de Bilderberg ! » [31]

Aujourd'hui, le Conseil économique et social des Nations unies a accordé un statut consultatif à 3 195 ONG, ce qui leur permet d'avoir accès aux conférences internationales et d'y promouvoir leurs idées. Certaines entendent désormais participer à la « gouvernance mondiale » [32]. Mais quels intérêts représentent-elles exactement ?

La grande presse en parle si peu et se montre, bizarrement, si peu curieuse à leur égard que le grand public ignore tout de l'existence de ces sociétés « discrètes », des réunions et des véritables desseins de ces quelques puissants qui se retrouvent régulièrement pour déterminer l'avenir du monde et assurer leur contrôle sur les rouages essentiels des organismes nationaux.

Le schéma est toujours le même : officiellement, ce sont des *think tanks* regroupant l'élite de la planète : leaders politiques de premier plan, PDG de multinationales, spécialistes en diplomatie, finances, sciences et même médias influents, mais la règle est toujours la même aussi : rien ne doit filtrer de ce qui se dit, il est interdit d'enregistrer, de prendre des notes ou des photos et de faire des déclarations à la presse.

Le CFR (Council on Foreign Relations), le Bilderberg Group et la Trilatérale sont celles qu'on ne peut pas ignorer, cependant il en existe plusieurs autres qui fonctionnent de la même façon !

Toutes ces organisations ne sont pas concurrentes, mais étroitement liées et complémentaires. Elles forment un ensemble dont la cohésion est assurée par l'appartenance simultanée de certaines personnalités à deux ou trois de ces sociétés. Par exemple, d'après quelques indiscrétions : Georges Bush (CFR, Trilatérale) ; Zbigniew Brzezinski (CFR, Trilatérale, Bilderberg) ; Henry Kissinger (CFR, Trilatérale, Bilderberg) ; Robert McNamara (CFR, Trilatérale, Bilderberg) ; Giovanni Agnelli (Trilatérale, Bilderberg) ; baron Edmond de Rothschild (Trilatérale, Bilderberg) ; Thierry de Montbrial, président de l'Institut français des relations internationales (Trilatérale, Bilderberg), Peter Sutherland (président de la Trilatérale et au comité

de direction du Bilderberg)... Ces personnes clés peuvent être considérées comme les Maîtres du Monde.

– Le CFR, (Council on Foreign Relations)

Il est animé par David Rockefeller, n'est ouvert qu'aux Américains et serait l'organe de contrôle de politique intérieure et extérieure du gouvernement américain, y compris aujourd'hui, sous le gouvernement Obama, dont on avance que Tom Vilsack à l'Agriculture, Ken Salazar à l'Intérieur, Robert Gates à la Défense, Timothy Geithner au Trésor... en seraient membres.

Généreusement subventionné par les fondations : Ford – Carnegie – Rockefeller, ainsi que les trusts d'importance internationale, le CFR exerce une influence prédominante sur le gouvernement des États-Unis, sur le Congrès et sur les deux principaux partis politiques : le démocrate et le républicain.

Jusqu'à présent, tous les directeurs de la CIA, nombre de secrétaires au Département d'État, à la Défense, au Trésor et aux postes clés de ces ministères (Madeleine Albright, Dick Chesney, Warren Christopher, Robert McNamara, Henry Paulson, Colin Powell, Condoleezza Rice...), de présidents des plus grandes banques (Alan Greenspan et Paul volker, Réserve fédérale, Paul Wolfowitz et James D. Wolfensohn, Robert Zoellick, Banque mondiale...) ont fait partie du CFR, de même que la plupart des présidents depuis Franklin Roosevelt, dont Jimmy carter, Bill Clinton et... George H. W. Bush, ainsi que les militaires les plus hauts gradés. Et d'autres personnalités comme Michael R. Bloomberg (actuel maire de New York City), Hillary Rodham Clinton, John McCain, Henry Kissinger et même Angelina Jolie [33].

Le CFR est financé par deux cents multinationales et ne reçoit aucune dotation du gouvernement américain, mais

quand l'élite du business mondial élabore la politique américaine avec son establishment par consensus et à huis clos, on est en droit de se poser quelques questions !

Surtout qu'en 2008, le CFR a lancé un programme sur cinq ans appelé : « International Institutions and Global Governance : World Order in the 21st Century » ayant pour but la mise en place d'institutions mondiales pour encourager à des niveaux différents une « gouvernance mondiale » pour régler les différents problèmes transnationaux dont le management d'une économie globale !

– LA TRILATÉRALE vit le jour en 1973, cofondée par David Rockefeller et Zbigniew Brzezinski, dans le but de construire une coopération politique et économique entre l'Amérique du Nord, l'Europe et le Japon. Son nom proviendrait du triangle des Francs-Maçons, ayant à son sommet les USA (Wall Street) et à sa base le Japon et l'Europe, autrement dit : le Tokyo Stock Echange et la City de Londres. Parmi les personnages connus des Français, nous pourrons citer quelques noms qui en feraient ou en auraient fait partie : Raymond Barre, Roland Dumas, Jacques Delors, Alain Poher, Jacques Chirac, Simone Veil, François de Rose, Hubert Védrine, DSK, Pierre Lelouche, le président Giscard d'Estaing [34]... Les noms des banques, des trusts, des consortiums que représentent la plupart des affiliés donnent une idée de la puissance dont dispose ce cercle privé qui permet aux hommes de l'ombre de briefer les hommes au pouvoir aux fins d'organiser ce que sera le monde de demain. Le maître à penser de la Trilatérale, Zbigniew Brzezinski, écrivait qu'un nouveau Pearl Harbor serait nécessaire pour faire accepter à la population les projets militaires et impérialistes américains, dans son livre *Le Grand Échiquier* [35].

En 1995, lors d'une réunion privée organisée à l'hôtel Fairmont à San Francisco, à la fin d'une cession du « State of the World Forum », en présence du gratin du pouvoir mondial (Mikhaïl Gorbatchev, George H. W. Bush, Margaret Thatcher, Vaclav Havel, Bill Gates, Ted Turner, etc.), il affirmait que l'arrivée de la dénommée « Société 20/80 » (basée sur le principe de la loi de Pareto) est inévitable ; celle dans laquelle le travail de 20 % de la population mondiale sera suffisant pour soutenir la totalité de l'appareil économique de la planète. La population restante (80 %) s'avérera superflue, et ne disposant pas de travail ni d'aucune forme d'occupation, nourrira une frustration croissante. Il devenait nécessaire de créer un nouveau concept, nommé par le sieur Brzezinski, le « Tittytainment » [36], basé sur un mélange d'aliment physique et psychologique, pour endormir les masses et contrôler leurs frustrations et protestations prévisibles. On pourrait douter qu'une telle idée puisse avoir été émise et encore moins se réaliser ; mais, depuis 1995, force est de constater l'explosion des émissions « télé poubelle » parallèlement aux scandales sanitaires, à ceux de la « malbouffe » et la déchéance de nos systèmes éducatifs ! (Le rapport de 1975 de la Trilatérale est devenu célèbre pour sa distinction entre « intellectuels subversifs » et « responsables » et les « risques » à la démocratie que l'université pouvait poser !)

Le président de la Trilatérale Europe est Peter Sutherland. Et l'influence de cette commission contribue sans aucun doute à l'instauration d'une gouvernance mondiale.

– Le Bilderberg

Sans doute le plus puissant des réseaux d'influence ; pour ceux qui enquêtent sur les réseaux de pouvoir, le Groupe de Bilderberg est le véritable gouvernement mondial [37]. Il est fondé en mai 1954, à l'instigation de David

Rockefeller, sous les auspices du prince Bernhard des Pays-Bas, à l'hôtel Bilderberg, d'où il tire son nom, pour contre-carrer le pouvoir du communisme et l'amitié entre l'Europe et l'Amérique. C'est un club élitiste, visant à rechercher une attitude commune sur les terrains politiques, culturels, économiques et sociaux, nous sert-on poliment ! Ni les conjoints, ni les secrétaires, ne sont acceptés. Ce sont encore les personnes les plus puissantes du monde, patrons de multinationales, chefs d'État, banquiers, dirigeants de presse, qui se réunissent en secret chaque année, aux États-Unis ou en Europe, pour débattre pendant quatre jours de notre monde, à l'abri des regards dans des hôtels de luxe.

Lors de leur réunion en 2003 [38] – ballet de limousines aux vitres fumées –, l'État français mit à leur disposition le château de Versailles, et toutes les forces de l'ordre nécessaires pour en bloquer les accès toute une semaine. « Ils disent que c'est une réunion privée entre personnes privées qui pensent à l'avenir du monde, mais c'est étrange car ils ont tous de lourdes responsabilités dans les affaires publiques et parlent de l'avenir du FMI ou de la Banque mondiale en présence de leurs présidents respectifs, de la libéralisation de l'Europe en présence des commissaires européens… », dit Tony Gosling ancien journaliste à la BBC qui veut bien croire qu'aucune décision ne soit prise formellement dans l'enceinte d'un Bilderberg, mais il est évident que « les débats permettent d'aboutir à un consensus, de créer la toile de fond des politiques et des décisions qui seront prises par la suite au FMI, au G8 ou ailleurs » [39]. Les délibérations restent rigoureusement secrètes et ne donnent lieu à aucun compte rendu, tous les membres acceptant de n'en rien divulguer.

Cette confidentialité ? « Un gage très grand de sincérité qui permet aux participants de dire vraiment ce qu'ils pensent », répondent aussi bien Nicolas Beytout que Patrick

Devedjian [40], qui se dit très honoré d'avoir été invité à la Trilatérale comme au Bilderberg. On y retrouve trace de Laurent Fabius, Lionel Jospin, Bill Clinton, Romano Prodi, Thierry de Montbrial, Ernest-Antoine Seillière... [41] Et pour sa réunion annuelle de 2008 à Chantilly (USA), Jean-Pierre Jouyet, ministre français des Affaires européennes ; Peter Mandelson, un des vingt-sept commissaires de la Commission européenne ; Christine Ockrent ; Jean-Claude Trichet (patron de la Banque centrale européenne) ; Condoleezza Rice ; Hillary Clinton et Obama qui se sont, paraît-il, parlés malgré la campagne qui les oppose à ce moment-là et bien sûr Henry Kissinger et David Rockefeller (Chase Manhattan, entre autres casquettes) [42] !

Du 14 au 17 mai 2009 à Vouliagmeni en Grèce, pour le 57e meeting, on notait la présence, pour la France, de Xavier Bertrand, secrétaire général de l'UMP ; de Christine Lagarde, la ministre de l'Économie et des Finances ; Nicolas Baverez – éditorialiste de l'hebdomadaire *Le Point* (propriété du Groupe Pinault) ; Alexandre Bompard – PDG d'Europe 1 (propriété du Groupe Lagardère) ; Henri de Castries – président d'AXA ; Étienne Davignon, président honoraire du Bilderberg Group, vice-président de Suez-Tractabel, Pascal Lamy – directeur général de l'OMC ; Frédéric Oudéa – président de la Société Générale... Et, bien sûr, les principaux conseillers d'Obama : Timothy Geithner, secrétaire au Trésor ; Lawrence Summers – ex-économiste en chef de la Banque mondiale, ex-ministre des Finances sous Clinton, conseiller économique d'Obama et les incontournables DSK, directeur du FMI ; Henry Kissinger et David Rockefeller [43].

Cent six des personnes les plus puissantes du monde se réunissent et pas un article dans la presse... alors qu'au Festival de Cannes, les journalistes se battent pour savoir ce qui se passe en coulisses ! Le plus difficile à croire étant

qu'Yves Calvi et Jean-François Kahn par exemple, grands journalistes et « fouille-merde » de talent, prétendent n'en avoir jamais entendu parler [44] !

Apparemment cette organisation serait constituée de membres principaux, vingt-quatre Européens et quinze Américains formant le « cercle intérieur » (Steering Committee ou Comité de direction) où se décident les objectifs ; certains d'entre eux faisant partie d'un second cercle intérieur encore plus fermé, l'Advisory Committee (Comité consultatif) ; et puis d'un cercle extérieur comportant à la fois des affiliés et des invités sur lesquels on compte pour mettre en œuvre la politique dessinée et qui se croisent aussi dans les couloirs pour des discussions informelles. Et même si ce n'est pas là que se prennent les décisions, nous, petit peuple, apprendrons peu après, au cours des grands-messes médiatiques que sont Davos ou le G8 ou 20, ou par un communiqué du ministre de l'Économie ou de la Défense, qu'une décision, qui nous paraît sortir de nulle part, vient d'être prise !

C'est aussi ce qui explique la continuité d'une politique, quelle que soit la couleur du gouvernement en place ; parce qu'à ce niveau d'intérêts, il n'y a plus de droite ni de gauche, ni d'agriculteurs français qui ne touchent même pas le SMIG ou de crise de l'automobile en Allemagne, il y a le pouvoir absolu de l'argent.

Et quand un pays emprunte des sommes colossales qu'il n'est pas en mesure de rembourser, on ne le met pas en banqueroute, on le met en devoir de servir ce pouvoir.

« Le monde se divise en trois catégories de gens : un très petit nombre qui fait se produire les événements, un groupe un peu plus important qui veille à leur exécution et les regarde s'accomplir, et enfin une vaste majorité qui ne sait jamais ce qui s'est produit en réalité. »

(Nicholas Murray Butler, président de la Pilgrim Society, prix Nobel, membre de la Carnegie, membre du CFR.)

De George W. Bush à Nicolas Sarkozy...

C'est une petite phrase glissée de-ci de-là à laquelle on n'a pas spécialement prêté attention. Le 11 septembre 1990, le président George Herbert Walker Bush, dans une allocution au Congrès, est le premier à employer l'expression : « Le nouvel ordre mondial ». Et depuis, on la retrouve à toutes les sauces, au sujet de la place des pays émergents, de la crise financière, dans les discours des hommes politiques sans trop savoir ce que ça cache... Par contre, on se rend compte que, petit à petit, au pouvoir déclinant des gouvernements des États-nations s'est effectivement substitué un nouveau pouvoir, planétaire, global, voulu par les puissants patrons de l'économie et des finances mondiales. Comme si les citoyens continuaient d'élire des institutions nationales alors que c'est le marché et le profit qui dirigent la planète.

La science, la santé, ce que l'on mange et ce que l'on respire : tout est à leur service ou est neutralisé. Le FMI et la Banque mondiale dessinent l'économie et l'environnement de la planète par le biais des prêts accordés aux États nécessiteux à condition qu'ils appliquent une politique économique d'inspiration ultralibérale, au mépris des réalités humaines et écologiques. L'OMC fixe les règles du commerce mondial, à savoir la libre circulation des poisons référencés Codex, l'OMS nous sort une épidémie terrible tous les quatre, cinq ans, histoire de booster le commerce des vaccins et des médicaments, les experts des commissions de santé publique européennes et nationales sont bien souvent de mèche... et tout ça drapé sous la bannière à

l'odeur de sainteté de l'ONU. Jusqu'à la fameuse crise économique et la récente « pandémie » porcine !

C'est donc ça, le nouvel ordre mondial… Mais pour le bien de qui ?

Depuis qu'ils nous promettent monts et merveilles, en gros un peu plus de soixante ans, qu'est-ce qui a changé ?

De plus en plus de cancers, de moins en moins de valeurs nutritives dans les aliments disponibles, plus de cinq cents produits chimiques autorisés dans l'alimentation, l'agriculture, les produits de beauté et les produits d'entretien, l'environnement est détruit, et on se demande comment ils ont encore le culot de nous servir cette excuse peu crédible pour justifier tout ça : l'éradication de la pauvreté et de la faim dans le monde. Alors qu'il n'y a jamais eu autant de pauvres et de gens qui crèvent de faim ! Que Jean Ziegler, rapporteur auprès de l'ONU sur le Droit à l'alimentation, qui n'est bien sûr pas invité aux grandes messes de la congratulation, déclare : « Étant donné l'état actuel de l'agriculture dans le monde, on sait qu'elle pourrait nourrir 12 milliards d'individus sans difficultés. Pour le dire autrement : tout enfant qui meurt actuellement de faim est, en réalité, assassiné. »

Il ne s'agit pas de regretter l'âge de pierre et d'être contre le progrès, mais de l'utilisation qui en est faite. Manifestement, ce monde nous donnait tout ce qu'il nous fallait pour vivre : la terre, l'eau, l'air, les plantes, les animaux… et ils ont tout détruit et nous en « offrent » un qui se révèle de plus en plus délétère pour l'être humain !

À quoi sert donc que les super-cerveaux de la planète se concertent ? La question serait sans doute plutôt : à qui ?

Parce que, pendant soixante ans, la pieuvre n'a fait que s'étendre et enserrer dans ses tentacules des milliards et des milliards de dollars, de la Standard Oil à la First National

City Bank (2e banque internationale) et la Chase Manhattan Bank (3e banque mondiale et de loin la plus influente), de ses intérêts ou influence dans des compagnies d'assurance aux énormes fonds d'investissement (Metropolitan Life, Equitable Life and New York Life) et autres diverses corporations comme Mobil Oil Corp., Eastman Kodak, General Electric, Texas Instruments, AT&T, Motorola, Honeywell, General Foods... jusqu'aux sièges dans les directions de Allied (Chemical), DuPont, Monsanto, Dow, Stauffer Chemical... « Retracer tous les entrecroisements des intérêts du groupe Rockefeller dans les divers comités de direction des transnationales est un challenge qui réduirait Einstein à un gazouilleur imbécile », affirme Gary Allen, et selon le professeur Knowles : « Les Rockefellers possèdent une part importante de quelque cinquante *major companies* américaines, 25 % de tous les avoirs des cinquante plus grandes banques commerciales du pays et 30 % des avoirs des cinquante plus grandes compagnies d'assurance. La Chase contrôle le plus grand block d'actions de vingt et un des plus grosses majors américaines ; ce qui veut dire que United Airlines, Northwest Airlines, Long Island Lighting, Atlantic Richfield Oil, National Airlines et seize autres firmes multimillionaires en dollars sont aussi sous le contrôle du groupe Rockefeller et, avec la Sterling Drug Inc. et ses soixante-huit filiales, le contrôle d'American Home Products, Pfizer, Avon, Merck et Squibb, le groupe Rockefeller possède le plus gros cartel pharmaceutique au monde. » [45]

Mais « les Rockefellers savent que les routes qui mènent au gouvernement mondial sont aussi diverses que les espoirs, les peurs, les ambitions, l'ignorance et l'avidité humaine [...] et la liste des organisations, institutions, publications et programmes dont ils tirent les ficelles dans les coulisses remplirait un livre aussi gros que l'annuaire téléphonique de Los Angeles ! [...] Le plan, décrit publiquement par

Richard Gardner [46], explique : "Au lieu d'essayer de faire de l'ONU un monde de dictature immédiatement, l'Establishment identifiera différents problèmes dans différents pays. Puis, ils proposeront une solution qui peut seulement être mise en place par une agence internationale quelconque, afin que chaque pays concerné soit forcé d'abandonner une part de son indépendance nationale". » [47]

C'est bien ce à quoi on assiste. Il n'y a pas de crise économique, ni de l'agriculture, ni de pandémie... Juste la captation du pouvoir et des richesses entre les mains de quelques-uns. L'idéologie de la pieuvre et ses méthodes ont fait des émules et la toile d'araignée de leurs réseaux et de leur puissance s'étend désormais sur le monde entier.

On sait tous que quelque chose ne va pas, mais lorsque l'arme est silencieuse et la pression appliquée graduellement, on s'habitue, on s'adapte, on apprend à intégrer ses répercussions sur nos vies, et puis, ils font en sorte qu'on ait tellement d'autres soucis... et de nous manipuler tellement savamment : « [...] l'autorité se glissera dans un savoir qui vous dira : si vous mangez ça et ça, vous payerez moins de prime d'assurance, si vous mangez autrement, vous payerez plus cher. Et pour faire respecter cette autorité, il y aura de la surveillance, de plus en plus... et donc, l'autorité va être respectée soit par la force soit par une surveillance générale de tous les comportements des individus... en leur laissant penser qu'ils sont libres ; mais ils ne seront libres que de respecter les normes fixées par une autorité. » [48]

On ne sait plus, non plus, qui et quoi croire ? Quand, après la citation attribuée à David Rockefeller : « Nous sommes à la veille d'une transformation globale. Tout ce dont nous avons besoin est d'une bonne crise majeure, et les nations vont accepter le "nouvel ordre mondial" », on

entend Nicolas Sarkozy marteler : « Nous irons ensemble vers ce nouvel ordre mondial et je dis bien rien ni personne ne pourra s'y opposer », on peut se poser toutes les questions !

« Et le doute grandira si les Français ont le sentiment qu'on leur cache quelque chose… » [49]

De quel nouvel ordre mondial parle-t-il ? Celui des cartels ? Ou de l'urgence d'un contre-pouvoir ? Quand il dit, dans son discours à l'ONU : « C'est la première fois que je m'exprime au nom de la France à cette tribune. Il s'agit pour moi d'un instant solennel, d'un instant émouvant. C'est un véritable New Deal à l'échelle planétaire qui est nécessaire, un New Deal écologique et économique. Au nom de la France, j'appelle tous les États à se réunir pour fonder le nouvel ordre mondial du XXIe siècle sur cette idée forte que les biens communs de l'humanité doivent être placés sous la responsabilité de l'humanité tout entière. » [50]

Chiche ! *Mister President !*

L'obligation de subir nous donne le droit de savoir.
(Jean Rostand)

2

CES TRANSNATIONALES QUI NOUS GOUVERNENT

Comme on le sait, de la rencontre de Bretton Woods en 1944 a découlé la création de ces institutions au sein desquelles se retrouvent ces hommes qui dirigent maintenant la planète, ouvrant les économies nationales, au sud comme au nord, aux importations de plus en plus libres de marchandises et de capitaux.

La production mondiale, le commerce et les investissements ont explosé pendant que, contrairement aux buts annoncés, la pauvreté est de plus en plus répandue. À force d'excès, nous avons atteint les limites écologiques permettant aux écosystèmes dans lesquels nous vivons de garder leur équilibre ou de se régénérer ; écosystèmes dont dépendent notre survie et celle des générations futures. Leur destruction entraîne l'épuisement ou la mort des terres, des zones de pêche, de l'eau, la destruction des forêts et de la couche d'ozone, la saturation des capacités d'absorption du CO_2, les vaches et les brebis malades d'une reproduction contre

nature, l'empoisonnement de notre nourriture... La population mondiale augmente si vite qu'il faut des moyens hors du commun pour la nourrir, nous dit-on, et l'on ne peut pas faire d'omelette sans casser des œufs ! Mensonge... mais pour une poignée qui se partage l'omelette, le reste de l'humanité est bien mal en point.

Nos gouvernants disent être totalement conscients de l'ampleur du désastre, font des Grenelle de l'environnement – nous culpabilisant au passage de polluer avec nos petites voitures et ce besoin que l'on a de respirer tout le temps, en plus des vaches qui pètent abondamment à tout bout de champ –, poursuivent de temps en temps un navire qui dégaze en mer... Mais qui arrête les usines qui rejettent en masse les produits toxiques dans le sol, les rivières et l'atmosphère ? Qui va interdire les poisons répandus sur les légumes, sur les terres où on les cultive, dans les animaux que l'on consomme ? On ne voit pas d'ailleurs, honnêtement, même s'ils le voulaient de bonne foi, ce que nos gouvernants pourraient faire, à part faire semblant, assujettis comme ils le sont tous à la puissance des cartels et au pouvoir de l'OMC !

C'est touchant, la main sur le cœur ils ne veulent pas que l'agriculture meure (Monsanto non plus), mais au lieu de donner aux paysans les moyens de produire mieux, de vendre mieux et de vivre de leur travail aussi vieux que le monde, on leur donne... des aides ! Tout le reste entraverait le profit des cartels qui vendent semences, pesticides, herbicides, hormones et... médicaments aux paysans qui, en plus, pour avoir manipulé ces mêmes pesticides pendant toute une vie, font un cancer de la prostate à 60 ans !

On pourrait croire que ce n'est « pas de chance », des conséquences fâcheuses qui n'étaient pas prévues... Mais non ! Pendant des années, on continue de nous vendre un produit sur lequel pèsent les plus lourds soupçons, sous le

prétexte que rien ne permet de faire le lien entre ce produit et la maladie qui éclate partout sur son sillage ; puis quand les ventes s'essoufflent un peu et qu'on a trouvé mieux à nous faire acheter, on le retire du marché en reconnaissant humblement que « dans l'état des connaissances de l'époque, on ne savait pas »... Ils savent, mais les rouleaux compresseurs de leur avidité ne s'arrêtent jamais. D'ailleurs depuis des décennies, ils ont tout anticipé, beaucoup trop bien pensé, organisé, pour être le fruit du hasard ! D'aucuns affirment que c'est un projet déjà formé par le CFR dès les années trente. En tout cas, c'est un plan, global, mondial ; exactement le même dans tous les domaines !

LE NOMBRIL D'UN AUTRE MONDE

Un homme en bonne santé n'est pas rentable pour les multinationales ; alors on invente et l'on nous vante des substances qui éventuellement nous rendent malades, pour nous vendre d'autres médicaments qui soignent les symptômes, mais surtout pas les causes, détruisent au passage nos défenses immunitaires, ce qui nous rend plus réceptifs à la prochaine épidémie... Le seul but étant de nous faire consommer un maximum de produits pour un plus grand enrichissement de « Big Pharma » !

Un paysan qui cultive ses terres en épandant du fumier naturel ou en sulfatant ses vignes, qui fait ses jambons et ses fromages et qui vend sa production sur les marchés n'est pas rentable pour les multinationales, puisqu'elles ne peuvent rien croquer au passage ! Alors, quand le plan s'est mis en marche, les « conseillers agricoles » sont allés lui expliquer comment simplifier sa vie avec quelques produits chimiques, avec le progrès génétique, sans bien sûr l'avertir, là non plus, des effets secondaires ! Et puis, qu'être agriculteur de père en fils ce n'était pas suffisant pour

reprendre la ferme, qu'il fallait passer un diplôme (histoire de le guider sur la bonne voie) et prendre un crédit pour agrandir l'exploitation, se moderniser ! Et voilà comment le piège se referme : il faut produire toujours plus pour rembourser les emprunts, mais le conseiller est là (comme le visiteur médical) pour donner la liste des produits qui vont produire ce miracle ! Quand ils ont bien éreinté leurs champs et leurs bêtes à produire contre nature, nos amis paysans ne peuvent plus vendre qu'à perte à d'autres multinationales, à cause de cette fichue concurrence, alors que les produits n'ont jamais été aussi chers pour les consommateurs. Pendant ce temps, où va l'argent ?

Quelqu'un qui mange des aliments naturels n'est pas rentable pour les multinationales. Alors, cautionnée par leurs amis de la FDA (Food and Drug Administration), de l'AFSSA (Agence française de sécurité sanitaire des aliments) en France et autres organismes gouvernementaux, protégée par la connivence de la plupart les grands médias qui se soucient plus des revenus publicitaires que de la santé des gens, la grande industrie alimentaire a entrepris de nous conditionner : les campagnes de pub nous ont appris que les graisses naturelles, extrêmement dangereuses, donnaient du cholestérol, qu'il fallait manger *light*... mais pour que ça ait du goût, ils ont rajouté des tonnes de sucre provoquant obésité et diabètes et puis, des « éléments de substitution » dont on ne sait pas ce que les noms cachent, des conservateurs, des stabilisants, des colorants pour que les aliments gardent une couleur appétissante sous les emballages plastiques... et autres ingrédients nocifs : aspartame, glutamate de sodium, benzoate de sodium, bromate de potassium, nitrite de sodium, et des milliers d'autres. Les effets mortels de ces additifs sont bien connus et documentés maintenant, toutefois ils sont toujours utilisés.

Juste une question : est-ce que l'on se porte mieux qu'avant depuis qu'ils contrôlent la chaîne alimentaire ?

Juste des faits : avant, on entendait parler de cancer de temps en temps. Depuis ces dernières années, tous autant que nous sommes et où que nous vivions, il ne se passe pas une semaine sans que nous apprenions que quelqu'un que l'on connaît est atteint de cette horrible maladie.

Bien évidemment, on ne peut pas affirmer, même s'ils ont détruit tout équilibre naturel pour leur seul profit, que leur dessein est de tuer délibérément une grande quantité d'entre nous, mais ce qui est sûr c'est que si ça arrive, il est probable que cela ne les dérangerait pas du moment que leurs caisses se remplissent et leurs actions en Bourse continuent de grimper. Leurs intérêts sont inversement proportionnels aux nôtres : plus on achète leurs produits et plus on est malades et plus on achète leurs produits... et plus ils s'enrichissent. Puisque les trusts qui fabriquent les produits cancérigènes sont les mêmes qui fabriquent ceux pour la chimiothérapie et ceux, dont les vaccins provoquent le diabète, fabriquent aussi l'insuline (Monsanto et Pfizer détenteur du Campto dans le traitement du cancer du colon, Sanofi avec les vaccins qui provoquent le diabète par réactions auto-immunes et qui fabrique aussi l'insuline... et les « Crop Science » d'Aventis qui incluent toutes sortes de pesticides).

Mais ça ne leur suffit pas, ces cartels veulent nous enlever toute possibilité de choix, nous couper toutes les chances de battre en retraite. Pour cela, la grande industrie de la biotechnologie n'hésite pas à nous mettre en danger avec des cultures modifiées génétiquement, dont nul ne sait vraiment quels effets elles auront sur nous et les générations futures, dans une machination visant à breveter à son profit tout ce qui sur terre est notre patrimoine commun, et nous nourrit depuis des centaines de milliers d'années.

En introduisant un gène nouveau dans une graine de maïs, de soja, dans un porc... les concurrents-alliés du cartel agrochimique : Monsanto, DuPont, Syngenta, Dow, ou Bayer considèrent que le produit ainsi modifié leur appartient (puisque contenant une molécule qu'ils ont créée en recombinant différents ADN) et en demandent la propriété exclusive. C'est-à-dire qu'ils veulent la mainmise totale sur le vivant et notre nourriture. Jusqu'à cette semence « Terminator » conçue pour devenir stérile après récolte, pour que l'agriculteur soit obligé d'acheter tous les ans de nouvelles graines à Monsanto et soit « pieds et poings liés » entre ses mains ! Si on laisse faire, le prix et l'approvisionnement des denrées alimentaires pourraient, à plus ou moins brève échéance, dépendre de son bon vouloir et si, pour une raison quelconque, il refusait à un moment de fournir, on ne pourrait plus se nourrir ! C'est, à terme, l'autre immense danger des OGM, dont les médias, encore une fois, ne nous parlent jamais.

Alors même que, coïncidence troublante, Bill Gates – associé d'ailleurs à la Fondation Rockefeller (à l'origine de la « révolution génétique » et ayant investi plus de 100 millions de dollars ces trente dernières années dans la recherche génétique), au CGIAR, à la Fondation Syngenta, DuPont/Pioneer Hi-Bred et... Monsanto – investit 30 millions de dollars dans la construction d'un « coffre-fort anti-apocalypse » *(doomsday vault)*, une banque de semences, une espèce d'arche de Noé abritant toutes les graines connues sur terre, dans l'île de Spitzberg, un îlot de la mer de Barents, à environ 1 000 km du pôle Nord. « Si on en croit le communiqué de presse officiel, il s'agit d'une grotte artificielle, creusée sous une montagne à proximité du hameau de Longyearbyen, fermée par des doubles portes anti-explosions, équipées de systèmes d'alarme, de sas anticontamination et aux parois renforcées par du béton armé d'un mètre d'épaisseur. Il est prévu d'y

stocker jusqu'à trois millions de variétés de semences provenant du monde entier afin de "garantir la préservation de la diversité des produits agricoles pour le futur". »[51] Preuve que la menace est réelle puisque les financiers de ce projet sont les plus grands détenteurs au monde de brevets agricoles pour des semences OGM et les produits agrochimiques qui les accompagnent ! D'autant que ces semences sont déjà protégées, en plusieurs exemplaires, dans les différentes banques de semences qui existent à travers le monde.

« "L'an passé, nous étions au bord du gouffre, cette année, nous avons fait un grand pas en avant." Cette bourde prononcée par un ministre algérien il y a quelques années est tout à fait révélatrice de l'esprit du temps. La croyance au progrès nous habite au point qu'il est inconcevable de ne pas aller de l'avant. Ainsi, nous sommes embarqués sur un bolide qui n'a ni marche arrière, ni freins, ni conducteur. Il n'est pas besoin d'être prophète pour prévoir l'avenir de cette "mégamachine". Elle ne peut que se fracasser contre un mur ou sombrer dans un précipice. Les vaches folles, les errements des organismes génétiquement modifiés et autres clones ne sont que les signes annonciateurs de "la grande implosion"[52]. La mondialisation participe pleinement à ce processus [...]. Comme le capital, auquel elle est intimement liée, la mondialisation est en fait un rapport social de domination et d'exploitation à l'échelle planétaire. Derrière l'anonymat du processus, il y a des bénéficiaires et des victimes, les maîtres et les esclaves. »[53]

3

LE CARTEL DES INDUSTRIES PHARMACEUTIQUES

Tous les jours, environ un million de personnes, principalement en Amérique du Nord, en Europe et au Japon, se lèvent quand l'aube touche leur partie de la planète, allument leurs computers et quittent le monde réel pour jouer au « jeu de l'argent » ! Un monde aux chiffres qui s'alignent, où la règle du jeu consiste pour les joueurs à acheter, vendre, à faire grimper des actions, à piquer aux autres un maximum de parts de marchés ! L'important n'est pas la valeur de la technologie qu'une firme représente, mais les dividendes à reverser aux actionnaires !

Les secteurs qui ont connu l'essor le plus gigantesque depuis la fin de la guerre sont ceux de l'industrie pharmaceutique, de l'agrochimie et des biotechnologies, et de l'agroalimentaire, qui ont d'ailleurs partie liée, puisque l'industrie pharmaceutique, qui regroupe les activités de recherche, de fabrication et de commercialisation des médicaments pour la médecine humaine ou vétérinaire, est née à la fin du XIXe siècle avec le développement des médica-

ments de synthèse issus de la chimie, puis est passée à des technologies nouvelles fondées sur le développement des biotechnologies ; et l'agroalimentaire en est la suite logique ! Les scandales énormes qui ont émaillé leur histoire ont fait que ces firmes – pour brouiller les pistes, noyer le poisson, se refaire une virginité... – séparent ou regroupent leurs noms et leurs activités au gré des besoins, mais il s'agit bien de la même hydre à trois têtes.

Ainsi, en 1997, Monsanto transfère sa division chimique à Solutia (qui s'engage à indemniser les victimes des pollutions antérieures de Monsanto) et s'associe, en 2000, à Pharmacia & Upjohn pour devenir Pharmacia Corp ; puis en 2002, Pharmacia devient filiale de Pfizer médicaments en se débarrassant officiellement de ses parts de Monsanto, qui se présente dorénavant comme une entreprise au service de l'agriculture... Bayer rachète Crop Sciences, leader mondial des pesticides, à Aventis qui se consacre à la pharmacologie avec Pasteur/Mérieux/Sanofi, etc. C'est pratique et comme ça, le marché est assuré : Monsanto peut nous inonder de pesticides pendant que Pfizer commercialise le Campto® (un des médicaments les plus prescrits pour le cancer du colon) ; de même que Bayer Schering Pharma, avec Nexavar, peut directement soigner les cancers et avec Ventavis® les problèmes cardiaques éventuellement provoqués par Bayer Crop Sciences et sa panoplie de produits chimiques ! Et Sanofi Aventis est prêt à débourser 1,9 milliard de dollars pour racheter Chattem, un fabricant américain de produits de soin et de compléments alimentaires.

Comment on nous traite ?

Le marché de l'industrie pharmaceutique repose sur le corps humain ; son chiffre d'affaires, sur l'entretien et l'expansion des maladies ; ses bénéfices, sur la brevetabilité des médicaments. C'est ainsi que ce secteur est devenu l'industrie la plus rentable au monde.

« Plus de 2 000 milliards d'euros de capitalisation boursière. C'est le niveau des compagnies pétrolières, c'est bien au-delà de l'automobile. Son chiffre d'affaires représente plus de 400 milliards d'euros par an. Près du double du budget de l'État français » [54] ; et le marché mondial devrait tripler pour atteindre 1 300 milliards de dollars en 2020.

Beaucoup des nouvelles maladies dont souffrent les hommes ne sont pas le fruit du hasard, mais la résultante de la politique de ces cartels à l'appétit insatiable dans le seul but de développer encore et toujours le marché mondial du médicament. Sylvie Simon [55] cite, dans une de ses interviews, la déclaration du directeur des laboratoires Merck, il y a déjà vingt-cinq ans : « C'est embêtant de ne vendre des médicaments qu'à des gens qui sont malades ; si on pouvait agrandir notre marché auprès des gens en bonne santé, il est évident que ça arrangerait nos affaires ! »

Ce n'était pas une blague, mais bien un postulat mûrement réfléchi ! Alors qu'on croit tous que les laboratoires fabriquent des médicaments pour soigner les malades, ils fabriquent maintenant des malades pour vendre leurs médicaments.

Petite devinette, en passant : qu'est-ce qu'on peut vendre à tous les gens de tous les pays en bonne santé ? Avec un peu de frousse et un bon marketing... Des vaccins !

Entre-temps, des psychotropes aux antibiotiques, les Français sont les premiers consommateurs de médicaments

au monde. Or la revue *Prescrire*, connue pour son indépendance vis-à-vis des laboratoires, a publié dès 1999 un avertissement sérieux : 80 % des médicaments prescrits n'ont aucun effet thérapeutique, ils ont néanmoins des effets iatrogènes ! Aux États-Unis, 100 000 décès par an sont dus aux médicaments et 2 200 000 personnes souffrent d'effets secondaires ; une étude publiée dans le *Canadian Medical Associ*ation a prouvé qu'environ 185 000 patients sont chaque année, dans le pays, victimes d'effets secondaires graves [57]. L'article « La iatrogénie médicamenteuse » de l'AFSSAPS (Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé) de janvier 2001 constate : « Chaque année, la iatrogénie médicamenteuse serait responsable d'environ 140 000 hospitalisations, avec un coût estimé à 320 millions d'euros et 13 000 décès avérés. » [56] Soit plus de trente par jour, deux fois plus que les accidents de la route. Mais si on a placé des radars partout, si on prend des mesures pour qu'il y ait moins de morts sur les routes, les morts par médicaments, eux, semblent n'intéresser personne : aucune prévention, aucune poursuite et, c'est bizarre, les médias n'en parlent jamais ! À croire qu'il y a des morts importantes et d'autres pas...

Comment se fait-il que malgré le nombre de médicaments mis à notre disposition, même si l'espérance de vie augmente, on soit de plus en plus malades ? Que dans les pays développés on ne meure plus d'épidémies, mais de maladies chroniques comme les troubles cardiaques, diabètes, cancers, fléaux de notre temps ? Il suffit de regarder les notices des médicaments qu'on nous prescrit ! Combien de malades du cœur, par exemple, se retrouvent avec des diabètes sévères ? Combien de gens stressés avec des maladies cardiovasculaires après la prise de psychotropes ? Combien de sujets atteints de bronchites, avec une hépatite fulminante [58] ?

Quant au cancer, il tue aujourd'hui un Français toutes les quatre minutes, et représente la première cause de décès dont 35 % chez les personnes âgées de 35 à 45 ans, ce qui exclut d'entrée les affirmations prétendant que si le cancer est en progression c'est surtout à cause de l'allongement de la durée de vie [59]. Les centenaires de notre époque sont, tout simplement, les derniers des générations à ne pas avoir été polluées !

Mais « l'industrie pharmaceutique fait entrer dans son choix de développer ou non une découverte, ses intérêts commerciaux, qui ne croisent que rarement les besoins réels de santé. Les laboratoires privilégient la stratégie du blockbuster : ne l'intéressent que les médicaments qui promettent au moins 1 milliard de dollars de chiffre d'affaires par an. Des dizaines de principes efficaces dorment ainsi dans les tiroirs des grands laboratoires. » [60] Quant aux médicaments mis sur le marché : « Souvent, non seulement le compte rendu des essais est incomplet, mais il est entaché de partialité et ne correspond pas aux protocoles. Les articles publiés ainsi que les synthèses qui les citent risquent donc de ne pas être dignes de foi et de surestimer les avantages des traitements. Dans le pire des cas, sur la base de données fragmentaires, on préconise des traitements inefficaces et dangereux. » [61] Mais peu importe si les essais sont bâclés, de toute façon, les données restent secrètes et le but n'est pas d'éradiquer les maladies, mais d'enrichir l'industrie ! Pour faire vendre leurs produits, les laboratoires pharmaceutiques n'hésitent ni sur le budget marketing [62] (jusqu'à deux fois et demi du budget alloué à la recherche) ni sur le budget lobbying ! On peut croire les affirmations de Marcia Angel, qui enquête depuis des années sur le sujet : « Ce n'est un secret pour personne que le lobby pharmaceutique est l'un des plus puissants à Washington (189,1 millions de dollars dépensés en lobbying par les firmes en 2007) et qu'il fait depuis longtemps la pluie et le beau temps au Congrès [63]. »

Les médecins pas informés

Il faut bien faire confiance à notre médecin de famille et au traitement qu'il nous prescrit ! Mais la plupart sont incapables de déterminer le rapport bénéfices/risques des médicaments qu'ils prescrivent. Louis Merle, professeur de pharmacologie à Limoges, dans une réponse à l'hebdomadaire *L'Express*, estime que les médecins sont mal informés dans le domaine de la pharmacologie : « Les jeunes médecins ont, en France, des connaissances superficielles et insuffisantes dans le domaine des médicaments et restent trop vulnérables aux sirènes de l'industrie. » [64] Et pour cause !

Les universités, les revues médicales sont aux mains de l'industrie. La fondation Rockefeller, on l'a vu, finance les universités scientifiques, dont celles de Columbia, Stanford, Chicago. Quoi de mieux que d'affûter tout de suite les esprits de millions d'étudiants dans la bonne direction, c'est-à-dire en les cantonnant de plus en plus dans le rôle de « vendeurs de médicaments » au lieu de développer la formation clinique ? Le professeur Philippe Even précise que c'est pareil en France : « Les études médicales ne forment ni à l'esprit scientifique, ni à l'esprit critique. On apprend des recettes, les effets et les contre-indications de 300 molécules. Rien sur l'histoire de ces molécules, sur la façon dont elles sont venues sur le marché. Rien sur les pièges de l'information médicale. Aucune formation à la lecture critique des articles scientifiques. Quant à la formation permanente, elle est entièrement payée par l'industrie. »

En effet, les médecins, même les plus vigilants, n'ont d'autres moyens pour se tenir informés que de lire les revues médicales… Or, pour assurer la promotion des nouveaux médicaments, Big Pharma est prête à tout ! À acheter directement la presse scientifique, par exemple, Carlyle qui a

injecté 1 milliard dans *Le Figaro* et a raté de peu la prise de contrôle du quotidien, s'est offert 28 % d'Aprovia, – ex-pôle de presse professionnelle et du pôle santé de Vivendi Universal Publishing – qui comprend, entre autres, *Le Quotidien du médecin*, le *Vidal*, *La France agricole* et les éditions Masson, (presse spécialisée dans les sciences, techniques et médecine), revendus depuis à UBM (qui comprend CMP medica, dirigé par Gérard Kouchner, frère de Bernard) ; ou à inciter le public à acheter les drogues par le biais de fausses publicités (rédigées comme des articles scientifiques, signés par un vrai docteur appointé par le laboratoire) dans les magazines leur appartenant (*Time Magazine, Life, Newsweek* à Rockefeller, *Libération* [65] et des informations.com à Rothschild...) ou d'autres, dont les patrons de presse appâtés par les énormes et alléchants budgets publicitaires [66] proposés, se transforment en courtisans le temps d'une une ou d'un article dithyrambique sur ces « bienfaiteurs » de l'humanité. Jörg Blech [67] affirme que les labos détiennent le monopole de l'information dans le domaine de l'éducation à la santé. « Un employé de l'agence de relations publiques, Ogilvy Healthcare, à Düsseldorf, estime que 72 % à 80 % de tous les articles traitant des thèmes médicaux dans les médias sont à attribuer à une action de relation publique ciblée. » Des journalistes aussi sont recrutés pour « animer » les colloques et se voient glisser, en partant, une enveloppe intéressante ainsi qu'une documentation susceptible de faire un bon papier, presque « mâché »... Difficile, après, d'être objectif ! Toujours selon l'ISDB (International society of Drugs Bulletins : « Comme la plupart des médias et des revues scientifiques tirent des revenus considérables des publicités pharmaceutiques, les informations sur les effets indésirables publiées à l'attention du public ou des professionnels de santé ne sont pas du tout objectives. Certains journalistes liés financièrement à l'industrie aident parfois

les firmes à commercialiser leurs produits en occultant ou en minimisant les effets indésirables. » (Comme on l'a vu par exempleavec les traitements hormonaux substitutifs.) Il leur arrive aussi de se faire « pipeauter » par des dépêches qui leur parviennent *via* les agences Associated Press, International News Service ou d'autres qui ont pignon sur rue et qu'ils ne peuvent suspecter d'avoir censuré ou trafiqué une nouvelle [68].

Les données des essais et celles des effets indésirables n'étant pas disponibles en interne non plus, le seul lien qu'il reste aux médecins pour avoir l'impression d'être un peu dans le secret des dieux leur arrive *via* les visiteurs médicaux, qui ne sont pas recrutés pour leurs connaissances en pharmacologie, mais pour leur tchatche, leur charisme… bref, tout ce qui fait les qualités de forcing d'un bon VRP, capable d'influencer les « prescripteurs » généralistes et spécialistes (en ne leur montrant que les études positives, et au besoin des statistiques truquées) [69] et de maintenir la pression privilégiée « DTD » (*direct to doctors*), cadeaux, dîners, séminaires (plutôt à Hawaï qu'à Montreuil-sous-Bois ou à Berck-Plage) à l'appui. Il faut croire que ça marche, puisque le coût de cette stratégie marketing par le biais des visiteurs médicaux « représente 25 000 euros par an et par généraliste » [70].

Est-ce que nos médecins de famille seraient corrompus ? « Non, répond Philippe Even. J'ai été longtemps moi-même médecin académique, professeur. Or je suis resté jusqu'à l'âge de 45 ou 50 ans dans une naïveté absolue à l'égard de la vraie nature de l'industrie pharmaceutique. J'ai découvert ça presque par hasard en 1981, quand j'ai été nommé membre de la commission chargée d'autoriser les nouveaux médicaments. Et là, je suis tombé des nues. Dans cette instance, la décision se prend sur la base d'un dossier préparé par l'industriel. Personne d'autre, autour de la table,

n'a d'expérience quant au médicament proposé. Pouvez-vous imaginer un procès dans lequel on donnerait seulement la parole à la défense ? Au cours des sept années passées dans cette instance, j'ai découvert l'ampleur des mensonges de l'industrie pharmaceutique [...] et je sais bien que beaucoup de mes collègues sont comme un enfant au premier jour. [...] même quand vous leur mettez les documents sous les yeux, c'est tellement énorme que vous n'êtes pas cru. [...] Les journalistes (non plus) ne peuvent imaginer que les laboratoires pharmaceutiques, qui s'occupent de la santé humaine, puissent être exclusivement motivés, comme toute entreprise, par le retour sur investissement. Et que, pour ce faire, ils utilisent des moyens aussi grossiers. » [71] Mais eux, c'est leur boulot d'enquêter et de vérifier les sources ! Pour cette raison, Marcia Angell est plutôt pessimiste : « Il n'est plus possible de croire les recherches publiées, ni de se fier au jugement de son médecin de famille. » [72]

Comme le disent les Anglo-saxons : « There si no free lunch ! » Et les honoraires perçus par les médecins, dont nul ne peut vérifier l'exactitude des chiffres, même pas le conseil de l'Ordre, iraient de 1 217 à 90 000 euros ! Ils ne sont donc pas tous naïfs [73] ! Surtout quand on apprend que le Medec réunit tous les ans en congrès 17 000 généralistes pour attribuer des prix aux laboratoires. Autrement dit, ceux que cela intéresse savent ainsi à qui s'adresser ! Par exemple les lauréats du Medec 2008 sont : GlaxoSmithKline, élu « laboratoire de l'année » pour son implication efficace auprès des médecins dans leur pratique quotidienne, ce qui « en dit bien plus long que les dénonciations de *Prescrire* ». Sanofi Aventis reçoit le prix de... la formation médicale continue et Sanofi Pasteur celui de la communication pour le Gardasil®... « Ça, c'est ce qu'on appelle de la transparence ! Reconnaître ouvertement que les vendeurs forment

les médecins. »[74] Finalement, tout ce petit monde s'entend plutôt bien !

Même Wikipedia et les blogs sur le Net seraient manipulés par les témoignages de faux patients et les articles-intox d'experts à la solde de l'industrie ; et si, jusque-là, la publicité sur les médicaments était interdite en France, elle nous rattrape maintenant sur le web. Et puis, avant, quand on voulait s'informer sur un médicament, on allait consulter son pharmacien. De nos jours, le premier geste est de chercher sur le Net ; cela n'a pas échappé aux départements marketing de l'industrie pharmaceutique ! Un petit malin, aux USA, vient d'ailleurs de trouver un moyen de remonter à la source des gens qui ajoutent ou retirent des infos de Wikipédia ; il paraît que c'est très instructif : derrière des adresses anonymes se cachent en fait des firmes qui se servent de Wikipédia pour vanter les effets de leurs médicaments et dénigrer la concurrence, comme des politiques qui corrigent sans cesse les infos dans le sens qui leur est favorable[75] !

CORRUPTION ET CONFLITS D'INTÉRÊTS

Bien sûr, pour conseiller leurs produits, les labos s'assurent les services de sommités de la médecine, des leaders d'opinion, respectés par les autres médecins et qui, bien souvent, grâce à leur qualité d'excellents nageurs en eau trouble, se trouvent être les mêmes qui officient dans les instances de santé publique ! Selon Marcia Angell, dans le monde entier, « la majorité des médecins de haut niveau censés contrôler le marché des médicaments ont des contrats avec l'industrie pharmaceutique ». Jean Marimbert, directeur de l'AFSSAPS, a beau se défendre : « La sécurité sanitaire ne gagnerait pas à s'appuyer uniquement sur des experts exempts de tout lien avec l'industrie, mais aussi largement coupés du dernier état des connaissances scientifiques ou

technologiques »[76], il y a problème ! Parce que ça veut dire que les commissions d'experts sont constituées de gens qui sont à la fois juge et partie ! Et les faits prouvent qu'un grand nombre se laisse corrompre.

Les moyens sont divers et variés : des simples honoraires aux salaires de consultants, en passant par des paiements en actions industrielles ; des rémunérations pour des articles publiés dans les journaux scientifiques, distribués par milliers par les visiteurs médicaux aux médecins prescripteurs, où tel grand ponte se fait le porte-voix de tel ou tel médicament, se contentant parfois d'apposer sa signature et sa réputation au bas de l'article élaboré par la firme [77]; aux interventions dans les conférences pour vanter les mérites d'un produit. Et puis, moins directement, il y a le soutien du laboratoire du médecin-chercheur par des contrats et des budgets de recherche ou l'achat de matériel que l'État n'a pas les moyens de payer.

« Ou les versements à une association sous la loi 1901, dont l'administration fiscale sait bien qu'elle permet de faire à peu près ce qu'on veut de l'argent encaissé : inviter sa maîtresse dans des restaurants luxueux, offrir un poste à une épouse qui s'ennuie… ou l'inverse ! Plus sournois encore : tel patron d'université qui va être rapporteur du dossier de tel médicament et qui conseille à la firme de faire faire une étude complémentaire par un service… où travaille sa maîtresse, je pourrais citer des noms, on les connaît tous et l'AFSSAPS les connaît très bien aussi… », raconte le docteur Marc Girard [78].

En 2006, le Sénat a publié un rapport [79] véhément sur ces pratiques, accusant en ces mots : « Les experts de l'AFSSAPS exercent bénévolement leur activité d'évaluation ; ils sont rémunérés de fait par les laboratoires pour lesquels ils effectuent des prestations. » Ce rapport dénonce « les accidents graves voire mortels, consécutifs à la prise

de médicaments, ayant pourtant satisfait aux contrôles exigés par les autorités sanitaires, et présentés comme des nouveautés supérieures aux médicaments déjà existants dans la même classe thérapeutique ». Dont, les médicaments anticholesterol des laboratoires Bayer et AstraZeneca et anti-inflammatoires de Merck et Pfizer, sur lesquels nous reviendrons... À ce stade, le lien de cause à effet paraît clair, d'autant plus que le rapport souligne : « Il n'est pas rare que des spécialistes sollicités par une firme comme consultants pour un médicament donné soient ensuite utilisés comme experts auprès de l'AFSSAPS pour évaluer ce même médicament. Quel crédit accorder à des experts parvenus à un tel degré de confusion des rôles ? »

En violation totale de l'article L. 5323-4 du Code de la santé publique [80], applicable aux membres des instances consultatives de l'AFSSAPS et à ses collaborateurs extérieurs, qui leur interdit de traiter une question dans laquelle ils auraient un intérêt direct ou indirect ; et des directives de la HAS (Haute Autorité de santé). Cela est pourtant monnaie courante.

Ils ont aussi l'obligation légale, depuis la loi du 1er juillet 1998 sur le renforcement de la sécurité sanitaire, de remplir une déclaration publique d'intérêts [81].

Or, dans la liste des 1 200 experts auprès des commissions du médicament en France, on s'aperçoit aujourd'hui que « plus de 10 % des experts ne répondent pas à l'obligation, ils ne font pas de déclaration. Il n'y a aucune sanction. Plus de 20 % déclarent ne pas avoir de lien, mais il n'y a aucun contrôle. Quant aux autres, plus de la moitié, ils déclarent des liens, avec quatre contrats en moyenne. Cela va jusqu'à cinquante-deux. Le chiffre le plus élevé est atteint par l'un des présidents de commission. Cinquante pour cent déclarent posséder des actions », d'après Philippe Even. Pourquoi l'AFSSAPS (et ses instances de tutelle)

tolère-t-elle de ses experts qu'ils omettent de faire parvenir leur déclaration ? Sinon pour mieux fermer les yeux !

Sans compter que la dernière liste « publique mais bien cachée » de ces déclarations, sur laquelle le docteur Marc Girard ait pu mettre la main, après beaucoup de recherches vaines, est datée de 2007, mais répertorie simplement « les déclarations d'intérêts parvenues en 2006 ; à défaut, dernière déclaration d'intérêts parvenue depuis 2000 ». D'où la pertinence de ses questions : « Est-ce l'indicateur d'une "gestion des conflits d'intérêts" crédible qu'en juillet 2009, il n'existe aucun inventaire des liens d'intérêts sur une période de plus de deux ans et demi ? » Quand, on vient de le voir, avec la survenue d'un événement comme la crise de la grippe A/H1N1, on risque d'avoir à sortir du chapeau en urgence un de ces experts ! (Marc Girard souligne que son exemple est pris au hasard !) [82]

L'autre obligation à laquelle la loi soumet *normalement* ces mêmes experts est l'article L. 4113-13 du Code de la santé publique datant de 2007 et qui fait obligation à tout professionnel de santé s'exprimant dans les médias de déclarer ses liens d'intérêts avec l'industrie.

Or, les récents événements prouvent que cette loi est superbement ignorée : aucun des « experts » dépêchés à la télévision pour nous convaincre de nous faire vacciner contre le virus H1N1 n'a fait de déclaration spontanée, pas plus, d'ailleurs, qu'on n'a vu de journalistes le leur demander. On a vu, par contre, au cours de ces débats, le docteur Marc Girard en lapider en direct quelques-uns qui se retranchaient derrière leur *aura* de grands professeurs ! Mais comme il l'explique : l'industrie a le pouvoir de créer de grands professeurs : « Sa stratégie classique est de repérer des individus soit pour leur docilité intellectuelle, leur potentiel de corruption ou leur niveau intellectuel tellement vague qu'ils seront les zélateurs de n'importe quel message

enthousiaste… ce type, elle va le prendre en charge, le faire publier, parfois rédiger les articles pour lui, l'inviter à de grands congrès et en l'espace de rien de temps, un petit monsieur de rien du tout, elle en fait un Monsieur qui devient un grand pro et qui en réalité doit l'essentiel de sa carrière au soutien de l'industrie ; à l'inverse, il y a des gens qui sont excellents dans leur partie et qui ne sont pas du tout sollicités par l'industrie qui se méfie trop de leur capacité à résister aux liens de pression… » [83] L'occasion de dire tout haut ce qui est un secret de polichinelle dans le milieu, mais qui était pratiquement ignoré du grand public jusque-là. La « pandémie » aura au moins servi à ça ! Le public se demande maintenant, lorsque ces experts s'expriment publiquement, s'ils parlent au nom de la santé publique ou de leurs sponsors privés ! Et le Formindep [84], qui épingle régulièrement tous ces gens-là, appelle les usagers du système de santé à exiger des soins fondés sur des données fiables et indépendantes des intérêts commerciaux, financiers et industriels.

Il serait temps, c'est sûr, que chacun de nous se soucie du problème si on veut arrêter de risquer nos vies bêtement parce que tout ce joli monde a l'air de considérer ces accidents imputables aux médicaments [85] comme des « dommages collatéraux »… mais demain, ça peut être nous, nos parents, nos enfants…

Le Monde, daté du 28 mai 2009, nous invitait à plus de vigilance, il publiait aussi une tribune signée par Alain Bazot (UFC-Que choisir), Jean-Pierre Davant (Mutualité française) et Bruno Toussaint (revue *Prescrire*) : « Associations de patients et firmes pharmaceutiques : halte aux liaisons dangereuses ! » pour dénoncer une conséquence majeure du financement des associations de patients par l'industrie pharmaceutique, leur instrumentalisation pour influencer la législation et les diverses réglementations en

un sens favorable au commerce et aux intérêts des labos. Une fois qu'elles sont les obligées des firmes par le biais de l'argent et autres « aides logistiques », les associations sont manipulées, elles aussi, tombant dans le même piège que les médecins. « En les aidant, les firmes gagnent une influence sur ces associations, qui ont à leur tour un contact et une influence directe sur les patients... quand elles ne passent pas à l'ennemi ! » [86]

Le lobbying, l'indépendance des agences et du pouvoir

La FDA dépend pour moitié de son budget des sommes que lui versent les laboratoires pour évaluer les médicaments qu'ils lui soumettent pour approbation. Elle est donc financée par l'industrie qu'elle est censée réguler ! En France, le rapport du Sénat évoqué plus haut dénonce le même état de fait : « En 2003, les ressources de l'AFSSAPS provenaient pour 83 % de l'industrie pharmaceutique et pour seulement 6,4 % de l'État. Circonstance aggravante, l'agence européenne du médicament (EMEA) qui connaît la même dépendance financière est placée sous la direction générale « entreprise » de la Commission européenne. » Comment s'étonner alors que les agences soient devenues, au fil des années, les instruments dociles de ceux qui fournissent la majorité de leurs subsides ?

N'étant plus soutenue financièrement par l'État (4,9 millions d'euros de subvention en 2003), l'AFSSAPS n'ose plus prendre de décisions contrariant un tant soit peu les intérêts immédiats des firmes. En 2002, sur 185 avis rendus par la commission d'AMM, 112, soit 71 % du total, concernaient des médicaments considérés comme importants, alors qu'il s'agissait en fait de simples copies de produits innovants, déjà sur le marché.

Pour contrecarrer la stratégie industrielle agressive des firmes, « les agences disposent de moyens dérisoires, sans commune mesure avec ceux des laboratoires : en 2003, le budget de l'AFSSAPS s'élevait à 91,97 millions d'euros, soit 0,3 % seulement des 30 milliards qu'a représenté en France pendant la même période le produit de la vente des médicaments que cette agence a pour mission de contrôler. » [87]

En résumé donc : plus l'agence autorise de médicaments, plus elle a de chance que son budget soit important, et moins elle est indépendante ! C'est le serpent qui se mord la queue !

Et les experts qui siègent à la commission d'évaluation tirent leurs ressources de leurs contrats avec l'industrie !

En cherchant les coordonnées de François Autain, sénateur de Loire-Atlantique, secrétaire de la Commission des affaires sociales du Sénat, et un des auteurs de ce rapport rendu au Sénat, je m'aperçois que, dans une autre vie, j'ai connu son frère, le chanteur Yvan Dautin, je lui laisse un message et, le lendemain, il me rappelle, et m'explique très clairement : « Lorsqu'un laboratoire découvre un médicament, il doit le soumettre à l'approbation de la Commission d'autorisation de mise sur le marché, composée de cinquante-huit experts permanents qui examinent le dossier présenté par le laboratoire et qui comporte un certain nombre d'essais cliniques, tous hélas, réalisés par le laboratoire ; on est donc obligés de s'en remettre à leurs déclarations, il n'y a pas de contre-expertise ; d'autre part les experts sont nommés par le ministre pour une durée de trois ans et il faut reconnaître que le désir de renouvellement de ces experts par le gouvernement n'est pas évident ! Je prends pour exemple le président de cette commission qui en est membre depuis 1990, et président depuis 2003 et qui vient d'être renouvelé pour trois ans, le professeur Vittecoq, très respectable au demeurant, mais

qui a des liens d'intérêts avec les laboratoires Boerhinger, Roche et Tobotec, selon sa propre déclaration d'intérêts. Le fait, pour un expert, de publier ses liens d'intérêts ne l'affranchit pas de ces liens d'intérêts ! Il y a nombre d'autres exemples : Antoine Flahault, qui est directeur de l'École des hautes études en santé publique et membre du conseil d'administration du LEEM (les entreprises du médicament) et dont la femme fait partie de la commission d'AMM (autorisation de mises sur le marché) [88]... » Philippe Lamoureux, qui a passé sa carrière à faire le va-et-vient entre le cabinet de Bernard Kouchner et l'agence du médicament, puis le cabinet de Martine Aubry et qui est depuis la fin 2008 directeur général du LEEM. « Lamoureux passe au privé avec armes (carnet d'adresses) et bagages (toutes ses connaissances sur le comment et le pourquoi des politiques publiques et la façon de les instrumentaliser pour le profit privé des industriels du médicament) », nous prévient Pharmacritique [89]. Mais à part eux, seul le *Canard enchaîné* semble avoir relevé l'info !

De son côté, Catherine Lemorton, pharmacienne, députée de Haute-Garonne, interviewée sur France Inter, raconte : « Juste avant la révision d'une loi, on vous invite à dîner dans un grand hôtel parisien. Ce sont toujours les mêmes : Pfizer, Roche... les cartons annoncent "avec le soutien institutionnel du laboratoire X ou Y du LIR" (laboratoires de recherche internationaux). Quand ça vient d'un groupe économique et financier, dire que c'est un soutien institutionnel, je m'attendrais plutôt à voir le nom d'un ministre, d'un secrétaire d'État, d'une autorité sanitaire... cette fois c'est la cerise sur gâteau, le carton indique le cercle de réflexion santé (créé en 2007 sous l'égide du président des entreprises du médicament) vous invite à la questure de l'Assemblée nationale (là, ça dépasse l'entendement) où le thème était "les biotechnologies de pointe : croissance et emploi de demain", c'est un enjeu les biotech-

nologies, mais que ce soit organisé par les industries du médicament à l'intérieur de l'Assemblée nationale, à la questure, eh bien moi ça me pose un problème éthique... surtout qu'après, je vois les amendements qui arrivent et je vois bien qu'ils prennent leur source auprès de l'industrie. » [90] Le docteur Marc Girard confirme : « Un membre important du Sénat m'a dit : "J'ai vu les enveloppes passer, je peux vous garantir qu'elles n'étaient pas minces !" Expliquant aussi que "l'angoisse d'un parlementaire c'est de ne pas être réélu ; quand vous êtes médecin, par exemple, vous n'allez pas remonter un cabinet dix ans après, et l'industrie vous offre un refuge bienveillant sous forme de poste de complaisance entre deux mandats". »

Ce que corrobore, au même micro, Roger Lenglet [91] qui a enquêté dix ans sur les industries pharmaceutiques : « Un de ces systèmes c'est le pantouflage intense ou les portes pivotantes, c'est-à-dire qu'il y a un va-et-vient entre la fonction publique, type ministre, et les industries pharmaceutiques et, bien évidemment, au service des industriels et non pas de l'État. Je rappelle que Nicolas Sarkozy, en 2007, une de ses premières mesures a été de réduire le temps d'interdiction entre l'exercice d'une fonction publique et le pantouflage dans le privé ; ça a été réduit de cinq ans à trois ans, c'est-à-dire qu'on est en train de banaliser ce système qui permet aux industriels d'obtenir à peu près ce qu'ils veulent des représentants de l'État. On le voit avec les ministres qui se succèdent : La dernière en date, Roselyne Bachelot était "chargée des relations publiques", c'est une dénomination des lobbyistes, un titre qui avait été inventé par Édouard Bernays, un des fondateurs du lobbying, qui disait : "On hésitait entre le mot de propagandiste, mais ça la foutait mal, donc on a inventé relations publiques !" [...]. Elle se retrouve ministre de la Santé. Évidemment, ce n'est pas sain puisque la ministre elle-même est dans une situation qu'on peut considérer comme douteuse. » En fait,

Mme Bachelot a été déléguée à l'information médicale des laboratoires ICI Pharma [92] (devenu AstraZeneca depuis) de 1969 à 1976 et chargée des relations publiques Soguipharm de 1984 à 1989, puis titulaire d'une pharmacie de 1984 à 1991 [93]. Les interrogations nombreuses qui courent sur le Net sont venues du fait que depuis qu'elle est ministre de la Santé, ces quelque vingt années de sa vie ne figuraient bizarrement plus sur son CV ! Il est vrai qu'on peut se demander quelles relations a pu créer ce passé, et que l'absence de transparence sur ce type d'« amitié de vingt ans » avec le lobby pharmaceutique, en particulier avec AstraZeneca (qui a des intérêts dans la commercialisation du Gardasil®, le vaccin du papillomavirus, alors qu'une pub effrénée continue d'être faite pour vacciner les jeunes filles de 14 ans et beaucoup de succès avec son vaccin contre la grippe A), n'augure rien de bon en matière de gestion des conflits d'intérêts.

Les deux journalistes de cette émission, Pascale Pascariello et François Ruffin [94] ont décidé d'en avoir le cœur net ! Pourquoi dans son nouveau CV apprend-on plein de choses passionnantes : que « ses deux parents étaient docteurs en chirurgie dentaire », qu'elle a « approfondi ses recherches en spectrophotométrie infrarouge », qu'elle est même balaise sur « l'influence des atomes métalliques sur les liaisons carbone-hydrogène dans les molécules complexes », etc. Mais rien sur les douze années qu'elle aurait passées au service de l'industrie pharmaceutique. Après avoir contacté le service de presse de Mme Bachelot, sans succès, ils se pointent au centre de vaccination Auguste Renoir à Paris où la ministre va se faire vacciner contre la grippe A/H1N1 et, élevant la voix au milieu des questions anodines d'autres journalistes, Pascale demande :

— Mme Bachelot, est ce que c'est vrai que vous avez été porte-parole pendant douze ans de deux laboratoires pharmaceutiques ?

Le sourire de la ministre s'efface :

— Ah, écoutez, c'est absolument, écoutez, vraiment, cette accusation est absolument répugnante…

— Mais c'était bien ICI pharma et Soguipharm ?

Elle se fâche :

— J'ai travaillé dans un laboratoire pharmaceutique comme visiteuse médicale à 1 000 francs par mois comme boulot d'étudiante pendant six ans, c'est comme, c'est comme si vous disiez aux jeunes gens qui travaillent chez MacDo à vendre des… des hamburgers qu'ils sont à la solde de l'industrie agro-alimentaire !

Roselyne Bachelot s'échappe alors par la porte de derrière.

Pascale raconte : « La réaction des collègues, mécontents, eux aussi, ne tarde pas :

"Elle n'a pas aimé", "Ah, ben merci, elle est partie", "Heureusement que tu as posé ta question pas trop tôt, sinon elle serait partie toute de suite et on n'aurait rien eu".

Mais, je les interroge :

"Vous le saviez ? — Non, mais on n'a pas de preuve et l'investigation serait trop longue… — Maintenant que vous le savez, vous reprendrez l'information ? — Non. On n'est pas venus pour ça. On est venus pour la vaccination. »

Tout cela est très édifiant !

En parlant de pantouflage : nommé ministre des Affaires étrangères dans le troisième gouvernement de Jean-Pierre Raffarin en 2004, puis au Conseil d'État en 2005 pour quelques mois, en février 2006, Michel Barnier devient vice-président du groupe Mérieux Alliance, chargé d'animer

les relations avec les grands organismes de santé internationaux et les instances économiques et financières. Il quitte ses fonctions en juin 2007, lors de son entrée comme ministre de l'Agriculture et de la Pêche du gouvernement François Fillon (2), puis est élu député européen le 7 juin 2009. Il vient d'être désigné Commissaire européen au Marché intérieur et aux Services le 27 novembre 2009. Louis-Charles Viossat est passé des fonctions de directeur des laboratoires Eli Lilly France à celles de directeur du cabinet de Jean-François Mattei, alors ministre de la Santé, de la Famille et des Personnes handicapées, devenant ainsi arbitre des affaires où son ancien employeur est directement partie prenante ; et Michaël Danon, qui lui a succédé chez Lilly, était auparavant secrétaire général de l'Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé (ANAES) [95].

Élisabeth Hubert, ministre de la Santé publique et de l'Assurance maladie du premier gouvernement d'Alain Juppé, et à ce titre ancienne « Juppette » en charge de l'assurance-maladie, a rejoint peu après les laboratoires pharmaceutiques Fournier [96].

Françoise Monard, directrice de la communication et secrétaire générale de La Chaîne de l'espoir, ex-conseillère de Bernard Kouchner et d'Élisabeth Guigou, a été entre-temps vice-présidente de Johnson & Johnson, en charge des affaires publiques.

En 2000, Dominique Paillé, ex-député des Deux-Sèvres, actuel conseiller du président Sarkozy, est dans le collimateur de la justice pour être « allé trop loin dans ses relations avec les laboratoires pharmaceutiques ». Au cours des années 1995-1999, il aide les industriels de la pharmacie à rencontrer des élus, des ministrables qui, le moment venu, pourraient faire avancer leurs projets. Jusque-là, rien à dire. Sauf que ses assistants parlementaires, François Pauli et

Caroline Fiorito, après 1996, qui organisent les colloques entre le monde politique et les laboratoires pharmaceutiques, empochent des honoraires (plus de 1 million de francs en trois ans). L'affaire est embarrassante pour Dominique Paillé, parce que ces derniers disent lui avoir ristourné une partie de leurs rémunérations. Ce qu'il dément vigoureusement. Comme il dément avoir déposé à l'Assemblée nationale, en échange de libéralités des laboratoires, des amendements qui leur auraient été favorables... Les juges Marc Brisset-Foucault et Armand Riberolles qui enquêtent sur la MNEF (Mutuelle nationale des étudiants de France) remontent alors jusqu'à Dominique Paillé qui a également présidé, de janvier 1996 à février 1997 – date de sa dissolution –, l'Association pour la promotion et l'explication de l'Europe (Appel), sponsorisée notamment par les laboratoires Sandoz, l'entreprise de restauration Sodexho et l'inévitable MNEF. Le montant de leurs cotisations s'élève à 294 000 francs qui n'auraient servi qu'à des week-ends d'agrément et dépenses personnelles... Les magistrats apprennent aussi que, pour organiser diverses réunions de relations publiques, la collaboratrice avait reçu 236 000 francs des laboratoires Glaxo, 539 000 francs de la Cegedim (fabricant de logiciels pour les pharmacies) et près de 300 000 francs du puissant Syndicat national de l'industrie pharmaceutique (SNIP devenu depuis le LEEM). Le directeur général du syndicat, Bernard Lemoine, confie même aux juges que l'objectif fixé à M. Paillé était clair et net : « Intervenir auprès du gouvernement Juppé pour atténuer l'impact de la politique de redressement des comptes de la Sécurité sociale, préjudiciable aux intérêts de l'industrie pharmaceutique. »[97] Mais non, on ne rêve pas !

Dominique paillé a bien entendu obtenu des non-lieux pour toutes ces affaires, sauf « l'Appel » pour lequel l'abus de biens sociaux a été retenu et qui lui a valu d'être

condamné en correctionnelle à dix mois de prison avec sursis et 30000 euros d'amende [98].

En septembre 2002, Jean-Luc Hees, patron de France Inter, confie une nouvelle chronique scientifique au docteur Martin Winckler. Le 4 juillet, ce dernier est brusquement remercié du jour au lendemain. Que s'est-il passé ? « Je l'ai compris le 11 juillet », explique l'écrivain. Ce jour-là, à la place de la chronique de Winckler est diffusé sur l'antenne un droit de réponse du LEEM concernant sa chronique du 15 mai 2003 où il s'en prenait à une campagne anticholesterol de la firme Pfizer, dont le caractère alarmiste était, semble-t-il, contesté par plusieurs experts. Il expliquait que le motif de cette campagne était simplement la crise de l'industrie pharmaceutique « parce que depuis une vingtaine d'années, elle ne découvre plus aucun médicament majeur... » Se basant sur un ouvrage de Philippe Pignarre, Winckler poursuivait en expliquant comment les laboratoires, pour compenser, truquaient les résultats cliniques, effectuaient des tests au rabais dans le tiers-monde, corrompaient la communauté médicale ou encore inventaient des maladies de toutes pièces. Pour Winckler, la cause est entendue, mais Jean-Luc Hees prend très mal ces accusations : « Je n'accepte pas qu'un petit médecin mégalomane insinue des choses pareilles, tonne Jean-Luc Hees. J'ai 52 ans, je dirige cette antenne depuis cinq ans et, sur mon honneur, je vous jure que je n'ai pas subi de pressions ! » [99] Il parle de problèmes relationnels au sein de l'équipe.

Or, le lundi 2 février 2004, l'émission *90 minutes*, sur Canal+, diffuse une enquête sur les techniques des laboratoires pharmaceutiques pour s'attirer les faveurs des journalistes. Ceux de l'émission découvrent les dessous de l'affaire : Gérard Bouquet, le patron de la communication de Pfizer, avait écrit à Jean-Marie Cavada, président de radio France, pour se plaindre de Winckler, puis un courrier

interne du laboratoire américain annonçait que des mesures lourdes allaient être engagées par le syndicat de l'industrie pharmaceutique contre Winckler. Et surtout, expliquent les journalistes : « Ce que nous avons par ailleurs découvert au cours de cette enquête, c'est qu'en novembre 2002, le directeur de France Inter avait animé le colloque annuel de Novartis, l'un des premiers laboratoires pharmaceutiques mondiaux. Dans la brochure du colloque, son éditorial rend hommage au laboratoire, puis on trouve son *curriculum vitae.* Dans la lettre qu'il nous a envoyée, Jean-Luc Hees s'explique sur cette collaboration avec Novartis :

« Il est parfaitement exact que j'ai accepté en novembre 2002 de participer, un samedi après-midi sur mon temps libre, à titre privé, avec le rôle de meneur de débat, non à une quelconque manifestation commerciale, mais à un colloque réunissant deux mille médecins. » Le reportage ne précise pas si la prestation du docteur Hees fut rétribuée, et si oui combien... » [100] Pendant ce reportage, un informateur proche des labos a tenté de discréditer Wrinckler en avertissant les journalistes que ce dernier avait lui aussi travaillé pour l'industrie... sauf qu'il ne s'agissait que « d'une conférence sur la contraception, et non pas la promotion d'un médicament ou d'un labo », s'est expliqué Winckler qui n'est pas près de se faire avoir une nouvelle fois !

C'est une « affaire » qui en dit long sur les rapports de nos médias et de nos journalistes avec le pouvoir politique et économique. Le 20 mars 2009, Jean-Luc Hees était nommé à la tête de Radio France.

Toujours au micro de François Ruffin, Roger Lenglet explique : « Pour vous donner une idée de l'importance des laboratoires pharmaceutiques, en préparant mon enquête, j'ai été invité à Matignon, c'était il y a quelques années, on m'a invité à déjeuner et on m'a expliqué en gros... alors

bon, je ne vais pas donner de noms précis mais c'était vraiment au plus haut niveau, auprès du Premier ministre, le déjeuner était très sympa, au passage, on m'a simplement rappelé qu'en enquêtant sur les labos pharmaceutiques, ce qui était très courageux et très sympathique de ma part, "je m'attaquais à la montagne d'argent sur laquelle nous sommes tous assis, à droite comme à gauche". »

Ce n'est plus un secret pour personne que Nicolas Sarkozy, notre président, et Jean-François Dehecq, patron de notre firme nationale Sanofi Aventis sont très liés. Au point de le nommer président du conseil d'orientation du « fonds souverain à la française », doté de 20 milliards d'euros pour faire face à la crise financière ? Ça dépasse de loin le conflit d'intérêts : le destin de la nation entre les mains d'un patron d'une firme pharmaceutique, et on s'étonne d'être « invités » à gober ses produits ? Mais ça, c'est juste la partie visible de l'iceberg... derrière, il y a : Sanofi Aventis et sa filiale Sanofi Pasteur MSD – détenue à 50 % par Sanofi et à 50 % par Merck – et Philippe Lagayette [101], désormais vice-président de la banque JP Morgan pour la région EMEA (Europe, Moyen-Orient et Afrique) et président du groupe dédié aux fonds souverains en Europe... Et qui est le principal actionnaire de JP Morgan Chase et de Merck [102] ? Rocky le magnifique ! Preuve, s'il en fallait, de la covalence entre les fonds souverains, destinés à maîtriser la crise financière, et les firmes pharmaceutiques.

C'est avec gratitude, quand on a dû faire face à ce problème, que l'on a entendu Nicolas Sarkozy faire de la lutte contre la maladie d'Alzheimer un des objectifs de sa présidence et il n'est pas question d'en contester le mérite ! Cependant, quand on regarde de plus près... comme nous l'apprend le communiqué de presse du 13 novembre 2008 de Sanofi Aventis : « Quatre laboratoires pharmaceutiques

internationaux vont participer au développement de la Fondation de coopération scientifique sur la maladie d'Alzheimer et les maladies apparentées : Sanofi Aventis, Merck Sharp & Dohme, Servier et Ipsen, et trois d'entre eux sont d'ores et déjà membres fondateurs et ont siégé au premier conseil d'administration, qui s'est tenu le 7 novembre 2008 sous la présidence de M. Philippe Lagayette. Selon le professeur Philippe Amouyel [103], directeur général de la Fondation : « L'implication de quatre groupes pharmaceutiques de dimension mondiale dans la Fondation offre une dynamique nouvelle de développement de la connaissance et de l'innovation. Au-delà de leur contribution financière, des échanges étroits seront organisés entre la sphère académique et la sphère privée au travers de la Fondation. »

On n'en doute pas ! Mais on a toutes les raisons de craindre que ce soit à sens unique... à moins d'être déjà Alzheimer ! Ou de n'avoir jamais entendu parler de : Innovative Medicines Initiative (IMI) [104], modèle conçu par notre vénérable Commission européenne, dont tout le monde connaît le dévouement à la cause de l'intérêt général et des services publics et qui se présente sous le jour « d'une collaboration public-privé en matière de développement rapide de médicaments novateurs par une recherche européenne à laquelle on donnerait les moyens de devenir un leader mondial en la matière. »

Mais la Helmholtz Gemeinschaft [105] et Pharmacritique [106] dénoncent ce joli conte de fées moderne en ces mots : « La Commission européenne et EFPIA (Fédération européenne des industries et associations pharmaceutiques) s'allient pour dévaliser la recherche et les deniers publics »... En fait, un moyen parfaitement légal pour que le privé s'approprie les résultats des investissements étatiques dans la recherche publique, en brevetant les plus rentables – à l'abri des lois de propriété intellectuelle – et pas forcément

ceux que les malades attendent ! Une façon commode pour les firmes de faire financer la recherche par nos impôts et de ne payer par la suite que pour la production industrielle de produits les plus à même de leur rapporter des profits considérables !

Revenons au plan Alzheimer : dès novembre 2006, une dépêche de Sanofi [107] annonçait : « Sanofi Aventis, Innogenetics et l'Inserm signent un accord de collaboration dans la maladie d'Alzheimer [...]. Cet accord est conclu pour une période initiale de deux ans, avec la possibilité pour Sanofi Aventis d'obtenir une licence mondiale exclusive sur les résultats de ce programme de recherche dans le domaine thérapeutique. Innogenetics disposera d'une licence mondiale exclusive dans le domaine du diagnostic [...]. Innogenetics et Inserm Transfert fourniront l'accès à leurs technologies et services à Sanofi Aventis et recevront en échange un paiement initial et un financement de leurs activités de recherche. » Preuve que la propriété intellectuelle va aux deux firmes privées, l'institution publique (Inserm de Lille) aura simplement de quoi financer les recherches commanditées par les deux autres.

Bien sûr il faut de l'argent, des banques et des industries pour financer la recherche et... merci Nicolas Sarkozy d'avoir préparé la « tambouille », mais à qui va-t-elle profiter cette fois-ci encore ? Si les firmes privées étaient vraiment là pour apporter des financements à cette cause, y aurait-il eu besoin d'instaurer des franchises médicales pour financer les recherches sur l'Alzheimer ?

L'entente entre les politiques et Big Pharma est mondiale, et pour cause : les uns veulent l'argent, les autres le pouvoir, c'est le principe des vases communicants entre argent et pouvoir ! *The Guardian,* du 13 février 2000, signalait qu'aux États-Unis, les dons des laboratoires pharmaceutiques aux

partis politiques lors des élections sont passés de 3 millions de dollars, en 1990, à 24 millions de dollars en 2000.

En 1991, un énorme scandale a secoué l'Italie : Francesco de Lorenzo, ministre italien de la Santé, a touché de nombreux pots-de-vin de plusieurs laboratoires, dont SmithKline Beecham. Selon le *Giornale per la protezione della salute* (n° 6, mars 1998), le président de cette firme, qui fabrique le vaccin contre l'hépatite B, a avoué avoir donné au ministre 600 millions de lires afin qu'il rende cette vaccination obligatoire dans son pays. Francesco de Lorenzo a été condamné à huit ans de prison.

Par contre, certains pays appliquent des mesures très dissuasives ; c'est ainsi qu'on lit dans le *Wall Street Journal* du 13 juillet 2007 : « L'ancien ministre de l'Alimentation et des Médicaments en chine, Zheng Xiaoyu, a été exécuté pour corruption, a annoncé l'agence Chine nouvelle, reconnu coupable d'avoir reçu 6,4 millions de yuans (640 000 euros) de pots-de-vin des industries pharmaceutiques. »

Voilà une manière radicale de combattre la corruption !

EN TOUTE LÉGALITÉ...

Normal que notre président soit sensibilisé aux problèmes de la santé et de la gériatrie en particulier. Ça doit faire partie des conversations familiales autour du poulet du dimanche ! Puisque le docteur François Sarkozy, son frère, a délaissé la pédiatrie pour l'industrie pharmaceutique et pour la gériatrie. Il a même fondé une chaîne de télévision sur le web appelée LongeviTV. *Le Figaro* [108] nous annonçait sa naissance le 16 avril 2008 en titrant : « François Sarkozy, un parcours sans faute dans la santé ». « De Roussel Uclaf à [Sanofi] Aventis en passant par Hoechst Marion Roussel, diplôme de l'Insead en poche aussi, il a imprimé sa marque (dans l'industrie pharma-

ceutique) en France et à l'international durant dix ans. Il est aussi, depuis 2005, vice-président du conseil de la société de Biotech cotée Bio Alliance Pharma. » On y apprenait aussi que, reconverti « dans le conseil en stratégie et en organisation », il venait de prendre la présidence d'AEC Partners, important cabinet œuvrant dans le domaine de la santé, dont il est associé depuis 2001.

Comme ironise Sylvain Lapoix sur marianne2.fr [109]: « L'UMP, Lagardère et le MEDEF comme chroniqueurs associés sur marianne2.fr, franchement, on n'aurait pas osé... Mais impossible n'est pas Sarkozy : en duo avec François de la Brosse (responsable des sites web de Nicolas Sarkozy depuis le début de sa campagne présidentielle), le frère cadet du président lancera le 22 avril LongeviTV, un site où les annonceurs produisent eux-mêmes leurs programmes sur des webTV ayant chacune leur propre ligne éditoriale ! Quand on pense que certains sites Internet dépensent encore de l'argent à payer des journalistes. [...] Parmi les partenaires sélectionnés comme rédacteurs du site du "vieillir jeune", François Sarkozy n'a pas fait son marché chez les tocards : Nestlé, HSBC, Sanofi Aventis, Lancôme... De quoi nourrir, assurer, soigner et maquiller nos jeunes vieillards de pied en cap pour être en pleine forme à 80 ou 90 ans. »

Et, figurez-vous que justement, AEC Partners [110] a pour clients les plus gros laboratoires dont Sanofi, GlaxoSmith-Kline, Bristol Meyers Squibb, Pfizer, AstraZeneca... l'industrie des soins et des biotechnologies, et puis des tas d'autres sociétés d'Yves Saint Laurent à la RATP, JP Morgan Chase, E. de Rothschild et Société Générale. Y compris le Frankel Group, lui-même spécialisé dans toutes les questions stratégiques, de conseil, d'analyse et d'investissement des intervenants dans l'industrie de la santé. La firme conseille aussi des fonds d'investissements *majeurs*, s'occupe des

fusions-acquisitions peut-on lire sur son site, domaine dans lequel elle se reconnaît même des « connaissances stratégiques » qui s'ajoutent à l'expertise transactionnelle. On les croit sur parole ! François Sarkozy a aussi été nommé, en 2005, vice-président du conseil de surveillance de l'entreprise BioAlliance Pharma [111] (entreprise biopharmaceutique qui développe et commercialise des thérapies innovantes dans des domaines thérapeutiques en forte évolution – cancers, maladies virales graves, VIH...). Quand on cherche quels sont les produits que la firme commercialise : il n'y en a qu'un de listé sur leur site : le Loramyc®, destiné à traiter des champignons, des mycoses buccales, orales. OK ! On sait tous que les cancéreux sous chimio, les malades du sida, les personnes âgées immunodéprimées, ainsi que les patients sous cortisone, sont des gens menacés de mycose buccales. En regardant l'AMM, et l'étude comparative [112] qui a été menée par la HAC utilisant le Daktarin® gel buccal, découvert par les laboratoires belges JANSSEN, en 1967, et le Loramyc®, avant sa mise sur le marché, la conclusion est que : « Le Loramyc® n'apporte pas d'amélioration du service médical rendu par rapport au miconazole gel buccal. » Bon ! Mais alors pourquoi le Loramyc® est-il vendu 71,55 € la boîte et le Daktarin® 5,32 ou 9,14 €[113] ?

D'autre part, nous apprenons par le cerclefinance.com que BioAlliance Pharma a remporté le premier prix du « Technology Fast 50 2009 » de Deloitte récompensant les entreprises technologiques à forte croissance. Ce palmarès est attribué en fonction du taux de croissance du chiffre d'affaires sur cinq exercices, de 2004 à 2008. Gravement déficitaire jusqu'à l'année dernière, « le chiffre d'affaires de BioAlliance Pharma a été multiplié par 70, atteignant 8,2 millions d'euros en 2008 », grâce au succès du Loramyc® [114].

Ce n'est pourtant que faire du neuf avec du vieux, ça ne coûte pas cher en recherche, rien à voir avec le développement d'un vaccin antisida... et ça peut rapporter gros ! Bien sûr, il faut pouvoir obtenir l'AMM et le marketing pour le faire prescrire, mais les ALD (affections de longue durée) constituent un secteur en or, remboursé à 100 % par la Sécurité sociale !

Pendant ce temps, dans son édition du 4 juin 2008, *Le Monde* faisait état d'un document confidentiel : « La Caisse des dépôts, la CNP et le groupe de protection sociale mutualiste Malakoff Méderic, dont le délégué général est Guillaume Sarkozy, autre frère du chef de l'État, veulent créer une filiale commune spécialisée dans le financement des retraites. » [115] Plus récemment, M. Nicolas Sarkozy a affirmé qu'à l'avenir, « les régimes de base ne pourront pas tout financer » et : « Je souhaite que soient confiées de nouvelles responsabilités aux organismes complémentaires. » [116] De son côté, François Fillon expliquait que « la bonne piste est de compléter le système actuel avec des dispositifs d'assurance privée ». C'est bien ce qui est en train de se passer puisque, depuis le 1er mai 2008, pour les salariés des entreprises d'architecture, la complémentaire de Malakoff Méderic est obligatoire [117] suite à des accords passés avec le syndicat majoritaire l'UNSFA. Malakoff Méderic est également, depuis janvier 2009, la mutuelle obligatoire de l'Union des caisses de sécurité sociale et l'assureur santé complémentaire du Pôle Emploi. « La solidarité nationale continuera de remplir sa mission, a promis le chef de l'État. » Mais si les mutuelles doivent prendre à leur compte la majorité des remboursements, n'étant pas des philanthropes, elles vont augmenter de façon faramineuse leurs cotisations pendant que les revenus des Français moyens stagnent lamentablement... peut-être même vont-elles instituer un bonus-malus ?

Dans la famille Sarkozy, il y a aussi Olivier, le demi-frère (ils ont le même père), embauché comme codirecteur des services financiers du groupe Carlyle en mars 2008. Génie de Wall Street, Olivier Sarkozy aurait réalisé en 2007, selon le classement Dealogic, des opérations pour un montant total de 514 milliards de dollars. Il s'est illustré dans plusieurs rachats d'envergure, notamment celui de l'émetteur de cartes de crédit MBNA par Bank of America en 2006 (35 milliards de dollars), ou celui de Sallie Mae par un consortium de banques et de sociétés de capital-investissement (25 milliards). Il a aussi conseillé ABN Amro et Barclays dans leur fusion [118]. « Pour le cofondateur de la compagnie, cité par l'agence Reuters, Olivier Sarkozy a "un réseau et une carrière incroyables qui aideront Carlyle à capitaliser sur les bouleversements dans le secteur des services financiers et à étendre notre présence sur cette partie importante et croissante de l'économie mondiale" », nous apprend *VSD* en quelques lignes [119].

Dans les milieux informés, connaissant l'histoire *sulfureuse* du fonds d'investissement américain, la nouvelle a fait l'effet d'une petite bombe, mais rares sont les médias qui, en France, en ont parlé !

En effet, Carlyle a été créé après qu'une clause dans la loi fiscale de 1984 autorise des sociétés d'Alaska, qui avaient reçu d'importantes subventions du gouvernement, à céder leurs pertes à des compagnies florissantes américaines qui payeraient ainsi moins d'impôts. Le groupe devient tout-puissant avec l'arrivée à sa tête de l'homme qui inventera le système Carlyle : Frank Carlucci. Ancien directeur adjoint de la CIA, conseiller à la sécurité nationale, puis secrétaire à la Défense de Ronald Reagan. La stratégie en vigueur est de recruter les anciens présidents, Premiers ministres, et autres personnages influents de la planète pour mener à bien ses opérations commerciales : George W. Bush, dès

l'époque où son père était président, puis James Baker (ancien secrétaire d'État américain); John Major (ancien Premier ministre britannique); George Bush Sr. (ancien directeur de la CIA et ex-président des États-Unis) au rang de « conseiller supérieur »; Karl Otto Pöhl (ex-président de la Bundesbank); le financier George Soros; Paul Desmarais, président de Power Corporation of Canada (ami de Nicolas Sarkozy, décoré de la grand-croix de la Légion d'honneur en 2008)... Bref, le gratin mondial des grands décideurs. Et jusqu'au 26 octobre 2001, la famille de l'homme le plus recherché de la planète faisait également partie de ce joyeux tour de table, puisque Carlyle gérait l'essentiel des placements financiers du Saudi Binladen Group.

Autre complexe financier tentaculaire, le groupe contrôle plus de cent soixante sociétés dans cinquante-cinq pays [120] et gère près de 13 milliards de dollars d'investissements dans différentes sociétés d'armement, de télécommunication et de laboratoires pharmaceutiques, dont United Defense Industries Inc. qui fabrique le char Crusader, rejeté par les experts de l'armée américaine pendant trois ans. En septembre 2001, après un accord écrit de George W. Bush, la firme signait un contrat de 12 milliards de dollars avec le Pentagone... Bush Sr. et la famille Ben Laden faisant ainsi partie des *happy few* à empocher 34 % de dividendes annuels chaque fois que Bush Jr. passait commande...

Avec une telle rentabilité, maintenue depuis la création du groupe, on penserait que les actions Carlyle sont l'objet de toutes les convoitises ! Mais le groupe n'est pas coté en Bourse et donc, pas tenu de divulguer à la Security Exchange Commission (la commission américaine chargée de vérifier la régularité des opérations boursières) le nom de ses associés, pas plus que leurs parts respectives [121].

Bien qu'il soit impossible de le prouver officiellement, on suspecte Carlyle d'être aussi très lié avec Bioport. Cette société a été créée en 1998 par l'amiral William J. Crowe Jr. (ex-chef d'état-major interarmes sous Ronald Reagan et George H.W. Bush, membre du Council on Foreign Relations) pour en racheter une autre, couverte de dettes mais qui possédait la seule licence de production d'un vaccin contre l'anthrax. Curieusement, il obtient immédiatement une subvention du Pentagone de 15 millions de dollars pour rénover les installations et, à peine un mois après, un contrat de 29 millions de dollars avec le département de la Défense pour produire et stocker le vaccin contre l'anthrax, dont seront vaccinés tous les soldats envoyés à la guerre du Golf [122] !

En septembre 2001, à la veille des attentats, la situation de BioPort est critique : accusée de malfaçon et de fraude par la FDA depuis 1997, elle a absolument besoin d'un agrément pour reprendre sa production. Le dossier doit être discuté devant l'Agence fédérale au début du mois d'octobre, mais « les allégations des vétérans de la guerre du Golfe liant les vaccinations à l'anthrax qu'ils ont subies au fameux "syndrome de la guerre du Golfe" dont ils souffrent ne plaident pas en faveur de la société. » [123] D'un autre côté, le détenteur unique du brevet des antibiotiques permettant de traiter l'anthrax, le CIPRO, est le groupe pharmaceutique Bayer, également en grande difficulté financière à l'automne 2001, suite aux procès auxquels il doit faire face après les décès occasionnés par son médicament anticholestérol. « Pour le groupe, comme pour BioPort, la dernière chance réside dans un "Pearl Harbor biologique" [124] qui convaincrait les pouvoirs publics de la nécessité de se prémunir contre le bioterrorisme. Ce sera la psychose de l'anthrax. » Des lettres piégées reçues par des politiques, des journalistes en vue, et des communiqués officiels laissant entendre qu'une attaque du pays à l'anthrax par Oussama

Ben Laden est imminente. La panique s'empare de la population, qui se rue sur les antibiotiques et les vaccins... « On ignore toujours l'origine de ces envois et plus personne n'ose les présenter comme des actes de djihad biologique. On sait seulement que cette hystérie collective aura permis à des industriels liés au régime Bush d'éviter la faillite et de réaliser de juteuses affaires ! »

Encore une chose: Bernard et Gérard Kouchner. L'un ministre de la Santé – maintenant des Affaires étrangères – l'autre, patron du groupe leader de la communication médicale, (CMP Medica) [125], filiale du groupe anglais coté en Bourse, UBM (United Business Media), consortium de presse médicale gratuite financée par les publicités plus ou moins directes de l'industrie pharmaceutique, distribuée gratuitement aux médecins... et aussi président du Syndicat national de la presse médicale (SNPM) et du Medec.

Certes, l'idée était déjà dans la famille: le père Georges Kouchner avait lancé une série de journaux médicaux plus ou moins liés à des laboratoires pharmaceutiques, mais, en tant que médecin, Gérard Kouchner sait bien qu'il participe largement au lavage pharmaceutique du cerveau de nos médecins... quand *Le Quotidien du médecin* se vante d'être le premier pourvoyeur de formation médicale continue (FMC) et qu'il « remercie » pour leur soutien institutionnel: Altana Groupe Nycomed, AstraZeneca, Bristol-Myers Squibb, Eisai, Galderma, Glaxo Smith Kline, Ipsen, la Ligue nationale contre le cancer (ministère de la Santé, de la Famille et des Personnes handicapées, l'assurance maladie, l'assurance maladie des professions indépendantes), Eli Lilly France, Merck Sharp & Dohme-Chibret, Roche Nicholas, Menarini, Novartis, Organon, Pfizer, Sanofi Aventis, Sanofi Pasteur MSD, Schering-Plough, Schwarz Pharma, Servier, Takeda, Thérabel Lucien Pharma,

Urgo, Wyeth... Où est l'indépendance quand on dépend des labos pour exister ?

On ne mord pas la main qui nous nourrit...

La pseudo-information médicale prémâchée par les services marketing que les firmes pharmaceutiques passent dans ces journaux à l'attention des médecins, de leurs associations et sociétés savantes, de même qu'aux patients et aux associations de malades est la source de nos problèmes et de leurs profits ! On se demande, dans ce cas : sur quels critères sont décernés les prix du Medec ? Comment est-ce compatible avec un frère ministre donc, à ce titre, défenseur du bien des citoyens ?

Loin de moi cette attitude bien française que je déteste et qui consiste à critiquer et jalouser ceux qui réussissent, mais c'est juste qu'il n'est, nulle part, question de conflits d'intérêts. D'un autre côté, les politiques qui déclareraient maintenant ne pas vouloir marcher avec le système mondial sont, il me semble, soit irréalistes, soit des hypocrites, alors est-ce que notre président place ses pions pour battre les puissants de ce monde à leur propre jeu ou bien est-ce que, comme eux, il joue pour lui ? Comme dirait Michel Drucker : Nicolas, si tu nous écoutes, j'aimerais bien savoir !

La santé de l'industrie pharmaceutique... avant celle des patients

Les sommes fabuleuses que cette industrie dépense en marketing, en lobbying et en transferts de technologie corrompent le champ médical au niveau mondial, à une profondeur qui va bien au-delà des cas de corruption caractérisée qui font la une des journaux.

Le prétexte que la recherche lui coûte cher est un faux prétexte : l'industrie n'a pas mis grand-chose de vraiment

neuf sur le marché depuis vingt ans. La plupart des produits présentés comme nouveaux ne sont que des versions nouvelles d'une molécule ancienne. C'est ce qu'on appelle les *me too* (« moi aussi »). Ils ne rendent aucun service inédit. Mais toute molécule qui présente simplement une petite modification chimique par rapport à la précédente peut bénéficier d'un nouveau brevet. Elle met donc la firme à l'abri des génériques, et peut être vendue au prix fort. C'est ainsi que sortent du marché des médicaments efficaces, mais plus assez rentables ou qu'ils sont dérembowrsés pour privilégier les nouveaux. Et c'est là que le marketing intervient. Le médecin qui rédige l'ordonnance pour son patient doit être persuadé qu'il s'agit bien d'un médicament, plus efficace que le précédent. « Mais le marketing ne suffit plus à cacher que le roi est nu et que la société paye beaucoup plus à l'industrie qu'elle ne reçoit en échange [...] et qu'une régulation véritablement indépendante est nécessaire pour nous protéger de l'appât du gain de quelques-uns » [126], prévient Mikkel Borch-Jacobsen qui cite le psychiatre britannique David Healy : « Supprimez les dix ou même les vingt médicaments qui se vendent le plus dans les pharmacies, la santé publique n'en serait pas affectée d'un iota. »

De la bouche du président de la HAS (Haute Autorité de santé), on apprend que « ceux qui représentent une réelle avancée thérapeutique se comptent sur les doigts d'une main ». Ainsi, le Plavix®, véritable jackpot commercial pour Sanofi Aventis, est devenu l'anticoagulant le plus prescrit au monde, alors qu'il présente « la même efficacité que l'aspirine »... Pour un prix vingt-sept fois supérieur [127] !

En effet, ces dernières années, l'industrie s'est surtout intéressée aux *lifestyle drugs* ou « médicaments de confort » traitant des états chroniques tels que le surpoids, l'insomnie, la ménopause, la dépendance à la nicotine, le cholestérol,

l'hypertension, car le marché est bien plus grand que celui des médicaments traitant des maladies aiguës et ponctuelles ou des maladies orphelines qui touchent de rares personnes, ou bien encore des maladies tropicales qui affectent des millions d'individus trop pauvres pour payer. Contrairement à ce que l'on croit, ce n'est pas l'intérêt des patients qui guide la recherche pharmaceutique, mais celui des actionnaires. D'où la création de nouvelles maladies : « Ils ont même un nom pour cela, le *condition branding* : on lance de nouvelles maladies comme on lancerait une marque de jeans, afin d'accrocher une clientèle à tel ou tel nouveau médicament, jusqu'à ce que le brevet de celui-ci tombe en désuétude – après quoi on recommence avec une autre maladie et un autre médicament. Très peu de gens en ont conscience, mais la façon dont nous allons nous sentir mal dans notre peau dans cinq ou dix ans se décide aujourd'hui dans des bureaux en fonction de stratégies industrielles et commerciales. Le « psycho-pouvoir » de l'industrie pharmaceutique est aussi irrésistible qu'il est invisible. » [128]

Parmi les critiques les plus extrêmes figure celle du journaliste Jörg Blech : « Pour maintenir la croissance titanesque de ces dernières années, écrit Jörg Blech, l'industrie de la santé doit de plus en plus souvent s'acharner médicalement sur des individus sains. » Et dans le *Herald Tribune* du 4 janvier 2003, Jacques Leibowitsch commente : « Persuader des gens qu'ils ont une maladie dont ils ne savaient même pas jusque-là qu'elle existait, c'est habile et bas en même temps. » [129]

Malheureusement, nous ignorons tout de ces magouilles et avons tendance à croire que les remèdes sont la panacée et n'ont pas d'effets délétères sur nos organismes, alors qu'en vérité, les médicaments peuvent être dangereux, ce que l'on nous cache soigneusement !

On gobe ce qu'ils nous donnent !

Dans tous les cas d'homicides – à plus forte raison si le mobile est l'appât du gain – on voit rarement les coupables s'en tirer sans faire de prison, en versant une indemnité dérisoire aux familles des victimes. C'est pourtant ce qui se passe dans les cas de décès dus aux médicaments – même ceux sur lesquels pèsent les plus gros soupçons – et quel que soit leur nombre, imputables aux mêmes coupables. (Pardon : présumés ! Puisqu'on ne peut pas démontrer la relation de cause à effet !) Et, lorsqu'ils sont contraints à payer une amende, elle est de très loin inférieure au bénéfice engendré par le médicament incriminé. C'est le calcul que fait l'industrie. Le bénéfices/risques, mais en leur faveur ! Il suffit de constater les nombreux et irréversibles dégâts causés par des médicaments qui avaient satisfait aux contrôles exigés par les autorités sanitaires et avaient été prescrits et remboursés pendant des années pour savoir que, dans ce domaine, les dés sont pipés.

Les géants de l'industrie comme Eli Lilly, Merck ou Pfizer ont été condamnés ces dernières années à payer plusieurs milliards de dollars... du pipi de chat dans l'océan de leurs profits. Le plus souvent, quand le scandale enfle trop, le produit mis en cause est retiré du marché, rarement par les agences sanitaires publiques, mais du fait des laboratoires eux-mêmes, au vu des risques « financiers ».

C'est le cas de Merck avec son anti-inflammatoire vedette le Vioxx® (2,5 milliards de dollars en 2003). Rien qu'en France, (avec le Celebrex de Pfizer), il représentait plus de 20 % de tous les anti-inflammatoires vendus, occupant le 10e rang des remboursements de l'assurance maladie en 2003 : plus de 120 millions d'euros[130]. Lancé lui aussi par une campagne gigantesque en 2000, utilisé pour soulager la douleur et l'inflammation dans l'arthrose

ou la polyarthrite rhumatoïde, il est suspecté, dès 2001, d'accroître les risques cardiovasculaires, en particulier d'infarctus du myocarde et d'accident vasculaire cérébral. Et « retiré du marché le 30 septembre 2004 parce que rendu responsable, selon une étude américaine, de 28 000 infarctus mortels » [131], par Merck lui-même, puisque la FDA, dont il avait *traité* les experts, ne réagissait pas ! La perte de ce *blockbuster* doit absolument être comblée au plus vite, Merck accuse une baisse énorme de son chiffre d'affaires, alors qu'il doit faire face à de très nombreux procès qui pourraient lui coûter plusieurs milliards de dollars.

D'où le développement en trombe du Gardasil® !

En août 2001, les laboratoires Bayer avaient brutalement annoncé le retrait du marché de leur médicament phare anticholestérol : la cérivastatine, commercialisée en France sous les noms de Staltor® et de Cholstat®, suite à des cas mortels de rhabdomyolyse (atteintes musculaires), après le décès de cinquante-deux patients. C'est écrit dans le rapport du Sénat : « La firme Bayer, selon un rapport d'expertise effectué à la demande d'un juge du pôle santé du TGI de Paris, aurait délibérément voulu tromper les autorités sanitaires en minimisant les dangers constatés dès 1991 de la cerivastatine, soit dix ans avant son retrait. Il est de même établi que les risques liés à la prise d'antidépresseurs étaient connus des laboratoires, mais gardés secrets. » [132] Malheureusement, la dissimulation par les laboratoires d'études négatives sur le médicament incriminé est une habitude. Le Crestor® d'AstraZeneca est mis en cause pour les mêmes effets indésirables.

Et puis, l'une des plus grandes fraudes de l'histoire des médicaments : le Vytoringate [133], comme titre le *Wall Street Journal*. Les compagnies Merck-Schering-Plough, mises en accusation pour leur médicament contre le cholestérol : depuis sa mise sur le marché en 2004, le Vytorin® est

prescrit à des millions d'Américains pour réduire de manière plus agressive le cholestérol en diminuent ses deux causes : la nourriture et l'hérédité... comme le martèle la publicité ; il est vendu quatre fois plus cher que les autres médicaments génériques. Or, les résultats d'une étude, terminée depuis avril 2006, avaient volontairement été cachés par les labos. (Entre-temps, les ventes ont atteint quelque 5 milliards de dollars en 2007.) Le couperet est tombé en mars 2008 : « Vytorin® n'a produit aucun résultat », a déclaré le principal auteur de l'étude, le docteur John Kastelein, de l'Academic Medical Center à Amsterdam (Pays-Bas) lors d'une présentation devant le cinquante-septième congrès annuel de l'American College of Cardiology (ACC). Dès la nouvelle, les titres des labos plongeaient [134] !

Combien de fois avons-nous avalé pendant des mois un médicament que notre médecin nous avait prescrit pour apprendre, un beau jour, en revenant à la pharmacie de notre quartier, qu'il avait été brusquement supprimé [135] ?

Le dernier en date, interdit brutalement à la vente, le 25 juin 2009, était sans doute l'anti-inflammatoire le plus connu et le médicament le plus vendu en France. L'Agence européenne d'évaluation des médicaments (EMEA) a émis un avis défavorable au maintien sur le marché des médicaments contenant l'association dextropropoxyphène/paracétamol (soit une trentaine de médicaments, dont le Di-Antalvic®), considérant que « les preuves d'efficacité thérapeutique sont insuffisantes au regard du risque de décès, en cas de surdosage accidentel ou volontaire ».

Quant au Champix®, médicament miracle contre le tabac, il faut quand même noter que « la Conférence Europe sans fumée », organisée avec le parrainage de GSK et Pfizer, s'était tenue le 2 juin 2005 à Luxembourg pendant la Présidence luxembourgeoise de l'Union européenne. Et la Confé-

rence mondiale sur le tabac WCTOH (World Conference on Tobacco or Health), organisée à Bombay en mars 2009 avec le soutien technique de l'OMS dépendait, elle aussi, du soutien financier des mêmes généreux *sponsors*. Comme par hasard, le Champix® de Pfizer est le seul traitement « non génériqué » indiqué pour l'aide au sevrage du tabac actuellement !

Il est pourtant largement controversé par diverses études sur ses effets secondaires neurologiques, psychiatriques, cardiovasculaires, dont celle de John Spangler, spécialiste en sevrage tabagique qui dirige la prestigieuse unité d'intervention en tabacologie de l'université de Wake Forest. En mai 2007, il a averti aussi bien Pfizer que l'agence américaine du médicament (FDA) des risques d'effets secondaires graves. Ses objections n'ont pas été prises au sérieux par la FDA. Elles ressortent aujourd'hui, parce qu'une investigation récente confirme ses dires et va même bien au-delà [136].

Pfizer, qui a payé 430 millions de dollars d'amende en 2004 pour éviter un procès pour la publicité illégale de son antiépileptique Neurontin® (médicament anti-épileptique, pour la douleur et les troubles bipolaires.), incitant les médecins à le prescrire dans des indications non autorisées, ce qui a porté les chiffres de vente à plus de 3 milliards par an [137].

Le rapport du Sénat nous dit aussi qu'il faut se méfier de certains antidépresseurs, en raison d'un risque aggravé de comportement violent et suicidaire, notamment chez l'enfant et l'adolescent : après le Deroxat® de GlaxoSmith-Kline, mis judiciairement en cause en 2004, c'est au tour du Prozac®, produit leader des laboratoires Eli Lilly, d'être sur la sellette [...] de certains médicaments contre l'hypertension artérielle (Tenormine®), contre l'asthme (Serevent®), contre l'obésité (le Meridia® de ABOTT –

Sibutral® en France) ou l'acné (Accutane® des laboratoires ROC) qui sont accusés soit d'être inefficaces, soit de produire des effets secondaires particulièrement graves.

Tous ces scandales n'empêchent pas l'industrie de se congratuler ! Le prestigieux prix Galien qui « contribue à promouvoir et à dynamiser la recherche en matière de médicaments et à encourager les laboratoires et les équipes qui la font avancer », remis chaque année en présence des ministres de la Santé, de la Recherche ou de l'Industrie, a été décerné à nombre de ces produits, retirés du marché quelques années après ! Vous avez compris que le comité d'attribution est dominé par des représentants des laboratoires et des leaders d'opinion ayant des conflits d'intérêts !

L'antipsychotique atypique Zyprexa® (olanzapine d'Eli Lilly) a été récompensé en 1997. Antipsychotique très à la mode jusqu'à il n'y a pas si longtemps, et prescrit trop à la légère, bien au-delà de ses indications premières, suite à un marketing outrancier de la firme, il rapporte à Eli Lilly 4 millions de dollars par an !

Il fait l'objet d'une action massive en justice, pour des effets secondaires tels le diabète et l'obésité et pour des campagnes publicitaires douteuses qui, selon le *New York Times*, devraient aboutir à une amende d'un milliard de dollars [138]. La FDA est en train d'enquêter sur le fait qu'Eli Lilly lui aurait fourni des informations inexactes sur les effets secondaires et trente-trois États américains ont déposé plainte. Le Vioxx®, dont on a parlé plus haut, a eu le prix Galien 2004, le Champix® (varénicline) a été le lauréat 2007. Presque tous les anticorps monoclonaux (Raptiva®, Herceptin®, Humira®, Lucentis®, Gleevec®...), dont les effets secondaires sont considérables et dont le bénéfice clinique est loin d'être solidement prouvé, ont été distingués par le prix Galien [139]. L'Arznei-Telegramm, Pharmacritique, ne cessent de réclamer une revue d'ensemble du rapport

bénéfices/risques et du rapport coût-efficacité de cette classe de médicaments dans sa totalité ; et un communiqué de l'AFSSAPS du 19 février 2009 vient de suspendre l'AMM de Rativa, après avoir constaté des cas d'infection cérébrale grave, évolutive qui peut conduire au décès ou à un handicap sévère [140].

Le très controversé antidiabétique Avandia® (rosiglitazone de GSK) a été le lauréat 2002. Très vite pointé du doigt : la FDA aurait constaté plus de 80000 événements cardiovasculaires depuis son homologation. Il semble que GSK était au courant de ces effets secondaires, dès la sortie du médicament, prévenu par un de ses conseillers (docteur John Buse, spécialiste du diabète), mais annoncé comme un médicament miracle, beaucoup de médecins l'ont prescrit en toute bonne foi. (En huit ans, plus de six millions de patients dans le monde.) Avandia®, mais aussi Actos® qui, tous deux, provoquent une augmentation des maladies cardiovasculaires, allant des insuffisances cardiaques à l'infarctus et des troubles osseux, aux fractures et ostéoporose. Actos® est fabriqué par Takeda Abbott Pharmaceuticals, condamné à la plus grosse amende jamais payée aux USA par une firme pharmaceutique pour avoir conçu un plan afin d'amener le plus grand nombre de médecins à prescrire leur médicament star : l'Enantone® (Lupron® aux USA), et fraudé avec les systèmes d'assurance maladie... Prescrit souvent dans les traitements de l'endométriose, alors qu'il est prouvé qu'il peut avoir des effets contraires : le traitement hormonal masquant les lésions et kystes en cas d'actions chirurgicales [141].

Mais Takeda Abbott fait preuve d'une certaine logique : l'Enantone® provoque du diabète chez un certain nombre d'hommes qui reçoivent un traitement pour le cancer de la prostate, et l'Actos® est là pour traiter le diabète... Au bout du compte, les deux provoquent des maladies cardiovas-

culaires ! Quant à Avandia®, *le New England Journal of Medicine* (NEJM) a publié les résultats compilés de plusieurs dizaines d'études, prouvant que les personnes prenant ce médicament présentent un risque accru d'infarctus de 45 %.

Soixante-neuf année érotique selon Gainsbourg... 2008, année difficile pour GlaxoSmithKline ! Les ventes de l'anti-diabétique ont reculé de 29 % aux États-Unis cette année et de 4 % en Europe, conduisant à une baisse de près de 5 % du bénéfice par action de GlaxoSmithKline pour l'année 2008.

Vite, un remplaçant... genre une petite grippe ?

Et puisque le sujet est d'actualité : beaucoup de vaccins ont été distingués par le prix Galien, parmi lesquels figurent les vaccins contre l'hépatite B, eux aussi controversés (Genevax B, Engerix B) et le prix 2007 a été attribué au Gardasil® (contre le papillomavirus) dont on reparlera ! Mais, dans son discours, ce jour-là, notre ministre a dit que cela lui rappelait « le bon temps » où elle travaillait dans l'industrie pharmaceutique... Et ce, d'autant que le laboratoire pour lequel elle travaillait avait lui aussi été récompensé par un prix Galien pour l'un de ses médicaments. Effectivement, sur la liste des lauréats on retrouve le clofibrate (Lipavlon®) d'ICI Pharma, pour l'année 1972. Alors pourquoi avoir occulté ce « bon temps » de sa biographie pendant toutes ces années ?

La liste est sans fin et il faudrait se méfier à peu près de tout, à moins de vouloir donner de notre vivant notre corps à la science... mais, bien souvent quand on est au courant du problème, on a déjà avalé le médicament pendant des mois ou des années...

LE DISTILBÈNE

« La Cour de cassation a confirmé, jeudi 24 septembre 2009, la responsabilité des laboratoires pharmaceutiques UCB Pharma et Novartis dans les maladies provoquées par le distilbène, un médicament censé prévenir les fausses couches et distribué jusqu'en 1977 en France. La plus haute juridiction française a cassé un arrêt rendu en avril 2008 par la cour d'appel de Versailles (Yvelines), qui déboutait une femme imputant son cancer à la prise par sa mère, durant sa grossesse, de distilbène. La cour d'appel avait initialement donné tort à cette plaignante en concluant que rien ne prouvait que les laboratoires étaient à l'origine du dommage, même s'il était établi que la maladie résultait bien du distilbène » [142], comme d'habitude !

Prescrit aux femmes qui subissaient des avortements à répétition ou des accouchements prématurés, même si l'on trouva que les femmes enceintes auxquelles on donnait le DES avaient la même proportion de troubles que le groupe témoin, ce médicament continua à être promu, commercialisé et prescrit à grande échelle. En 1970 et 1971 paraissent deux publications aux USA qui mettent en évidence le nombre accru de cancers du vagin chez les filles de mères ayant pris du DES pendant leur grossesse. La Food and Drug Administration (FDA) interdit immédiatement l'utilisation du produit dans ses indications obstétricales sur le territoire des États-Unis. Puis de multiples études, en 1978 et en 1981, révèlent les autres conséquences de l'exposition *in utero* au DES : malformations utérines, infertilité, grossesses extra-utérines, avortements spontanés tardifs, accouchements prématurés, et taux augmenté de morts néonatales... Mais « le mal est fait », et une génération

d'enfants exposés au DES *in utero* est née entre 1940 et 1980.

L'âge de procréer, pour ces enfants, se situe en majeure partie entre 1975 et 2015.

Le nombre exact de femmes enceintes ayant pris du DES n'est pas connu exactement. Il est estimé à 4 millions aux États-Unis, et 200 000 en France, sur une période de vingt-cinq ans (1951 à 1977, date de suppression du DES en France). En tenant compte des avortements et de la mortalité périnatale (20 % des grossesses), 160 000 enfants sont nés. « On peut évaluer ainsi que 80 000 filles et autant de garçons âgés aujourd'hui de 25 à 50 ans ont été exposés *in utero.* Le pic de prescription de cette molécule se situant autour des années soixante-dix, les derniers patients exposés auront 40 ans en 2016 ! », précise Anne Levadou, présidente de l'association réseau DES.

Ce précédant du DES est l'exemple de la prudence qui devrait être de mise en ce qui concerne la prescription de médicaments aux femmes enceintes. Pourtant, ils récidivent sans vergogne avec le vaccin contre le H1N1 pour lequel aucun test n'a été fait permettant de dire qu'il est inoffensif pour le fœtus !

Une structure d'indemnisation, annoncée semble-t-il par Bernard Kouchner, pourrait prochainement être mise en place pour les 80 000 femmes françaises victimes. Mais comment calcule-t-on un tel préjudice ? « Votre mère a-t-elle pris du distilbène pendant sa grossesse ? » « Oui ». Mon amie Claire, après trois fausses couches, n'a plus d'espoir.

Et la thalidomide ?

Prescrite aux femmes enceintes pour combattre les nausées matinales ! Avant de se rendre compte de l'horreur : environ 15 000 fœtus ont été affectés par la thalidomide,

parmi lesquels 12 000 dans quarante-six pays sont nés avec des défauts congénitaux et 8 000 seulement ont vécu au-delà d'un an, avec des handicaps et des déformations gravissimes. Souvent l'absence de membre ou de ses extrémités. Plus tard, on découvrit en plus qu'ils se transmettaient à leurs propres enfants par le truchement de l'ADN modifié.

LE REMÈDE QUI TUE

Le danger de la très efficace pilule contre l'acné : l'isotétrinoine, prescrite à plus de 100 000 ados par an en France, accusée d'avoir des effets secondaires psychiatriques graves allant jusqu'aux pulsions suicidaires ou même meurtrières. L'AFSSAPS parle de quinze cas de suicides jeunes notifiés en vingt ans. Ce médicament a fait l'objet d'une émission *66 minutes* sur M6 le 18 octobre ; les quatre labos fabricants n'ont pas souhaité communiquer. Anne Castot de l'AFSSAPS, interrogée par *Télé Star*, s'est exprimée sur le sujet : « Je comprends parfaitement les familles meurtries par la perte de l'un de leurs proches et s'il a été prouvé que cette molécule peut provoquer un risque de malformation chez le fœtus, en revanche, aucun lien de cause à effet n'a pu être établi entre les suicides d'adolescents et ces médicaments. Évidemment, nous ne nions pas que les troubles psychologiques fassent partie des effets indésirables. »

D'accord, avoir des boutons plus ou moins purulents sur le visage peut être extrêmement gênant, à un âge où l'on a envie de séduire et où l'on n'est pas très sûr de soi, mais le remède est pire que le mal. Est-ce bien pensé aussi de donner ces substances à des filles qui peuvent se retrouver enceintes en même temps qu'elles prennent ce traitement ?

LES HORMONES DE SUBSTITUTION

Après avoir été prescrits à tour de bras pendant des années, considérés comme la panacée pour de nombreuses

femmes ménopausées, les traitements hormonaux substitutifs (consistant à apporter à l'organisme les hormones sexuelles qui ne sont plus produites par les ovaires : estrogène et progestérone) ont été brusquement déconseillés en 2005. Et pour cause : des études révélaient que les femmes sous THS étaient plus exposées au cancer du sein et aux maladies cardiovasculaires. Aujourd'hui, les autorités sanitaires révèlent qu'un millier de cancers du sein par an seraient imputables au THS.

Pour la plupart des femmes, l'entrée en ménopause se manifeste surtout par des irrégularités menstruelles, souvent accompagnées de brusques sensations de chaleur montant du haut du corps jusqu'au visage, suivies de sueurs importantes et de frissons, très incommodantes. Certes, mais…

Petit retour en arrière [143] qui illustre bien le problème : à Paris, en 1979, le docteur Henri Rozenbaum crée l'AFEM (Association française d'études sur la ménopause) et ne cesse de promouvoir le THS comme un traitement miracle : « Moins 50 % de maladies cardiovasculaires, moins 100 % d'ostéoporose, diminution des cancers de l'utérus et de l'ovaire pour lesquels nous avons un effet protecteur, pas d'effet aggravant en ce qui concerne le cancer du sein… », promet-il, avant d'ajouter que « le médecin qui dit […] que c'est mauvais… c'est la médecine du XIXe siècle » [144] ! Nombre de ses confrères le suivent, contribuant à traiter une femme sur cinq avec des hormones de substitution. Mais en 2002, un article de *JAMA*, une des revues médicales les plus respectées au monde, confirme ce que l'on soupçonnait depuis des années : certains traitements THS favorisent les cancers ! En quelques mois, des milliers de Françaises qui faisaient confiance aux hormones et à leur médecin s'inquiètent et interrompent leur traitement. Le docteur Rozenbaum se lance alors dans un lobbying intense, écrivant à tous les médecins généralistes de France pour

défendre les hormones et leur demander de ne pas se conformer aux recommandations de l'AFSSAPS, qui venait de conseiller de ne plus prescrire les THS plus de cinq ans. Il affirmait que les dosages des THS utilisés en France ne sont pas les mêmes que dans les deux études anglaise et américaine ! En août 2003, de nouvelles études britanniques font état de 20 000 cancers du sein en dix ans dus aux hormones juste en Angleterre; fin 2003, l'AFSSAPS recommande aux médecins français de ne plus les prescrire du tout ! « Si les deux millions de femmes françaises avaient pris leur traitement pendant dix ans, ce serait plus de 30 000 cas de cancer du sein supplémentaires », souligne le professeur Charles Caulin, président du groupe de travail sur le THS.

Parmi les médecins qui avaient reçu la lettre de Rozenbaum : le docteur Dominique Dupagne, un généraliste parisien, se demande si, par hasard, la campagne du docteur Rozenbaum, qu'il estime à 50 000 euros, n'a pas été financée par des laboratoires pharmaceutiques ? Interrogé, ce dernier explique tout naturellement : « J'ai fait une table ronde avec plusieurs laboratoires, je leur ai dit : "Voilà, l'information est mal faite en France, est-ce que vous voulez bien nous aider à diffuser une information plus objective auprès de l'ensemble du corps médical français ?" Et là, les laboratoires ont joué le jeu et versé la même somme chacun. » Le docteur Dupagne découvre alors sur le Net, au détour d'une vidéo, que l'AFEM invite tous les ans plus de mille médecins et gynécologues dans un grand palace parisien, sponsorisé par Aventis et Procter and Gamble. Le docteur Rozebaum ne voit pas où est le problème : « Aucun congrès médical ne pourrait se tenir à l'heure actuelle en France, à grande échelle, sans une aide privée », ne voyant pas la raison de déclarer, comme la loi l'y oblige, ses liens d'intérêts entre les laboratoires et l'association qu'il préside !

« Dans sa déclaration personnelle, par contre, le docteur Rozenbaum consigne qu'il a des liens avec les laboratoires Solveg, Lilly, Orion et Nove, qui sont des laboratoires vendant des hormones de la ménopause, des liens durables qui sont de nature financière... la boucle est bouclée ! Nous sommes dans le conflit d'intérêts pur et dur ! Autrement dit, un médecin qui défend depuis des années les traitements hormonaux de la ménopause est rémunéré depuis des années par ces mêmes laboratoires qui fabriquent ces mêmes THS ! », s'insurge le docteur Dupagne.

En 2004, le ministère de la Santé commande un rapport sur la crise des hormones intitulé « Les notables de la ménopause face aux risques du traitement hormonal substitutif » ; il accuse l'AFEM d'omission du discours des opposants, de manipulation des sources et des chiffres, d'omission des recommandations officielles... Le docteur Rozebaum, lui, persiste et signe, et que je sache, il n'a pas été inquiété ! Qui a été embêté... Poursuite en diffamation, blâme de l'Ordre des médecins : c'est le docteur Dupagne, pour avoir mis le linge sale sur la place publique ! Entacher la réputation d'un confrère passe donc avant le serment d'Hippocrate et nos petites vies !

Comment croire après ça les sociétés savantes médicales qui prônent tel ou tel traitement ou telle ou telle stratégie lorsque l'on apprend que ces sociétés dépendent pour leur survie des subsides de l'industrie pharmaceutique ou organisent des manifestations soi-disant scientifiques qui ne sont finalement que des opérations promotionnelles ?

Peut-être faudrait-il tout simplement arrêter de prendre l'intox pour de l'info ?

Après ce scandale des THS, de nombreuses femmes se sont rabattues sur un autre médicament : l'Agréal®, prescrit dans le traitement des bouffées de chaleur de la ménopause ; or c'est un neuroleptique qui n'était pas présenté comme

tel. Beaucoup de femmes ont eu des troubles psychiatriques (anxiété, dépression et réactions à l'arrêt du médicament) et neurologiques (mouvements anormaux, syndromes parkinsoniens), et le rapport bénéfices/risques de ce médicament a été jugé défavorable au bout de quelques années, entraînant du jour au lendemain son retrait du marché dans tous les États européens et un rappel des lots depuis le 30 septembre 2007. En France, une association des victimes de l'Agréal® est en train de regrouper les plaignantes. En Espagne, le tribunal de Barcelone vient de rendre un jugement condamnant Sanofi Aventis à indemniser quinze victimes ; mais le montant est dérisoire (55 000 euros à se partager entre elles), bien que la Cour confirme que le médicament est bien la cause des troubles ressentis par ces femmes.

C'est le combat de David contre Goliath : les expertises coûtent cher, il y a un manque total de coopération du corps médical et d'accès aux informations des labos sous prétexte de secret industriel et puis, ils peuvent faire traîner les procédures, les émoluments de leurs avocats sont compris dans le prix des *merdicaments* (lapsus révélateur du président du LEEM, les entreprises du médicament) [145].

Mais plus on est de fous, plus ils rient…

La violence sur ordonnances ou les médicaments psychiatriques [146]

Avant, les fous étaient dans les asiles et la profession de psychiatre n'existait pas ; en tout cas, les autres médecins n'avaient pas vraiment de respect pour eux, la psychiatrie n'étant pas considérée comme une science. Et puis, il y a un peu plus de quarante ans, en 1967, les plus grands psychiatres se sont réunis à Porto Rico, pour parler de l'avenir, faisant un communiqué à la clôture du congrès :

« Nous entrevoyons le potentiel d'un contrôle quasi total de l'état émotionnel et mental et de la volonté d'agir de l'homme » par la voix du psychiatre Wayne O. Evans.

Comme par hasard, à partir de 1970, des tonnes de psychotropes apparaissent, vendus pour réguler tous les aspects du comportement humain.

Une entente diabolique venait de naître entre l'industrie pharmaceutique et ceux qui rêvaient d'être considérés comme de vrais docteurs. Pour cela, il leur fallait des patients et que ces patients aient des maladies ! Ils se sont donc dépêchés de créer un livre de diagnostics, le DMS (manuel des diagnostics et des statistiques) dans lequel seraient listées et numérotées les maladies mentales et leurs symptômes. Comme leur diagnostic ne s'appuie sur aucune analyse ou test scientifique, psychologues et psychiatres se réunissent depuis, parlent des symptômes qu'ils ont observés et... votent à l'unanimité ce qu'ils considèrent être une nouvelle maladie, lui donnent un nom et un numéro et l'inscrivent dans la liste du DMS. Et c'est de cette bible que se servent les industries du psychotrope pour créer de nouveaux médicaments censés répondre à chacune d'elles !

Bien sûr, l'industrie veut de plus en plus de profit, il faut donc trouver de plus en plus de maladies ! « C'est un livre dangereux, ajoute un psychologue, parce que l'on est tous concernés » : qui ne s'est pas senti intimidé devant certaines personnes ? Qui n'aurait pas peur de prendre la parole en public ? Qui n'est pas nerveux d'aller demander une augmentation à son patron ? Maintenant, tous ces comportements sont autant de pathologies listées dans le DMS qui comptait 106 pages dans sa première édition, et en comprend 886 aujourd'hui, répertoriant sans cesse des dizaines de nouveaux désordres mentaux. Il y a vingt ans, une personne qui devait faire face à un divorce se faisait aider par sa famille, ses amis, son médecin, mais pas par

des antidépresseurs ; c'était avant ! L'angoisse, la tristesse, l'inquiétude, la peur... inhérentes à la condition humaine, ne sont plus considérées comme normales. Il paraît que c'est une question de « déséquilibre chimique » dans le cerveau ! Ce qui ne correspond à aucune réalité scientifique ; juste un terme de marketing, mais il fallait bien convaincre les gens qu'ils n'allaient pas bien, et que ça pouvait s'arranger avec des médicaments !

En 2009, qui ne connaît pas autour de lui plusieurs personnes prenant des antidépresseurs, des somnifères, parce que sa femme l'a quitté, parce que son travail est stressant, parce que son endettement l'empêche de dormir, parce qu'il est déprimé ? Des enfants même, pour des troubles de l'attention, des adolescents pour l'angoisse qu'ils éprouvent devant ce monde sans repères, sans valeurs.

Aujourd'hui, 100 millions de personnes dans le monde prennent des psychotropes !

On entend souvent dire que tout ce qui se passe en Amérique arrive toujours chez nous quelques années après, des McDonald's à la télé réalité, de l'obésité aux *serial killers*... que tout y est décuplé. Or, on commence à voir des meurtres dans les écoles françaises, ce qui eut été impensable il y a quelques années ; et même si ce ne sont pas des tueries comme aux USA, il faudrait peut-être écouter ce qui se dit là-bas.

Des études menées par des experts scientifiques, en collaboration avec des journalistes qui ont recueilli des centaines de témoignages, ont abouti à mettre en lumière des faits convergents : tous ces gens suicidaires ou assassins, qui « tirent dans le tas » aveuglément, dans des crises de violence extrême, prenaient des psychotropes qui leur avaient été prescrits par leur médecin ; souvent pour des problèmes d'anxiété, de déprime, d'insomnie, relativement mineurs.

Le professeur John Sommers Flanagan de l'université du Montana témoigne que, chaque fois qu'un acte pareil est commis, la première question qu'il se pose est : « Était-il sous médication ? Qu'est-ce qu'il prenait ? » Et les mêmes noms reviennent : Dexedrine®, Prozac®, Zoloft®, Effexor®, Ritaline®... Antidépresseurs, tranquillisants, prescrits à la louche et pour un oui, pour un non, sans diagnostic défini, pour des maladies qui n'en sont pas les trois quarts du temps !

Le docteur Rima Laibow explique que ces médicaments sont très dangereux, provoquent la violence meurtrière, l'auto-agressivité, augmente la tendance au suicide, une distorsion de la réalité, qu'on soigne évidemment avec d'autres drogues... La spirale est amorcée.

Beaucoup d'anciennes victimes ou proches de victimes racontent : « Je ne savais plus ce qui m'arrivait, je ne pouvais plus me contrôler », « la dépression empira, ma colère empira », « mon fils a essayé de me tuer, il n'avait que 7 ans », « je me tenais debout sur le balcon de l'église et je voulais sauter », « il avait écrit "haine" sur sa cuisse et s'est pendu dans le placard, il avait 15 ans »... Tous témoignent du changement ou de l'aggravation de l'état des personnes sous traitement.

« Définitivement, les meurtres de masse, les fusillades dans les écoles ont un rapport avec les psychotropes », assure le docteur Flanagan sans aucune hésitation. Et nombreux sont les psychiatres eux-mêmes qui reconnaissent qu'en cas de problème, « on blâme le patient, on ne fait pas le lien avec le médicament ». En plus, « on le cache à la presse, explique le docteur Whitaker, si un journaliste s'informe, on lui dit que le dossier est confidentiel. Le public ne sait pas que ce sont des drogues légales qui poussent ces gosses à la violence. »

Norman Shealy, neurochirurgien, est bien conscient que « les psychiatres camouflent les symptômes, mais n'en soignent pas pour autant la cause... qu'ils ont créé le créneau et qu'ils veulent "ignorer" les dégâts causés par ces médicaments. La police, quant à elle, se contente d'enregistrer ces morts en suicides, sans comptabiliser ceux à imputer aux effets de ces drogues. »

« Ces psychiatres ne sont que des trafiquants de drogue », accuse la pédiatre Doris Rapp. « Incapables de guérir la maladie mentale, ils la gèrent à coup de médicaments », renchérit le docteur Garry Gordon. « Ils en font essayer un... puis un autre... si ça ne marche pas ! Ils ont simplement tous appris que si un patient souffre de *tel* trouble, *tel* médicament est le meilleur. De toute façon, quand un psychotrope est mis sur le marché, personne ne sait la moitié des effets (pourquoi secondaires, d'ailleurs ?) qu'il peut provoquer ! » Les parents de plusieurs enfants qui se sont suicidés sont choqués de voir qu'ils ont été mis sous médication aussi grave en dix minutes, sans que le médecin les ait examinés, ait parlé avec eux, « comme si on leur donnait des bonbons » ! Mais quand on ne sait pas ce qui induit tel symptôme chez un patient, comment prescrire le médicament qui va le soulager ?

Et « quelle aide ces drogues apportent-elles si elles provoquent une angoisse si extrême, un désir de se tuer ou de tuer d'autres gens ? », s'interroge le docteur Lauren Dewitt, pharmacienne. « On joue avec le feu », reconnaissent les plus honnêtes.

Beaucoup de personnes, médecins, avocats, témoins et responsables s'insurgent, dénonçant la « machine à sous » derrière l'excuse de soigner les gens et se demandent : « Combien de morts faudra-t-il avant que le public se réveille ? » Pourtant, actuellement, il y a plus de 3 000 décès par mois dans le monde causés par les psychotropes.

Comment en est-on arrivé là ?

Les compagnies pharmaceutiques ne sont pas sans savoir la dangerosité des drogues qu'elles vendent. Un visiteur médical de chez Eli Lilly (fabricant du Prozac®) raconte comment ils étaient briefés sur les techniques de vente pour influencer les médecins et la réponse à fournir, par exemple, quant aux effets connus du Zyprexa® (traitement de la schizophrénie et troubles bipolaires) comme l'obésité et le diabète : « Préférez-vous un patient maigre, mais psychotique ou gros et stabilisé ? »

Les cartels ne sont pas des tendres, peu leur importe si la condition des patients s'aggrave, de maux de tête en hallucinations, de dégradation de la personnalité en suicide... du moment que l'argent s'amoncelle. Mais la situation ne se serait jamais autant dégradée si les psychiatres ne travaillaient pas main dans la main avec les cartels pharmaceutiques, bien que de nos jours, 70 % des antidépresseurs soient prescrits par des généralistes.

« L'industrie pharmaceutique et les psychiatres sont des frères siamois unis par le portefeuille », dénonce Kay Carlson, spécialiste des ventes dans une des firmes.

Et c'est un business en pleine expansion : quarante-quatre médicaments en 1970, cent soixante-quatorze aujourd'hui !

Trois cent trente milliards de dollars par an. Rien que les cinq psychotropes les plus vendus rapportent à eux seuls 18 milliards, soit plus que le produit national brut de chacun de plus de la moitié des pays de la terre, nous apprend le reportage.

Est-ce que l'herbe est plus verte chez nous ?

On sait depuis longtemps qu'en France, nous sommes les rois de la prescription de psychotropes (somnifères,

hypnotiques, tranquillisants, anxiolytiques, antidépresseurs et neuroleptiques). Ils veulent encore élargir le champ des consommateurs jusqu'à nos bébés dans leurs berceaux et nos grands-parents dans les maisons de retraite !

Avant, on leur parlait, on s'occupait d'eux, on les aidait à grandir et à mourir ; maintenant que la famille n'est plus une valeur refuge, on s'étonne qu'ils manifestent un mal-être, mais ça se soigne, avec des pilules...

En perdant sa dimension spirituelle, notre vieux continent change de finalité : on devrait tous être heureux et si on ne l'est pas, c'est qu'on est malade ! Avoir des hauts et des bas, être crevé après une journée de travail, quoi de plus normal ? Maintenant on est diagnostiqué « bipolaire » ! D'ailleurs, on serait malade, dès la naissance ; c'est la version moderne du péché originel !

On parle donc de mettre « nos enfants sous haute surveillance » [147], à partir de la crèche si possible !

D'abord il est nécessaire de différentier les « troubles des conduites » (diagnostic individuel psychiatrique) et la « délinquance » (phénomène social). « Les troubles du comportement de l'enfant ont, jusqu'à nos jours, posé questions entre responsabilité et culpabilité, entre loi et médecine, entre criminologie et psychiatrie, soin et punition. » En 1965, pour la première fois, la CMI (classification internationale des maladies) crée une catégorie spécifique intitulée « troubles du comportement de l'enfance ». Puis le DMS reconnaît trois catégories : l'hyperactivité avec déficit de l'attention, le trouble oppositionnel avec provocation et le trouble des conduites (en groupe ou solitaire agressif). Pour les différencier sont listés toute une série de symptômes allant de : « Accès de colère, discute ce que disent les adultes, désobéit, est souvent fâché ou rancunier, ment... » à d'autres beaucoup plus graves : « Vole

des objets d'une certaine valeur, a contraint quelqu'un à des relations sexuelles, mis le feu délibérément... » [148]

Il y a toujours eu des délinquants, mais est-ce que les médicaments vont les éradiquer ? À côté de cela, honnêtement, qu'est-ce qu'il y a d'anormal à ce que nos enfants ne trouvent pas « parfait » ce monde que l'on nous a fabriqué ? Il y a des causes objectives à tous ces symptômes. Les gamins, vautrés devant la télé, sont victimes de dérèglements hormonaux, d'obésité, de diabète (une étude récente a ainsi démontré qu'une consommation excessive de sucre induit des symptômes similaires à ceux décrits pour l'hyperactivité), de pollutions multiples... Ce sont des maladies sociétales et tout ce qu'on leur propose, ce sont des camisoles chimiques !

En 1968, on fumait des pétards, substance illicite et mauvaise, certes, mais on n'a jamais vu de carnages provoqués par la marijuana ! Et par quelle hypocrisie, par quelles consciences, les psychotropes sont-ils, eux, conseillés ? Quand on voit les ravages provoqués par cette politique aux États-Unis ! Homicides, suicides, hallucinations, diabète, accoutumance et problèmes cardiovasculaires pouvant provoquer la mort... pour traiter une insomnie, ou un manque d'attention et bien évidemment, pour palier les effets de ces drogues, leur en prescrire d'autres, à vie [149] !

Comme le dit Andrew W. Saul, un auteur ayant enquêté sur le scandale : « On réalise qu'il n'y a pas d'argent dans la santé, mais il y en a beaucoup dans la maladie. »

En France donc aussi, ça vient de sortir... un plan gouvernemental prévoit maintenant le dépistage systématique des « troubles comportementaux » des jeunes enfants dès l'âge de 3 ans et une décision de l'Agence européenne du médicament (EMEA) recommande « d'étendre l'indication du Prozac® au traitement des épisodes dépressifs

majeurs d'intensité modérée à sévère chez les enfants de plus de 8 ans » !

Malgré des études comme celle du professeur Breggin [150], (professeur émérite de psychiatrie), présentée devant le Congrès américain en 2002, qui démontre que « l'hyperactivité est une maladie inventée », celle du journaliste Pierre Vican, qui s'interroge dans son livre *Nos enfants, cobayes de la psychiatrie ?* [151] sur la légitimité de cette politique de prévention généralisée dans les écoles, l'alarme sonnée par le docteur Rémi Bailly, praticien à l'hôpital de la Pitié-Salpêtrière à Paris, les études récentes qui mettent en lumière ou confirment les effets secondaires très dangereux de ces « traitements » pour les enfants étiquetés « hyperactifs »... la machine continue d'avancer. Et sur boursier.com, on voit les cartels continuer de « se goinfrer » avec la Ritaline®, les psychostimulants et les antidépresseurs prescrits aux enfants !

La coupe déborde en Amérique, le marché des enfants est saturé, heureusement l'Europe vient au secours des proxénètes de la santé ! « Soumis à une batterie de tests élaborés sur la base des théories anglo-saxonnes de la psychiatrie neurobiologique, un grand nombre d'enfants sera diagnostiqué – sans examen médical – selon des critères purement subjectifs largement remis en cause par les experts scientifiques internationaux. La personnalité "pathologique" qui sera décelée conduira, à partir de 6 ans, à l'administration de psychotropes dont les effets délétères sur le plan physique, mental et psychologique ne peuvent être ignorés. Les enfants dont la personnalité sera considérée comme "déviante" risquent d'être fichés pour le reste de leur vie en tant qu'individus potentiellement asociaux ou criminels. » [152]

Puisque les Américains sont toujours en avance sur nous, espérons que ce nouveau plan qui nous est présenté comme

un programme altruiste ne connaîtra pas les mêmes dérives que là-bas, où des classes entières dans les écoles ont fait l'objet de tests plus ou moins douteux, bien que soi-disant « volontaires » ! On avait juste oublié de leur expliquer ce que cela impliquait. Des enfants enlevés à leur famille sous prétexte qu'on avait décelé chez eux des symptômes de « compulsion obsessive » ou diagnostiqués « bipolaires », placés dans des hôpitaux, en isolement pendant des jours, à qui on a fait ingurgiter des chapelets de médicaments, et qui en sont ressortis dans des états lamentables... Des parents démunis à qui l'on a fait miroiter l'avantage de faire profiter leurs enfants « gratuitement » de médicaments qui, en pharmacie, coûtaient plus de 100 dollars ou celui d'amener leur progéniture passer la journée dans des lieux d'accueil avec dessins animés sur grand écran, Gamebox, crackers, sodas et friandises à volonté...

On ne peut pas prêter aux labos que des intentions néfastes, il y a une grande pénurie de médicaments spécialement conçus pour les enfants, mais il faut aussi savoir que : « Quand une firme veut mettre un médicament sur le marché, elle doit déposer dans la phase de développement un plan détaillé d'études sur les enfants. Ensuite, l'Europe donne son feu vert pour l'enregistrement. En contrepartie, le producteur reçoit un prolongement du brevet. C'est donc une situation gagnant-gagnant. » [153]

Surtout pour les labos, a-t-on envie de dire, quand Andy Vickery, avocat spécialisé dans les procès contre les labos, nous apprend qu'un médicament testé sur les enfants, c'est 1 milliard de profit supplémentaire pour le fabricant [154].

À l'opposé, même la Haute Autorité de santé le reconnaît [155] : le système médical pousse aujourd'hui les personnes âgées à consommer beaucoup trop de médicaments psychotropes : « Il existe une surprescription délétère de neuroleptiques dans les troubles du comportement dits

“productifs”, fréquents chez les patients atteints de maladie d’Alzheimer ou d’une maladie apparentée. Une personne sur deux de plus de 70 ans fait usage de psychotropes en France. Deux millions des dix millions de personnes âgées consomment de façon chronique des hypnotiques ou des anxiolytiques, tandis que la balance bénéfices/risques leur est clairement défavorable, qu’il s’agisse des troubles du sommeil ou des troubles anxieux. » Les psychotropes sont ainsi à l’origine d’effets secondaires qui vont de l’accoutumance à l’abrutissement ou la confusion permanente en passant, bien entendu, par les chutes et fractures que cela provoque, et dont les conséquences peuvent être graves lorsqu’il s’agit de personnes âgées.

Juste un petit dernier pour la route : vous pouvez aussi vous retrouver sous antidépresseur sans le savoir. Quand un psychotrope commence à rapporter moins, les labos en changent le nom, l’emballage, la couleur des pilules et… la prescription ! Ainsi le Prozac® s’est appelé le Sarafem®. L’antidépresseur Wellbutrim® est devenu Zyban®, prescrit aux gens qui veulent arrêter de fumer. Le Cymbalta®, rebaptisé Yentreve®, est prescrit pour l’incontinence urinaire ! Il y en a pour tout le monde et tous les maux : l’obésité, l’alcoolisme, l’herpès et même la chute des cheveux ! Et comme l’AFSSAPS (qui autorise la mise sur le marché de ces médicaments) fonctionne exactement comme la FDA, et s’appuie sur les mêmes pseudo-études…

Notez que Rockefeller Ier en 1860, a bien commencé son empire en vendant du pétrole brut en traitement contre le cancer et, qu’après avoir été modifié, prescrit finalement pour la constipation, le Nujol® n’a été retiré de la vente qu’en 2004 !

Depuis des années, le DSM est la cible de critiques de plus en plus graves d’une minorité active de psychiatres *classiques*. Ceux-ci accusent l’American Psychiatric

Association d'avoir fait disparaître la psychiatrie clinique « au profit de classifications, manifestement non plus basées sur le discours des patients sur leur souffrance, mais plutôt sur l'efficacité des médicaments », explique le docteur Jean-Louis Chassaing, psychiatre à Clermont-Ferrand. Ajoutant que « la connaissance approfondie d'une science ne suppléera jamais l'esprit critique de la clinique [...] ne jamais étiqueter un sujet, car une personnalité dépasse toujours les limites d'une catégorie... » [156] « Peu à peu, on a éliminé de ce classement toutes les entités difficiles, comme les formes déficitaires de schizophrénie, qui justement ne répondent pas aux médicaments », ajoute le professeur Édouard Zarifian (CHU de Caen) [157].

Le 17 janvier 2008, Monique Debauche, psychiatre à la Free Clinic de Bruxelles, membre du Groupe de recherche et d'action pour la santé, en Belgique, au cours d'une conférence organisée par la revue *Prescrire*, dénonçait, à son tour, le marasme d'une psychiatrie dominée, à travers le DSM, par l'industrie pharmaceutique. « Une psychiatrie devenue une technique de contrôle social et de normalisation de comportements et/ou tempéraments conçus comme déviants par rapport aux standards économiques néolibéraux en vigueur et aux représentations sociétales qu'il détermine ». Et comment on en est arrivé à cette situation catastrophique par « l'invention de maladies (façonnage ou *disease mongering*) pour écouler un médicament ; la production de preuves par la recherche médicale, à travers des études randomisées facilement manipulables pour donner les résultats attendus et permettre les ventes ; l'écriture des articles scientifiques par des *ghostwriters* (auteurs fantômes) ; un contrôle quasiment inexistant par les agences du médicament ; le déclin de la psychiatrie en faveur d'entretiens directifs se soldant par la prescription de psychotropes [158]. »

En clair, ils reprochent à leurs pairs de ne plus faire leur métier, tous ceux qui se contentent de s'enrichir en distribuant des drogues à tour de bras, les milliers de « petits soldats » de par le monde aux ordres de Big Pharma, alors que 40 % des postes de psychiatres ne sont pas pourvus dans le secteur public ! Cherchez l'erreur.

L'argent n'a pas d'odeur, pourtant nombreux sont ceux qui le suivent à la trace : assez récemment, un jeune retraité d'un laboratoire pharmaceutique expliquait que le concept « d'attaques de panique », qui est classé dans le DSM4, avait été spécifiquement élaboré par Donald Klein pour le laboratoire Upjohn qui allait mettre sur le marché le médicament Xanax®. Même chose avec le docteur Joseph Biederman, le plus célèbre pédopsychiatre américain, professeur à Harvard, qui a inventé le concept de « bipolaire » pour les très jeunes enfants [159], faisant exploser, grâce à ses publications, les ventes de ces puissants antipsychotiques (trois drogues à elles seules : Zyprexa®, Seroquel®, Rispéridone® rapportent 25 000 dollars chaque minute). Il fait l'objet en ce moment d'une enquête du Congrès américain pour, semble-t-il, avoir promis au laboratoire Johnson et Johnson, avant même de mener son étude, que celle-ci allait prouver que leur drogue Rispéridone était efficace sur les enfants en bas âge. Et, comme beaucoup de ses collègues, avoir omis de déclarer 1,5 millions de dollars reçus des laboratoires ! Membre du fameux DSM, il fait partie du comité « découvreur » des nouveaux désordres psychiatriques (par exemple un gaucher qui se gratterait avec la main droite monopolise toute l'attention de cette noble Agora) et qui décide de l'inclure dans la Bible. D'autant plus que le système est vraiment bien fait : tous ces mêmes distingués chercheurs reçoivent aussi de l'argent des firmes pharmaceutiques pour découvrir le médicament remède, dont on leur demandera ensuite, en tant qu'experts, d'évaluer l'efficacité afin qu'il soit le plus

vite possible autorisé à la vente ! Avant d'encaisser les palmes et les chèques de ce sinistre pandémonium ! Selon une étude récente canadienne, l'industrie pharmaceutique reverse 57 milliards par an aux « top docteurs » [160] afin qu'ils influencent leurs pairs.

En France, selon le collectif Formindep, les recommandations censées éclairer les professionnels de la santé, élaborées par la HAS, sont sous influence. En mars 2008, par exemple, à la demande de la Société française de neurologie, la HAS a été promoteur de la recommandation professionnelle intitulée : « Prise en charge de la maladie d'Alzheimer et des maladies apparentées ». Les déclarations publiques d'intérêts des cinq membres du comité d'organisation n'ont été rendues publiques que le 18 mars 2009 après que le Formindep a interpellé la HAS. « Ces cinq membres présentent des liens d'intérêts directs avec les firmes commercialisant des médicaments indiqués dans les démences. Au moins quatre de ces membres ont des liens d'intérêts qualifiés de majeurs. L'un d'entre eux présente un lien d'intérêt non déclaré en tant qu'investigateur d'un essai clinique testant la mémantine, médicament utilisé dans la maladie d'Alzheimer, un autre des liens majeurs avec les quatre firmes (Eisaï, Novartis, Jansen et Lundbeck) directement concernées par la commercialisation des traitements des démences, en tant que membre de leur comité scientifique. » Même chose pour ceux des vingt membres du comité de travail dont les déclarations ont été rendues publiques [161]. Tout cela semble assez loin des exigences écrites dans la charte de la HAS [162].

Faut-il faire le rapprochement avec le fait que la prescription des médicaments spécifiques de la maladie d'Alzheimer, à l'efficacité contestée, soit jusqu'à six fois plus importante en France que dans d'autres pays ?

Cette collusion entre l'industrie pharmaceutique et les experts psychiatres à l'origine du DSMIV vient d'être confirmée par une récente publication scientifique [163] : plus de 56 % d'entre eux ont une ou plusieurs attaches avec des firmes. On s'en doutait !

Soixante-dix pour cent du financement de l'EMEA (Agence européenne du médicament) et plus de 80 % de celui de l'AFSSAPS proviennent de cette même industrie et les conflits d'intérêts sont incontestables [164].

L'HORMONE DE CROISSANCE

Qui ne se sent pas soulagé, avec le recul, d'avoir eu la chance que son enfant n'ait pas besoin d'hormones de croissance ?

Dans les années soixante-dix, cette fameuse hormone extraite d'une glande, l'hypophyse, représente pour les enfants atteints d'une certaine forme de nanisme l'espoir de gagner les quelques centimètres qui changeraient leur vie.

Dix-sept ans d'instruction, quatre mois d'audience et, mercredi 14 janvier 2009, dix minutes de lecture du jugement prononçant la relaxe générale des prévenus dans l'affaire de l'hormone de croissance. Les premiers cris fusent. « Et on appelle ça la justice ! », « la honte ! », « y en a qui ont la conscience tranquille là-dedans, bande d'assassins ! » Les larmes se mêlent à la colère. Un père, le visage défait, serre contre lui le dossier de son fils décédé : « Y a plus rien à faire maintenant, plus rien... C'est fini. » Jeanne Goerrian, présidente de l'association des victimes de l'hormone de croissance (AVHC) explose : « C'est inimaginable que l'on puisse les blanchir comme ça ! Nous allons nous battre, nous ne pouvons pas accepter que nos enfants soient morts pour rien. » [165]

On a appris au cours de ce procès « qu'à partir de 1974, il y a beaucoup d'alertes sur les risques ». En 1975, la publication d'un article dans la revue *Nature*, attire l'attention sur la source potentielle d'infection que peut représenter l'agent de la maladie de Creutzfeldf-Jakob (MCJ) en cas de prélèvement d'organes. En 1976, la menace se précise sur le risque de contamination des hormones de croissance. Dès 1980, le professeur Montagnier avait alerté l'Institut Pasteur et le professeur Jean-Claude Job, ex-président de France Hypophyse, des contre-indications au prélèvement. À l'époque, le prion n'avait pas encore été découvert. Mais le savant, doté d'un flair scientifique hors du commun, demandait qu'« une attention particulière soit portée au danger de transmission de la MCJ » et préconisait, faute de certitudes, d'écarter au moins certains donneurs d'hypophyse « à risque » [166]. En 1981, un rapport du département de la Santé britannique conclut que « les hypophyses des sujets déments ne doivent pas être prélevées pour la fabrication de l'hormone de croissance ».

Avertissements vains !

Mais surtout hallucinant ! Ni vous ni moi, sans connaissances scientifiques spéciales, juste dotés d'un peu de bon sens, n'aurions pu faire ça sans avoir de grands doutes : on apprend que les hormones étaient prélevées sans aucun contrôle, n'importe où, dans les morgues, les asiles psychiatriques, sur des gens qui avaient le cancer, la maladie d'Alzheimer, qu'on mélangeait en labos les hypophyses pourries avec les saines, qu'elles étaient collectées dans des conditions épouvantables « dans des morgues, par des employés payés au pourboire, avec des morceaux de tuyaux de chauffage central ou des tringles à rideaux » [167], ont rapporté certains témoins appelés à la barre. Dont le témoignage d'une spécialiste de la MCJ, Françoise Cathala qui, alertant dès 1984 un patron de la Pitié-Salpétrière, s'était entendu

répondre : « On ne peut rien faire. C'est tout dans la main des syndicats, des garçons de labo qui touchent 50 francs par hypophyse. Si on arrête, on n'aura plus une autopsie. » [168]

Distribuée en France jusqu'en 1988, alors que la plupart des pays avaient arrêté dès 1985 parce qu'on savait que la maladie existait... et qu'on n'a pas rappelé les lots ! Des parents de victimes racontent comment le corps médical niait les risques de contamination. « On nous disait qu'il y avait quelques incidents en Amérique, mais qu'en France on ne risquait rien, que la technologie chez nous était fiable, et puis pour nous, le fait que ce soit fabriqué à l'Institut Pasteur était un label de confiance et de crédibilité, la certitude que c'était au-dessus de tous soupçons ! »

« Quel père, quelle mère, aurait laissé faire ça, si on avait été au courant ? »

L'hormone de synthèse existait depuis 1984, mais la France défendait « l'exception française », et il n'était pas question pour France Hypophyse, qui avait le monopole sur le territoire de l'hormone de croissance (négligeant même d'en demander l'AMM), d'acheter ni d'autoriser l'hormone de synthèse ! « Ils croyaient – et ils croient encore qu'ils ont eu raison – que leur hormone d'origine humaine était la meilleure, tous ces grands pontes qui sont venus (à la barre) décliner tous leur cursus, leurs titres de professeurs émérites, ces mandarins imbus d'eux-mêmes, sûrs de détenir la vérité (parce qu'il n'y avait pas que l'argent), comment ont-ils pu commettre autant d'imprudence ? »

Triste record : la France comptait, en 2004, 58 % de tous les cas mondiaux de maladie de Creutzfeldt Jakob liés à l'hormone de croissance.

En 1991, les premiers parents portent plainte et depuis les décès se succèdent, à raison d'une dizaine chaque année, ce qui explique la longueur de l'instruction. Cent dix-sept jeunes personnes sont mortes et des centaines d'autres

vivent avec la peur d'être atteints un jour par cette maladie dont l'incubation peut être très longue, et qui ne peut avoir qu'une issue fatale. La maladie de Creutzfeldt Jakob : cette pathologie mortelle, qui dévaste le cerveau et entraîne une agonie atroce, les trois quarts des médecins n'en avaient jamais vu avant... l'hormone de croissance. On frémit d'entendre les témoignages des parents de victimes : « Mon fils ne pouvait plus se lever, ni s'alimenter, il était devenu incontinent, ne nous reconnaissait plus... opéré onze fois, torturé pendant un an par tous les gestes médicaux tentés pour le sauver. Ce n'est pas le procès de la médecine que l'on fait, mais celui de ces gens qui se sont mal conduits. Il ne s'agit pas d'erreur médicale, mais d'un dysfonctionnement terrible... »

Au banc des prévenus, sept médecins ou scientifiques répondent d'homicides involontaires et, pour la plupart, de « tromperie aggravée ». Dont les avocats plaident comme d'habitude « que le savoir médical de l'époque ne permettait pas de mesurer les risques encourus ! » Le professeur Jean-Claude Job, 85 ans, ex-président de l'association France Hypophyse et prévenu central, pour la première fois, a demandé pardon à Dieu, et aux parents des victimes.

Ça fait une belle jambe, quand on a perdu son enfant !

La grande hypocrisie

Que les firmes et l'OMS dont la charte « a pour objectif d'amener tous les peuples du monde au niveau de santé le plus élevé possible » arrêtent de prétendre qu'elles œuvrent pour notre bien à tous !

On en voit pour exemple le procès [169] intenté par ces mêmes firmes au gouvernement d'Afrique du Sud, coupable à leurs yeux d'avoir édicté des lois sanitaires autorisant les entreprises locales à produire des traitements contre le sida

sans passer par les brevets des grandes compagnies. Selon les accords au sein de l'OMC, il n'est plus possible de produire ou d'acheter à l'étranger des médicaments sans verser de royalties aux propriétaires des inventions, même s'il y a 25 millions de séropositifs en Afrique dont 1 million d'enfants et 6000 morts par jour dues au sida ! Il est vrai que l'Afrique n'a pas les moyens de payer les traitements nécessaires, beaucoup trop chers (en Europe et aux USA, une année de trithérapie coûte entre 20000 et 30000 dollars; avec des génériques, cela revient à 400 dollars !), mais comme le criait la pétition de « Médecins sans frontières » : « La protection des vies humaines doit passer avant celle des brevets. » Ça n'est manifestement que devant la pression internationale et de personnalités comme Nelson Mandela ou Kofi Annan que les labos ont cédé !

De même au Brésil, les trusts pharmaceutiques américains s'adressent à l'OMC pour empêcher le gouvernement brésilien de soutenir la production de traitements à un prix nettement inférieur à ceux commercialisés par ces trusts. Le programme soutenu par le gouvernement brésilien a pourtant permis de soigner gratuitement 90000 personnes et de faire reculer la mortalité due au VIH de 50 % [170].

L'hypothèse étonnante du docteur Mendelsohn [171], selon laquelle les gens seraient en bien meilleure santé si la médecine moderne disparaissait à 90 %, fait sourire mais, raconte-t-il, dans son livre : « Lorsque les médecins se sont mis en grève à Bogotá, en Colombie, dans le comté de Los Angeles en Californie et en Israël, le taux de mortalité dans ces trois différentes régions a chuté considérablement. » Durant leur grève d'un mois de 1973, les médecins israéliens ont réduit leurs contacts quotidiens avec les malades de 65000 à 7000. « Le Service funèbre de Jérusalem a rapporté que le taux de mortalité chez les Israéliens avait baissé de 50 % durant ce mois, et qu'il n'y avait pas eu

d'autre baisse de mortalité aussi considérable depuis la dernière grève des médecins, il y a vingt ans. » Le docteur Mendelsohn termine son livre avec la conclusion inéluctable que la médecine moderne est une industrie gigantesque et lucrative qui détruit la vie humaine en essayant de guérir la maladie. Elle nous nuit avec ses abus, ses surdoses de médicaments et tous ses gadgets : « À chaque minute de chaque jour, la médecine moderne va trop loin car elle aime aller trop loin », affirme ce vétéran de la médecine.

Il faut prévenir les hommes qu'ils sont en danger de mort, la science devient criminelle.
(Albert EINSTEIN)

LES VACCINS

Difficile de remettre en question les fondements de notre siècle, ce qu'on a tous appris à l'école : l'avant et l'après Pasteur, bienfaiteur de l'humanité pour avoir « sauvé le petit Joseph Meister, mordu à la main par un chien enragé » et découvert la vaccination qui a changé l'histoire de la médecine et nous a épargné à tous, pour des siècles et des siècles, de terribles maladies !

Bien sûr, comme la plupart d'entre nous, j'ai enregistré au fil de ces dernières années qu'il y avait comme des ratés impardonnables... que pour certains, la protection promise se révélait pire que le risque couru... J'ai pensé que ce n'était pas normal, qu'il était inexcusable de pousser des gens en bonne santé à la vaccination contre un hypothétique danger sans être certain de son innocuité, j'ai pensé qu'ils étaient laxistes, incompétents, irresponsables, que c'était grave et que ce n'était pas la peine de sortir de l'ENA

pour être aussi nuls. Mais jamais que c'était le cadet de leurs soucis !

Je me garderai bien de prendre position : pour ou contre la vaccination ? Je n'en ai pas les compétences. Mais, dès qu'on se penche sur la question, on s'aperçoit que l'histoire n'est pas aussi jolie qu'on nous la raconte. Ce n'est pas dans le but de sauver nos vies que les campagnes sont de plus en plus pressantes, mais tout simplement parce que les vaccins sont le meilleur créneau de l'industrie pharmaceutique : peu chers à développer, ils laissent une marge de bénéfice de 98 % ; puisque préventifs, ils se vendent à toute la population et, contrairement aux autres médicaments, leur publicité est autorisée.

Que les cartels pharmaceutiques ne pensent qu'à faire un maximum de bénéfices, somme toute, dans une société où la réussite se mesure au profit, ça n'a rien d'étonnant, que dire cependant de tous ces organismes, ces comités d'éthique, de protection de la vie, des individus, ces commissions de contrôle ? En clair, ces paniers de crabes où l'on retrouve les mêmes noms, de planque en planque, parfois ignares sur le sujet qu'ils représentent, parfois mouillés jusqu'au cou dans d'autres affaires... et toujours dans la prochaine arnaque ! Ce n'est pas possible que ces gens, dans les mains de qui l'on nous a conditionnés à nous remettre (au passage, merci pour la manipulation qu'ils font de la démocratie), soient grassement payés par nos deniers pour se ficher à ce point de ce qui peut nous arriver, que ce soit par ignorance, par avidité ou par simple mépris.

Comme disait un de mes ex : « Tu es naïve quand même ! » Non... mais j'ai un certain sens ou un sens certain de l'honneur qui fait que je ne peux pas concevoir que d'autres en soient totalement dépourvus. En y réfléchissant, c'est peut-être tout simplement ça la naïveté ! Mais pas plus que je ne peux imaginer qu'un homme qui vous dit

« je t'aime » vous mente droit dans les yeux, je ne savais pas que *ça* pouvait exister. Et je crois que c'est le cas de millions d'entre nous, plus ou moins instruits, peu importe, croyant que pour faire une maison, mieux vaut prendre un maçon chevronné et qui donc s'en remettent pieds et poings liés à ceux qu'ils ont élus et aux « professionnels » de la santé pour prendre soin d'eux (puisque c'est dans leur déclaration d'intention, dans le serment d'Hippocrate).

Ce qui m'a intriguée et, par conséquent, forcément donné envie de chercher, ce sont les aberrations, les trucs qui ne collaient pas, les non-sens, les mensonges flagrants qu'on a distillés, puis tentés d'enfoncer à coup de pelle et à coups de peur dans nos têtes, pour nous faire vacciner contre la grippe A. Pourquoi ? Qu'est-ce que ça cachait ?

Et là... on ne peut pas faire autrement que voir. Comme on dit dans l'armée américaine : « Une fois c'est un hasard, deux fois c'est une coïncidence, trois fois c'est un complot ! »

Parce qu'il y a eu des précédents graves !

La fausse épidémie d'hépatite B

Qui ne se souvient pas comment on nous a tous poussés à la vaccination contre l'hépatite B ? Une maladie mortelle foudroyante. Ce virus s'attaque au foie et provoque cancers et hépatites fulminantes. « Toutes les six heures en France, un patient meurt des conséquences du virus de l'hépatite B », répétaient en boucle les messages publicitaires de l'époque. Aujourd'hui, on sait que, toutes les quatre heures, un homme, ou une femme, âgé(e) de 20 à 40 ans est frappé par la sclérose en plaques.

Comme le dit Sylvie Simon [172] à ce moment-là : « La publicité a dépassé de très loin les arguments utilisés pour vendre du Coca-Cola et les mensonges se sont succédé à

une cadence jamais égalée auparavant dans le domaine de la santé. » « L'hépatite B tue plus de personnes en un jour que le sida en un an », pouvait-on lire sur des tracts mensongers distribués à des centaines de milliers d'exemplaires dans les collèges, imprimés dans nos magazines préférés. « Le virus de l'hépatite B se transmet par voie vénérienne et par la salive. À l'heure des premiers baisers, les jeunes courent le grand risque de contracter l'hépatite B », affirmait le docteur Plassart [173]. Combien de parents, pensant qu'un baiser est vite arrivé, se sont précipités pour faire protéger leur enfant ? Combien d'ados se sont dits : « Un baiser sur la bouche et t'es cuit ! » Qui ne se souvenait pas avoir bu dans le verre d'un ami ?

Douste-Blazy, alors ministre de la Santé, n'est pas en reste : « L'hépatite B, ce sont 40 000 contaminations par an, touchant principalement les jeunes » [174], n'hésite-t-il pas à dire. « Pouvait-il alors ignorer que les estimations officielles (Réseau national de la santé) se situaient autour de 8 000 ? » [175] En tout cas, il applique les directives de l'OMS !

La politique du gouvernement se veut à la hauteur du danger ! Jusque-là obligatoire pour le personnel de santé et recommandé aux gens « à risque » (toxicomanes, homosexuels et hétéro à partenaires multiples) et aux voyageurs se rendant dans les pays où le virus était très présent, on nous informe qu'il se propage à la vitesse de la poudre, dans les pays occidentaux et « qu'il faut éradiquer le fléau. » Vaste opération de vaccination gratuite pour les enfants de sixième, coffrets vidéo, fiches de cours et jeu de rôle pour les ados... On peut juger de la rigueur des informations données aux adolescents en prenant connaissance d'une note interne du laboratoire Pasteur-Mérieux, qui a été publiée au *Journal de 20 heures* le 23 mars 1998 sur France 2 : « Sur le marché de la vaccination, les adoles-

cents sont un segment très porteur... Il faut dramatiser, faire peur avec la maladie. »[176]

En octobre 1994, un tour de France est même organisé avec Fun Radio ; un « camion forum de l'hépatite B » sillonne la France pour présenter l'émission *Love in Fun* avec ses deux animateurs vedettes, superpopulaires auprès des ados : Difool, le copain sympa et le « Doc », *alias* Christian Spitz, pédiatre et psychologue chargé de « l'information », qui affirmait alors que quatre milliards d'individus étaient touchés par le virus ! Ce chiffre, alors que la population mondiale était de 5 milliards, devait définitivement effrayer tout le monde, jeunes et vieux ! Quant à l'opération Fun radio, « c'était une idée du docteur Sauveur Boukris, président du CFA (Comité français pour l'adolescence) »[177], qui depuis 1992 militait pour vacciner les enfants contre le virus ; financée pour 7 millions de francs par GlaxoSmithKline (fabricant de l'Engerix®, un des vaccins contre l'hépatite B, bien que Genhevac® – seul au monde à ne pas avoir de posologie pédiatrique – produit par Pasteur-Merieux, obtint le monopole de la vaccination dans les écoles dès 1995). De quoi intriguer d'autres médecins ; la revue médicale *Pratiques*, liée au SMG (Syndicat des médecins généralistes), publie, dès le début de 1995, une lettre critique d'un pédiatre de Caen, le docteur Jean-Pierre Lelouche : « Et s'il s'agissait d'une mystification sécuritaire davantage qu'une campagne de santé publique ? On n'a rien fait contre le sida, contre le sang contaminé, contre le chômage, mais on va faire quelque chose pour les jeunes, contre l'hépatite B et en prime quelque chose pour l'industrie pharmaceutique. » Ce qui provoque quelques interrogations chez les lecteurs, en majorité médecins, qui décident d'aller voir de près qui est ce mystérieux CFA, capable d'organiser une campagne nationale d'une telle envergure et d'avoir autant d'influence sur le docteur Douste-Blazy ? Le docteur Élisabeth Maurel-

Arrighi, mandatée par ses confrères, part en mission au siège du CFA et découvre un petit cabinet de médecin appartenant au docteur Boukris, qui lui explique qu'il s'est particulièrement intéressé au vaccin HB (hépatite B), que le CFA est une association loi 1901, « qui ne fait aucun bénéfice avec les laboratoires, la santé des adolescents est notre seule priorité ». Dans ses plaquettes, l'association met en avant un certain nombre de grands noms dont le professeur Alain Goudeau, l'un des inventeurs du vaccin. Une autre plaque est accolée à celle du cabinet, qui intrigue la jeune médecin : SGCM (Synergie groupe communication médicale). *To make a long story short*, comme disent nos amis américains : « Le CFA est en réalité un système ingénieux : d'un côté, une association loi 1901, tenue par un seul homme ; de l'autre, une société commerciale appartenant au même individu, qui s'occupe de la communication du CFA en faisant transiter les fonds des laboratoires sponsors. » [178] Et pour une association qui ne fait pas de bénéfices, « au démarrage de la campagne, en 1994, le chiffre d'affaires de SGCM était déjà multiplié par cinq ». Éric Giacometti raconte qu'il a rencontré le docteur Boukris, plus tard, au cours de son enquête et que celui-ci a nié tout lien avec la SGCM, affirmant que son association est « indépendante des laboratoires », or « une simple recherche sur minitel suffisait pour découvrir que le gérant était Ichoua Bakris, l'autre prénom de Sauveur » ! Qu'en partant, ce dernier lui a remis un dépliant sur la nouvelle préoccupation du CFA : « Sur cent bébés à la naissance, l'un d'eux deviendra schizophrène », un dépliant publicitaire destiné à favoriser la consommation de neuroleptiques, sponsorisé par le laboratoire concerné ! (Surprise ! Au moment où j'écris ces lignes, je viens de voir Sauveur Boukris dans une émission de télé, parlant de son livre [179], *Ces médicaments qui nous rendent malades*, où il dénonce les abus de

l'industrie pharmaceutique !) Le nom me disait quelque chose !

En attendant, en 1995, les pharmacies sont en rupture de stock. Vingt-cinq millions de Français se font vacciner, dont vingt millions en l'espace de trois ans, soit presque la moitié de la population. Les autorités insistent sur le fait que c'est un devoir : « Si dès à présent, chacun se mobilise, il sera possible d'obtenir une diminution de 90 % des nouveaux cas d'hépatite B dans vingt ans [...] au-delà de la prise de conscience, chacun doit aujourd'hui participer à la lutte contre ce fléau. » En clair, si vous vous en fichez, faites-le au moins pour protéger les autres, ceux qui vous entourent, ceux que vous aimez ! Ça ne vous rappelle rien ? Exactement ce que l'on entend pour la grippe A !

Bien sûr, aucune pub ne parlait des dangers potentiels de ce vaccin, et le ministère des Affaires sociales précisait que : « Les effets indésirables sont anodins ou inexistants » ! Alors que des publications scientifiques étrangères (qu'on se gardait bien de mettre à la portée du public) constataient dès 1988 que « les vaccins contre l'hépatite B se signalaient par une variété et une gravité de complications tout à fait inhabituelles pour un médicament à visée simplement préventive ». Et, en 1994, *The Lancet* [180] avait dénoncé : « La vaccination contre l'hépatite B a été associée à une exacerbation ou même un déclenchement de maladies auto-immunes telles que des scléroses multiples ou des syndromes de Guillain-Barré et des cancers du foie. » Comment certains *experts* pourront-ils soutenir plus tard que la polémique était un problème franco-français ?

Le docteur Marc Girard [181], expert nommé par la cour d'appel de Versailles et qui a mené l'enquête précédant l'inculpation des protagonistes de l'affaire, explique : en juin 1994, l'Agence du médicament (devenue l'AFSSAPS par la suite), saisie par un nombre hors normes de maladies

neurologiques, lance une enquête de pharmacovigilance sur les vaccins contre l'hépatite B. « Le 15 décembre 1994, les rapporteurs, alors parfaitement inconscients du scandale qui va bientôt éclater dans les médias, confirment que les vaccins contre l'hépatite B "se singularisent" par "la survenue d'effets neurologiques graves". Et ils ajoutent, incidemment, qu'au terme de leurs recherches bibliographiques, les vaccins en général n'apparaissent pas neurotoxiques, à deux exceptions près toutefois : celui contre la coqueluche, et celui... contre la grippe ! » [182] Le plan lancé par M. Douste-Blazy va donc suivre son cours. Moins d'un an plus tard, les mêmes experts chargés de faire le point vont encore plus loin : « La Commission nationale de pharmacovigilance souhaite que l'enquête reste ouverte, afin d'évaluer la sécurité d'emploi des vaccins antihépatite B chez les enfants et les nourrissons. » « On a bien lu », fait remarquer le docteur Girard : « La Commission de pharmacovigilance a ouvertement souhaité que soit évaluée *in vivo* et *a posteriori* la sécurité du vaccin, et chez les enfants et les nourrissons en plus ! »

Dès le mois de mai 1995, il avait tenté d'alerter les autorités sur les risques insensés d'une telle vaccination en envoyant une lettre au BEH [183] (bulletin épidémiologique hebdomadaire) qui a toujours refusé de la publier. Puis il était retourné à ses occupations.

Pendant ce temps, des milliers de lettres recommandées sont envoyées aux gouvernements, des centaines de plaintes déposées auprès des tribunaux dénonçant les accidents imputés à l'inoculation de ces vaccins [184]. Alors que nos pouvoirs publics niaient tout accident, *Le Parisien* du 2 octobre 1998 publiait la copie d'une lettre envoyée à Liliane Larvor, atteinte de polyarthrite rhumatoïde depuis sa vaccination obligatoire – pour travailler à la faculté – en réponse à sa plainte. À l'en-tête du ministère du Travail et

des Affaires sociales, datée du 16 janvier 1996 et signée par François Vareille, sous-directeur des professions de santé :

« Au vu du rapport établi par l'expert, le docteur Martin, du centre de pharmacovigilance de Brest, la commission de règlement amiable des accidents vaccinaux, lors de sa séance du 9 janvier 1996, a conclu que le lien de causalité entre la vaccination et les troubles observés devait être retenu. Au vu de cet avis favorable, je vous propose à titre d'indemnisation la somme de 100 000 francs en réparation des préjudices de toute nature consécutifs à la vaccination que vous avez subie. »

Cette lettre est la reconnaissance implicite que les autorités gouvernementales et sanitaires savaient, dès 1996, et donc, qu'elles mentaient en affirmant qu'il n'y avait aucun effet secondaire grave. La dernière partie de cette lettre prévoyait bien sûr que la victime renonce « à intenter toute action en réparation à raison de ce même préjudice », en échange de la somme proposée. Entre 1995 et 2002, soixante-dix-huit offres d'indemnisation ont été faites par l'État (qui sera aussi condamné dans deux procès pour sa responsabilité dans le déclenchement, par la vaccination, de polyarthrite et de sclérose en plaques) à des personnes vaccinées de façon obligatoire [185].

Bernard Kouchner, en 1998, quelques études épidémiologiques et enquêtes de Pharmacovigilance plus tard, certaines mettant en cause la présence d'aluminium dans le vaccin [186], affirme dans une conférence de presse, qu'il n'y a pas de lien entre le vaccin et les affections démyélinisantes [187], mais que « l'on ne peut pas exclure que la vaccination puisse révéler ou faciliter le développement de ces affections chez certains vaccinés, et annonce que la vaccination des préadolescents est suspendue, tout en recommandant de vacciner les nourrissons [188] » !

Aux États-Unis aussi les plaintes s'accumulent ; le docteur Jane Orient, présidente de l'Association des médecins et chirurgiens américains, vient témoigner devant le Comité de réforme du gouvernement, évoquant 4 600 dossiers faisant état de scléroses en plaques, syndromes de Guillain-Barré, lupus, névrites optiques, polyarthrites, paralysies faciales, ainsi que de l'augmentation inquiétante de l'asthme et du diabète insulinodépendant, concluant : « Pour la plupart des enfants, le risque d'une réaction grave au vaccin peut être cent fois plus grand que le risque d'hépatite B. » Deux cent mille cas d'effets indésirables auraient été recensés.

Étant donné que « dans ce pays, un certain pourcentage est prélevé sur le prix du vaccin pour dédommager les accidents vaccinaux, et qu'entre 1990 et 2000, 1 048 milliards de dollars ont été payés, alors que la somme maximale octroyée pour un décès ne peut excéder 250 000 dollars, ce chiffre dément à lui seul toutes les assertions officielles affirmant que rien ne prouve la nocivité des vaccins. S'ils sont tellement inoffensifs, pourquoi tant d'argent attribué aux victimes ? », demande Sylvie Simon [189]. D'autant qu'aux États-Unis, comme en France, obtenir réparation tient du parcours du combattant !

Chez nous, on persiste et signe : « Des dizaines de millions de personnes ont maintenant été vaccinées contre le virus de par le monde, et plus un seul pays ne se pose ce type de question sauf nous. Plus les études sont approfondies, plus cette vaccination apparaît sans rapport avec le déclenchement ou la progression de la maladie. Des coïncidences accumulées avec le nombre ne font pas une causalité » [190], dira le professeur de neurologie Christian Confavreux, membre du comité médico-scientifique de l'Arsep (Association pour la recherche contre la sclérose en plaques).

Sylvie Simon commente : « En 2003, les journaux français ont annoncé que des études indépendantes avaient totalement innocenté le vaccin, alors que ces deux études, réputées *indépendantes*, furent initiées et en partie financées par les fabricants de vaccins, la première par Aventis-Pasteur, à présent Sanofi Pasteur MSD, et la seconde par Merck, qui est, par hasard, associé de Pasteur-Mérieux. » [191]

Entre-temps, la juge d'instruction parisienne Marie-Odile Bertella-Geffroy, spécialisée dans les scandales de santé publique (le sang contaminé, l'hormone de croissance), reçoit, le 28 septembre 2004, les plaintes contre trois ministres, Philippe Douste-Blazy, Bernard Kouchner et Jean-François Mattei, pour mise en danger de la vie d'autrui, publicité tronquée en matière de santé publique et non assistance à personne en danger, de ceux qui accusent le vaccin contre l'hépatite B d'être la cause d'accidents graves survenus dans leur famille et demandent à la justice pénale de statuer, en désespoir de cause. Les mandarins viennent tous témoigner que la balance bénéfices/risques penche en faveur de la vaccination, mais elle refuse de s'en laisser conter. Fin 1999, elle demande au docteur Marc Girard d'enquêter. En 2002, le rapport qu'il rend est accablant ! Il estime à plus de 80 000 les cas de sclérose en plaques associés à ce vaccin (contre 25 000, avant la campagne de vaccinations). Il a aussi découvert un rapport de la direction générale de la santé (DGS), du 15 février 2002, selon lequel ces vaccins auraient produit « la plus grande série d'effets indésirables recueillis en pharmacovigilance depuis sa naissance en 1974 », mais officiellement les autorités continuent de nier.

Une des questions qui lui étaient posées était de savoir si le risque induit par la vaccination avait été correctement évalué ?

« Sans l'ombre d'un doute », avaient affirmé les pouvoirs publics, brandissant l'enquête menée depuis 1994 par le Centre régional de pharmacovigilance (CRPV) de Strasbourg, censée prouver l'absence de risque, par le suivi de 10000 lycéens faisant partie du programme de surveillance.

« Non », répond le docteur Girard, qui a examiné les pièces de ladite enquête, et n'a pu obtenir de données à trois ans que chez 100 des 10000 lycéens initialement inclus dans le programme. Quatre-vingt-dix-neuf pour cent d'inconnu... on peut difficilement faire mieux pour brandir la crédibilité d'une enquête ! De plus, il a relevé un nombre important de rapports d'accidents, qui paraissaient quelquefois très graves et qui avaient purement et simplement disparu du dossier [192]. Sans compter les cas plutôt bizarres qui attestaient du sérieux du suivi : une victime, décédée en 1998, était alors déclarée toujours vivante, et une autre victime aurait été vaccinée deux mois après son décès !

Le docteur Girard fait remarquer que « ceux qui maintiennent l'intérêt de cette vaccination sont ceux qui, dans les revues épidémiologiques, admettent sans rire qu'il existe une incertitude de 1 à 7 sur les chiffres de la contamination virale ». Il nous prend à témoin : « Qui prendrait au sérieux les gens de l'INSEE s'ils venaient nous dire qu'au terme du dernier recensement, la population française compte entre 60 et 420 millions de citoyens ? » [193]

Fin janvier 2008 – quatorze ans après la campagne nationale de vaccination contre l'hépatite B –, les responsables des deux laboratoires (SmithKline Beecham aujourd'hui GSK et Sanofi Pasteur) ayant mis au point et commercialisé le vaccin ont finalement été mis en examen pour « tromperie aggravée » et la société Sanofi Pasteur MSD pour « homicide involontaire » [194].

Philippe Douste-Blazy dit avoir agi selon l'avis des experts et de l'OMS, (le rapport évoque des « experts parfois en charge de responsabilité publique éminente et dont les conflits d'intérêts sont généralement restés d'une remarquable opacité »).

D'aucuns disent qu'en réalité, notre ministre aurait plutôt suivi les *conseils* du Viral Hepatites Prevention Board, dans les statuts duquel on peut lire : « VHPB is supported by unrestricted grants from the vaccine industry (GlaxoSmith-Kline Biologicals, Sanofi Pasteur MSD, Sanofi Pasteur and Merck). » [195] (Le VHPB est soutenu par les subventions sans restrictions de l'industrie des vaccins.)

À peine arrivé au ministère, il passait commande d'un million cinq cent mille doses de vaccins hépatite B à SmithKline Beecham, pour un montant de 49 millions de francs. (Le vaccin contre l'hépatite B, premier vaccin transgénique au monde, est vendu cinq fois plus cher qu'un vaccin traditionnel et nécessite deux rappels). En janvier 1997, *Sciences et Avenir* publie ces propos d'Alain Aufrère, responsable de la communication des laboratoires SmithKline Beecham : « En France, nous avons eu la chance de tomber sur Philippe Douste-Blazy, un ministre de la Santé dynamique. Nous sommes allés le voir et il a compris du premier coup qu'il y avait un problème de santé publique. [...] En 1994, en France, nous avons décroché le marché de la vaccination en milieu scolaire. Quand un enfant se fait vacciner en sixième, sa mère pense à faire vacciner ses autres enfants par son médecin traitant, et puis elle se dit : *pourquoi pas moi et mon mari ?* » [196]

Or, en 1994, le PDG des laboratoires SmithKline Beecham, Bernard Mezuré, est également président du SNIP (Syndicat national de l'industrie pharmaceutique) et « une partie des frais de la campagne législative de Douste-Blazy a été payée par les laboratoires Pierre Fabre et le

SNIP dont le président, également patron de SKB, est une relation du secrétaire d'État ! Ces versements, à hauteur de 50 000 francs sont déclarés au *Journal officiel* et n'avaient rien d'illégal, indique Éric Giacometti. D'autres ministres de la santé, comme Claude Évin et Élisabeth Hubert, ont eux aussi été *aidés* par le SNIP : "Il est de notre devoir d'aider les professionnels de la santé à devenir nos représentants au parlement", déclarait d'ailleurs Bernard Mezuré. »[197]

Des intérêts financiers gigantesques : trop cher pour les pays qui en avaient le plus besoin, il devenait avantageux pour les laboratoires de vendre le vaccin dans les pays riches. Pour ça, tous les moyens ont été bons : propagande sans limites, mensonges (en particulier sur le rôle de la salive qui a fait basculer les populations dans une psychose intense), falsifications des chiffres (mélangeant ceux du tiers-monde avec ceux des pays occidentaux), omissions des données scientifiques, conflits d'intérêt, rapports d'effets secondaires enterrés... Ce qui veut dire, comme le souligne le docteur Girard, que « les autorités ont paisiblement envisagé comme *acceptable* la survenue de dizaines de milliers de SEP (scléroses en plaques) chez des gens jusqu'alors en parfaite santé, dont un bon nombre dans une classe d'âge (chez l'enfant) où ce type de pathologie est normalement exceptionnel, et cela pour un bénéfice proche de zéro (en termes de santé !) ».

Quand j'ai rencontré le docteur Marc Girard, le 14 octobre 2009, dans sa maison de Jouars-Pontchartrain, je n'en étais qu'au début de mes découvertes et j'avoue que j'avais un peu de mal à croire tout ce que je lisais et que ça dépassait souvent mon entendement ! J'avais besoin aussi de voir qui était cet expert « sans peur et sans reproche », semblait-il, qui s'insurgeait si fort contre la campagne de vaccination H1N1 et dont les écrits, purement étayés de

données scientifiques, contrastaient si fort avec tout ce qu'on peut trouver sur le Net d'exaltés, d'interprétations douteuses, d'extrapolations tirées par les cheveux, d'anti-vaccinalistes qu'on découvre, en bas de leurs sites, vendeurs de médecines douces. J'avais lu beaucoup de ses analyses, mais je doutais encore de la réalité de « la pieuvre » ! Je posai donc quelques questions, qu'il a probablement jugées très basiques, comme :

— Sachant ce que l'on sait maintenant, pourquoi le vaccin HB est-il toujours prescrit alors que certains médicaments sont retirés du marché ?

— Parce que ça voudrait dire que l'administration reconnaît avoir manqué à ses obligations de sécurité et avoir mis inconsidérément la moitié de la population française en danger, ce serait admettre leur responsabilité et par là même, la justification de l'indemnisation des victimes. Et quand il s'agit de milliers d'enfants ou de jeunes gens cloués à vie dans un fauteuil roulant, on ne parle plus de petits dommages, le préjudice est colossal ! Quantitativement, le scandale du sang contaminé est peu de chose par rapport à l'ampleur des dégâts causés par la vaccination contre l'hépatite B. Et, la particularité de cette affaire sans précédent c'est qu'effectivement, elle est toujours en cours, ce n'est pas du passé, aujourd'hui on vaccine des bébés, des enfants, des adolescents et si j'ai pu résister à cette pression considérable – compte tenu du harcèlement judiciaire dont j'ai fait l'objet de la part des labos –, c'est que j'ai une compassion infinie et désormais intraitable pour ces petits enfants qu'on est en train d'abîmer sans la moindre raison. On a maintenant plein de sclérose en plaques chez les enfants, parfois même dès l'âge de deux ans, chose extrêmement rare avant la vaccination.

Donc, ils savent et ils continuent, quitte à en esquinter d'autres, le mien, le vôtre, nos enfants…

À ce propos, le docteur Dominique Le Houezec, pédiatre, médecin référent de l'association Revahb (Réseau vaccin hépatite B), qui regroupe des victimes présumées du vaccin de l'hépatite B, nous met aussi en garde :

« Les nourrissons sont une population captive, à laquelle on n'a pas besoin de demander son avis et qui reçoit de multiples vaccins. Il est donc facile d'ajouter celui contre l'hépatite B même si on n'est pas sûr que cette protection persistera vingt ou vingt-cinq ans plus tard. Or, c'est à cet âge que l'individu est le plus exposé au virus de l'hépatite B », puisque la contamination se fait par voie sexuelle ou sanguine [198]. Et les fabricants – Aventis Pasteur et GlaxoSmithKline – ont récemment commercialisé des vaccins tout en un, mélangeant celui de l'hépatite B à d'autres vaccins obligatoires [199]. Il incite donc les parents, qui ne souhaitent pas que leur enfant reçoive ce dernier, à le signaler nettement à leur médecin, avant qu'il croie bien faire !

Marc Girard m'explique qu'il est consultant indépendant auprès des laboratoires et comptait parmi ses clients GSK Beecham et la plupart des firmes du groupe Sanofi Aventis :

— Les fabricants du vaccin ?

— Oui, mais le problème avec les conflits d'intérêts ne consiste pas à travailler pour plusieurs parties, mais à dissimuler les liens. Quand j'ai été désigné par la cour d'appel de Versailles, sur la centaine d'experts désignés jusqu'alors au civil, j'ai été le seul à faire spontanément une déclaration d'intérêts. J'ai écrit aux parties et je leur ai dit : « Je travaille pour l'industrie pharmaceutique et j'en suis fier, vous pouvez me récuser mais attention, si vous me gardez, ce n'est pas quand je remettrai mon rapport qu'il faudra émettre des doutes. » Les victimes m'ont répondu : « Vous, au moins, vous le dites ! » Et ils m'ont gardé. Quand j'ai remis mon rapport, ce sont les fabricants qui ont demandé ma récusation et qui l'ont obtenue ! Dans cette affaire, il y avait un autre

expert, désigné dans de multiples affaires judiciaires comme moi, qui avait dissimulé aux victimes et au juge ses liens d'intérêts avec l'assureur d'un des fabricants, c'est-à-dire l'instance qui aurait succombé s'il avait été fait droit aux demandes des victimes. Il n'y a eu aucune sanction ! Au contraire, il est membre du conseil scientifique de l'AFFSAPS ! Aucun de ces experts, à part moi, n'a expliqué que les rapports sur les produits autorisés par cette agence sont rédigés avec les fabricants.

Pour se faire une idée de la tranquillité de conscience avec laquelle on nous fait participer à la roulette russe, il est intéressant de regarder l'émission *C'est dans l'air*[200], opposant le docteur François Bricaire (service des maladies infectieuses à la Pitié-Salpétrière), Pascal Melin (SOS hépatite), à Lucienne Foucras, épouse d'une victime décédée et au docteur Marc Girard. Face à lui, deux *experts* qui continuent comme si rien ne s'était passé à rabâcher, un peu gênés certes, mais à l'aise dans leurs baskets offertes par le labo, les mêmes mensonges. Il n'y a aucune preuve d'un lien entre vaccin et SEP (forcément, il n'y a aucune étude), la campagne de vaccination était motivée par le danger énorme d'hépatites fulgurantes, cirrhoses et cancers du foie (où ça ? Chez nous ?), le nombre important d'hépatites par rapport aux rares accidents vaccinaux (c'est plutôt l'inverse), la neurotoxicité du vaccin est un paradoxe franco-français... (*dixit* Marc Girard : « Si vous ne connaissez pas les études, cessez de parler sans savoir, si vous les connaissez, cessez de mentir ») [201].

— Trente millions de personnes vaccinées, interrompt Yves Calvi, il y a eu une grosse incitation, est-ce qu'on a averti tous ces gens-là des risques qu'ils couraient ?

— À l'époque, on ne savait pas !, répond Pascal Melin.

— Alors, ça veut dire qu'on le sait aujourd'hui, et que vous dites : moi j'affirme qu'il faut continuer à vacciner…

C'est bien là le problème ! Avant, ils sont catégoriques, ils sont sûrs d'eux : le vaccin est bon, le vaccin est nécessaire, le vaccin est inoffensif, il faut se faire vacciner ! Après, quand les effets secondaires sont patents, toujours la même *excuse* : « Dans l'état des connaissances de l'époque… » Et on reste là à se demander comment ces mots n'écorchent pas la bouche de scientifiques qui se respectent ? Ou bien ils continuent de nier… jusqu'au moment où le docteur Girard, agacé, leur assène : « Je suis le seul autour de cette table à avoir eu accès à toutes les pièces du dossier, les documents originaux des études dont vous nous dites qu'elles sont très rassurantes, mais pourquoi un homme accepte-il de mettre en danger sa vie professionnelle et sa vie tout court ? Désolé, je vous le dis avec beaucoup de confraternité. Sur ce sujet, on ne joue pas dans la même cour ! » Et personne ne moufta !

J'étais venue pour parler de la grippe A qui était *le* sujet chaud en cet automne 2009 et Marc Girard me dit pour résumer notre conversation : « Je ne suis pas antivaccinaliste, mais ce vaccin-là est dangereux… sans aucune évaluation préalable, développé en quelques mois alors qu'il faut des années pour développer un vaccin, et je sais de quoi je parle. Un professionnel du médicament comme moi qui n'a aucun intérêt personnel à se brouiller avec ses partenaires naturels – les fabricants, les administrations sanitaires – si je suis monté au créneau en voyant la tournure que prenait la campagne de vaccination contre la grippe H1N1, c'est pour que ce précédent dramatique ne se reproduise pas… »

Un temps inquiétés, les différents ministres de la Santé de l'époque – Jean-François Mattéi, Bernard Kouchner et Philippe Douste-Blazy – ont été « blanchis » par la Cour

de justice de la République, seule habilitée à juger les ministres pour des faits s'étant déroulés dans l'exercice de leurs fonctions. Celle-ci a classé sans suite la plainte déposée à leur encontre.

En Italie, par contre, la Cour de justice de Naples, à l'occasion de l'opération « mains propres », a condamné à huit ans de prison ferme le ministre de la Santé en exercice à cette époque, pour avoir reçu des pots-de-vin du laboratoire SmithKline Beecham pour imposer la vaccination contre l'hépatite.

Aucun Français n'oubliera, j'en suis sûre, l'angoisse et la culpabilité ressenties d'avoir amené son enfant se faire vacciner, quand on a commencé à entendre parler des possibles conséquences.

Mais, on prend les mêmes et on recommence... « Claude Évin vient d'être nommé à la tête de l'Agence régionale de santé d'Île-de-France (AFP, 30 septembre 2009). Rappelons qu'en matière de précaution, il a eu quelques soucis avec l'affaire du sang contaminé, heureusement écartés en 2003 par la Cour de justice de la République (*Nouvel Observateur*, 30 septembre 2009) ; et aussi que depuis un certain temps, il fait partie du conseil d'administration de la fondation GlaxoSmithKline où il siège à côté de personnalités aussi neutres que : PH Kourilsky (directeur de recherches dans la société Pasteur-Merrieux-Connaugh, aujourd'hui Sanofi Pasteur, puis directeur général de l'Institut Pasteur d'où est issu le vaccin contre l'hépatite B) ; Jean-François Girard (patron de la direction générale de la santé au moment de la campagne de vaccination contre l'hépatite B) ; Didier Sicard (qui a cosigné dans *Le Monde* du 13 juin 1998 une tribune pour stigmatiser les juges du TGI de Nanterre qui avaient eu l'audace de prononcer la première condamnation de GSK dans une affaire de vaccination contre l'hépatite B, condamnation cassée par la Cour

de cassation ; ultérieurement nommé président du Comité national d'éthique...) En matière d'ouverture et par comparaison avec les fabricants de vaccins, M. Sarkozy est un petit joueur... » [202]

Un air de déjà-vu : le papillomavirus ou HVP

Le communiqué est presque passé inaperçu : deux jeunes femmes de 16 et 18 ans sont mortes en Allemagne et en Autriche, de façon « subite et inexpliquée », après une vaccination contre le cancer du col de l'utérus. C'est l'agence européenne du médicament (EMEA) qui a révélé cette information, le 24 janvier 2008. L'agence ajoute avoir reçu des rapports sur d'autres décès de femmes, sans préciser combien de cas sont concernés.

En février 2009, les autorités sanitaires espagnoles ont retiré du marché 75 582 doses de vaccins HPV après l'hospitalisation de deux adolescentes qui venaient d'être vaccinées dans la région de Valence et ont ensuite convulsé de façon grave, quelques heures après avoir reçu le traitement. L'une des deux jeunes filles est sortie des soins intensifs ce week-end et l'autre y est encore, les deux sont dans un état stable », a indiqué, à l'AFP, une porte-parole des services de santé. D'autres décès suspects ont été identifiés aux États-Unis.

Le lien de cause à effet n'est – bien sûr – pas établi, mais ces cas ravivent des questions sur les effets éventuels du Gardasil® développé par Merck et Sanofi Pasteur MSD, et Cervarix® par les laboratoires GSK.

En France, le cancer du col de l'utérus est responsable chaque année d'un millier de décès. Cette maladie se développe à partir de lésions dites « précancéreuses » provoquées par certains virus.

Le 9 mars 2007, le CSHPF (Conseil supérieur d'hygiène publique de France) et le CTV (Comité technique des vaccinations) ont recommandé la vaccination généralisée des jeunes filles de 14 ans, avant le début de leur vie sexuelle, et « en rattrapage » aux jeunes filles et jeunes femmes de 15 à 23 ans qui n'auraient pas eu de rapports sexuels ou, au plus tard, dans l'année suivant le début de leur vie sexuelle.

La Sécurité sociale rembourse à 65 % chaque dose du Gardasil®, dont le prix unitaire s'élève à 135,59 euros, et chaque dose de Cervarix®, dont le prix est de 111,82 euros. Les études reposent sur un vaccin administré en trois doses sur une période de six mois. Alors qu'ils ont 250 000 décès par an, les pays en voie de développement auront vraisemblablement du mal à s'offrir ce vaccin !

« Aucun effet indésirable grave n'a été identifié durant le développement clinique de Gardasil®, mais l'évaluation de son profil de sécurité en conditions réelles d'utilisation s'impose. L'AFSSAPS a mis en place un plan de gestion des risques », apprend-on sur le site de la HAS (Haute Autorité de santé), ainsi que : « On peut attendre de Gardasil® une réduction de la morbidité à court terme, mais les conséquences à long terme de son utilisation ne sont pas connues [...] en l'état actuel du dossier, les données suivantes ne sont pas établies : le maintien de l'efficacité vaccinale au-delà de cinq ans, l'efficacité en prévention des cancers du col de l'utérus. [...] Le dépistage des lésions précancéreuses et cancéreuses du col utérin par frottis cervico-vaginaux reste donc nécessaire chez toutes les femmes, vaccinées ou non. » [203]

Avez-vous entendu ce genre d'informations dans les appels à la vaccination ? Pourquoi l'AFSSAPS a-t-elle délivré l'AMM (autorisation de mise sur le marché) à un produit vis-à-vis duquel elle a autant de réticences ? Autrement dit, ça recommence !

Xavier Bertrand, à l'époque ministre de la Santé, a tout fait pour que ce vaccin soit lancé en France. Il y voyait une « avancée majeure de santé publique » [204]. Reconnaissant, lors d'une réponse à une question à l'Assemblée nationale, avoir devancé l'avis du Haut Conseil de santé publique, pour annoncer son remboursement par la sécu : « Soucieux de ne pas perdre de temps, je n'ai pas voulu attendre cette échéance – que normalement j'aurais dû respecter – [...]. Nous pourrons ainsi admettre au remboursement ce premier vaccin avant le mois de juillet prochain. » Il est clair qu'à ce prix-là le remboursement est l'un des premiers arguments de vente ! Peut-être aussi voulait-il que la décision soit entérinée avant un éventuel changement de majorité !

Les États-Unis, l'U.E et d'autres pays (85 au total) ont accordé l'AMM à ce vaccin. La HAS, en avril 2007, a elle aussi rendu un avis favorable. On peut résumer ainsi ce qu'on nous a caché :

– le vaccin n'est pas efficace contre le cancer de l'utérus mais contre « certaines » infections papilloma dues à « certains » virus ;

– on vaccine des adolescentes de 14 ans alors qu'on ne connaît pas le maintien de l'efficacité vaccinale au-delà de 5 ans, donc quand ces jeunes filles arriveront à l'âge de la pleine activité sexuelle, le vaccin n'aura plus aucun effet ;

– la majorité de ces infections disparaissent d'elles-mêmes sans traitement grâce aux défenses immunitaires des femmes concernées, et fort heureusement, seule une minorité de femmes ayant ce type d'infections développeront un cancer 15 à 20 ans plus tard ;

– enfin, la meilleure prévention contre ce cancer – les experts sont tous d'accord là-dessus – c'est le dépistage régulier par frottis, puisque lui seul permet de détecter les cancers de l'utérus à un stade précoce.

Mais, alors, à quoi sert ce vaccin ?

Le programme de vaccination a débuté en France le 1er mars 2008.

Le 21 août 2008, déjà, le *New England Journal of Medicine*, revue médicale de référence, pose des questions « auxquelles ni les industriels ni les agences sanitaires ne peuvent répondre », rapporte Jean-Michel Bader dans *Le Figaro* [205]: personne ne peut affirmer si « à la fin de leur vie, les toutes jeunes filles vaccinées auront évité, ou non, un nombre de cancers du col, ni si la mortalité de ce cancer aura été réduite par ce vaccin [...] de même on ne sait pas combien de temps ce vaccin va protéger la vie des femmes vaccinées ». Le Dr Charlotte Hang dans son éditorial du *New England* estime qu'il faudra « des décennies, sur des centaines de milliers de femmes pour le savoir ». Enfin, étant donné que cette vaccination ne concerne que certaines souches du papillomavirus, « n'y a-t-il pas un risque de créer une pression de sélection qui fasse surgir d'autres virus contre lesquels le vaccin est inefficace ? » GSK France admet un « risque théorique réel ».

L'article du journal *Süddeutsche Zeitung* critique les illusions que crée la campagne de publicité de Sanofi Pasteur MSD quant à la prévention du cancer du col de l'utérus par le vaccin Gardasil®. « L'efficacité de ce vaccin n'a pas été prouvée, même pas pour les deux génotypes de papillomavirus humain – 16 et 18 – contre lesquels il est censé protéger. Les deux autres génotypes – 6 et 11 – concernent d'ailleurs des verrues génitales [...]. Ces génotypes ne sont que deux des seize génotypes de papillomavirus à haut risque, qui peuvent être une condition nécessaire, mais non suffisante, dans l'apparition d'une dysplasie de haut grade et d'un cancer du col utérin. » Contrairement à ce que le battage médiatique laisse croire, il est donc complètement faux de dire que le Gardasil® ou le Cervarix® protègent contre le cancer du col de l'utérus. « D'autre part, trois ans

pour juger qu'un vaccin protège contre certains cancers du col qui mettent des décennies à apparaître, c'est ridicule ! » [206]

Selon les documents publiés par l'association de consommateurs « Judicial Watch » [207], qui se définit comme un chien de garde (*watchdog*) en matière de corruption des autorités publiques des États-Unis, « les effets indésirables du Gardasil® se dénombrent par milliers » et défraient régulièrement la chronique, un peu partout dans le monde et surtout aux États-Unis.

Judicial Watch a publié, le 22 juin, un nouveau rapport sur les effets secondaires du Gardasil® notifiés, en 2008, au VAERS (système américain de recueil des effets indésirables de tous les vaccins), puis transmis à l'agence du médicament (FDA). Informant que les nouveaux documents auxquels ils ont eu accès, « font état de 28 morts liées au Gardasil® en 2008 », après les 17 décès notifiés en 2007. Ainsi que quelque 6723 effets indésirables signalés en 2008, dont « 1061 sont évalués comme "graves" et 142 "engagent le pronostic vital" ». Le nombre total de décès s'élèverait ainsi à 47 depuis la mise sur le marché du vaccin. La cause du décès est toujours inconnue. Les notifications faites au VAERS, depuis juin 2008, font état de 235 cas d'invalidité permanente, de 147 cas de fausse couche et de 29 nouveaux cas de syndrome de Guillain-Barré, sans oublier des paralysies, attaques d'apoplexie, convulsions...

Son président Tom Fitton décrit l'enquête comme « un catalogue d'horreurs » ! Reste à savoir quels seront les effets secondaires à long terme ? Surtout que ce vaccin contient de l'aluminium aussi bien sûr, mais en plus, du borax ou borate de sodium. (C'est bien marqué dans la publication du gouvernement [208] indiquant les ingrédients du vaccin.)

Rien de bien terrible : juste une petite toxine servant d'habitude à tuer les rats... « Interdit comme additif alimen-

taire et dangereux pour la santé », précise le site du gouvernement australien. La US National Library of Medicine indique pour sa part que l'acide borique n'est « plus utilisé habituellement dans les préparations médicales ».

Il semblerait qu'il soit dans le vaccin à titre de « conservateur » !

« Selon l'OMS, environ 500 000 nouveaux cas de cancers du col de l'utérus apparaissent actuellement chaque année dans le monde, dont plus de 90 % dans les pays en développement. Ce fléau, avec plus de 260 000 morts par an, représente une des atteintes les plus graves à la santé des femmes dans les pays à ressources limitées. Ces résultats contrastent avec celui des pays riches qui ont développé des stratégies de dépistage et de prise en charge thérapeutique efficaces, suivies d'une réduction spectaculaire de l'incidence et de la mortalité ». C'est écrit noir sur blanc, ça aussi, dans le rapport de l'Académie nationale de médecine [209].

Ce n'est donc pas chez nous qu'il faut vacciner ! Comme pour l'hépatite B ! Oui, mais dans les pays en voie de développement, ils n'ont pas d'argent !

Le docteur Bérengère Arnal-Schnebelen explique qu'il y avait vraiment mieux à faire si c'était la santé des femmes qui guidait l'industrie pharmaceutique : « Le cancer du col de l'utérus n'est plus une priorité en France (il est au treizième rang des cancers pour la mortalité). Son mode de dépistage est excellent : la pratique régulière du frottis, notamment par la technique monocouche, et le typage viral, chez le gynécologue ou le médecin généraliste, a considérablement fait chuter le nombre de décès à environ 900 cas par an. Ces décès ne concernent que des femmes ne se faisant pas dépister par manque d'information. Ce n'est pas là qu'il fallait orienter la recherche et investir pour sauver des vies de femmes, c'est au niveau du cancer du

sein, plus d'une femme sur neuf en France, une femme qui chaque heure meurt en France de ce cancer, malgré le dépistage intensifié, nationalisé, malgré les thérapeutiques nouvelles. » [210]

Dans une interview accordée à la mutualité française, le docteur Bernard Guérin du Masgenêt, gynécologue à la maternité du centre hospitalier Gustave-Dron, à Tourcoing, témoignait lui aussi de ses réticences devant une campagne de vaccination de masse : « Je suis toujours très méfiant – mais peut-être trop méfiant ! – à l'égard des nouveautés de l'industrie pharmaceutique, surtout quand des intérêts financiers énormes sont en jeu. On se souvient de la campagne de vaccination massive contre l'hépatite B et des inquiétudes vis-à-vis de la sclérose en plaques. La mise sur le marché du Gardasil® a étonné tout le monde par sa rapidité, puis par l'ampleur de la pression médiatique sur les médecins et leurs clientes : on n'a pas eu le temps de souffler ni de réfléchir ! Cette promotion commerciale agressive est, pour moi, une source de gêne et de suspicion. [...] Chez les gynécologues, nous sommes assez nombreux à être embarrassés et réticents. [...] Avec cette vaccination, la France est prête à dépenser une fortune pour un problème de santé publique qui n'existe pas [les souches 16 et 18 contre lesquelles ce vaccin est censé protéger sont excessivement rares en Occident et très répandues chez les femmes des pays pauvres, NdA] ! J'exagère un petit peu, mais dans notre pays, le cancer invasif du col – le vrai cancer – est rare chez les femmes bénéficiant d'un suivi gynécologique et de frottis de dépistage réguliers. » [211]

Les avis des spécialistes sont donc convergents : le Gardasil® est vendu dans des pays où le cancer du col de l'utérus est une maladie très rare et les décès dus à cette maladie encore plus rares.

Mais, *dixit* Roselyne Bachelot, notre ministre de la Santé, de la Jeunesse et des Sports : « Le Gardasil® est un produit nouveau, efficace et coûteux, dont la prise en charge par la collectivité est indispensable pour assurer que les femmes aient accès à cette prévention. »

Ça fait quand même 405 euros par personne. Son remboursement (65 % par la Sécu) pourrait atteindre 100 millions d'euros par an. Pour une médecine dont on ne peut nous garantir ni les bienfaits ni l'absence de conséquences dangereuses !

Et ils nous cherchent des poux avec le déficit de la Sécurité sociale : les médecins sont trop laxistes, les patients pas assez responsabilisés, il faut économiser 2 euros par-ci, 1 euro par-là, en prenant le générique, baisser les remboursements, augmenter les prélèvements... Quitte, en plus, à ce que la Sécu n'ait plus d'argent après pour éradiquer les vrais problèmes !

Dans un rapport publié sur son site [212] : « The Moss Reports », Ralph Moss déplore cette campagne et pose encore une fois la vraie question : « One has to ask for whose benefit have these measures been taken ? » (Il faut que chacun de nous se demande pour le bénéfice de QUI ces mesures ont été prises ?) Dans tout bon polar, ne faut-il pas chercher à qui le crime profite ?

Aux USA, 16 millions de doses ont été distribuées, soit entre 1,4 et 1,6 milliard de dollars en 2008, sans compter l'Europe où 1,5 million de filles ont déjà été vaccinées. Entre 500 millions et 1 milliard d'euros sur trois ans pour les fabricants du vaccin. C'est une rente en plus : rien que chez nous, environ 370 000 Françaises ont 14 ans chaque année.

Le 19 août 2008, le *New York Times* a publié un excellent article d'Elisabeth Rosenthal intitulé « The Evidence Gap. Drug Makers Push Leads to Cancer Vaccines Rise. » [213]

(Les stratégies marketing des firmes augmentent le taux de vaccinations), qui explique comment et pourquoi tous les politiques et les professionnels de santé, payés très généreusement par les labos (Merck/Sanofi Pasteur et GSM), s'impliquent tellement pour pousser les populations à recevoir le HVP. « Le réseau de financements et intéressements de toute sorte est tellement tentaculaire, la corruption est tellement répandue qu'on ne peut plus rien croire qui viendrait de sources autres que les revues médicales indépendantes de l'industrie. » Telle l'Allemande *Arznei-Telegramm*, la meilleure source européenne d'information médicale, indépendante de l'industrie pharmaceutique, qui a publié dans le numéro de juin 2007 une analyse détaillée [214] des résultats provisoires publiés par le laboratoire sur le Gardasil®. Elle conclut que la prescription du vaccin Gardasil® n'est pas fondée, retournant une bonne partie de l'opinion publique et des politiques contre le vaccin [215].

En quelques mots, voici l'histoire divulguée par le journal *Sentinel* 2007 : une société de recherche sous contrat, Constella, payée en 2003 par les National Institutes of Health (instituts nationaux de la santé) pour actualiser la liste fédérale des agents carcinogènes, y a introduit les HPV (papillomavirus humains) qui n'y figuraient pas auparavant, alors qu'elle travaillait pour les firmes Merck et GSK (Gardasil® et Cervarix®) [216].

Et c'est comme ça, explique le *New York Times*, qu'« en deux ans, le cancer du col de l'utérus est passé d'un statut de tueur obscur, limité principalement aux nations pauvres, à celui de maladie à la mode en Occident. [...] Cette transition ultrarapide, qui a fait d'un vaccin nouveau un "must", *la* piqûre à faire par toutes les jeunes filles aux États-Unis et en Europe, représente un triomphe de ce que

les fabricants appellent "éducation" et que leurs critiques appellent du marketing. »

Effectivement, les fabricants n'ont pas lésiné sur les moyens ni les subterfuges : payant des pubs télé juste avant *Desperate Housewives* ou *Sex and the City*, finançant des associations féminines, versant des sommes de manière détournée à des centaines de médecins, infirmières ou experts médicaux formés par Merck pour parler du Gardasil® (à 4 500 dollars l'intervention de cinquante minutes au cours de repas organisés par la firme, certains se sont fait des centaines de milliers de dollars) ; et à des personnalités politiques parce qu'à la différence des antibiotiques, par exemple, les vaccins sont habituellement recommandés ou imposés par les pouvoirs publics ; à d'anciens hauts fonctionnaires, invités à faire du lobbying sur l'urgence de légiférer contre « un tueur planétaire » ; s'adressant à la fois à tous les leaders d'opinion, et directement à la population en créant une panique qui disait : « Il faut vous faire vacciner sans attendre. »

« Il y a eu une incroyable pression de l'industrie et des politiques », avoue le docteur Jon Abramson, directeur du comité du CDC (Centers for Disease Control and Prevention). « Cette pression énorme a affolé les gens et les femmes se sentaient de mauvaises mères si elles ne faisaient pas vacciner leurs enfants », explique le docteure Abby Lippman, professeure à l'université McGill à Montréal et directrice du Canadian Women's Health Network.

« Tout est allé trop vite à cause de l'attitude agressive de Merck, affirme le docteur Diane Harper, l'investigatrice principale des essais cliniques du Gardasil® et du Cervarix®. [...] À peine six mois entre le dépôt de la demande et l'autorisation de mise sur le marché ; puis quelques semaines pour que le CDC le recommande pour une administration universelle aux jeunes filles... La plupart

des vaccins mettent trois ans pour obtenir l'AMM et de cinq à dix ans pour une acceptation mondiale. »

Évidemment les conflits d'intérêt étaient flagrants là aussi. Aux États-Unis, Gregory A. Poland, un expert du CDC, qui a recommandé la vaccination par Gardasil® dès 2006, a été pris la main dans le sac : payé par Merck pour des activités de consultant. « Merk a aussi fourni à l'American College association une subvention illimitée destinée à former ses agents à la promotion du Gardasil® auprès des services de santé. » Ceci, en fait, dans le but d'encourager la vaccination sur le campus.

À la deuxième rencontre annuelle de la National Cervical Cancer Coalition à Los Angeles, « sur les sept intervenants prévus, quatre ont été payés par Merck, GlaxoSmithKline ou d'autres firmes impliquées dans le dépistage et le typage du HPV, que ce soit pour leur implication dans la recherche ou pour leurs activités de consultants auprès de ces firmes », sans que cela fasse l'objet d'aucune déclaration d'intérêts, etc.

Et en France ?

L'étude EDITH est *la* référence française censée démontrer le bien-fondé du Gardasil® ! Conduite par le professeur Didier Riethmuller, elle conclut que 70 % des femmes sexuellement actives seront infectées au cours de leur vie, dont quarante décès par jour en Europe. Dans un entretien au journal *20 minutes*, le professeur déclare avec emphase que le Gardasil® est une révolution et qu'« avec l'arrivée du Gardasil®, ce cancer peut devenir anecdotique d'ici à vingt ans ».

Où sont les déclarations d'intérêts des auteurs de l'étude EDITH [217] ?

Le blog Pharmacritique a trouvé la réponse : « Là où on les leur demande ! À savoir dans les revues médicales étran-

gères. En général, la France ne demande rien aux firmes et aux médecins », les déclarations devant être faites spontanément... « Prenons la publication des derniers résultats de l'étude EDITH [218]. Que voit-on à la fin, juste avant le copyright ? La déclaration des conflits d'intérêts: Jean-Luc Prétet est un consultant pour Sanofi Pasteur MSD ; Anne-Carole Jacquard est une employée de Sanofi Pasteur MSD, Christine Clavel a été conférencière pour le compte de Sanofi Pasteur MSD lors de la réunion Eurogin 2007, Benoît Soubeyrand est un employé de Sanofi Pasteur MSD, Yann Leocmach est un employé de Sanofi Pasteur MSD et Didier Riethmuller est aussi un consultant pour Sanofi Pasteur MSD. » Les autres participants ayant déclaré qu'ils n'avaient pas de conflits d'intérêts.

Il est aussi mentionné que l'étude a été financée par Sanofi ! On apprend également dans la rubrique « Remerciements », que les données n'ont pas été gérées et analysées par les auteurs eux-mêmes, mais par Therapharm, une société sous contrat avec Sanofi Pasteur MSD, qui « fait tout pour ses clients, de la recherche jusqu'à la... rédaction des articles » ! Est-ce que ça pourrait être pire ?

Pendant ce temps, les citoyens confiants que nous sommes – médecins compris – ont toutes les raisons de penser que l'étude EDITH reflète des résultats obtenus en toute indépendance. D'ailleurs, à l'occasion du Medec 2008, ces médecins ont élu Sanofi Pasteur : pour ses actions à propos du Gardasil® [219]. Et les firmes savent bien que l'information passe pour acquise parce que la source vient d'une « autorité ».

C'est ainsi que les vaccins Gardasil® et Cervarix® se sont retrouvés au cœur d'une affaire de corruption qui entache même le prix Nobel. Quoi de mieux pour donner un joli coup de vernis à une campagne que l'on savait si discutable ? Selon le procureur suédois en charge de

l'affaire, Christer von der Kwast de la Swedish Corruption Authority, qui a ouvert une enquête pour corruption et fraude, plusieurs membres du comité seraient impliqués. Le groupe pharmaceutique AstraZeneca est soupçonné, d'après la radio suédoise (Sveriges Radio), d'avoir payé pour que l'Allemand Harald zur Hausen, qui a découvert le papillomavirus, reçoive le prix Nobel de médecine 2008, aux côtés des Français Luc Montagnier et Françoise Barré Sinoussi (découvreurs du virus du sida). Or, le professeur Bo Angelin, du Karolinska Institute, membre votant du comité du prix Nobel de médecine, siège parallèlement au conseil d'administration d'AstraZeneca depuis le 25 juillet 2007. Selon le site Internet du magazine *Scientific American*, la firme lui a versé 30000 dollars l'an dernier [220]. Le président du comité Nobel qui décerne le prix de médecine, Bertil Fredholm, a travaillé en tant que consultant pour AstraZeneca, comme le révèle Jean-Yves Nau dans *Le Monde*. Et selon le journal suisse *Neue Zürcher Zeitung,* AstraZeneca a aussi versé indirectement plusieurs millions de dollars à deux filiales de la Fondation Nobel (Nobel Web et Nobel Media). Le rapport avec Merck et GSK ? MedImmune, qui a cofinancé les recherches de Harald zur Hausen, a vendu plus tard ses parts à GSK, tout en restant codétenteur du brevet du « support » technologique des vaccins et donc en gardant des droits et des royalties. Elle a ensuite été rachetée par AstraZeneca. Quant à la firme GSK, elle a cédé certaines parties de la technologie sous-jacente à Merck. Ce qui fait que MedImmune – donc Astra-Zeneca – a droit à des royalties conséquentes à la fois pour le Cervarix® et pour le Gardasil® (236 millions de dollars en 2007), comme nous l'apprend le journal allemand Die Tageszeitung du 18 décembre 2008. Pendant qu'on nous dit qu'il n'y a pas d'argent pour les maladies qui nous touchent vraiment et que l'on fait sans cesse appel à notre bon cœur pour le Téléthon, le Sidaction, la mucoviscidose,

la recherche contre le cancer... notre système de santé – le meilleur du monde, nous dit-on, cet « avantage acquis » que l'on défend si chèrement en France (pompes sur nos salaires + CSG + CRDS...) – , sert à financer des campagnes dont nous n'avons pas réellement besoin, à part peut-être pour enrichir les labos...

La grippe A

Une fois de plus, ça a failli marcher...

On nous affirme qu'une grippe A dite « porcine », cette fois, nous menace. Le virus a été identifié au Mexique – c'est le H1N1 – puis est passé aux États-Unis. Les Français ne sont pas inquiets outre mesure, à peine un peu plus attentifs aux communications des médias, et s'en remettent aux autorités sanitaires pour nous protéger de ce nouveau fléau dont l'ombre, paraît-il, est en train de s'étendre à toute la planète. Ce 25 mai 2009, les derniers chiffres de l'OMS font état de 15 510 cas de grippe H1N1 dans 53 pays et de 99 morts. Les gouvernements annoncent un peu partout craindre une pandémie, à l'automne, aussi grave que celle de la grippe espagnole et s'y préparent de toute urgence en stockant massivement vaccins, masques et médicaments. On espère qu'ils contrôlent la situation ! Quand tombe une dépêche de RIA Novosti [221] (une des trois plus grandes agences de presse russe) à 15 h 50, heure de Moscou : « Grippe A/H1N1, un virus artificiel », disant textuellement :

« Le virus de la grippe A/H1N1 a été créé de façon artificielle pour réduire la population de la terre », estime Leonid Ivachov, ancien chef de la Direction de la coopération militaire internationale du ministère russe de la Défense et président de l'Académie des problèmes géopolitiques. Selon lui, toutes les épidémies actuelles ont été créées dans des laboratoires. « Les médecins militaires

détiennent la formule de la pneumonie atypique qui a donné naissance au virus. La grippe aviaire a également une origine artificielle », a noté l'expert.

« Selon les renseignements américains, d'ici 2015, quelque 3 milliards de personnes seront "de trop", notre planète s'attend ainsi à une surpopulation. L'activation des différents virus susceptibles de déboucher sur la mort massive de gens est une stratégie globale destinée à réduire la population de la planète », a déclaré M. Ivachov.

Cette accusation soviétique aurait pu passer pour une résurgence de la guerre froide, rendant l'information douteuse, mais curieusement, dans le même temps, on apprenait que Baxter [222] avait fabriqué un produit contaminé par le virus H5N1 (grippe aviaire) et reconnaissait une erreur de manipulation !

Soixante-douze kilos de vaccins contre la grippe saisonnière, fabriqués en décembre 2008 dans le laboratoire de recherches en biomédecine Baxter International, basé à Orth-Donau (Autriche), contenaient un mélange de virus de la grippe ordinaire humaine H3N2 et de virus vivants mortels de la grippe aviaire H5N1. Ce produit contaminé, qui n'était pas correctement identifié, a été envoyé à l'entreprise Avir Green Hills Biotechnology, une firme autrichienne qui s'occupe de développement de produits thérapeutiques et prophylactiques contre des maladies infectieuses virales. Le 30 janvier 2009, celle-ci a transmis les 72 kg de vaccins à seize autres laboratoires en République tchèque, en Slovénie et en Allemagne.

C'est le sous-traitant tchèque BioTest Ltd qui s'est rendu compte que quelque chose n'était pas normal, lorsque des furets auxquels il avait injecté le mélange sont morts. Ceux-ci ne devaient pas mourir après une exposition au virus H3N2, ce qui signifiait que ces vaccins contenaient autre chose. Les quinze autres laboratoires d'Allemagne,

d'Autriche et de Slovénie qui avaient reçu d'Avir du vaccin contaminé ont constaté la présence de virus H5N1 vivants lors de leurs analyses.

Christopher Bona, porte-parole de Baxter, a confirmé l'information, mais n'a livré que peu de détails indiquant simplement : « L'incident est dû à la fois à la procédure en soi et à des erreurs techniques et humaines », se retranchant pour le reste derrière le secret industriel.

Ce que l'on sait, c'est que c'est l'OMS qui a fourni le virus de la grippe aviaire (H5N1) à Baxter, qu'officiellement la firme travaillait à la fabrication d'un vaccin contre la grippe saisonnière (H3N2) et que, lorsqu'on connaît les procédures de biosécurité 3 aux termes de la Directive européenne 90/679/EWG qui entourent la manipulation d'un virus comme le H5N1, et les contrôles qui existent à tous les stades de la fabrication et de la mise sur le marché d'un vaccin, de l'avis de tous les spécialistes, il est impossible qu'il y ait eu contamination accidentelle. « Erreur impossible », « il ne peut s'agir d'une bourde mais d'un crime ! », répondent-ils tous et sans hésitation [223].

D'une part, il n'aurait dû se trouver dans ces vaccins que la souche H3N2, et ensuite, dans un vaccin, la souche de virus est toujours désactivée ou les agents vivants atténués, celui envoyé par Baxter contenait le virus vivant actif du H5N1. Or, le H5N1 – contrairement au virus de la grippe saisonnière qui est très contagieux, mais peu mortel – est peu contagieux mais mortel dans 90 % des cas.

En mélangeant ces deux agents, Baxter a créé une arme biologique très puissante dont le taux de mortalité est de 63 %. Toute personne exposée au mélange de ces deux souches aurait servi d'incubateur à un virus hybride mortel capable de se propager facilement d'un humain à un autre et donc de créer une pandémie. Prendre un virus très virulent, l'inoculer dans un patrimoine génétique neuf, un

environnement parfait comme le corps humain, c'est lui donner toutes les conditions nécessaires pour qu'il mute dans une probabilité proche des 100 %, m'explique un ami à l'AFSSAPS ! On n'ose se demander ce qui se serait passé si les Tchèques n'avaient pas eu le réflexe de le tester, si ce vaccin avait atterri dans un hôpital, un centre de vaccination... et été administré à un être humain. Bizarrement, l'épouvantail agité par les autorités a toujours été – une fois la pandémie déclarée – que le virus pourrait muter !

Le laboratoire Baxter, pris la main dans le sac, alors « qu'il a agi comme une organisation de terrorisme biologique envoyant des virus mortels à travers la planète, s'en est tiré en disant simplement: "Désolé, c'est une erreur !" » [224]

Et la firme [225], qui a quand même collectionné déjà quelques scandales sanitaires, est retenue par l'OMS, parmi d'autres laboratoires, pour préparer les vaccins contre la grippe A/H1N1.

Fin du premier acte: nous sommes à la fin du mois de février.

Une dépêche de l'AFP du 9 mars 2009 nous informe que « [...] Sanofi Aventis annonce aujourd'hui la signature d'un contrat avec les autorités mexicaines, pour la construction d'une usine de production de vaccin contre la grippe, représentant un investissement de 100 millions d'euros. L'annonce a été faite au cours d'une cérémonie en présence de MM. Felipe Calderon, président du Mexique et Nicolas Sarkozy, président de la République française, en visite officielle au Mexique. Cette usine sera construite et exploitée par Sanofi Pasteur, la division vaccins du Groupe Sanofi Aventis, représenté par Chris Viehbacher, directeur général de Sanofi Aventis [226]. On n'y fait pas vraiment attention ! Puis, on apprend incidemment que, le 28 août 2008, des mois avant que l'on entende parler de ce virus,

le laboratoire Baxter avait enregistré aux USA une demande de brevet portant sur le vaccin contre le virus H1N1. Baxter obtient le brevet le 5 mars 2009, sous le n° 20090060950, délivré par l'US Patent & Trademark Office [227].

Nous en reparlerons plus loin, mais la dernière *épidémie* de grippe dite « porcine » date de 1976, aux USA, dans l'État du New Jersey. Après l'arrêt d'une campagne de vaccination où le vaccin faisait vingt fois plus de morts que la grippe, ce virus a progressivement disparu... Or, il vient de réapparaître soudainement. Devinez où ? Au Mexique, dans le village de La Gloria. Et quand ? Le 2 avril 2009 exactement. Alors qu'il faut en général, lors de l'apparition d'une maladie pouvant devenir une épidémie, un certain temps avant que l'on identifie le virus responsable, en quelques jours, les autorités mexicaines annoncent que les premiers malades ont été infectés par le virus H1N1. Très curieusement, également, cette maladie se propagerait et toucherait des personnes n'ayant jamais été en contact ni avec des porcs ni avec des voyageurs venant d'Amérique du Sud, (le gouvernement juge d'ailleurs inutile d'interrompre les liaisons aériennes avec le Mexique) !

Le 27 avril 2009, l'OMS reprenait la définition d'un niveau de pandémie pour en abaisser fortement le seuil d'atteinte [228]. Il suffit dorénavant que la maladie soit identifiée dans deux pays d'une même zone faisant partie de l'OMS ! On ne met pas encore les infos bout à bout, on ouvre juste un petit dossier, comme ça, dans un coin de la tête, et on se documente un peu, éventuellement.

Petit retour historique sur la grippe A

Apparemment, une épidémie de grippe bénigne, mais à forte contagiosité, sévit en Chine au printemps 1918. Le virus aurait atteint les États-Unis par le retour d'un bataillon

américain à sa base de Boston, puis il se répandit rapidement dans le monde par le biais des mouvements de troupes alliées. Ce virus, qui tout d'abord n'était pas mortel, a ensuite muté en une souche particulièrement contagieuse et virulente dite « grippe espagnole » et sa progression fut foudroyante : des foyers d'infection furent localisés dans plusieurs pays et continents à la fois en moins de trois mois, et de part et d'autre des États-Unis en sept jours à peine.

On estime que 50 à 70 % de la population mondiale a été atteinte. Ceci s'expliquant par le fait qu'il s'agissait d'un virus grippal de type nouveau vis-à-vis duquel la population ne possédait aucune immunité. En quelques mois, la pandémie fit plus de victimes que la Première Guerre mondiale, qui se terminait cette même année 1918, tuant entre 20 et 50 millions de personnes, selon les sources, dont le poète Apollinaire, Edmond Rostand...

Une autre thèse prétend que cette grippe est devenue mortelle après la vaccination des soldats contre la typhoïde avec un vaccin produit par les laboratoires Rockefeller et des usines chinoises. « Immédiatement après les vaccinations, de très nombreux soldats tombèrent malades. Ils souffraient de nausées, de vomissements, de diarrhée et de pneumonies mortelles. La maladie baptisée à l'époque "infection paratyphoïdique" s'est ensuite répandue dans le monde entier... » [229] Mais, pour être honnête, hormis le fait qu'à l'instigation de son ami le pasteur Gates, Rockefeller s'intéresse à la Chine dès 1906, je n'ai trouvé aucune preuve permettant d'étayer cette version de l'histoire.

En 2005, le journal *Libération* titre : « Amants de l'apocalypse, bonjour », le virus de la grippe espagnole ressuscitée, reprenant la presse scientifique américaine ! En effet, deux équipes de biologistes moléculaires et de virologistes américains, dirigées par Jeffrey Taubenberger [230] (travaillant pour l'Institut de pathologie des forces armées) parvenaient,

après dix ans de travail, à reconstituer le virus de 1918. Pour ce faire, les chercheurs américains sont allés en Alaska exhumer des tissus gelés d'une femme enterrée dans le permafrost en novembre 1918. Des tissus pulmonaires, conservés dans le formol, provenant d'autres victimes de la grippe espagnole ont également contribué à reconstituer le code génétique du virus. « Leur analyse suggère que le virus de 1918 (H1N1) était un virus d'origine aviaire ayant réussi à s'adapter à l'homme. » [231] Puis, après analyse de toutes ses séquences, que celles-ci étaient compatibles avec un nouveau virus H1N1 qui appartenait à la lignée infectant les porcs et les hommes [232] ! Le docteur Jeffrey Taubenberger, dans son interview au *Washington Post*, indique que la contamination ne se serait pas faite du porc à l'homme, mais que ce serait plutôt l'inverse, ajoutant: « Le virus de 1918 a été l'ancêtre probable du virus humain H1N1 et de la lignée des virus *classiques* porcins H1N1 qui furent tout d'abord identifiés dans les années trente avec l'isolement de celui de la grippe de personnes et de porcs. »

On apprend aussi, dans la revue américaine *Sciences*, « que le kit d'informations qui a permis de ressusciter le virus et sa séquence génétique complète est disponible sur Internet. Que la forte pathogénicité du virus ainsi reconstruit a été vérifiée avec succès en laboratoire. Que le virus est sous clé dans les locaux du CDC (Center for Disease Control), à Atlanta. » Le résultat est édifiant: le virus « réinventé » tue tout: les souris, les embryons de poulet et les cultures de cellules pulmonaires humaines. L'intérêt de la démonstration ? « On peut modifier un gène, voir ce qui se passe. On dispose ainsi d'un outil pour découvrir les gènes du virus qui contribuent à son caractère pathogène », explique Nadia Naffakh, de l'Institut Pasteur [233].

Pendant ce temps, la publication de la recette permettant de ramener à la vie le virus de la grippe espagnole dans les

fameux *Proceedings of the National Academy of Science* a fait réagir de nombreux virologues. Ils contestent l'utilité de « recréer une menace ».

Pour Edward Hammond, professeur à l'université du Texas « les risques d'une libération délibérée ou accidentelle du virus dans la nature par l'armée américaine auraient dû justifier l'interdiction de ces travaux ». « La recherche sur ces mécanismes est très importante, mais ne nécessite en rien la recréation du virus mortel », souligne Jan van Aken, chercheur à l'université de Hambourg; les deux scientifiques coprésidant une ONG qui lutte contre l'utilisation des biotechnologies à des fins militaires. Le dernier argument des chercheurs de l'armée américaine concerne la lutte contre le « bioterrorisme »... Mais est-ce que le risque d'une attaque par la grippe espagnole existe puisque, *a priori*, ils sont les seuls à posséder le virus ? Mis à part un accident ou une malveillance, sa dissémination dans la nature paraît impossible [234].

UNE PANDÉMIE SANS MALADES OU L'ÉPIDÉMIE DE VACCINS

On note que la dernière éclosion d'une épidémie de grippe porcine a eu lieu en 1976, dans la base de Fort Dix (New Jersey, USA); donc également dans un camp militaire, avec le décès postvaccinal de deux cents soldats. Au mois de janvier 1976, des soldats de la base se plaignent de troubles respiratoires. Un médecin envoie des échantillons de cultures de gorge au laboratoire de santé publique du New Jersey pour comprendre ce qui se passe. Un des échantillons provenait du soldat David Lewis, qui va s'effondrer durant une marche forcée et qui, quelques jours plus tard, meurt de cette nouvelle grippe tandis que quatre autres soldats porteurs des mêmes symptômes sont hospitalisés dans un état inquiétant.

Le laboratoire du New Jersey décèle le virus commun de la grippe dans les cultures de gorge des soldats ; ces échantillons sont alors envoyés au CDC d'Atlanta en Géorgie pour des analyses plus complètes. Quelques jours plus tard le verdict tombe, le CDC a décelé la grippe porcine.

L'enquête n'a pas permis de comprendre quelle était la source du virus ni pourquoi il ne s'était pas étendu au-delà de la base militaire !

Mais Washington annonce alors au peuple américain une pandémie de grippe porcine susceptible de faire des ravages et de provoquer la mort de millions de gens.

Gerald Ford, le président des États-Unis de l'époque, ordonne un vaste programme pour vacciner « chaque homme, chaque femme et enfant » de la nation afin de faire face à ce fléau.

Le peuple américain suit aveuglément les recommandations qui lui sont faites pour se protéger du spectre de cette terrible pandémie. Comme le dit un spot publicitaire de l'époque : « La grippe est une affaire sérieuse, durant les épidémies de grippe, plusieurs millions de personnes sont malades et plusieurs meurent ! Mais cette année protégez-vous, les vaccins sont sécuritaires, faciles à recevoir et peuvent vous protéger contre la grippe. Alors, relevez vos manches et protégez-vous ! » Le 1er octobre 1976, une campagne de vaccination sans précédent débute, 46 millions d'Américains se font alors vacciner dans la hâte... Mais le vaccin miracle va se révéler être bien plus dangereux pour la population que le virus dont il est censé les protéger. Le gouvernement suspend alors le programme. Trois ans plus tard, le bilan est lourd de conséquences. Non seulement la pandémie n'a pas eu lieu, mais 4 000 Américains réclament des dommages et intérêts au gouvernement pour les effets secondaires infligés par le vaccin. Certains vaccinés sont décédés, les autres souffrent pour la plupart de problèmes

neurologiques graves (en particulier le syndrome rare de Guillain-Barré). Ils auraient, à ce jour, tous été indemnisés ; les dommages se sont élevés à 3,5 milliards de dollars.

L'opinion américaine se réveille sonnée et on ne peut pas dire que les journalistes qui décidèrent d'enquêter sur le sujet virent leur tâche facilitée. Le document le plus célèbre traitant du sujet est l'interview de David Sencer, à l'époque directeur du CDC, réalisée par Mike Walace pour *60 minutes* [235] en 1979. S'il ne nous apprend pas grand-chose sur ce qui s'est passé, l'embarras, les faux-fuyants, les dénégations et les silences du personnage en disent long sur la façon dont on nous traite :

— Avez-vous eu connaissance d'un autre cas de la grippe porcine, n'importe où dans le monde à ce moment-là ?

Gêné :

— Quelques cas rapportés mais non confirmés !

Les vaccinations ayant lieu dans les endroits publics sans la présence d'un médecin, (ça ne vous rappelle rien ?), on faisait signer aux personnes un formulaire de consentement affirmant que le vaccin avait été testé ; ce qu'il ne mentionnait pas, c'est qu'à la fin des tests, les scientifiques ont développé un autre vaccin qui, lui, n'avait pas été testé : le X53 A, qui sera inoculé à des millions d'Américains. Il n'avertissait pas non plus des possibles effets secondaires. Quand la question fut posée à Sencer :

— Est-ce que le vaccin avait jamais été testé ?

Ses réponses sont sidérantes.

— Je ne peux pas dire…

— Il ne l'a pas été !

— Je ne sais pas.

— Vous n'étiez pas en charge du programme ?

— Il faudrait que je consulte les dossiers, c'était il y a longtemps…

— Est-ce que quelqu'un vous a dit qu'il y avait une possibilité de dommages neurologiques si vous procédiez à un programme de vaccination massive ?

— Non.

— Vous connaissez Michael Hartwick ?

— Oui.

Le docteur Hartwick était directeur de l'équipe de surveillance du programme de la grippe porcine de la CDC. À l'interrogation de Mike Wallace :

— Connaissiez-vous les probabilités de dommages neurologiques dus au vaccin ?

Il affirme :

— Oui, je le savais.

— En aviez-vous informé vos supérieurs en charge du programme de vaccination ?

— Absolument.

— Que diriez-vous si je vous disais que vos supérieurs prétendent que vous ne les avez jamais avertis ?

— C'est un non-sens absolu. Ce n'est pas vrai, nous le savions.

Confronté aux affirmations d'Hartwick et à la question du journaliste qui lui dit :

— Donc Hartwick ment ?

Sencer bafouille et laisse entendre que c'est la cas. Le journaliste lui met alors sous les yeux un document et poursuit :

— Pourquoi ce rapport de votre propre agence, daté de juillet 1976, dénonce-t-il la possibilité de complications neurologiques ?

— Je pense que le consensus de la communauté scientifique, malgré l'évidence, ne croyait pas que cette association était plausible.

Sencer et le CDC ont aussi participé à la campagne publicitaire monstre destinée à influencer la population. Wallace précise :

— Vous mentionnez dans vos écrits que des personnalités du monde du sport, du spectacle, de la politique tels Elton John, Henry Kissinger, Mohammed Ali, le président Ford, Edward Kennedy, Rudolph Noureev... se sont fait vacciner.

— Je ne suis pas familier avec cette liste !

— Avez-vous demandé à ces personnes s'ils se proposaient de se faire vacciner ?

— Je ne sais pas.

— Quelqu'un leur a-t-il parlé ?

— Je ne sais pas.

— Leur avez-vous demandé l'autorisation d'utiliser leur nom ?

— Je ne sais pas.

Bien entendu Sencer servit de fusible dans cette triste affaire et fut viré peu après en 1977.

Le document montre la machination mise en place pour pousser les gens à prendre part à une véritable expérimentation grandeur nature, sans aucun fondement scientifique digne de ce nom, sans les informations nécessaires à un « consentement éclairé » et au mépris de la prudence la plus élémentaire.

Nombreux sont ceux qui se demandèrent déjà si ce virus n'avait pas été créé dans un laboratoire militaire. En effet, dès 1943, les Américains ont commencé à mener des expériences sur les armes bactériologiques à Fort Detrick où se trouve le célèbre laboratoire P4 de recherches militaires du Maryland.

On reste perplexe : pourquoi un gouvernement qui prend des mesures sanitaires de bonne foi accepte-t-il de « payer

la casse » ? Qui a fourni l'arme du crime ? Pourquoi le fabricant de poison vaccinal n'a-t-il jamais été inquiété ?

La récente pandémie de grippe A/H1N1 déclarée par l'OMS le 11 juin 2009 et l'intention de plusieurs pays de recourir eux aussi à des campagnes de vaccination massive fait ressortir ces vieilles histoires sur les « erreurs » notoires du passé. On nous informe que des centaines de millions de vaccins sont en train d'être produits par quatre laboratoires et qu'il n'y a pas de raison de s'inquiéter... il y en aura pour tout le monde.

Le business de la peur

La première chose qui n'était pas faite pour nous rassurer est venue de Kathaleen Sebelius, nouvelle secrétaire d'État à la Santé du gouvernement Obama, dont le premier geste a été de faire un décret conférant une totale immunité aux fabricants de vaccins contre la grippe H1N1, en cas de poursuites judiciaires [236] !

Dans un même temps, d'après le CDC, la grippe dite « porcine » qui a infecté et tué des êtres humains au Mexique et en Amérique du Nord, en ce printemps 2009, est décrite en ces termes : « Ce nouveau virus est en fait une triple recombinaison incluant des segments de gènes d'origine humaine, porcine et aviaire. » [237] Et quelques scientifiques commencent à parler : « Mère Nature ne recombine pas "naturellement" de tels virus ; les oiseaux, les porcs, les hommes sont soumis, ainsi que leurs virus propres, à ce qu'on appelle la "barrière des espèces". Seuls des scientifiques malades peuvent créer une telle monstruosité. » [238] Le chercheur australien Adrian Gibbs, l'un des créateurs du Tamiflu®, déclare que ses investigations indiquent que ce virus a échappé au laboratoire qui l'a créé. Il est loin d'être le seul chercheur qui estime que le virus H1N1,

comportant des souches très différentes, ne peut être que le fruit d'une manipulation génétique [239].

Et on ne peut s'empêcher de penser : est-ce que, par hasard, le monstre de Frankenstein, ressuscité par Taubenberger, serait sorti de sa boîte de Pandore ? Et de s'informer ! Et de se rendre compte que depuis 1976, les déclarations apocalyptiques de l'OMS et de ses différents commis troupiers n'avaient pas manqué.

Ainsi, en 2004, Klauss Stijhr, coordinateur du programme de l'OMS contre la grippe, affirma dans la revue américaine *Sciences* « qu'une pandémie de grippe aviaire allait rendre malade 20 % de la population mondiale, près de 30 millions de personnes seraient hospitalisées et un quart d'entre elles mourraient. Pendant que Shigeru Omi, directeur régional de l'OMS, terrorisait les foules en déclarant : « Les évaluations les plus prudentes font état de 7 à 10 millions de morts, mais le maximum pourrait être de 50 millions ou même, dans le pire des scénarios, 100 millions » [240]. Bien sûr, ces chiffres n'avaient aucun fondement scientifique, mais faisaient partie de la propagande, assortie de spots télévisés alarmistes et paternalistes, destinée à promouvoir la consommation d'antiviraux ! Et puis, il ne s'est rien passé, donc on avait oublié !

En hiver 2004, la varicelle, maladie infantile, pénible certes avec ces boutons qui démangent partout, toutefois bénigne dans la plupart des cas, est devenue une maladie très grave et très dangereuse, contre laquelle il faut impérativement vacciner nos enfants ! La lumière s'est faite lorsqu'on nous a appris qu'un nouveau vaccin contre la varicelle, le Varivax®, allait « prochainement être disponible » ! Mais une fois qu'on l'a eue, on est immunisé à vie alors, ne faut-il pas laisser l'enfant créer ses anticorps ?

En automne 2005, ils ont remis ça avec la grippe aviaire ; le directeur général de l'OMS a sorti, le premier, son

discours le plus catastrophique pour nous prévenir: « Si nul ne peut prédire quand elle frappera, une propagation internationale rapide est absolument certaine dès l'apparition d'un virus pandémique », ce qui représente « un grave danger pour tous les peuples ».

Suivis du président Bush et du Premier ministre français Dominique de Villepin qui ont appelé à une mobilisation internationale contre la grippe aviaire. Bush a pris l'air franc qu'on lui connaît pour convaincre l'Assemblée générale de l'ONU: « Si rien n'est fait, ce virus pourrait provoquer la première pandémie du XXIe siècle », a-t-il prévenu; pendant que Dominique de Villepin en rajoutait une dose: « L'ampleur de la menace nous impose de réagir sans délai. Xavier Bertrand, alors ministre de la Santé, a commandé plusieurs dizaines de milliers de vaccins qui, apparemment, sont restés entassés quelque part, à moins qu'on en ait fait don aux petits Africains ! Bush, fidèle à lui-même, en profita pour demander au Congrès d'accorder 7,1 milliards de dollars pour faire face à cette menace qui, d'après lui, pouvait tuer entre 200 000 et 2 millions de personnes rien qu'aux États-Unis. Bush – qui s'y connaît pour créer la panique – avait déjà réussi à faire vacciner des milliers de militaires américains contre la variole !

« À cette époque, la mort d'une oie ou d'un canard sauvage provoquait un reportage au JT », écrit Sylvie Simon dans *Votre santé* [241].

De nombreux scientifiques commençaient pourtant à se montrer sceptiques sur l'ampleur réelle de la menace d'une nouvelle pandémie humaine d'origine aviaire de type H5N1 et sur le bien-fondé de l'achat massif de Tamiflu®, l'antiviral conseillé (déjà) en l'absence d'un vaccin vraiment opérationnel. « Plusieurs pays ont commencé à se constituer des réserves de ce médicament. Son producteur, le laboratoire suisse Roche, a vu ses ventes multipliées par sept

depuis 2003, et ce n'est sûrement pas près de s'arrêter. Le comble, c'est qu'on n'est même pas certain de l'efficacité de ce Tamiflu® face à une vraie épidémie. Son action a été démontrée dans des tubes à essais et sur des animaux, mais étant donné le peu de cas humains, les expérimentations ont été très limitées », lisait-on dans un communiqué de l'agence Science-Presse de l'époque ! Le Tamiflu®, celui qui soigne tout, la potion universelle qu'on a encore essayé de nous « refourguer » cet hiver pour la grippe porcine et sur lequel nous reviendrons plus en détail. Mais qui a des intérêts dans le Tamiflu® ?

Peut-être avaient-ils décidé de frapper un grand coup ! Toutes ces épidémies ratées, ça n'était plus possible...

La grippe A/H1N1 version 2009

Mêmes ingrédients, même scénario, mêmes protagonistes !

En cette fin d'été, le virus de la grippe A dite « porcine » n'est pas plus virulent (si ce n'est moins) que les virus saisonniers qui ont sévi ces dernières années. Pourtant, si l'on en croit les autorités et les médias : « Le virus nouveau est arrivé, on va tous mourir » ! Depuis le 15 juin 2009, Mme Margaret Chan Fung-Fu-Chun, directrice générale de l'OMS, qui, immanquablement, a fait son passage à la Harvard Business School [242], a élevé au niveau d'alerte 6 la pandémie de grippe. L'OMS clame que l'épidémie « ne peut désormais plus être enrayée. Tout est en place pour le plus gros « casse » du siècle : l'OMS, les dirigeants du G 20 prêts à s'accorder au partage du gâteau planétaire, les banquiers faisant actuellement une indigestion d'injections non pas antivirales, mais de deniers publics, priés de laisser quelque temps la tondeuse aux laboratoires, les autorités et leur basse-cour et... les moutons informés dans ce que

nos grands-pères appelaient des « torche-c... », à qui l'on parle, en plus d'appliquer une taxe carbone s'ils veulent encore avoir le droit de respirer de l'air pur (avec le masque qui sera gracieusement fourni moyennant un euro), de se faire transformer en passoire au gré des atermoiements de cette magnifique valse à une ou deux injections ! Mais pour l'instant, on écoute, on attend, on ne se méfie pas encore !

On nous présente comme la planche de salut universelle : la vaccination [243] et... le Tamiflu® (encore !)

Un vaccin doit d'abord prouver qu'il n'est pas dangereux, ensuite qu'il est efficace, processus qui prend normalement quelques années. Or, les vaccins contre la grippe H1N1 qu'on nous propose sont élaborés dans l'urgence, sans qu'aucun des laboratoires en présence ne respecte les procédures obligatoires. D'abord, tous ont « magouillé » sur le plan administratif, vais-je apprendre de la bouche d'un ami qui travaille à l'AFSSAPS et qui tient, on le comprend, à rester anonyme : « Quand on dépose un dossier AMM auprès des autorités sanitaires, c'est soit une demande d'homologation d'une nouvelle substance, soit une modification d'un brevet existant. Dans le deuxième cas, bien évidemment, les formalités sont moins lourdes, les recherches, les tests à effectuer et le financement nécessaires moins conséquents. »

Les quatre labos, avec une parfaite connivence, ont donc repris le nom et les autorisations de mise sur le marché de leur vieux vaccin H5N1 pour faire une demande de modification pour leur nouveau vaccin H1N1, « cependant, quand on change de souche, on change la substance active du vaccin ; ils auraient donc dû faire une demande d'AMM toute neuve ! Cela avec la complicité de l'OMS et des autorités qui nous envoient discrètement des courriers pour nous demander d'accélérer les délais de mise sur le marché. »

Est-ce qu'ils n'ont pas agité le chiffon rouge en nous disant que ce virus était tout à fait inconnu et exceptionnellement virulent ? Mais, dans ce cas, comment les tests et procédures d'évaluation peuvent-ils être à ce point raccourcis ? Parce que c'est « un virus grippal comme les autres », répond la ministre et qu'on dispose d'une longue expérience dans l'élaboration des vaccins antigrippaux ! D'ailleurs, les procédures d'évaluation sont tout à fait respectées.

Là, déjà, il y a quelque chose de pas clair. Si c'est un virus normal, pourquoi tant d'alarmisme ? Et si c'est la « chose » terrifiante qu'ils nous décrivent et qu'on n'a jamais eue à combattre... Il faut des années pour développer un vaccin, explique le docteur Marc Girard, « qu'est-ce qui autorise à croire que, sous la pression de l'urgence, ils vont spontanément s'améliorer pour accomplir en un temps record ce qu'ils ne parviennent pas d'habitude à réaliser en moins de plusieurs années ? » [244] Effectivement, il cite le rapport de la Collaboration Cochrane [245], dont les évaluations sont parmi les plus fiables en matière de médicaments. L'organisation a récemment publié un rapport sur « les vaccins contre la grippe en général », lequel aboutit à un constat désastreux : aucune preuve satisfaisante d'efficacité préventive, aucune donnée convaincante sur la tolérance du vaccin. « Et c'est sur la base d'une telle expérience – laquelle, en quarante ans, n'a pas permis de mettre au point une méthodologie d'évaluation correcte – qu'on va nous sortir, en quelques semaines à peine, l'imparable panacée contre ce virus monstrueux, prescrit en priorité aux nourrissons, aux femmes enceintes et aux vieillards », commente le docteur Girard, qui ajoute : « [...] un professionnel du médicament doté d'un minimum de conscience ne peut qu'être atterré par l'amateurisme fou des autorités. »

Développés dans l'urgence, avec des AMM de complaisance, sans aucune garantie d'innocuité, ces vaccins qu'on nous promet à l'automne, laissent la plupart d'entre nous assez dubitatifs ! En effet, les essais cliniques auraient commencé vers la mi-août et les premières doses auraient été livrées au gouvernement français le 27 août [246].

Le ministère de la Santé a donc utilisé l'argent public pour acheter un vaccin qui n'a pas pu faire l'objet d'évaluation clinique. Confrontée à l'évidence, Mme Bachelot ne fait que s'enfoncer davantage: « [...] les livraisons devraient s'échelonner jusqu'à fin décembre. Toutefois, nous ne commencerons la vaccination que lorsque les procédures d'autorisation de mise sur le marché seront validées, pour assurer une parfaite sécurité. » [247] Les fabricants sont donc sûrs d'obtenir l'AMM, c'est juste une question de temps ! Mais alors: à quoi sert l'évaluation ?

Et quelques jours plus tard, elle en remet une couche: « Les laboratoires nous disent [...] que les procédures pourraient nous permettre de commencer la vaccination fin octobre. » [248] Ça, c'est la meilleure: ce sont les laboratoires qui fixent le moment où les « procédures de sécurité » seront satisfaisantes ! Mais à quoi sert l'AFSSAPS ?

On n'attend plus que la pandémie qui devrait se pointer dès que... les labos seront prêts ! Comme en plus l'immunité juridique, en cas d'effets secondaires, leur est garantie par un article du Code de la santé en France [249] (comme aux USA, mais ça s'est fait plus discrètement), personne n'a de souci à se faire... sauf nous ! Il serait intéressant d'être une petite souris à l'AFSSAPS ou à la FDA, par les temps qui courent; les téléphones et les fax doivent chauffer à blanc, exigeant un blanc-seing, inversement proportionnel à la conscience de celui qui le signe !

Le plan [250] est donc de procéder à la vaccination de millions de Français, cobayes bien portants, selon « une

stratégie vaccinale basée sur une évaluation scientifique, proposée par les experts du Haut Conseil de santé publique », dit la ministre. Mais si la justification de tout ce cirque est la crainte que le virus mute, il n'y a pas grand-chose à évaluer pour l'instant !

Et, un tout petit peu de bon sens suffit à déduire que : soit le virus est stable, et donc bénin, et vacciner tout le monde, y compris les enfants et les femmes enceintes, avec un vaccin non testé, comporte plus de risques que de bénéfices. Pour quelques cas de grippe dont on entend parler, est-ce qu'il est raisonnable d'exposer toute une population aux effets secondaires ? Tandis que Marc Girard prévient : « Il resterait aussi à prouver qu'à l'échelle des populations, les risques d'infection majoritairement bénigne surpassent l'inconvénient de ne pas laisser cette infection stimuler les défenses immunitaires des bien-portants. »[251] Soit le virus mute et le vaccin qu'on aura reçu ne sera pas efficace. Bien qu'ils nous assureront plus tard du contraire, sans le moindre embarras ! Bref ! On ne comprend plus rien !

« Est-ce qu'ils se préparent à une pandémie de grippe ou préparent-ils une pandémie de grippe ? »[252]

Il n'est pas nécessaire de décrire la propagande à laquelle nous avons été soumis, l'agression permanente que nous avons subie. Depuis le printemps, chaque jour, tous les médias, ressassant à souhait des lendemains apocalyptiques, n'ont pas une seule fois relevé le taux de morbidité ridiculement faible de ces quelques patients qu'ils ne cessent de compter et recompter. On entend des choses ahurissantes : « Dix cas sérieux mais pas graves à Bordeaux » ; on voit des reportages grotesques avec des écoles fermées et une ado qui témoigne, en riant, être restée deux jours alitées,

pendant qu'on filmait sa mère venant lui apporter à manger dans sa chambre, masquée ! Le summum du ridicule ayant été atteint quand on a appris par un flash que sur une étude qui comptait je ne sais plus combien de femmes enceintes, 1 000 au moins avaient été en contact avec le virus « sans s'en rendre compte » ! Ils ont tout fait pour nous faire peur, mais il y avait quelque chose qui ne collait pas... Les Français ont peut-être appris à se laver les mains, à part ça, on n'a même pas vu un masque dans le métro parisien !

Il faut dire que Anne, ma sœur Anne, ne vois-tu rien venir... eh bien non, les victimes attendues n'étaient pas au rendez-vous de madame la ministre ! Qui, il faut le lui reconnaître, a fait tout ce qu'elle a pu pour qu'on aille se faire planter la petite aiguille gratuite dans le bras ! On n'est pas près d'oublier ses prestations aux journaux télévisés où, des larmes dans la voix, elle nous racontait comment ces pauvres bébés, qui n'avaient aucun antécédent, étaient morts en quelques heures à Necker dans les bras de leur mère.

Mais, en regardant les chiffres, on s'apercevait que le nombre de décès, dans le monde, discutablement imputés à la grippe A, ne dépassait pas les 2 000 en six mois, alors que la grippe ordinaire tue chaque année entre 250 000 et 500 000 personnes, soit plus de 1 000 morts par jour [253] !

Divers spécialistes commençaient à parler : ils estimaient à moins de un pour mille la mortalité de cette grippe porcine dont on nous annonçait qu'elle allait incessamment toucher 20 millions de personnes dans notre pays. Marc Girard, qui est d'abord un mathématicien, n'a pas pu s'empêcher de compter : « Sauf erreur de calcul, cela ferait environ 20 000 décès. Imaginons que ce vaccin expose effectivement un sujet sur mille à un effet indésirable grave, voire mortel... dans la perspective d'une vaccination universelle [...] cela conduirait à 65 000 victimes pour notre seul pays, soit, en

nombre absolu, trois fois plus que la grippe laissée à son état sauvage, et infiniment plus en espérance de vie gâchée... »

Tous les médias du monde répètent quotidiennement que le virus de la grippe A/H1N1 va provoquer une hécatombe de victimes, alors que le professeur Bernard Debré – pourtant vaccinaliste convaincu – créait le 26 juillet [254], à l'UMP dont il est membre, un mini-tsunami en affirmant : « Cette grippe n'est pas dangereuse. On s'est rendu compte qu'elle était peut-être même un peu moins dangereuse que la grippe saisonnière. Alors maintenant, il faut siffler la fin de la partie ! [...] Cela reste une "grippette". » Bien que, mystère, quelque temps après, il rentrait dans le rang, assurant qu'il allait se faire vacciner !

On se demande quel est le but de ce battage médiatique organisé, cette panique qu'ils tentent de semer dans la population, entretenus par l'OMS et ses alertes à la pandémie entretenue orchestrée et par la plupart des rédactions ? Alors que les maladies respiratoires, le sida, les cancers, les diabètes, tuent chaque année des centaines de milliers de personnes à travers le monde sans que l'on s'en soucie, pourquoi les autorités de santé internationales font-elles un tel barouf pendant des mois, au sujet d'une « pandémie » qui n'existe pas ? Ce qui fait dire au professeur Marc Gentilini [255] qu'on assiste à une « pandémie de l'indécence » : « Quand je regarde la situation de la planète, j'ai honte de voir tout ce qui est entrepris pour éviter cette grippe dont on ne sait que peu de chose. Chaque semaine dans le monde, près de 200 000 enfants meurent de maladies. La plupart auraient pu être sauvés s'ils avaient eu accès à des médicaments ou à des programmes de prévention [...]. Il ne s'agit pas de jeter la pierre aux décideurs politiques qui sont piégés par leur "principe de précaution". Le désastre de la canicule de 2003, politiquement, les hante. [...] Je ne

sais pas si les industries pharmaceutiques ont exercé une pression et si, le cas échéant, les autorités en ont été victimes. Je sais que c'est une très bonne affaire pour les producteurs de vaccins ! »

Qu'est-ce qui justifiait sinon qu'on mette en place des mesures aussi exceptionnelles ? Pourquoi une telle campagne et de tels moyens ?

Le docteur Patrick Pelloux, président de l'Association des médecins urgentistes hospitaliers de France, estime que s'il y avait un danger réel, c'est surtout au niveau des hôpitaux publics qu'il faudrait faire quelque chose, car « la situation y est catastrophique et les fermetures de lits pires d'année en année » [256]. Il se demande comment l'État peut consacrer autant d'argent à ces vaccins alors que les hôpitaux sont justement en déficit d'un milliard d'euros. Nous aussi !

L'épidémiologiste Tom Jefferson s'étonne de son côté : « Parfois, nous avons l'impression qu'il existe tout un secteur industriel qui espère que cette pandémie va se produire. » [257]

C'est bien l'impression qu'on a eue ! Qu'est-ce qui pouvait justifier l'achat par tous les gouvernements mondiaux de doses faramineuses de vaccins pour des montants astronomiques en pleine crise économique ? Quatre-vingt-quatorze millions de doses de vaccins en France pour 1 milliard d'euros ! « C'est un des plus importants marchés au monde et chacun espère obtenir le maximum de commandes », explique le docteur Albert Garcia, porte-parole du laboratoire français Sanofi qui a déjà signé, en mai, un contrat de 190 millions de dollars avec le gouvernement américain pour la fourniture du vaccin. En France, la compétition entre les laboratoires a été classée secret défense et n'a donc pas fait l'objet d'un appel d'offres classique [258].

La Belgique a commandé 12,6 millions de doses, la Suisse 13 millions, les USA 195 millions, le Canada 50,4 millions et le Québec 11 millions.

Même en Chine où, sur 1,3 milliard d'habitants, on a recensé 1 668 cas de H1N1 et pas un décès, la compagnie pharmaceutique Hualan Biological Engineering Inc. a annoncé pouvoir produire 600 000 doses de vaccin par jour. Mais dans quel but ?

L'OMS prévoit 4,9 milliards de doses de vaccins, au prix moyen de 10 dollars, soit un pactole de quelque 50 milliards de dollars à se partager entre les labos !

Il suffit de lire la presse économique pour comprendre que lesdits labos, dont les brevets viennent à expiration et les « me too » ne remplissent plus les caisses, ont décidé de faire un *hold up* sur la poule aux œufs d'or que représentent les vaccins qui permettent de vendre leurs produits aux gens bien portants – bien plus nombreux que les malades – et, selon Bernard Debré, les gouvernements « n'avaient pas vraiment d'autre choix que de suivre », après que l'OMS eut, « de façon un peu rapide, commencé à gesticuler, avec des communiqués quotidiens et des conférences de presse à répétition ». Même s'il leur « reproche d'avoir ensuite succombé à une surmédiatisation politique de cet événement. Il y a 800 cas répertoriés en France. C'est une plaisanterie ! Va-t-on se mettre à comptabiliser les diarrhées ? », lance-t-il [259].

C'est ça aussi qui nous a mis la puce à l'oreille : pourquoi voulaient-ils tellement cette année nous vacciner contre une grippe qui n'avait rien de plus alarmant que celle que nous attrapons tous les ans ?

L'INFO DE TROP...

C'est *Le Journal du dimanche*, dans son édition du samedi 30 mai, qui nous annonce le plan secret contre la

grippe A : « La France prépare un plan de bataille sans précédent pour cet automne avec, à la clé, une campagne de vaccination obligatoire pour tous les Français de plus de 3 mois. » [260] Les Français, mondialement connus pour leur propension à l'obéissance, se hérissent un peu. On se renseigne...

Début février 2009, Mme Bachelot, ministre de la Santé, aurait visiblement demandé à des spécialistes de droit constitutionnel si, à leur avis, une loi créant une obligation vaccinale imposée à toute la population serait contraire ou non à la Constitution [261]. Ce à quoi les experts ont, semble-t-il, répondu qu'une situation exceptionnelle comme un état d'urgence sanitaire justifiait amplement qu'on supprime les libertés individuelles ! Le professeur van der Werf, directeur de recherches à l'Institut Pasteur, déclare qu'il va falloir vacciner tout le monde et, selon Anne Laude, codirectrice de l'Institut droit et santé à l'université Paris-V-Descartes, personne « n'aurait le droit de refuser, sauf contre-indication médicale, cette vaccination » [262]. Peut-on réellement en France nous imposer une vaccination ? Il « semble » que non. L'article 36 du code de déontologie médicale précise que tout acte médical suppose le consentement éclairé du patient [263].

Mais par la résolution WHA 58.3 [264] adoptée en 2005 par l'Assemblée mondiale de la Santé, l'OMS a proclamé sa prééminence sur la souveraineté des États, qui perdraient leur autorité en cas de déclaration d'une « pandémie », remplacée par des comités de crises qui prennent en charge la santé et les infrastructures sécuritaires du pays [265]. Cette disposition s'applique à tous les 194 États qui ont signé la convention d'adhésion à l'OMS, nous en faisons bien sûr partie.

Dans ce cas, entre autres joyeusetés, le Règlement sanitaire international, dans son article 18, peut exiger « la

preuve des vaccinations ou autres mesures prophylactiques, la vaccination, le traitement, l'isolement de la personne affectée ou suspectée de l'être, le placement des personnes suspectes en observation ou en quarantaine à des fins de santé publique ».

Le sujet fait débat dans les dîners en ville ; chacun y va de sa dernière parano ! Il paraît que les procédures de vaccination obligatoire ne seront pas confiées à des médecins, mais à des étudiants volontaires et des militaires [266] ? Ni les médecins ni les hôpitaux ne pourront dispenser les vaccins eux-mêmes. Pourquoi l'Ordre des médecins, toujours prompt à dénoncer « l'exercice illégal de la médecine », se tait-il ? Il paraît que le ministre de l'Intérieur français a fait un rappel statutaire de tous les réservistes de la police, en février 2009, en vue « de graves troubles sociaux prévus pour l'automne 2009 » [267]. D'autant que les nouvelles d'outre-Atlantique sont plutôt convergentes.

Après la psychose des attentats du 11-Septembre et l'ouragan Katerina, l'équipe des néoconservateurs de l'administration Bush en a profité pour concocter le « Model State Emergency Health Powers Act » [268] ! Le bruit court qu'il pourrait être mis en application, et, dans ce cas, le refus par les Américains de se faire vacciner constituerait une infraction pénale et ils pourraient y être contraints par la force. Puisque la déclaration d'une « situation d'urgence en matière de santé publique » donne aux gouverneurs et responsables de la santé publique le pouvoir, en plus des dispositifs de l'OMS, d'arrêter les individus ; de changer les lois et les règlements de l'État, y compris celles relatives à la vie privée, aux droits de propriété ; de mobiliser des milices pour faire appliquer les mesures décidées par l'État ; d'avoir la pleine disposition de la propriété privée ou publique et des réseaux de communication ; de recueillir

et partager des informations personnelles relatives à la santé de quiconque, ainsi que les informations génétiques ; de rationner les armes à feu (inenvisageable jusque-là, malgré les tueries régulières, tant le lobby des armes est puissant), les explosifs, la nourriture, le carburant et autres boissons alcoolisées, entre autres produits. Le Massachussets aurait fait passer une loi où le refus de vaccination coûterait 1 000 dollars d'amendes et un mois de prison. L'armée américaine aurait été déployée sur tout le territoire des États-Unis. Huit cents camps [269] de concentration installés ces dernières années (pour l'instant, ils sont vides), gérés par la FEMA (Federal Emergency Management Agency), qui intervient lors des grandes catastrophes sur le territoire, attendraient les récalcitrants et des centaines de milliers de cercueils seraient stockés dans plusieurs États américains. Les scénarios les plus apocalyptiques sous la plume de ceux que les journalistes traitent dédaigneusement de « conspirationistes » se déploient sur le Net...

Les « maîtres du monde » seraient en train de nous faire croire à une menace terrible, d'entretenir un climat de peur partout dans le monde pour nous soumettre à une vaccination par la promulgation de lois martiales. Tout cela, au mieux dans le but de contrôler les populations, au pire d'en éradiquer une bonne partie ! On a du mal à s'en convaincre ! Quand le 8 septembre 2009, on découvre à la une de *Libération* que « le Syndicat de la magistrature dénonce un plan "liberticide" pour la justice ».

Le gouvernement envisagerait en cas de pandémie de grippe H1N1 de mettre en place des mesures d'exception : « Les audiences pénales pourraient être confiées à un seul magistrat, le huis clos des débats pourrait être généralisé, et les mineurs envoyés devant le tribunal correctionnel, les gens gardés à vue ne pourraient voir leur avocat qu'à la vingt-quatrième heure de détention, les délais de détention

provisoire seraient prolongés de quatre à six mois sans audience ni débat devant le juge des libertés et de la détention qui statuerait sur dossier. » Dans une lettre adressée à Mme Alliot-Marie, « le Syndicat dénonce la volonté du gouvernement de créer une justice d'exception par ordonnances gouvernementales et a présenté au journal les documents qui en attestent »[270].

Devant des mesures pareilles, on est forcés de se demander : qu'est-ce que ça cache ?

Certains pensent que les gouvernements du monde entier ont dépensé à milliers de milliards les deniers publics pour renflouer leurs amis banquiers, pris au piège de leurs agapes spéculatives. Et si la pseudo-reprise, annoncée à cor et à cri par tous les sherpas de la finance, tournait court et que, de nouveau, les banques du monde entier soient confrontées à leurs actifs pourris, entraînant une nouvelle fois les marchés mondiaux vers les plus bas… Il serait *pratique* pour les gouvernants d'utiliser les méthodes coercitives qu'offrent les lois d'exception sanitaires, pour endiguer les mouvements de colère populaire.

Entre deux maux, autant choisir le moindre ! On est presque rassurés d'entendre Jacques Attali, dans une de ses « conversations d'avenir » sur Public Sénat, le 12 octobre, expliquer que « les gouvernements vont devoir faire face à l'exaspération des citoyens : exaspération de voir que les responsables de la crise économiques sont ceux-là mêmes qu'on nous propose pour la résoudre, exaspération de voir l'augmentation du chômage, l'accroissement de la dette, les riches s'enrichir encore plus, alors que tout va coûter de plus en plus cher. Exaspération sinon plus… », conclut-il, énigmatique !

Ajouté à cela les articles de journaux des quatre coins de la planète auxquels Internet nous permet maintenant d'avoir accès et qu'on empile dans sa tête. « Qui est derrière

la mort de 21 sans-abris, dans un refuge à Grudzuadz, en Pologne, après que 350 d'entre eux ont participé pour 1,20 livre sterling à des tests médicaux pour un vaccin de H5N1 ? »[271] Novartis a prétendu que les morts n'avaient pas de lien avec le vaccin contre le virus H5N1 qui avait été testé sur 3 500 personnes, sans aucun décès. Depuis l'ouverture du procès, en juillet 2008, du personnel médical mis en cause, on n'a plus de nouvelles ! Le *Washington Post*[272] du 20 juillet 2009 déclarait : « Plus de 9 000 fioles contenants des agents pathogènes se sont avérées manquantes lors d'un inventaire effectué par l'armée américaine. Ces fioles qui étaient entreposées au Fort Detrick contenaient toutes des toxines extrêmement dangereuses : des agents pathogènes tels que le virus Ebola, le charbon, les toxines botuliques, le virus de l'encéphalite équine du Venezuela qui cause la tularémie. Entreposées dans un dispositif réfrigéré, la plupart de ces fioles n'étaient pas utilisées depuis des années. Comment est-ce possible ?

Qui sait ce qu'il y a dans ce vaccin ?

Toutes les extrapolations deviennent possibles !

Si les vaccins sont si bénéfiques et si peu nocifs, comment les autorités sanitaires expliquent-elles le nombre de décès et de réactions secondaires, le nombre de procès en cours après les campagnes précédentes ? Pourquoi ne dit-on pas que toutes les épidémies du XXe siècle ont été déclenchées par des campagnes de vaccination préalables ? Pourquoi 600 neurologues britanniques ont-ils reçu, le 29 juillet 2009, une lettre confidentielle[273] du Health Protection Agency (HPA), les invitant à être particulièrement attentifs à la future recrudescence du syndrome de Guillain-Barré (maladie neurologique dégénérative gravissime déclenchée la plupart du temps par l'acte vaccinal) comme en 1976 ? Et pourquoi cette même agence n'a-t-elle pas prévenu le

public qui va « bénéficier » de cette campagne de vaccination ? Le fait que deux des laboratoires fabricants soient déjà mis en examen dans des affaires vaccinales n'incite pas non plus à une confiance débordante ; même si la présomption d'innocence est de rigueur, comme dit le docteur Girard : « C'est comme envoyer son enfant prendre des cours particuliers avec un professeur mis en examen pour pédophilie ! »

L'OMS, dans un communiqué du 7 juillet, a recommandé que les adjuvants ASO 3 (chez Glaxo) et MF 59 (Novartis) soient utilisés pour réduire la quantité d'antigènes nécessaires et augmenter ainsi la production du nombre de vaccins ; bien que le squalène ait été interdit par un juge fédéral en 2004. Selon un rapport du professeur RF Garry (qui a découvert le lien entre le squalène et les maladies des soldats du Golfe) devant la Chambre des représentants, le vaccin Pandremix® – comme on peut le voir dans le document de l'EMEA (European Medecines Evaluation Adgency) –, en contiendrait un million de fois plus que ceux qui provoquèrent la maladie de la guerre du Golfe [274]. Ce qu'on a appelé le « syndrome de la guerre du Golfe » : 180000 GI's malades (25 % des soldats) suite à l'injection du vaccin contre l'anthrax !

En août 1991, Antony Principi, secrétaire pour les affaires des vétérans, a admis que des soldats vaccinés avec le vaccin contre l'anthrax, de 1990 à 1991, avaient eu un risque accru de 200 % de développer une SLA, (sclérose latérale amyotrophique), dénommée aussi « maladie de Charcot ou de Lou Gehrig ». Les soldats ont également souffert d'un certain nombre de maladies handicapantes et réduisant leur espérance de vie, telles la polyarthrite noueuse, la sclérose multiple ou sclérose en plaques (SEP), le lupus, la myélite transversale (un désordre neurologique causé par une inflammation de la moelle épinière), l'endocardite (une

inflammation de la paroi interne du cœur), la névrite optique avec cécité et la glomérulonéphrite (une pathologie du rein). Rien que ça !

Comment peut-on autoriser qu'il soit utilisé dans la plupart de ces vaccins contre la grippe H1N1 ?

Le squalène [275], principal composant dans le MF-59 et le ASO 3, peut induire une hyperréaction du système immunitaire et provoquer une réaction auto-immune ; « un véritable danger existe d'une activation prolongée des cellules immunitaires du cerveau (cellules microgliales). Cette inflammation du cerveau a été fortement associée à la maladie d'Alzheimer et peut être aussi l'encéphalite, liée à une vaccination. » En effet, le squalène est une molécule d'huile produite dans notre propre corps. Elle se trouve dans tout le système nerveux et dans le cerveau. Tout dépend de la manière dont il est introduit dans notre organisme. L'infection est une voie d'entrée anormale qui incite le système immunitaire à s'attaquer à tous les squalènes présents dans l'organisme et non pas seulement à l'adjuvant du vaccin. Cela crée donc une forte réaction auto-immune qui monopolise les globules blancs, laissant les sujets dans un état immunitaire déficient en cas d'attaque microbienne avenir.

Gary Matsumoto, journaliste new-yorkais qui fut plusieurs fois récompensé pour ses articles d'investigation, dit que « le squalène peut être considéré comme le déclencheur d'une authentique arme biologique. Les chercheurs soviétiques l'ont d'ailleurs baptisé "bombe à retardement biologique" ! » Matsumoto et le docteur Pam Asa avancent que « ces types d'adjuvants huileux, dont le squalène, constituent l'arme chimique la plus insidieuse qui ait jamais été conçue. » [276]

Ils ne manqueraient pas d'apprécier l'intervention [277] de Jean Marimbert, directeur de l'AFSSAPS, alors que

deux des quatre vaccins commandés par la France, le Focetria® (laboratoires Novartis) et le Pandremix® (GSK), viennent d'obtenir un avis positif des experts de l'EMEA (Agence européenne du médicament), avec une procédure accélérée, et qu'on commence à être très méfiants : « Des études cliniques effectuées chez l'homme avec des vaccins comportant ces mêmes adjuvants n'ont pas fait apparaître de signal de risque » ! On les connaît leurs études ! Selon lui, ces composés ont deux avantages : d'abord, amplifier la réaction immunitaire, ce qui permet de vacciner plus de personnes avec la même quantité. Ensuite, et là, il fallait oser : « Élargir le spectre de la protection en cas de mutation du virus » !

De même, en ce qui concerne le gp120, autre composant inquiétant du MF 59 (même fragment protéinique qui fut isolé du VIH, responsable entre autres de démence précoce chez les malades du sida) : « Des études d'autres adjuvants immunitaires utilisant des traceurs techniques précis ont montré qu'ils y entrent habituellement après vaccination. Ce que beaucoup de gens ne savent pas, même les docteurs qui recommandent les vaccins, c'est que la plupart des études de ces firmes pharmaceutiques n'observent les patients que seulement pendant une ou deux semaines après la vaccination. Ce type de réaction peut prendre des mois ou même des années avant de se manifester. »[278] La majorité des vaccins contre la grippe renferment aussi des niveaux dangereux de mercure sous la forme de thimérosal[279], un conservateur mortel cinquante fois plus toxique que le mercure lui-même, provoquant l'autisme (imputé déjà au Gardasil®), les troubles de déficit de l'attention, la sclérose en plaques, ainsi que des difficultés de langage et d'expression. Alors qu'on nous dit, depuis des années, que le mercure est dangereux, y compris dans les thermomètres ! Et qu'on connaît tous l'histoire du chapelier fou dans *Alice au pays des merveilles* !

Robert F. Kennedy Jr. dénonce dans son livre *Deadly Immunity* [280] (immunité mortelle) que depuis la conférence de Simpsonwood, en juin 2000 (réunissant les plus hautes autorités du Centre de contrôle des maladies, de la Food and Drug Administration, les plus grands spécialistes en vaccins de l'OMS et les représentants de chaque fabricant pharmaceutique, incluant GlaxoSmithKline, Merck, Wyeth and Aventis Pasteur), on SAIT que le mercure, contenu dans les vaccins est la cause d'autisme chez des milliers d'enfants. Mais qu'au lieu de les retirer immédiatement du marché, les protagonistes se préoccupèrent surtout des conséquences financières que cela aurait pour eux, pendant que le gouvernement se dépêchait de faire disparaître les données et d'empêcher, autant que possible, les parents de porter plainte. Pourtant « l'autisme touche aujourd'hui 1 enfant sur 150 aux États-Unis et bien que les scientifiques mandatés par les laboratoires aient soutenu qu'il n'y avait aucun lien avec les vaccins pédiatriques, trois juges ont été saisis de 5 000 plaintes de familles. » [281]

Et les premières populations visées par la vaccination contre cette grippe H1N1 sont les femmes enceintes et les enfants ! Pourquoi, alors que, depuis des années, elle était recommandée aux personnes âgées ! Devant l'incompréhension générale, notre ministre a sorti un autre foulard de son chapeau : le vaccin sans adjuvant, « spécial femmes enceintes » ! Donc, l'autre, le normal présenterait effectivement un danger ? Et puis : une injection ou deux, le match annulé pour cause de grippe du Paris Saint-Germain... Tant d'incohérences, de rapiéçage sur l'instant, de coups montés médiatiques... Trop c'est trop ! Ce vaccin, les Français l'ont vraiment « pris en grippe » ! Personne n'en veut !

Surtout que ça continue : comme il faut 900 millions d'œufs pour cultiver 300 millions de doses de vaccin, et qu'on risque d'être à court. Novavax a annoncé qu'ils seraient capables de faire face à n'importe quelle pandémie avec leur nouveau vaccin basé sur des « particules apparentées aux virus, » produit grâce à des techniques de modification génétique des organismes, en clair : des OGM. Il faut dire qu'ils étaient motivés, leurs pertes s'élevant à 36 millions de dollars, l'année précédente ! Et, comme par hasard leurs actions à la Bourse, sont remontées en flèche ! Cerise sur le gâteau en ces jours troubles : le journaliste américain, William Engdah [282], nous avertit que les vaccins homologués par les autorités gouvernementales de plusieurs pays d'Europe contiennent des nanoparticules, sous une forme qui attaquerait les cellules saines et pourrait être mortelle, ou du moins provoquer des dommages graves pour la santé. « En 2007, les chercheurs en bio-ingénierie de l'École polytechnique fédérale de Lausanne ont développé et breveté une nanoparticule capable de fournir des vaccins plus efficaces, avec moins d'effets secondaires, et à une fraction du coût des technologies vaccinales actuelles » [283], lit-on dans la revue *Nature et Biotechnologie*, qui nous explique : « Faisant à peine 25 nanomètres, ces particules sont si minuscules que, une fois injectées, elles circulent à travers la matrice de la membrane extracellulaire, directement vers les ganglions lymphatiques. En quelques minutes, elles atteignent une concentration des milliers de fois plus grande que dans la membrane. La réponse immunitaire peut alors être extrêmement forte et efficace. »

Mais, une fois introduites dans l'organisme, elles ne cessent de détruire les cellules. Dès qu'elles interagissent avec la structure cellulaire de l'organisme, elles ne peuvent plus être éliminées. La médecine moderne appelle ce phénomène : réaction infectieuse continue [284] !

Notez que c'est normal qu'ils aient une imagination débordante : si les effets secondaires nous rendent malades, c'est tout bénéfice pour eux, puisqu'on prendra d'autres médicaments ! C'est une façon de « fixer la clientèle », des millions de « rente à vie » pour Big Pharma !

D'un côté du monde on meurt par manque de vaccins, du nôtre, ça pourrait plutôt être l'inverse !

Jusqu'où va le complot ?

Mon peuple a péri par manque de connaissance.
(Prophète Hosé, Ancien Testament)

Avant, on trouvait tout aux Galeries Lafayettes, maintenant, on trouve tout sur le Net ! Des scientifiques au-dessus de tout soupçon et des fous qui délirent... et puis, entre les deux, des gens qui, quand on prend la peine de regarder leur parcours, leurs diplômes et les documents qu'ils soumettent à notre jugement, ne peuvent pas être balayés d'un click !

En ces jours troubles où nous, citoyens lambda de la planète Terre, sommes baladés de mensonges qui sautent aux yeux en incohérences affligeantes, d'invraisemblances en non-sens, de statistiques faisandées en déclarations imbéciles, où tout peut basculer du jour au lendemain dans le vaudeville ou la tragédie ; il faut bien chercher une explication !

Et même si ça paraît énorme, ces thèses qui dénoncent une volonté de contrôle absolu sur nos vies d'une poignée d'illuminés dangereux et incroyablement mercantiles ne viennent pas de n'importe qui !

Jane Burgermeister, journaliste scientifique très crédible, prévient le monde entier que le plus grand crime de l'histoire de l'humanité est en marche. Elle a déposé plainte [285] en avril 2009, contre l'OMS, l'ONU, Barack Obama, David de Rothschild (banquier), David Rockefeller (banquier), George Soros (banquier), Werner Faymann (chancelier d'Autriche), plusieurs des plus hauts fonctionnaires du gouvernement et des sociétés pharmaceutiques, les accusant de bioterrorisme et de tentatives visant à commettre un meurtre de masse. Pas assez stupide pour penser que sa plainte aboutira, a-t-elle voulu s'abriter dans la lumière ? N'est-elle qu'un appeau [286] téléguidé pour permettre de débusquer et griller les « complotistes » ? On pouvait se poser toutes les questions ! Jane dit détenir les preuves [287] d'actes de bioterrorisme dans lesquels ces personnes et organismes sont impliqués. Elle les accuse « de faire partie d'un syndicat international d'entreprises criminelles qui a mis au point, fabriqué, stocké et utilisé des armes biologiques en vue d'éliminer la population des États-Unis et celle d'autres pays, à des fins de gains politiques et financiers ». Et, instrumentalisant la peur d'une pandémie de grippe porcine, d'avoir planifié un meurtre de masse par la vaccination forcée, avec des vaccins contaminés volontairement, pour provoquer intentionnellement des maladies mortelles, visant à entraîner une réduction de 5 milliards d'êtres humains en dix ans. D'après elle, cette action s'inscrit en violation directe avec « The Biological Weapons Anti-terrorism Act » (loi antiterroriste sur les armes biologiques de 1989) et constitue un acte de terrorisme et de haute trahison. Elle met en cause les sociétés pharmaceutiques Novartis et Baxter et affirme que la pandémie de grippe porcine repose sur « un mensonge massif » et qu'il n'y a aucun virus naturel pouvant constituer une menace pour la population. Elle présente des preuves montrant que les virus de grippe aviaire et porcine ont, en fait, été créés

par bio-ingénierie dans les laboratoires, grâce aux financements accordés, entre autres, par l'OMS et par des organismes gouvernementaux et diffusés avec l'aide de l'OMS et que cette dernière a une responsabilité écrasante et de tout premier ordre concernant la pandémie.

Elle affirme que leur plan est de répandre la terreur afin de justifier le fait de contraindre les gens à renoncer à leurs droits et à les obliger à être mis en quarantaine massivement dans les camps [288] de la FEMA (Federal Emergency Management Agency). Les maisons, les entreprises, les propriétés et les terres des victimes seront confisquées par ce syndicat [289]. D'abord, on reste abasourdi et puis on se demande si c'est du délire ou du courage et de la clairvoyance. Mais les premiers à raconter les camps d'extermination nazis, on ne les a pas crus, non plus. Pour se demander des années après : comment a-t-on pu laisser faire ça ? Comment nos parents et grands-parents peuvent-ils prétendre qu'ils n'étaient pas au courant ?

Très vite, elle n'est plus seule à dénoncer et de nombreuses autres personnalités, scientifiques, politiques, chercheurs, journalistes avancent l'idée d'un programme de dépopulation programmée, *via* la pandémie de grippe A/H1N1 et surtout, *via* les vaccins qui seront contaminés. Jean-Jacques Crèvecœur, spécialiste en physique quantique, n'hésite pas à dire que, « si nous ne nous défendons pas, nos jours sont comptés » [290]. Incitant les citoyens de tous les pays à s'informer, car « seuls les noms des lois et des ministres diffèrent, mais ce sont les mêmes compagnies pharmaceutiques qui imposent leurs lois iniques et liberticides à des politiciens devenus pantins et hommes de paille ».

Le docteur Rima E. Laibow [291] – qui dirige le secteur médical de la Fondation des solutions naturelles, un groupe

de vigilance citoyenne qui surveille l'industrie pharmaceutique et a été récompensé par le Carlton Lee Award de l'American Academy of Environmental Medicine – affirme : « The danger my friend is in the vaccin » (il n'y a pas de pandémie, c'est le vaccin qui est dangereux) parce qu'en dehors des effets secondaires, lui seul peut générer la pandémie ; et qu'il est impossible de créer un vaccin contre un virus qui n'existe pas encore : « Si un vaccin contre la grippe aviaire est développé dans sa forme pandémique, cela signifie que le virus pandémique devait déjà exister avant », accusait-elle déjà à l'époque. Elle remarque aussi que, en avril 2008, dans la revue *Nature Chemical Biology* (vol. 4-248-255), quatre chercheurs expliquaient qu'à une température extérieure de 30 °C, la membrane du virus de la grippe est désorganisée, ce qui ne lui permet pas d'être contaminant. « La transmission virale est freinée à 20 °C et elle est quasiment nulle à 30 °C. » Comment veut-on, dans ce cas, nous faire croire que le virus de la grippe A, renaissant de ses cendres, a ressurgi l'été, squattant des pays chauds ? Elle appelle tous les citoyens des 194 pays appartenant à l'ONU à résister contre « le ministère des mensonges » et à signer, tant qu'il est temps, des pétitions partout dans le monde, disant que l'on refuse la vaccination. Elle dit, de sa voix douce : « Ça leur a pris des années pour nous mettre des chaînes [montrons-leur] qu'il ne prend qu'un jour pour les briser », consciente que si nous nous retrouvions tous en ligne et qu'on nous dise : « C'est le vaccin ou la mise en quarantaine », beaucoup se laisseraient faire ! Sylvie Simon, d'une autre manière, nous avertit : « S'il y a quelque chose à éradiquer, c'est la peur, c'est elle qui fait que les dictatures tiennent ! » Barbara Loe Fisher, du NVIC (National Vaccination Information Center), prévient : « Les citoyens de tous les pays sont aisément manipulés par des médecins et des politiciens qui répandent la peur sous prétexte de contrôler les

maladies pour répondre à des desseins qui découlent d'idéologie, de pouvoir et de profits, plutôt que de santé. Ces médecins ne savent toujours pas pourquoi le vaccin contre le virus porcin de 1976 a paralysé tant de personnes. Cela prouve bien qu'ils n'ont pas la moindre idée de ce qui peut advenir avec le futur vaccin qu'ils n'ont pas testé. » Gary Matsumoto les rejoint : « Il est inconcevable de constater que l'OMS, les États-Unis, ainsi que les autorités d'autres pays répandent mensonges, tromperies et hystérie pour permettre aux grandes compagnies pharmaceutiques la diffusion de dangereux vaccins et autres médicaments auprès de personnes qui ne se doutent de rien, ouvrant peut-être ainsi la porte à la maladie et à une mort précoce. » [292]

Le docteur Rebecca Carley [293] dont l'unique enfant a eu le cerveau endommagé après une vaccination, a quitté son métier de chirurgien, après avoir constaté que les vaccins induisaient des dommages du système immunitaire, pour se consacrer à des traitements visant à renverser ces dommages par l'homéopathie et autres suppléments naturels. Elle a offert 10 000 dollars à tout promoteur de vaccins qui viendrait la confronter sur sa radio sur le Net et réfuterait les documents qu'elle a écrits. Personne ne s'est présenté. « En résumé, déclare-t-elle, ils essaient de causer la pandémie. Ils ont déjà stocké plus de 250 millions de doses de vaccins de grippe aviaire. La durée de vie de ces vaccins est limitée. Alors ils vont tenter de faire démarrer cette pandémie rapidement, pour enfin vacciner les gens, ce qui causera la pandémie. [...] Lorsqu'on regarde ce qui s'en vient, c'est un génocide. C'est une réduction de la population et ça se passe maintenant [...] ceci est vraiment intentionnel, parce que le virus H5N1 de la grippe aviaire n'a pas la capacité de contaminer des humains dans un scénario normal. Donc, en le combinant avec un virus de la grippe humaine saisonnière (H3N2),

ils essaient intentionnellement de créer l'hybridation entre les deux virus. Et c'est de cette façon qu'ils vont faire attraper le virus de la grippe aviaire au monde, parce qu'il est très virulent. »

Comme elle, nombre de scientifiques « indépendants » ont alerté l'opinion mondiale. Le docteur Leonard G. Horowitz [294] écrit lui aussi que « si la grippe aviaire devient réellement une pandémie redoutable, ce sera à la suite d'une volonté politique délibérée ». Il accuse les autorités de « génocide médicalement assisté », indiquant qu'ils sont en train de fabriquer un vaccin « dont l'effet sera précisément de répandre cette pandémie dans le monde entier, afin de réduire la population mondiale ». Il explique qu'un « bioterrorisme » d'État est parfaitement compatible avec une guerre bactériologique menée par un État et ses industries et relayée par les médias qu'ils contrôlent.

Témoin, en 2003, de la pneumonie atypique (SARS), il raconte que cette maladie est apparue venant d'Asie. On disait qu'elle provenait de supergermes, mutants, qui allaient provoquer la disparition du tiers au moins de la population mondiale. « Or cette épidémie possédait toutes les caractéristiques d'une nouvelle expérimentation sociale conduite par des bioterroristes en blouse blanche », affirme-t-il, expliquant qu'elle est faite pour endoctriner les masses pour les amener à accepter une politique de santé qui n'avait d'autre but que l'enrichissement de certaines multinationales et certains objectifs à visée eugéniste des autorités. Il ajoute : « Pour avoir découvert les liens étroits qui existaient, sur les plans financier et administratif, entre les organisations suivantes, j'ai constaté que l'OMS, les Nations unies, la famille Rockefeller, la Fondation Carnegie, et les principaux dirigeants de l'industrie pharmaceutique mondiale, ont contrôlé la recherche canadienne et la lutte menée au Canada contre

cette épidémie. » Il constate que les pandémies sont toujours apparues dans un certain contexte économique et politique, que l'épidémie de pneumonie atypique a fait avancer le programme politique du nouvel ordre mondial beaucoup plus vite que tout autre problème de santé publique et que les agents bactériologiques qui en étaient la cause « sont toujours mystérieusement apparus au sein de structures secrètes associant certains milieux militaires, médicaux et de la biotechnologie. » Ayant témoigné devant le Congrès américain dans d'autres affaires de santé publique, il a été confronté aux méthodes de l'industrie pharmaceutique pour influencer et contrôler nos représentants économiques et politiques. Il explique : « La folie croissante du monde qui nous entoure correspond étrangement aux recommandations des penseurs du nouvel ordre mondial, qui favorisent les "désastres sans guerre". » Idéologie qui sévit depuis la fin des années soixante, dans les principaux milieux industriels, qui ont commencé à chercher une forme de guerre plus "propre", réalisant que les dégâts provoqués par les désastres naturels, les superouragans, les épidémies, ou la guerre bactériologique et génétique, étaient politiquement plus "gérables" et économiquement plus "rentables" que les effets des guerres classiques. Il nous rappelle que les laboratoires Roche (Hoffman-LaRoche), reconnus coupables, en 1999, de malversations en ce qui concerne la fourniture de vitamines sur le marché mondial, faisaient partie du cartel pétrochimique et pharmaceutique issu de l'IG Farben, de sinistre mémoire [295] ; que « John D. Rockefeller s'est joint à Prescott Bush [le grand-père de George W. Bush, NdA], ainsi qu'à la famille royale anglaise, pour financer les initiatives "d'amélioration de la race" qui ont donné naissance aux programmes "eugéniques" [296] d'Adolf Hitler. Au cours de cette même période, la famille Rockefeller a pratiquement monopolisé l'industrie pharmaceutique

américaine, ainsi que les laboratoires de lutte contre le cancer et de recherche génétique. »

Il est vrai qu'après la guerre, l'eugénisme a plutôt une odeur de soufre, mais on en entend reparler de plus en plus avec le thème de la surpopulation mondiale, et les « programmes démographiques », soutenus par la Fondation Rockefeller, les Nations unies et l'OMS ; et plus récemment avec les réunions discrètes d'un petit comité appelé le « Good Club », constitué de personnages fortunés et influents. Le dernier sommet [297] de ces philanthropes milliardaires, organisé à l'initiative de Bill Gates, le cofondateur de Microsoft, le 5 mai 2009 à New York, réunissait Warren Buffet, spéculateur milliardaire et financier de la Fondation Gates ; David Rockefeller ; Michael Bloomberg, maire de New York et fondateur de l'agence d'information financière du même nom ; Peter Peterson, fondateur du groupe financier Blackstone ; Julian Robertson, patron du fonds Tiger Management ; John Morgridge, ancien PDG de Cisco Systems ; Eli Broad, spéculateur immobilier ; David Rockefeller Jr., fils du premier ; Ted Turner, fondateur de CNN ; et Oprah Winfrey, animatrice phare de la télé américaine. Un des participants, nous dit le *Times,* a confié qu'ils étaient parvenus à un consensus pour mettre en place une stratégie « dans laquelle la croissance démographique serait attaquée comme menace écologique, sociale et industrielle ». Les participants ont aussi souligné leur « besoin d'être indépendants des agences gouvernementales qui se révèlent incapables d'affronter le désastre que tous nous voyons venir ».

Le fait que Margaret Chan (la directrice de l'OMS) ait rencontré toutes ces fondations qui parlent ouvertement d'eugénisme, dès sa prise de fonction en janvier 2007, démontre, pour le moins, leur importance, alors qu'ils ne

sont pas élus, et qu'ils ne sont soumis à aucun contrôle ! Est-ce une thèse si absurde de penser qu'Ils pourraient être tentés de « tuer deux oiseaux avec la même pierre » ? Faire des bénéfices colossaux et, en même temps, œuvre humanitaire en réduisant la population mondiale !

POURQUOI PAS UNE PETITE GUERRE BACTÉRIOLOGIQUE !

Pas contre un ennemi invisible, un groupuscule terroriste, un envahisseur. Et si l'ennemi c'était NOUS, coupables d'être trop nombreux sur cette terre. Qui sont les fous ? Ceux qui les en croient capables ou les Illuminés qu'ils dénoncent ? Certaines déclarations interpellent, celle de Robert McNamara [298] par exemple : « Il faut prendre des mesures draconiennes de réduction démographique contre la volonté des populations. Réduire les taux de natalité s'est avéré impossible ou insuffisant. Il faut donc augmenter le taux de mortalité. Comment ? Par des moyens naturels : la famine et la maladie. »

Ted Turner dans une interview accordée à *Audubon Magazine* en 1996 : « Une population totale de 250-300 millions de personnes, un déclin de 95 % par rapport aux présents niveaux, serait idéal. » [299]

David Rockefeller, le 23 septembre 1994 : « Nous sommes à l'orée d'une transformation globale. Tout ce dont nous avons besoin est une crisc majcurc appropriée, et les nations accepteront le nouvel ordre mondial. » [300]

Naomi Klein (écrivain et journaliste canadienne) écrit : « La crise, comme toutes les crises, lorsqu'elles sont provoquées, a pour avantage de faire voter des lois qui, dans des contextes de paix relatives, n'auraient jamais été votées. » [301]

Dans la préface de sa biographie – *Si j'étais un animal* –, le prince Philip d'Édimbourg a écrit que « dans l'éventualité où je serais réincarné, je voudrais revenir comme un virus mortel, afin de contribuer en quelque chose pour résoudre la surpopulation » [302].

Et c'est bien dans le « Project for a New American Century » [303], la bible de l'ancienne administration Bush, concoctée par Paul Wolfowitz, Dick Cheney, William Kristol, Donald Rumsfeld et quelques autres, que l'on peut lire : « [...] des formes avancées de guerre biologique qui peuvent cibler des génotypes spécifiques peuvent transformer la guerre biologique d'un royaume de la terreur en un outil politiquement pratique. »

On n'arrête pas le progrès !

Délire ou réalité, il existerait des vaccins à cristaux liquides ?

« L'idée est d'injecter dans l'organisme de l'ADN nu, c'est-à-dire des séquences d'ADN répétitives (cet ADN peut être synthétique) qui sont des supports d'informations cellulaires sur lesquels on vient greffer soit des séquences d'ADN viral, soit des gènes codants pour des protéines virales ou bactériennes. L'intégration de ce patrimoine génétique à nos cellules est très rapide et on ne peut plus contrôler ensuite les synthèses protéiques qui se font, puisqu'elles sont intégrées à notre patrimoine. » Certains indiquent que cet ADN étranger implanté par vaccin constitue une « antenne » programmable de l'extérieur dans un but non pas humanitaire de santé, mais bien de contrôle des populations à des fins politiques extrêmement douteuses.

« Ces technologies de modification du comportement des populations (voire de ralentissement du système immuni-

taire ou de production de toxines mortelles) à l'aide de fréquences gigahertziennes (micro-ondes) existent et sont notamment relayées par l'injection de cristaux liquides et l'implantation d'une puce électronique sous-cutanée, pour court-circuiter la conscience individuelle. » [304]

Et puis : la RFID ou identification par radiofréquences [305]. Michel Alberganti, journaliste au *Monde*, en charge des technologies, aborde ce thème dans son livre *Sous l'œil des puces – La RFID et la démocratie* [306]. Cette technologie encore peu connue par le grand public, mais qui représente peut-être la nouvelle étape du contrôle systématique des biens et des personnes.

« La multiplication des technologies de surveillance, d'analyse du comportement et de stimulation de la consommation va-t-elle bouleverser notre vie quotidienne au cours des prochaines années ? » [307] Il nous présente cette technologie nouvelle, l'identification par radiofréquences, ou RFID, qui commence à se développer en France à grande échelle dans l'indifférence générale. Qui sait que le passe Navigo de la RATP ou le boîtier Liber-T permettant le passage sans s'arrêter au péage des autoroutes utilisent déjà la RFID ? Et que cela permet à la société qui exploite les autoroutes (APRR) d'identifier chaque usager dès lors qu'il utilise ces systèmes très pratiques.

« Demain, chaque produit manufacturé sera équipé d'une puce RFID. Ces dernières communiqueront par radio avec des ordinateurs qui pourront analyser les déplacements de chaque consommateur. La police disposera d'un moyen supplémentaire de surveillance de la population. Quelle société engendrera une telle généralisation de systèmes d'espionnage de la vie privée ? Que restera-t-il des libertés individuelles ? Le spectre de Big Brother est-il en train de ressurgir sous la forme de Small Brothers ? » [308]

« Dans un monde de fichiers de plus en plus interopérables et renseignés sans discrimination, dans un monde où les "technologies de l'intelligence" permettent les interpolations, les croisements et les déductions les plus fines, où la figure du terroriste justifie tous les reculs des libertés civiques, l'apparition d'une technologie créant un lien immédiat, transparent et précis entre le monde physique et le monde de l'information est effectivement lourde de menaces. » [309]

Immanquablement, les recherches aboutissent à la société VeriChip [310], qui a déposé une marque du même nom pour une puce électronique de la société Applied Digital, en forme de grain de riz, qui peut être insérée sous la peau des êtres humains. Le composant comporte un numéro d'identification unique à seize chiffres qui peut être consulté à distance par un lecteur de données spécifiques. Ce lecteur peut ensuite se connecter à des serveurs informatiques, afin de récupérer des informations personnelles sur la personne implantée (groupe sanguin, allergies, maladies, nom, numéro de dossier médical pour un hôpital ; compte bancaire, crédit, placements financiers si on l'utilisait pour les distributeurs automatiques, etc.) L'implantation se fait sans douleur par une opération très rapide qui ressemble à un vaccin. Ce genre de technologie est déjà utilisé, par exemple, pour le marquage du cheptel bovin, des animaux domestiques, pour suivre des baleines pendant leurs déplacements, et plus récemment dans des hôpitaux américains, et certaines discothèques espagnoles.

On apprend que, dans le cadre de la mise en place de certaines de ces applications, l'entreprise VeriChip est associée aux projets de RTLS 2006-2016 (Real-Time-Locating-System) qui vise à suivre informatiquement les RFID, éventuellement même par satellite. Et puis que le

revenu annuel de VeriChip Corp. (une filiale de Applied Digital) est passé de 3 millions de dollars en 1990 à 40 millions en 2004 pour ses systèmes de « protection infantile » baptisé HUGS (câlins !) se basant sur une utilisation de cet implant électronique sous-cutané.

Selon un communiqué de presse de VeriChip Corp., en date du mercredi 31 mai, cet implant « est modulaire dans sa conception, ce qui permet aux infrastructures d'y ajouter des fonctions si nécessaire ». Pas besoin d'être « conspirationiste » pour voir tout de suite les implications que cela peut avoir ! Et le danger !

Au menu de ces fonctions : identification, support d'une monnaie (on lirait notre puce comme moyen de paiement à la caisse des supermarchés par exemple, de la même façon qu'ils scannent les codes barres), localisation du porteur, modification du comportement, déclenchement de charge virale à distance... On ne s'imagine pas vraiment « marqués » comme du bétail ! Mais on suit l'info. Et le matin du 23 septembre 2009, à l'ouverture de la Bourse : surprise ! Le cours des actions de VeriChip Corp. a été multiplié par six dans les trois derniers jours. Qu'est-ce que ça cache ?

Bingo ! La société VeriChip, associée à Receptors LLC, vient de se voir attribuer la licence exclusive de deux brevets concernant la fabrication d'une puce sous-cutanée capable de détecter la présence du virus H1N1 dans l'organisme ! Ou ils sont devins ou tout le monde savait depuis des mois qu'il allait y avoir une pandémie H1N1 ? Les sociétés viennent de publier un Livre blanc intitulé : « Un Système de capteurs intégrés pour la détection des biomenaces provenant des pandémies, des maladies émergentes et du bioterrorisme. » Et dans la foulée, après avoir acquis Steel Vault, VeriChip est devenue : PositiveID !

Fallait le trouver ! C'est quand même nettement plus vendeur, ça inspire confiance ! En voilà une découverte géniale : en période de « pandémie » et « de loi martiale », rendre la puce sous-cutanée indispensable pour toute personne souhaitant se protéger de l'épidémie que « l'on » nous annonce de plus en plus destructrice... Alors qu'Obama se bat comme un diable pour faire voter son ambitieuse réforme sur la santé offrant la quasi-gratuité pour tous, la simplification des démarches (qui devraient donc être computerisées). La puce arrive à point ! Que vont choisir les millions d'Américains sans couverture sociale, à votre avis ?

La campagne de pub a déjà commencé dans plusieurs pays vantant toutes les qualités du système : facile, commode, sécurisant... et bien sûr, là non plus on ne nous parle pas des effets secondaires : nocivité, suppression des libertés et de la vie privée, surveillance, pistage, flicage, contrôles permanents ! On ne peut pas ne pas penser à la « marque de la Bête » qui, selon les prédictions apocalyptiques bibliques, serait insufflée sur tous les êtres humains et toutes les marchandises, comme une soumission à tous les Maîtres du mercantilisme [311]. Saint Jean, en exorde de ce chapitre, précise : « Que celui qui a de l'esprit comprenne le nom de la bête. »

Toutes ces dispositions ne seraient que le « préambule » à la mise en place d'une organisation mondialiste qui, elle, ne cache pas son NOM (nouvel ordre mondial) ! Cette tentative de prise de pouvoir matériel et spirituel aboutissant au marquage des hommes, comme le sont les différents bétails depuis de nombreuses années, a été dénoncée explicitement par Aaron Russo [312] qui, dans une vidéo, accuse nommément Nick Rockfeller d'être au moins au courant.

Il explique comment ils sont devenus amis, partageaient des conversations et comment Nick a essayé de le recruter

pour faire partie du « Council on Foreign Relations » et devenir ainsi « un des leurs » au lieu de continuer à les combattre au travers de ses films, et de vouloir éduquer les petites gens. Disant d'eux, enfin de la plupart d'entre nous: « Ce sont des serfs, qu'est-ce que tu en as à foutre ? » Aaron ne comprend pas et demande à Nick Rockefeller: « Tu as tout, l'argent, le pouvoir, quel est le but de tout ça ? » « Le but est que tous les gens aient une puce pour contrôler toute la société [...] nous croyons que la société doit être contrôlée par les élites [...] mais ne t'inquiète pas, toi tu auras une puce spéciale qui te désignera comme l'un des nôtres, tu seras intouchable... » Il explique aussi comment ils ont financé tous les mouvements féministes, pas du tout parce qu'ils trouvaient légitimes que soient reconnus les droits des femmes, mais pour deux raisons: si les femmes travaillaient, l'éducation des enfants passerait plus tôt sous l'influence du pouvoir et puis ils avaient pris conscience du manque à gagner quand seulement la moitié masculine de la population générait des impôts ! Un jour, Nick avait amené la conversation sur le sujet de la surpopulation de la planète, disant qu'il faudrait réduire le nombre d'êtres humains de moitié; Aaron admet, comme nous tous, avoir été d'accord sur l'évidence « bien que je ne croie pas avoir le droit de décider qui doit mourir ou vivre ! »

Et si c'était vrai, si la seule chose qui manquait à ces richissimes puissants était ce pouvoir suprême !

Sans aller jusque-là, la RFID, qui nous est bien sûr présentée comme une découverte censée simplifier notre vie, est dans l'actualité immédiate avec tout ce qu'elle comporte de menaces. Pour preuve, les réponses de Jacques Attali, dans ses causeries sur Public Sénat, interrogé sur la puce RFID le 8 novembre 2008: « [...] ce qu'on peut imaginer c'est tout ce qui permettra, soit de façon positive,

soit de façon inquiétante de surveiller les gens [...] sous forme de bracelet pour identifier les nourrissons, éviter les kidnappings, suivre les gens qui ont des troubles de mémoire et demanderont à être suivis. »

— Est-ce qu'on ne va pas vers des problèmes d'éthique, d'intégrité physique ? demande la journaliste.

— On peut imaginer que chaque individu accepte, volontairement ou sans le savoir, une puce en lui qui contiendrait toute une série d'infos sur lui, qui permettrait à la fois de payer tout, de tout savoir et donc de libérer de toutes formes de contrainte...

— Est-ce qu'on pourrait imaginer une traçabilité universelle, un organisme qui contrôle, régule le stockage des données à travers tous les pays du monde ?

— Grande question... vrai problème, parce que toutes ces technologies ne sont pour l'instant pas compatibles, peut-être est-ce même souhaitable ? [...] puisque la protection de la vie privée exige l'incommunicabilité des fichiers et l'incompatibilité est le meilleur moyen de protéger contre l'incommunicabilité [...] Il y aura aussi pour chacun d'entre nous l'exigence morale et matérielle de vérifier en permanence qu'on n'est pas connecté à un réseau où l'on ne souhaiterait pas de l'être...

— Est-ce qu'on peut imaginer un détournement de cette technologie vers des objectifs moins bienveillants ?

— Il y a mille façons de l'imaginer... qu'on le mette sur des personnes pour tracer l'immigration légale ou pas...

Dès aujourd'hui, ça existe, il y a le célèbre exemple de cette discothèque à Barcelone qui a implanté une puce à ses clients qui peuvent ainsi entrer, sortir, payer leurs consommations avec un passage de scan sur le bras ; Optag qui l'inclut dans ses cartes d'embarquement pour pister les

« serial shoppers » dans les aéroports, responsables des retards dans les décollages...

Mais revenons au sujet qui a fait naître toutes ces peurs, avec une anecdote un peu plus drôle.

Jock Doubleday [313], au lieu de se perdre en conjectures, a lancé, depuis quelques mois, un challenge à tous ces responsables qui se disent uniquement préoccupés de nous sauver. La proposition fait sourire quand on a un peu fait le tour de la machination, mais peut-être est-ce la plus sérieuse, en tout cas la plus directe, pour confondre tous ces traîtres au visage et aux intérêts masqués derrière leur titre intouchable, à défaut de dignité, et qui nous abreuvent de mensonges ou se mettent aux abonnés absents ? Il offre 240 000 dollars au premier docteur en médecine américain, président de compagnies pharmaceutiques ou membre de l'association des cadres de l'industrie pharmaceutique (ACIP) qui boirait publiquement un mélange des ingrédients ajoutés aux vaccins dans les mêmes dosages que ceux que reçoivent les enfants de 6 ans, d'après la réglementation du centre de contrôle et de prévention des maladies US. On peut constater que ça ne se bouscule pas trop au portillon ! Depuis des mois que le challenge est en cours, et que les enchères montent, il n'y a eu aucun candidat ! Il pose pourtant juste deux questions anodines : pourquoi les médecins ne boiraient-ils pas les poisons qu'ils injectent quotidiennement aux enfants ? Pourquoi les présidents de laboratoires, les membres du CDC ne boiraient-ils pas les ingrédients ajoutés aux vaccins, qu'ils nous disent sans danger ?

Aux dernières nouvelles, il a élargi le principe à tous les membres des gouvernements et organismes de santé qui demandent à leurs citoyens d'expérimenter les vaccins H1N1 sans en vérifier l'innocuité, à tous nos députés qui ont entériné l'immunité accordée aux firmes pharmaceu-

tiques, à tous les experts véreux qui se permettent de salir leurs confrères honnêtes… toujours sans succès ! Preuve, s'il en fallait, que « l'absence de preuve n'est pas la preuve de l'absence » !

Arrière ! Toute !

On change de tactique : Roselyne Bachelot donne l'exemple en se faisant vacciner devant les caméras ; la vaccination sera volontaire, pour notre bien et celui de notre prochain.

Les écoles ne sont plus fermées et les centres de vaccination sont bourrés… Pourtant, deux mois plus tard, le résultat se passe de commentaires : à peine 5 millions de doses ont servi, 7 % de la population s'est laissé avoir ! Les médecins sont conviés trop tard à la fête !

Comme a dit Jacques Chirac en d'autres circonstances : « Ça a fait pschitt » !

Donc, « on va revendre les vaccins, résilier les commandes en cours », annonce madame la ministre le 4 janvier au *20 heures* de TF1. En gros, un AMM nouveau pour combien de doses reprises ? Mais, ils ne désespèrent pas, il paraît que l'épidémie pourrait revenir ! Et qu'elle s'étend même : « Le nombre de pays touchés par la grippe pandémique continue d'augmenter », nous avertit Mme Fadela Chaib, porte-parole de l'OMS.

C'est vrai qu'il reste le Tamiflu® à écouler. On ne sait jamais, des fois que ceux qui n'ont pas voulu des merveilleux cocktails vaccinaux aient brusquement quelques symptômes, on nous rappelle qu'il existe encore des médicaments pour mourir guéris…

Les plus connus sont le zanamivir (Relenza®) chez GlaxoSmithKline et surtout l'osteltamivir (Tamiflu®) des laboratoires Roche.

« Roche », qui indiquait dès le début de l'alerte à la « pandémie » être en train de « renforcer » sa production du Tamiflu® et pouvoir, pour contenter la demande, fabriquer jusqu'à 4 milliards de comprimés par an, selon un porte-parole. En supplément des 220 millions de doses déjà disponibles dans le monde. La firme avait profité ces dernières années des commandes d'États cherchant à augmenter leurs stocks de Tamiflu® pour faire face à une éventuelle épidémie de grippe aviaire. Avec la fin de ces commandes, le chiffre d'affaires du Tamiflu® avait reculé de 68 % l'an dernier. Pour certains analystes comme Luc Olten, de Helvea, « les prévisions de ventes de Tamiflu® qui étaient de 900 millions de francs suisses (597,3 millions d'euros) en 2009 pourraient s'avérer bien plus hautes, car Roche "va certainement profiter" des effets de la grippe porcine ! » [314] Sans blague ! La pandémie nouvelle arrivait... à point !

Et bien sûr, aux dires de l'OMS et de la Direction générale de la santé en France, le Tamiflu® était efficace aussi contre le virus de la grippe porcine. Le contraire nous eut étonnés !

Or, selon le Centre américain pour le contrôle et la prévention des maladies d'Atlanta (CDC), aujourd'hui, les virus de la grippe de souche A sont majoritairement devenus résistants aux composants de ces antiviraux. Ce qui rendrait ce médicament inefficace en cas de pandémie [315].

Mais, alors que son peu d'efficacité sur les autres virus de la grippe a été dénoncé par l'Institut Cochrane [316] et que toutes les campagnes d'utilisation de ce produit ont plutôt révélé des effets toxiques (problèmes rénaux, hépatiques et désordres psychologiques et neuronaux), et le pauvre bénéfice qu'il procure (réduction de un jour de la durée de

la fièvre), le CDC n'hésite pas à clamer que le Tamiflu®, « ça marche » contre ce nouveau virus porcin monstrueux et dont ils ne connaissent rien ! Ce qui scandalise le docteur Girard qui évoque « des études [317] plus récentes fournissant des éléments extrêmement préoccupants tendant à montrer que, par rapport au virus "porcin" spécifiquement, ce médicament puisse agir comme stimulateur de virulence [...]. En d'autres termes, il existe des éléments expérimentaux et cliniques compatibles avec l'hypothèse que Tamiflu® puisse agir comme élément fortement aggravant – peut-être fatal – chez des patients souffrant de grippe porcine. » [318]

Pour parodier une phrase célèbre de Coluche : « Tous les champignons [médicaments] sont comestibles, certains une fois seulement ! »

Mais le Tamiflu® est la principale source de revenus de M. Donald Rumsfeld, ex-secrétaire à la Défense de M. Georges Bush [319]. C'est d'ailleurs fin 2004 que la vente de ce produit, qui avait plutôt fait un bide, va exploser à l'occasion du « retour en force » de la grippe aviaire dans le Sud-Est asiatique ; l'OMS va en effet recommander aux gouvernements d'investir dans des stocks d'antiviraux, surtout de Tamiflu®. Croulant sous les commandes, Roche va multiplier sa production par dix sur trois ans.

Qui était aux manettes ?

Alors que les gouvernements mondiaux constituent des stocks pharaoniques de Tamiflu®, les auteurs d'une étude publiée, le 10 août 2009, par le *British Medical Journal* [320] appellent le département de la Santé britannique à reconsidérer de façon urgente leur politique dans le cadre de la pandémie due au nouveau virus A/H1N1. En effet, 15 ados japonais avaient eu un comportement suicidaire pendant le traitement, notamment par défenestration et quelque 80 décès avaient été rapportés sans que la responsabilité de ce

médicament puisse être exclue. Même en l'absence de preuve dircctc, le gouvernement japonais a recommandé en 2007 de ne pas prescrire cette molécule chez les enfants et adolescents. La FDA, de son côté, a signalé en 2005 des effets indésirables, neuropsychiatriques, sur des enfants et adolescents : délire, hallucinations, convulsions et trouble du comportement. En 2006, 103 notifications ont été signalées et on a constaté trois décès.

Le passé de Rumsfeld ne plaide pas en sa faveur. En 1976, c'était lui le « grand architecte » du plan de vaccination contre la grippe porcine où, en quelques semaines, 46 millions d'Américains furent vaccinés avec ce vaccin expérimental responsable d'au moins 110 décès et d'environ 4 000 cas de maladie de Guillain-Barré. En 1981, alors que la FDA avait reconnu un lien de causalité entre l'aspartame et la survenue de paralysies, cécité, névrites, dysfonctions sexuelles, asthme, fatigue chronique et mort, Donald Rumsfeld, alors dirigeant de Searle Corporation, appuya de tout son poids politique pour que ce poison neurotoxique et mortel reçoive de nouveau l'autorisation de mise sur le marché de la FDA.

C'est lui aussi, en 2001, qui a initié la campagne de vaccination contre la variole qui a dû être suspendue discrètement six mois plus tard en raison de la survenue de nombreux décès et d'accidents cardiovasculaires, tandis que Gilead obtenait d'importants marchés publics dans le cadre de la prévention des attaques chimiques et biologiques lors de la guerre d'Irak. Et lui encore, derrière Georges Bush, qui hurlait « au loup » plus exactement à la grippe aviaire en 2004... et, qui vient récemment de promotionner ce plan de vaccination générale contre une maladie « fabriquée » avec un vaccin expérimental non testé [321] !

Depuis le début de l'arnaque – hormis *L'Humanité, Le Canard enchaîné, Libération,* Yves Calvi et *C'est dans l'air* sur France 5, France 24, et Daniel Mermet dans *Là-bas si j'y suis* sur France Inter et *Le Parisien* –, la presse en France, dans son ensemble, est exemplaire ! Parfaits béni-oui-oui des autorités et de leurs experts nommés pour la bonne cause, ils reprennent, par exemple, qu'en Ukraine, un virus grippal (est-ce le A/H1N1 ?) se propage fortement, mais ils ne parlent pas de l'opposition très marquée du gouvernement polonais ni des critiques du ministre de la Santé Ewa Kopacz et du Premier ministre Donald Tusk portant sur la sécurité des vaccins, le refus des laboratoires d'en accepter la responsabilité, leur absence de transparence et les magouilles de leurs contrats [322]. Nos médias soutiennent tous à l'unisson le discours de Roselyne Bachelot et de ses experts, que l'on sait déjà au mois de novembre entachés de conflits d'intérêts [323]. Il suffit cependant de lire la presse étrangère pour voir à quel point nous sommes désinformés, à quel point le message implicite qui nous est transmis est celui d'un consensus mondial.

L'Express du 12 au 18 novembre, qui n'a pas de scrupule à mettre en lettres rouges et grasses à la une « Grippe A, la vérité sur le vaccin », est un modèle du genre, reprenant un par un tous les lieux communs que nous débite déjà le ministère, et même après avoir mis le doigt sur les liens d'intérêts entre l'expert Bruno Lina, délégué général du Geig (groupe d'expertise et d'information sur la grippe) et les laboratoires, les deux auteurs GC et VO n'y voient qu'« une subtilité qui échappe à beaucoup » ! La réaction d'un grand reporter à TF1 depuis plus de vingt-cinq ans, précise-t-il, concernant la plainte de Jane Burgermeister est aussi édifiante ! Voici *in extenso* la réponse de M. Jean-

Marc Pillas [324], publiée sur le blog de TF1 à un auditeur qui reproche aux médias de ne pas relayer l'information :

« Monsieur,

Vous aurez remarqué que nous ne sommes pas le seul organe de presse à *ignorer* cette information. La raison en est très simple. Les journalistes, conformément à leur code déontologique, n'ont pas à rendre compte de toutes les théories conspirationnistes qui circulent sur Internet. Encore une fois, ces mêmes "conspirationnistes" se servent d'Internet pour diffuser leurs théories de complots abracadabrantes. C'est tout à l'honneur de la presse professionnelle de ne pas les relayer. »

Chacun sa définition de la déontologie journalistique !

Ce n'est pourtant pas si fréquent que quelqu'un intente un procès au président américain, à l'OMS... pour génocide. Ça vaut bien le temps et la place accordés par la « presse professionnelle » à *Secret Story* par exemple ! Il est vrai que, pendant qu'ils sont en train d'essayer d'éclaircir l'humanité, en France, il se passe des choses bien plus importantes comme la candidature de Jean Sarkozy à la tête de l'établissement public d'aménagement de la Défense (EPAD), les déboires de Roman Polanski et puis, autre question vitale : Frédéric Mitterrand, notre ministre de la Culture, doit-il être accusé de pédophilie ?

« Si les Ricains n'étaient pas là, nous serions tous en Germanie... », chantait Sardou en 1960. Et s'il n'y avait pas eu des whistleblowers, quelques courageux lanceurs d'alerte qui ont dénoncé au fur et à mesure tous les mensonges et les scandales liés à ce vaccin, et Internet, qui fait qu'on ne peut plus empêcher l'information de circuler, qui sait comment l'histoire aurait tourné pour nous ? Je

pense particulièrement à Éléna Pasca, de Fondation sciences citoyennes et l'excellent site Pharmacritique, à Sylvie Simon, Marc Vercoutère, et au docteur Marc Girard, qui nous ont inlassablement apporté les analyses nous permettant de comprendre, et les preuves scientifiques et celles des conflits d'intérêts permettant de prendre la main dans le sac tout ce joli monde ! Et, à l'étranger : Leonard Horowitz, Jane Burgmeister, William Engdahl, dont on ne peut plus dire qu'ils sont fous. Face à nos élites du prêt-à-penser qui continuaient à se pavaner dans un intellectualisme complaisant – en France, « on tombe à la renverse d'admiration dès qu'un grand ponte ouvre la bouche »[325] – c'est à eux que l'on doit, et à d'autres un peu partout dans le monde, d'avoir éveillé la conscience et d'avoir fait reculer leur machination.

La vérité est comme les fesses, on est obligé de s'asseoir avec. (Proverbe africain)[326]

Les firmes n'attendaient qu'une chose, c'est que l'OMS déclare la pandémie pour activer tous leurs agents infiltrés dans les agences sanitaires, les pouvoirs publics, les organisations professionnelles, les comités qu'elles sponsorisent, les leaders d'opinion et les journalistes qui font des « ménages » pour l'industrie... le temps était venu pour eux de renvoyer l'ascenseur !

Leur zèle a porté ses fruits : 1 milliard de doses de vaccin commandées à travers le monde ; 94 millions de doses par les autorités françaises pour 871 millions d'euros, sans compter les masques, le Tamiflu® et les frais de publicité, de logistique et autres, qui portent, paraît-il, l'ardoise à près de 2 milliards. La Russie a dépensé plus de 4 milliards de roubles pour lutter contre le nouveau virus, l'Allemagne 700 millions d'euros... à part la Pologne, tous les pays ont plongé ! Hier encore, les fabricants annonçaient fièrement leurs résultats : 1 milliard d'euros en 2009 pour GSK pour

son vaccin Pandremix® ; entre 270 et 475 millions d'euros escomptés par Novartis.

La charge est venue de Wolfgang Wodarg, président du Comité santé du Parlement européen, qui a obtenu en cette fin janvier 2010, à l'unanimité, qu'une enquête sur la corruption au sein de l'OMS soit faite. Dans une interview à Bruno Odent du journal *L'Humanité* du 7 janvier, il affirme : « Nous voulons savoir qui a décidé, sur la base de quelles preuves scientifiques, et comment s'est exercée l'influence de l'industrie pharmaceutique dans la prise de décision. [...] les institutions nationales et internationales sont aujourd'hui discréditées, car des millions de gens en bonne santé ont été vaccinés avec des produits présentant d'éventuels risques pour leur santé. »

Les auditions ont commencé, à Strasbourg, au Conseil de l'Europe avec Keiji Fukuda, le numéro deux de l'OMS, alors qu'est étalé au grand jour le réseau de corruption directe ou indirecte dont les noms circulaient grâce aux lanceurs d'alerte depuis octobre. D'abord « Klaus Stöhr, qui était le chef du département épidémiologique de l'OMS à l'époque de la grippe aviaire et qui a donc préparé les plans destinés à faire face à cette pandémie, était devenu entre-temps un haut cadre de Novartis. Des liens semblables existent entre GSK ou Baxter et des membres influents de l'OMS. Ces grandes firmes ont "leurs gens" dans les appareils et se débrouillent ensuite pour que les bonnes décisions politiques soient prises. » [327] Différents comités conseillent Margaret Chan, directrice générale de l'OMS.

D'abord le Strategic Advisory Group of experts (SAGE) qui conseille l'OMS sur les stratégies à adopter en matière de politique vaccinale, composé de quinze scientifiques qui ne rendent compte qu'à Margaret Chan (c'est sur leur recommandation qu'elle a annoncé le 1er juin le niveau 6 de pandémie, décision qui a poussé les gouvernements à

acheter des stocks massifs de vaccins). Or, trois d'entre eux sont rémunérés par les laboratoires : un Finlandais, Juhani Eskola, qui travaille pour Novartis et GSK ; un Jamaïcain, Peter Figueroa, professeur à la faculté de Kingston qui a reçu une allocation de recherche de Merck ; et un Chinois, Malik Peiris, qui émarge à la fois chez Sanofi, Baxter et GSK. Les fabricants de vaccins, évidemment [328].

Ensuite dans le Comité de vaccination grippe A, créé en avril 2009, deux des experts ont des liens [329] avérés avec les fabricants de vaccin : l'Anglais Neil Ferguson, professeur de médecine à l'Imperial College, rémunéré par Baxter, GSK et Roche et le Néerlandais, Albert Osterhaus, le grand médecin de référence aux Pays-Bas sur l'épidémie, qui est actionnaire majoritaire d'une société de biotechnologie Viroclinics développant les vaccins et antiviraux, traitements contre la grippe A.

Un autre comité technique qui est chargé de donner des avis à Margaret Chan sur l'évolution de la pandémie est dirigé par le virologue français Bruno Lina, qu'on a vu aux côtés de Roselyne Bachelot lorsqu'elle a lancé la campagne vaccinale, et à différentes reprises prendre la parole pour inciter à la vaccination. Le docteur Lina est en effet président du Comité scientifique du Geig (groupe d'expertise et d'information sur la grippe) et à ce titre expert officiel du ministère de la Santé français.

Le Geig, créé en 1979, se présente comme une association régie par la loi 1901, mais contrairement à ce qu'il revendique sur son site, ce n'est pas ce qu'on peut appeler une association indépendante. Selon des informations du *Parisien* du 29 octobre, « ce groupe est en effet financé à 100 % par cinq laboratoires qui fabriquent des vaccins contre la grippe. Son directeur général n'est autre que Bertrand Verwee, le directeur marketing de Sanofi Pasteur MSD, le département vaccin du géant pharmaceu-

tique français. “Effectivement, nous finançons le Geig, reconnaît Bertrand Verwee. Sanofi Pasteur prend à son compte 50 % du budget annuel du Geig, qui s’élève à 400 000 euros. Le reste est réglé par quatre autres laboratoires également producteurs de vaccins contre la grippe : GSK, Novartis, Pierre Fabre et Solvay”. » Bruno Lina répond à Marc Payet du *Parisien* : « j’ai des collaborations avec les laboratoires Roche, Sanofi et BioMérieux, mais je ne vois pas où est le problème [...]. Lorsque je donne un conseil à la ministre en matière de stratégie de vaccination contre la pandémie, je garde toute mon indépendance. » On y croit ! On imagine bien les firmes assurer le financement d’une association qui dirait du mal de leurs produits, depuis trente ans !

La ministre est aussi conseillée par le Comité de lutte contre la grippe, créé en France, par décret, le 25 juillet 2008, pour décider des mesures à mettre en œuvre en relation avec l’épidémie. « C’est ce comité qui, en septembre 2009, a préconisé une vaccination massive, avec des priorités : les personnels hospitaliers, les femmes enceintes... » Parmi les dix-sept experts qui le composent, nommés sur décision de la ministre, six d’entre eux ont perçu, en 2009, des rémunérations personnelles des laboratoires : Jean-Claude Manuguerra, président du groupe, chercheur à l’Institut Pasteur, est aussi rémunéré par Roche ; Jean-Louis Bensoussan, directeur des groupes régionaux d’observation de la grippe, rémunéré aussi par Roche ; Sylvie van der Werf, chercheuse à l’Institut Pasteur par GSK ; Brigitte Autran, professeur de médecine à la Pitié-Salpétrière par Sanofi Pasteur ; Catherine Weil-Olivier, pédiatre par Sanofi, GSK et Roche, Jean Beytout, professeur de médecine à Clermont-Ferrand par Novartis.

Tous ces experts à Paris, comme à l’OMS à Genève, ne voient pas ce qu’on leur reproche, ils admettent leur lien

avec l'industrie, mais considèrent que cela n'affecte en rien leur indépendance d'esprit. Il faudrait en parler aux experts qui se sont fait virer purement et simplement d'une firme pour avoir osé conclure d'une évaluation qu'ils étaient chargés de mener, qu'elle n'était pas favorable au produit ! Et l'on retrouve le sénateur François Autain qui veut lancer une enquête parlementaire sur le sujet ! Franchement, comment tous ces médecins, choisis parce qu'ils étaient spécialistes du sujet, pourraient faire croire qu'ils étaient de bonne foi en criant à la pandémie jusqu'à ces derniers jours, alors que 93 % de la population qui n'y connaissait rien, avait compris depuis longtemps que c'était de l'intox ! (Le nombre de décès attribués à la grippe A/H1N1 s'élevait, le 5 décembre 2009, à 1 035 morts en Union européenne, 12268 au niveau mondial, et 124 pour la France en incluant les DOM).

Le docteur Dominique Depagne, ainsi que Pharmacritique, dénoncent aussi depuis longtemps les associations de médecins et même de patients sponsorisés par les laboratoires : « À propos, où se cache donc le docteur Bruno Toussaint, directeur de *Prescrire* ? Où se cache le docteur Philippe Foucras, président du Formindep (et l'association tout entière, d'ailleurs), alors que cette histoire de vaccination n'est qu'une immense affaire de conflits d'intérêts, d'intérêts privés imposés par Novartis, GSK, Baxter, CSL, Roche, Sanofi Aventis, etc. Les grandes prétentions de "défense de l'intérêt de la santé des patients" ne seraient-elles faites que pour l'image et les apparitions médiatiques ? Ils ne se prononcent pas, alors que des dizaines de millions de Français – pour ne parler que d'eux – sont concernés par les conséquences directes des conflits d'intérêts qui vont de l'OMS à nos experts du Comité technique de vaccination et du HCSP (Haut Conseil de la santé publique) ? » [330]

Partout, les experts sont « mouillés » : ainsi, par exemple, le professeur Sir Roy Anderson en Angleterre, l'expert en charge des urgences virales, est grassement appointé par les laboratoires GlaxoSmithKline au salaire annuel de 116 000 livres sterling [331]. Le *Washington Post* [332] du 14 juin révélait que, « parmi les législateurs dont dépendra le succès du projet de réforme de santé d'Obama, trente d'entre eux auraient des liens financiers avec l'industrie pharmaceutique. Le montant de leurs investissements dans différents laboratoires s'élèverait pour chacun à plusieurs millions de dollars. Jane Harman, par exemple, qui siège à la Chambre des représentants, détient des actions dans une vingtaine d'entreprises du secteur pharmaceutique, pour un total de 3,2 millions de dollars. Harry Reid, le leader de la majorité au Sénat américain, possède des investissements évalués à 50 000 dollars. »

Tous ces gens-là ont poussé les gouvernements à accepter les coûts faramineux des vaccins, imposés par les laboratoires, « mais ça, c'est uniquement le côté financier, il y a aussi le côté humain », celui des personnes qui ont été vaccinées avec des produits élaborés dans l'urgence aux AMM, baclés. « Mais il y a plus grave, explique Wolfgang Wodarg. Le vaccin élaboré par la société Novartis a été produit dans un bioréacteur à partir de cellules cancéreuses. Une technique qui n'avait jamais été utilisée jusqu'à aujourd'hui. » Il explique que les virus sont cultivés en général sur des cellules vivantes pour pouvoir se multiplier, mais que ce procédé est lent et aurait nécessité beaucoup d'œufs. Pourtant, dans la culture en bioréacteur, « la cellule a été tellement bouleversée dans son environnement et sa croissance qu'elle croit comme une cellule cancéreuse [...] et pour fabriquer le vaccin, il faut extraire à nouveau les virus de ces cellules sur lesquelles ils ont été implantés. Et il peut donc se produire que durant le processus de fabrication du vaccin, des restes de cellule cancéreuse demeurent dans la

préparation. [...] Il ne peut donc pas être exclu que des protéines, restes d'une cellule cancéreuse, présentes dans un vaccin fabriqué par bioréacteur, n'engendre une tumeur sur la personne vaccinée. Selon un vrai principe de précaution, il faudrait donc, avant qu'un tel produit ne soit autorisé sur le marché, avoir la certitude à 100 % que de tels effets sont réellement exclus. On ne l'a pas fait. » Optaflu® a obtenu l'autorisation de l'AME (Agence européenne du médicament) sous le prétexte que ce mode de fabrication ne constituait pas un risque « significatif » et peut donc être utilisé partout dans l'Union européenne [333].

« Comment pourrait-on encore laisser la production de vaccins et la conduite de ces productions à des organisations dont l'objectif est de gagner le plus possible d'argent ? », conclut Wolfgang Wodarg. Et comment pourrait-on les croire quand ils nous disent qu'un vaccin est sûr ?

Un polar grandeur nature

Les armes silencieuses.

Plus fort que John Le Carré [334]

Comme le relate William Engdahl, au début des années quatre-vingt-dix, selon un rapport de l'Institut mondial de la vaccination, l'OMS supervisa des campagnes de vaccination massives contre le tétanos, programme financé par la Fondation Rockefeller, au Nicaragua, au Mexique et aux Philippines. Le Comité Pro Vida du Mexique commença à suspecter des motifs cachés derrière le programme de l'OMS. Décidant de tester quelques doses vaccinales, il y trouva de la gonadotrophine chorionique humaine (HCG), hormone naturelle nécessaire à la poursuite de la grossesse.

Or, combinée à des transporteurs de toxines du tétanos, elle stimulait la formation d'anticorps anti-HCG, ce qui rendait une femme incapable de mener sa grossesse à terme et provoquait une forme d'avortement déguisé. Des rapports analogues, concernant des vaccins associés à l'hormone HCG provenaient également des Philippines et du Nicaragua. Le Comité Pro Vida trouva d'autres faits curieux dans le programme de vaccination de l'OMS. Le vaccin contre le tétanos n'avait été inoculé qu'à des femmes de 15 à 45 ans, pas aux hommes ni aux enfants. Aucune des femmes, à qui il était inoculé, n'était avertie de ses propriétés contraceptives et l'OMS n'en avait aucunement l'intention. Pro Vida continua ses recherches et apprit que la Fondation Rockefeller, en collaboration avec le Conseil à la population, la Banque mondiale, le programme de développement de l'ONU, la Fondation Ford et d'autres encore, travaillaient depuis vingt ans à un vaccin anticonceptionnel utilisant comme support de l'hormone HCG, le vaccin contre le tétanos, ainsi que d'autres vaccins. L'Institut national de la santé (NIH), agence gouvernementale américaine, fournissait l'hormone HCG, pour certaines expériences de vaccination anticonceptionnelle. Dans un article du 11 juin 1988, intitulé « Des essais cliniques de vaccin anticonceptionnel réalisés par l'OMS », le très respecté journal britannique *The Lancet* confirmait les résultats du Comité Pro Vida du Mexique. En septembre 2001, Epicyte, petite firme biotech de San Diego, tint une conférence de presse au cours de laquelle elle annonça avoir créé le « must » en termes de culture OGM : le maïs contraceptif. « Nous avons un silo plein de maïs producteur d'anticorps anti-spermatique », se vanta Mitch Hein, président d'Epicyte. Cette annonce spectaculaire passa inaperçue des grands médias... [335]

En Argentine : « [...] Ainsi, les “gentils” chercheurs de GSK ont testé leur vaccin contre la pneumonie sur des

milliers d'enfants et ce n'est que le 10 juillet 2008 que la presse locale a appris que, dans la dernière année, plus de douze bébés étaient morts après avoir été injectés avec ce vaccin. » [336] Aux dernières nouvelles, ils n'auraient pas interrompu les essais pour autant... Excusez-moi, je dois être trop sensible, mais je ne vois pas comment on peut être un homme et planter une aiguille dans le bras d'un bébé, pour voir quel sera le résultat ! Ils peuvent toujours nous dire qu'il faut bien qu'il y ait des expérimentations.

En 1996, le Nigeria connaît une triple épidémie de méningite, rougeole et choléra qui fera au total plus de 11 000 morts. Une des pires de l'histoire du pays. À cette époque, le groupe pharmaceutique américain Pfizer développe un antibiotique, le Trovan®, dont l'entreprise espère qu'il pourrait être efficace en administration orale pour le traitement de la méningite et, pourquoi pas, devenir un de ces médicaments vedettes qui assurent la fortune des groupes pharmaceutiques. Cependant, il lui faut encore faire des tests cliniques pour obtenir une éventuelle autorisation de mise sur le marché de la part de l'autorité américaine compétente, la Food and Drug Administration (FDA) ; l'épidémie nigériane lui offre cette occasion et l'hôpital des maladies infectieuses de la ville de Kano, les 200 petits malades qui serviront de cobayes. Bilan : 11 enfants morts et 189 handicapés [337]. Plizer a accepté de verser 75 millions de dollars aux autorités locales !

Pourquoi nous aimeraient-ils davantage ?

Passons sur les faits qui tendent à prouver que le sida [338] est un virus créé par l'homme grâce à des techniques de génie génétique et introduit délibérément [339], ou par accident, dans les vaccins utilisés en 1978 lors de la campagne de vaccination expérimentale contre l'hépatite B des homosexuels de Manhattan, puis en Afrique centrale, lors de campagnes de vaccination patronnées par l'OMS. Que

le virus de la pneumonie atypique a été créé artificiellement car il synthétise deux virus connus, celui de la rougeole avec celui des oreillons, un exploit irréalisable hors d'un laboratoire moderne. Que le virus du Nil serait une arme bactériologique [340]; isolé en 1937 dans la jungle d'Ouganda, puis envoyé à New York aux laboratoires de l'université Rockefeller, (il provient de la même région géographique que le virus Ebola de triste réputation et s'insère dans ce qu'on appelle le cœur de la région sidatique originelle en Afrique, où les militaires américains ont mené des « expériences médicales » entre 1950 et 1970).

Les tribus indiennes d'Amérique sont elles aussi soumises à de nombreuses vaccinations. Elles possèdent de grandes étendues de terres que les multinationales voudraient bien récupérer pour leur bénéfice. Je les connais bien pour avoir vécu quelque temps chez les Navajos à Monument Valley, dont le chef de Navajo Tribe et la princesse Navajo m'amenaient voir les hectares bétonnés recouvrant les déchets radio-actifs enfouis par les multinationales après avoir contaminé les enfants et les troupeaux, en me disant : « For us, it's Father Sky and Mother Earth, for these corporations, the land is money ! » (Pour nous, Indiens, le ciel est le père et la terre est la mère, pour ces corporations la terre c'est de l'argent.)

Ghislaine Lanctôt [341] raconte à ce propos : « Dernièrement, je rencontrai un groupe de femmes autochtones pour leur parler de santé. Le sujet des vaccinations vint sur le tapis. Je leur fis part de certaines informations à ce sujet quand, brusquement, l'infirmière du groupe me confia que le gouvernement fédéral leur accordait toute liberté dans la gestion de leur santé, mais à une condition expresse : qu'elles respectent scrupuleusement les programmes de vaccination pour tous. Un grand silence se fit... Nous venions toutes de comprendre. Peut-on penser à une

meilleure arme que la guerre biologique pour se débarrasser de peuples embêtants dont on veut conquérir le territoire ? »

Ce n'est certainement pas par humanisme que les cartels pharmaceutiques nous poussent à la vaccination et vont la pratiquer dans les pays pauvres. Sainte OMS décide de campagnes de vaccination contre une pseudo-épidémie pour que les fabricants puissent tester de nouveaux produits sur un grand échantillonnage de population. « Prenons l'Afrique comme exemple. Nous constatons la disparition presque complète (50 % de morts, prédisent les plus optimistes, 70 % de morts, les moins optimistes) de certains peuples africains. Comme par hasard, il y en a plusieurs dans la même région : Zaïre, Ouganda, extrême sud du Soudan. En 1967, à Marburg, sept chercheurs, travaillant sur des singes verts d'Afrique, sont morts frappés d'une fièvre hémorragique inconnue. En 1969, comme par hasard, la même maladie tue un millier de personnes en Ouganda. En 1976, une nouvelle fièvre hémorragique inconnue tue dans le sud du Soudan, puis au Zaïre. [...] Au cours du procès intenté à la CIA, le docteur Gotlieb, cancérologue, a reconnu avoir déversé, en octobre 1960, une grande quantité de virus dans le fleuve Congo (au Zaïre) pour le polluer et contaminer les populations qui utilisaient son eau. Le docteur Gotlieb a été nommé à la tête du NCl (National Cancer Institute). » [342]

Une info qui vient de tomber, drôle au premier abord, mais dont on voit immédiatement les suites qu'elle pourrait avoir : le futur yaourt aromatisé au vaccin dont nous parle « la veille technologique internationale » édité par l'ambassade de France aux USA : un chercheur de la Northwestern University Feinberg School of Medicine (Illinois) a développé un nouveau vaccin oral en utilisant des bactéries que l'on trouve dans les yaourts et les

fromages. Ces résultats publiés dans un numéro récent du *Proceedings of the National Academy of Science* ouvrent la voie au développement de vaccins à prise orale [343]. Ils n'auront même plus à trouver une excuse pour nous enfoncer une aiguille dans le bras !

La vaccination est une arme, une des plus dangereuses au service de la guerre biologique et, depuis des années, l'ingénierie génétique se voit attribuer d'énormes fonds de recherche. Les applications à l'armée et à la défense sont immédiates : par exemple cibler les gens d'une certaine race, « trouver un vaccin qui provoque une maladie chez l'ennemi contre laquelle nous avons déjà le vaccin ! Ce qui permettrait d'envoyer des troupes déjà vaccinées contre le vaccin meurtrier qu'elles diffuseraient chez l'ennemi. » La raison, sans doute pour laquelle on retrouve l'armée derrière toutes ces recherches.

Les bio et nanotechnologies

Une enquête datant d'octobre 2004 du magazine *Biofutur* sur le bioterrorisme et la manipulation des gènes fait froid dans le dos : Patrice Binder, médecin chef au service de santé des armées, et André Ménez, chercheur au CEA affirmaient : « Les micro-organismes génétiquement modifiés sont une source potentielle d'agents biologiques pour des terroristes. » Le choix est infini, expliquent-ils : « On peut se servir soit de micro-organismes anodins pour leur faire produire une toxine bactérienne, animale (scorpion) ou végétale (ricine), soit de micro-organismes résistant aux antibiotiques (antiviraux), aux vaccins classiques, qui deviendraient inefficaces ; ou de micro-organismes exprimant des antigènes déjouant les systèmes de détection ou de diagnostic standard. » Comme le titre du *Monde* l'annonçait déjà en 2002 : « Les OGM, ça sert aussi à faire la guerre » [344].

On peut, par exemple, « insérer les gènes de la toxine du choléra dans le génome d'une bactérie inoffensive telle *Escherichia coli* », « greffer des éléments du virus du sida dans le virus de la grippe. » [345] « On peut prendre aussi le virus du rhume, y incorporer une portion de gène d'une toxine de scorpion, par exemple, et en faire quelque chose de plus dangereux que le banal coryza. » [346] La recherche ayant encore avancé, on peut aussi modifier une bactérie pathogène pour qu'elle ne soit pas reconnue par le système immunitaire, ou même « introduire un virus silencieux dans le génome d'une population donnée, virus qui serait réveillé ultérieurement par un signal chimique » [347]. « [...] L'idée, explique David Sourdive, un spécialiste français de l'étude des génomes, est de réaliser une arme ciblée sur une population choisie et préalablement "marquée" par un virus. » [348] Pas besoin d'explication pour comprendre l'intérêt militaire qu'il peut y avoir à une telle application. Ni, je suppose, de continuer la liste des horreurs... Le génie génétique permet maintenant, en manipulant le génome des agents classiques de la guerre biologique – peste, maladie du charbon, anthrax... –, de les rendre beaucoup plus dangereux qu'ils ne le sont déjà. Avec le spectre toujours présent que ces découvertes puissent tomber dans de mauvaises mains alors que ces travaux, considérés comme des avancées dans le domaine médical et industriel, sont publiés dans les journaux scientifiques ! Ainsi, en décembre 1997, dans un article de *Vaccine*, des savants russes ont expliqué comment ils avaient modifié génétiquement une souche de maladie du charbon de façon à la rendre insensible aux vaccins existant contre cette bactérie ; la revue *Science* explique comment, en juillet 2002, des chercheurs du département de génétique moléculaire et de microbiologie de New York ont réalisé la synthèse chimique de l'ADN du virus de la polio, « à partir de séquences d'ADN achetées par correspondance et d'une formule chimique

trouvée sur Internet »[349]. Suite au 11-Septembre, la psychose s'est emparée des gouvernements occidentaux, craignant alors une attaque bioterroriste à la variole, dont la carte génétique du virus avait été publiée en 1992 ; conduisant les États-Unis à vacciner des millions de personnes et la France à acheter d'énormes stocks de vaccins !

Les recherches des microbiologistes portent aussi sur les peptides, des molécules encore plus petites que les protéines, dont le rôle dans l'organisme est de réguler la production d'autres molécules. Parmi elles, les hormones. Celles-ci, ce n'est un secret pour personne, influent sur nos humeurs, nos émotions et notre sommeil. Le contrôle des peptides apporte donc une nouvelle arme biologique au pouvoir incapacitant, c'est-à-dire permettant de neutraliser un adversaire, mais aussi d'influer sur nos humeurs et notre comportement. « Les recherches sont abondantes dans ce domaine, notamment au CEA (Direction des sciences du vivant), où l'on travaille au clonage et à la synthèse de gènes produisant ces toxines d'un nouveau genre, afin d'apprendre à s'en prémunir »[350]. Mais est-ce seulement dans le but de s'en prémunir quand je tombe, ce matin, sur une émission de Fox News America, qui répertorie, dans les innovations les plus importantes en 2009, le japon, qui envisageait d'ajouter du lithium dans l'eau du robinet, comme aux USA y est ajouté du fluor depuis des décennies. Tranquillement, le docteur Archelle Georgiou explique que c'est « un concept très intéressant » permettant de changer l'humeur d'une communauté d'une façon réellement positive en la rendant plus docile et plus euphorique, de faire baisser le taux de suicide. Rien sur l'éthique ni les effets secondaires d'un tel projet[351] ! J'apprends aussi et – même si ce n'est pas l'endroit, je ne peux pas ne pas vous faire partager la découverte – que non seulement la plupart de la nourriture est irradiée (juste quelques secondes !) pour tuer les bactéries, mais qu'une dépêche de l'Associated Press, reprise par

ABC News, informe que la nouveauté, c'est un virus additif qu'ils vont pulvériser sur la viande avant de la conditionner. En effet, les conditions sanitaires dans les élevages et abattoirs intensifs étant déplorables et la source de nombreuses contaminations avec les excréments des animaux, au lieu de continuer à rincer la viande à l'eau de javel... ils vont l'asperger d'un virus mis au point pour « bouffer » les bactéries [352] !

Avec raison, semble-t-il, « de nombreux spécialistes craignent davantage une autre forme de bioterrorisme : celle qui ciblerait l'agriculture. « Des armes tournées vers la production agricole seraient beaucoup plus efficaces, dit David Sourdive. D'abord, l'effet de déstabilisation d'une maladie agricole est garanti et bien connu : voyez par exemple ce qui s'est passé avec la fièvre aphteuse en 2001. Et puis l'agriculture est plus vulnérable parce qu'elle présente beaucoup moins de diversité génétique que les populations humaines. Le travail sur les maladies agricoles était déjà un des principaux programmes de recherche d'armes biologiques pendant la guerre froide, tant aux États-Unis qu'en URSS. » [353]

Les OGM agricoles sont aussi un bon support des agents bactériologiques militaires : les États-Unis ont mis au point, dans le cadre de leur lutte contre la drogue, une version génétiquement modifiée d'un champignon, *Fusarium oxysporum*, qui détruit la plante d'où l'on extrait la cocaïne. Malgré la levée de boucliers des mouvements écologistes comme le Sunshine Project et de la communauté internationale qui ont dénoncé les effets dévastateurs sur la biodiversité très riche des terres colombiennes que ce champignon pourrait avoir, les États-Unis essaient encore de l'utiliser en Colombie, en épandage par avion, associé à toutes sortes d'herbicides dont le glyphosate et autres défoliants chimiques, produisant les dégâts que l'on imagine sur les

populations autochtones. De 2000 à 2004, environ 37 000 hectares de cultures vivrières situées à la frontière nord de l'Équateur ont en effet été touchés par des nuages toxiques, voyageant à partir de la Colombie, sur des distances de plusieurs kilomètres. De nombreux graves problèmes de santé et décès ont été rapportés chez les paysans. Bien que le lien de causalité soit difficile à établir [354], comme d'habitude ! Même chose en Asie centrale, où un laboratoire d'Ouzbékistan a trouvé un champignon capable de s'attaquer au pavot, largement cultivé dans la région et notamment en Afghanistan. La guerre agrobiologique est donc elle aussi en train de se banaliser à notre nez et à notre barbe [355] !

Comme l'écrivait Hervé Kempf dans *Le Monde* : « Stephen Hawking, savant mondialement connu depuis que sa *Brève histoire du temps* s'est vendue à près de 10 millions d'exemplaires, expliquait, le 16 octobre 2001, dans un article au *Daily Telegraph*, la gravité de la situation : “Si le 11-Septembre a été quelque chose d'horrible, affirmait-il, il n'a pas menacé la survie de l'espèce humaine, comme le font les armes nucléaires. Mais, sur le long terme, je suis plus préoccupé par la biologie. Les armes nucléaires nécessitent de grandes usines, alors qu'on peut faire des manipulations génétiques dans un petit laboratoire. Il est impossible de contrôler tous les laboratoires du monde. Le danger est que, par accident ou volontairement, nous créions un virus qui nous détruira.” [356]

En attendant, sous couvert d'innovations scientifiques ou de défense, sont fabriquées les armes les plus meurtrières qui soient. Et les armes, ça tue ! Aux États-Unis, la lutte contre le bioterrorisme a représenté une enveloppe financière de 5 milliards de dollars entre 1998 et 2001 et 3,5 milliards de dollars en 2003. L'effort porte notamment sur la recherche et le développement, avec la mise en place

du programme « BioShield », dont les fonds – 6 milliards de dollars sur dix ans, dont 1,3 milliard en 2003 – sont gérés par les NIH (National Institutes of Health). « Inauguré en 2004, il s'appuie sur diverses entreprises pharmaceutiques, faisant d'elles des partenaires de défense. Celles-ci sont chargées de fabriquer des produits permettant de faire face aux principaux risques : bacille du charbon, variole, tularémie, toxine botulique, fièvres hémorragiques et peste. Ces maladies sont propagées par des germes spécifiques, pour lesquels il faut concevoir des remèdes spécifiques. Le projet BioShield repose donc sur le principe : "One bug, one drug". Cela doit être un partenariat public/privé pour être efficace » [357], résume Anthony Fauci, principal architecte de BioShield et directeur du National Institute of Allergy and Infectious Diseases. Même galère, même punition ? On ne peut pas ne pas penser qu'un jour Big Pharma étant à cours de trésorerie…

En France, on a le plan Biotox [358], activé par le gouvernement français depuis octobre 2001, dont les objectifs sont : « Le renforcement de la détection des attaques, de la décontamination et de la production d'antidotes. » « Ce n'est pas pour rien que la production d'antidotes est le dernier de la liste. Face à un virus OGM de type inconnu, il n'existera pas d'antidotes. Ni de vaccins. En attendant, on peut toujours mettre du chlore, produit cancérigène, dans l'eau potable. » [359] « Le programme Biotox a changé le goût de l'eau. Pour neutraliser une éventuelle contamination des réseaux par la toxine botulique (la plus mortelle), les distributeurs ont reçu pour consigne d'augmenter la chloration de l'eau à 0,3 mg par litre, pour atteindre 0,1 mg par litre au robinet. » [360] Toutefois le rapport du Sénat de 2005 n'est pas très rassurant : « […] Quant au professeur Raoult, il indique la marche à suivre, mais si l'on en croit ses propos recueillis au cours des auditions à ce sujet, il n'y aurait pas de programme spécifique de lutte contre le bioterrorisme

en France. Pire, à l'inverse de la situation américaine, le ministère de la Défense ne finance pas de programmes de recherche [...]. Il m'a également été rapporté que les laboratoires de l'armée ne se préoccupaient pas de la protection de la population civile, du ressort du ministère de l'Intérieur, qui ne finance aucun programme de recherche. » [361] Heureusement, Alain-Jean Georges, directeur du laboratoire Biomérieux, Lyon [362], assure : « Il est absolument impossible qu'un virus sorte par accident du laboratoire. Le risque zéro n'existe pas, mais il reste purement théorique. »

Justement, on a eu l'exemple, il n'y a pas si longtemps ! Aux États-Unis, en octobre 2001, une série de lettres piégées à l'anthrax, fait cinq morts. Un mois après le 11-Septembre, c'est l'affolement général dans la population. On a vu les intérêts de Carlyle, Bush et Ben Laden dans le vaccin contre l'anthrax. Voyons l'histoire : au centre des soupçons, le centre militaire de Fort Detrick, près de Washington. Plus exactement le laboratoire P4 de l'USAMRIID, (Institut de recherche sur les maladies infectieuses de l'armée américaine). Le terme P4 désigne les laboratoires conçus pour manipuler des virus généralement mortels. « Alors même que l'USAMRIID participe à l'enquête sur les lettres contaminées, il est également soupçonné d'être la source potentielle du charbon – et peut-être le repère du terroriste lui-même. La souche du bacille, nommée « Ames », qui était contenue dans les lettres, a été cultivée ici après avoir été isolée chez une vache texane, même si par la suite elle fut envoyée à plus d'une douzaine de laboratoires. » [363] Et il existe sept laboratoires P4 dans le monde, dont un en France, basé à Lyon et le seul laboratoire français spécialisé dans les recherches biologiques militaires se trouve à La Tronche, près de Grenoble, le plus important d'Europe, construit en 1999 par la Fondation Mérieux.

En résumé, qu'elles soient dispersées à tout vent, dans l'industrie et l'agriculture, ou gardées sous secret militaire dans des laboratoires, comme l'affirme Marc Filterman [364] : « Les armes secrètes de ce nouveau millénaire risquent d'être des aliments et virus génétiquement modifiés. » Et les bioterroristes existent, mais sont-ils toujours ceux qu'on veut bien nous faire craindre ?

Le prochain challenge est dans les nanotechnologies : « Après la miniaturisation apportée par les microtechnologies, les nanotechnologies [365] permettront des avancées significatives pour l'étude du vivant. À l'échelle du nanomètre, les dimensions du monde biologique (molécules telles que acides nucléiques et protéines) sont atteignables par des nano-outils physiques ou chimiques, et permettent de repousser les frontières de notre connaissance. » [366] Si les risques des bio et nanorecherches font l'unanimité auprès des scientifiques, la recherche se poursuit plus que jamais, mais toujours présentée dans ses applicationssans limite comme humaniste et désintéressée ! Nul doute que ces armes de destruction massive passionnent l'armée ; si discrètes et si peu chères comparées aux armes chimiques ou nucléaires. Nous sommes tous vulnérables aux risques biologiques. Pas de problème, l'État s'en occupe, « les bionanotechniciens inventent les "antidotes" » : capteurs, traceurs, puces sous-cutanées, nano-caméras, biopuces... pour nous protéger. « Contre les risques générés par la "high-tech", produisons davantage de "high-tech" ! La science et la technologie sont devenues les meilleures alliées de la police. » [367]

Microbiologiste : un métier à risque

Dans les cinq mois suivants les attentats du 11 septembre 2001, marquant un véritable tournant dans la conduite de la politique mondiale, c'est-à-dire entre novembre 2001 et

février 2002, onze microbiologistes de renommée internationale sont morts mystérieusement [368]. Ces chercheurs n'appartenaient pas à une nationalité particulière, mais ils avaient un dénominateur commun : celui d'être à la pointe de l'étude des virus, de la biologie cellulaire, des séquences de l'ADN.

- Benito Que, biologiste cellulaire, mêlé aux recherches ontologiques du département d'hématologie de l'École de médecine de l'université de Miami. Ses recherches reposaient en grande partie sur l'étude des séquences de l'ADN. (Retrouvé dans la rue dans un état comateux le 12 novembre, il meurt le 6 décembre.)
- Don C. Wiley, de l'Institut médical Howard Hughes de l'université de Harvard, était un des plus éminents microbiologistes du monde. Il avait remporté bon nombre des plus prestigieux prix dans le domaine, dont le Prix Albert Lasker 1995 de la recherche médicale fondamentale pour ses travaux qui pouvaient permettre de réaliser les vaccins antiviraux. Il était impliqué de près dans la recherche sur les séquences de l'ADN. (Disparaît le 16 novembre : sa voiture de location est abandonnée sur le pont Hernando de Soto, en dehors de Memphis, au Tennessee. Son corps est retrouvé le 20 décembre.)
- Robert Schwartz était membre fondateur de l'Association de biotechnologie de Virginie et directeur exécutif à la recherche et au développement du Centre d'innovation technologique de Virginie. Il était fort respecté en biophysique et considéré comme faisant autorité dans le domaine des séquences de l'ADN. (Retrouvé assassiné le 10 décembre dans sa maison de campagne de Loudoun County, en Virginie.)
- Set van Nguyen a été retrouvé mort, le 11 décembre, dans les installations pour maladies animalières de l'Organisation de recherches scientifiques et indus-

trielles du Commonwealth, à Geelong, en Australie. Il y travaillait depuis quinze ans. Deux scientifiques de cet aménagement, employant la manipulation génétique et les chaînes de l'ADN, auraient créé une forme incroyablement virulente d'une sorte de cousine de la variole – selon *Nature Magazine*. Les chercheurs étaient très inquiets qu'une manipulation similaire puisse être effective sur la variole même, pouvant ainsi en faire une arme terrible.

– Vladimir Pasechnik est retrouvé mort à Wiltshire, en Angleterre, près de sa maison, le 23 novembre. Passé de l'Union soviétique à la Grande-Bretagne, en 1989, lors d'un voyage à Paris, il était alors le plus important scientifique du programme de guerre biologique de l'URSS, lequel programme dépendait en grande partie des séquences de l'ADN. La nécrologie du *New York Times* indiquait que l'annonce du décès de Pasechnik avait été faite aux États-Unis par le docteur Christopher Davis, de Virginie, qui signala qu'une attaque cardiaque était à l'origine de son décès. Davis était le membre du Renseignement britannique qui « traita » le docteur Pasechnik à l'époque de sa défection. Pasechnik passa les dix années suivant sa défection à travailler au Centre de microbiologie appliquée et de recherches au département de la Santé du Royaume-Uni, à Salisbury. Le 20 février 2000, on annonça que, en compagnie de son partenaire Caisey Harlington, Pasechnik avait formé une entreprise appelée Regma Biotechnologies Ltd. La Regma se décrivait comme « une nouvelle compagnie de produits pharmaceutiques œuvrant à fournir une puissante alternative aux antibiotiques ». Lui aussi était impliqué de très près dans la recherche sur les séquences de l'ADN. Au cours de la panique causée par l'anthrax, il y a quelques années, Pasechnik offrit ses services au

gouvernement britannique afin de venir en aide par tous les moyens possibles.

- Le 9 février, le journal *La Pravda* rapporta que Victor Korshunov avait été assassiné. À ce moment-là, Korshunov était à la tête du département de microbiologie de l'université de la médecine d'État russe.
- Ian Langford, chercheur senior à l'université d'East Anglia a, quant à lui, été retrouvé mort le 11 février dans son foyer de Norwich, en Angleterre. Selon le *Times* britannique du 13 février, Langford fut trouvé coincé sous une chaise dans sa maison éclaboussée de sang et apparemment fouillée de fond en comble.

Avant ces décès, le 4 octobre 2001, le vol Air Sibir 1812 voyageant d'Israël à Novosibirsk, en Sibérie, fut abattu au-dessus de la mer Noire par un missile ukrainien sol-air « perdu ». Selon plusieurs articles de presse, l'avion comptait cinq microbiologistes [369]. Israël et Novosibirsk sont des foyers de recherche à la fine pointe de la microbiologie. Alors même que l'on faisait état de la disparition de l'avion dans la mer Noire, des journalistes israéliens sonnaient l'alarme en signalant que deux autres microbiologistes israéliens venaient d'être assassinés, prétendument par des terroristes. Le 24 novembre, un vol de la Swissair, allant de Berlin vers Zurich, s'écrasa à l'amorce de l'atterrissage. Des trente-trois personnes à son bord, vingt-quatre furent tuées, dont le chef du département d'hématologie de l'hôpital Ichilov d'Israël, les directeurs du département de Santé publique de Tel Aviv et de l'École de médecine de l'université hébraïque. (Cf *Recherche & compilation*, Giorgio.)

Entre science et conscience

Dans les années quatre-vingt-dix, Serge Monast, journaliste indépendant canadien de l'Agence internationale de

presse libre (AIPL), a écrit un livre d'enquête sur les cristaux liquides, les vaccins et la médecine militaire expérimentale avant de mourir, bizarrement ou pas, d'une crise cardiaque à la fin d'une de ses conférences en 1996. Il disait être renseigné par des politiciens repentis, des agents des services secrets écœurés et recevoir également des documents classifiés ultra-confidentiels, souvent anonymement ou transmis par des confrères situés aux quatre coins du monde ! On dit qu'il aurait inspiré le héros du film *Conspiracy Theory*, interprété par Mel Gibson, paru sur les écrans des cinémas en août 1997. Il passa sa vie à essayer d'avertir le monde, empruntant des sommes folles pour publier ses écrits [370] et donner ses conférences ; mais à cette époque, le commun des mortels n'ayant jamais entendu parler de tout ça, il ne fut pas très suivi, pour ne pas dire qu'il fut souvent pris pour un fou ! Dix-sept ans après, ses écrits collent bien étrangement à ce qu'on est en train de vivre :

« Depuis plusieurs années il existe des projets sérieux visant le marquage des individus. Aujourd'hui, les tireurs de ficelles du nouvel ordre mondial sont à même de réaliser leur rêve de contrôle complet du cheptel humain. Comment ? Par l'injection d'une puce électronique à chaque être vivant. Tout est quasiment au point. Chacun d'entre nous, avec ce système, serait enregistré. Il est évident que ceux qui comptent l'implanter d'une manière obligatoire au niveau des populations sont en train de structurer les nouveaux paramètres internationaux, la nouvelle télémétrie économique, de manière à ce que tout individu qui n'aurait pas cet implant électronique ne pourrait ni acheter ni vendre quoi que ce soit sur toute l'étendue de la planète. »

Ils se serviraient, nous avertissait-il, d'une terrible crise économique fabriquée de toutes pièces qui jetterait toutes les valeurs monétaires à terre, pour qu'on passe à l'instauration d'une monnaie unique, puis à l'utilisation d'une puce

électronique d'identification. Par cette puce passeraient toutes les formes de transactions, d'échanges nationaux et internationaux, entre les individus ; « et l'eau, les semences et le bétail transgéniques, les médicaments de synthèse, les médias et les loisirs, tout cela sera entre les mains des multinationales qui auront le monopole absolu de tous les besoins primaires de tout être vivant. Les personnes non identifiées seront des parias auxquels sera refusé l'accès aux produits de première nécessité, à l'éducation, aux soins médicaux, à l'emploi. »

Carl W. Sanders, un ingénieur électronicien qui a passé plus de trente ans à mettre au point des puces électroniques pour IBM, General Electric, Honeywell et Teledyne, mais aussi pour diverses organisations gouvernementales, expliquait lui aussi à la même époque que l'un des projets sur lequel il a travaillé s'appelait « Phoenix » et concernait les vétérans du Viêt Nam. Une puce électronique, appelée « Rambo », permettait de faire monter leur taux d'adrénaline. En juin-juillet 1994, il a déclaré au journal *Nexus* : « Lors des discussions sur le contrôle électronique avec la CIA auxquelles j'ai assisté, nous avions remarqué que la fréquence de la micro-puce avait un grand effet sur le comportement humain, et on orienta alors nos recherches sur la possibilité de modifier le comportement humain avec la micro-puce [...] il résulta à installer une micro-puce émettant un signal qui affectait certaines parties du cerveau. On démontra qu'on pouvait provoquer des changements de comportement avec cette micro- puce : elle parvenait à causer un flux supplémentaire d'adrénaline. J'étais présent à une réunion où la question suivante a été posée : "Comment pouvez-vous contrôler des gens si vous ne pouvez pas les identifier ?" Des gens comme Henry Kissinger et des personnes de la CIA assistaient à ces réunions. [...] On voulait que soit compris, sur la micro-puce, le nom et le visage de la personne, son numéro de Sécurité sociale

(incluant les codes internationaux), ses empreintes digitales, sa description physique, la généalogie de sa famille, son adresse, son occupation, des informations concernant ses rapports d'impôt et son dossier criminel. »[371]

Et si la pandémie avait bon dos

Sylvie Simon, dans un article pour le magazine *Votre santé*, intitulé « Êtes-vous des cobayes ou des robots ? »[372], se demandait : « Et si l'injection vaccinale n'était que le moyen technique d'implanter dans le corps des cristaux liquides qui, comme la puce, permettent le contrôle permanent de chaque individu ? La pression vaccinale des autorités est devenue telle qu'on est obligé de s'interroger sur les buts réels de la vaccination. » Dans un chapitre précédent, j'expliquais comment la société VeriChip avait grimpé en Bourse en l'espace d'une nuit après avoir obtenu la licence exclusive pour la fabrication de puces capables de détecter le virus H1N1 (notez qu'elle a dû développer sa technologie aussi vite que les firmes leurs vaccins, puisqu'elle était prête fin septembre) ! Bruno Lina, toujours à la pointe du progrès, faisait déjà tester la découverte le 15 octobre dans son fief de Lyon : « Durant deux jours, une équipe de physiciens et médecins ont équipé de puces électroniques 241 élèves et 10 institutrices d'une école primaire et enregistrés leurs moindres interactions... »[373] Ces puces qui ne sont que des badges RFID (permettant la radio-identification), ont pour l'instant été placés par un cordon sur la poitrine des enfants ; en enregistrant tous les contacts des enfants entre eux, elles devraient permettre de voir comment le virus se propage. D'après Philippe Vanhems, du service d'hygiène hospitalière : « La grippe A est un bon prétexte, mais on peut étudier avec cela d'autres maladies infectieuses. » Ainsi, un programme de détection similaire va être mis en place aux Hospices civils de Lyon

pour mesurer les risques de propagation des maladies nosocomiales. Des capteurs vont être installés non seulement sur les personnels, mais aussi sur les patients et à des endroits stratégiques. Une bonne façon d'habituer les individus à se balader avec des puces électroniques...

Car l'implantation de ces puces est autorisée depuis octobre 2004 pour l'usage médical aux États-Unis ; elle connaît déjà de multiples applications : sur des malades d'Alzheimer, des diabétiques, des malades mentaux. La compagnie affirme qu'elles améliorent la prise en charge des patients en réduisant la possibilité d'erreurs médicales, les soins d'urgence en cas d'accident où l'on est inconscient. Le VeriChip peut aussi être doté d'un système GPS relié au réseau satellitaire qui permettra de surveiller tous les mouvements du porteur. Dans les États d'Amérique du Sud où le kidnapping est un sport national, les autorités la réclament, certaines qu'il serait la solution à leur problème. « C'est un garde du corps électronique », explique Antonio de Cunha Lima, qui s'apprête à la lancer sur le marché « il aura un grand succès au Brésil. J'ai déjà une liste d'attente : des hommes d'affaires, des professions libérales... » [374] En Grande-Bretagne, « après le meurtre de deux fillettes, Holly et Jessica, dans la petite ville de Soham, Kevin Warwick, un chercheur en cybernétique de l'université de Reading, propose d'implanter VeriChip dans le bras ou l'estomac des enfants pour prévenir les enlèvements. » Cette proposition rencontrerait un vif succès, selon l'agence Reuters [375]. Parallèlement, aux États-Unis, un programme qui consiste à injecter plusieurs vaccins combinés aux nouveau-nés, en même temps qu'une puce qui permettrait leur suivi « from womb to tomb » (du berceau à la tombe), est « dans les cartons » depuis quelque temps, qui donne un coup de vieux au *Meilleur des mondes* d'Aldous Huxley [376]. De plus, une fois qu'on s'est laissé implanter une puce, on perd forcément tout contrôle sur qui va pouvoir la lire ! Et, déjà que les

portables permettent de nous joindre et de nous localiser à longueur de temps, comment pourra-t-on vivre si, en plus, suivis par satellite, on ne peut même plus mentir ?

En fait, on ne nous présente, là aussi, que le bon côté des choses, les applications qui peuvent nous séduire : savoir à tout moment où est son enfant, son vieux parent sénile, un prisonnier dangereux... pouvoir les surveiller dès qu'ils échappent à notre vue. C'est ainsi que commencent toutes les aberrations. Il y aura toujours une nouvelle raison de nous « pucer » pour quelque chose et pour notre bien, et puis on ne saura plus vivre sans. « Ce jour-là, on envisagera de l'implanter systématiquement à la naissance. Son port deviendra obligatoire. Se "dépuceler" sera criminel. » [377] La dernière application, qui va bien sûr faire l'unanimité, serait d'en implanter une spéciale sur les pédophiles ayant déjà été condamnés, un « tag » électronique apte à signaler les indices avant-coureurs d'une possible récidive. Cette puce en silicone serait mise en place sous simple anesthésie locale. Selon des documents obtenus par l'hebdomadaire *The Observer*, ce minuscule équipement, relié à un satellite, enregistrerait les battements de cœur et la tension artérielle de l'individu surveillé, et alerterait sur l'imminence d'un éventuel acte de délinquance. Il décèlerait non pas l'état d'excitation sexuelle du pédophile, mais sa nervosité et sa peur.

De son côté, le docteur de Brouwer [378] expliquait : « Ces transpondeurs, à partir d'une influence magnétique extérieure, permettent d'agir à l'échelle cellulaire, c'est-à-dire inconsciente, soit avec des émetteurs, soit des antennes télé, soit des satellites. Si de tels transpondeurs étaient injectés à des humains, il serait possible d'agir sur les gens avec une antenne cellulaire qui court-circuite la conscience individuelle. »

Jose Delgado [379] qui, dès 1969, publiait des recherches assez poussées sur le contrôle du cerveau, déclarait : « Les transmetteurs cérébraux peuvent demeurer à vie dans le

cerveau d'un sujet. L'énergie qui actionne le transmetteur est transmise par des fréquences radio. [...] L'une des possibilités des transmetteurs cérébraux est d'influencer les gens, afin qu'ils se conforment aux systèmes politiques. Les comportements individuels et sociaux, les réactions émotionnelles et mentales, peuvent être provoquées, maintenues, modifiées ou inhibées, chez les animaux comme chez l'homme, par la stimulation des structures cérébrales spécifiques. Le contrôle physique de plusieurs fonctions cérébrales est un fait établi. Il est même possible de suivre les intentions, le développement des pensées et les expériences visuelles. »

Autres déclarations du même auteur à méditer pour se faire très peur : « Nous avons besoin d'un programme de psychochirurgie pour le contrôle politique de notre société. Le but est le contrôle physique de l'esprit. Chacun qui dévie de la norme donnée peut être chirurgicalement mutilé. » Ou : « L'individu peut penser que la réalité la plus importante est sa propre existence, mais c'est seulement son point de vue personnel. Même si cette attitude libérale est très séduisante, cela manque de perspective historique. L'homme n'a pas le droit de développer sa propre façon de penser. Nous devons contrôler le cerveau électriquement. Un jour les armées et les généraux seront contrôlés par stimulation électrique du cerveau. »

Les premiers implants étaient petits, mais visibles, tandis que les nouvelles versions ne sont même pas de la taille d'un grain de riz. Serge Monast, celui qu'on prenait pour un fou quand il parlait de projet de « pucer » les populations, racontait aussi à l'époque qu'en 1992 fut pratiquée au Québec une vaccination de masse contre la méningite, à la grande surprise des médecins qui savaient qu'aucune épidémie n'était en vue. Ce qui surprit encore davantage un grand nombre de médecins et d'infirmières,

c'est qu'on leur demanda d'appliquer un protocole particulier pour cette injection : « L'inclinaison particulière qu'il fallait donner à la seringue et la pression très forte qu'il fallait exercer pendant plusieurs secondes à cet endroit, ainsi que la recommandation de retirer la seringue très rapidement... Ce fait est d'autant plus étrange dans l'administration d'un vaccin contre la méningite, qu'il ressemble en tout point à la manière d'injecter un implant électronique servant à l'identification personnelle et fabriqué, entre autres, par la Texas Instrument. Cette méthode est aussi utilisée pour l'injection de cristaux liquides, afin d'empêcher leur retour dans la seringue. Nous n'affirmons aucunement que ce fut le cas lors de l'injection de ce vaccin, mais nous ne pouvons pas passer sous silence la ressemblance frappante existant entre ces deux protocoles. » [380]
À l'époque, on avait demandé à des centres spécialisés d'avoir des mesures de sécurité et d'observation jamais appliquées auparavant, « ce qui avait déjà entraîné des quantités de questions sur le contrôle mondial de la population, comme il en court tant actuellement sur les sites Internet et qui font enrager notre ministre de la Santé... » [381] Qui ment sur tant de choses nous laisse craindre le pire ! Comme a dit le docteur Guy Londechamp [382], commentant la campagne de vaccination canadienne avec protocole particulier : « S'il s'agit d'une vaccination si anodine, pourquoi a-t-on demandé à ces centres d'avoir des conditions si rigoureuses, ces mesures de sécurité et d'observation exceptionnelles ? » C'est bien ce que l'on a pensé pour la vaccination contre le H1N1 !
Le collectif Pièces et main-d'œuvre (PMO) résume bien le danger : « Applied Digital Solutions, une boîte de Floride, commercialise VeriChip, une puce de la taille d'un grain de riz, qu'une simple piqûre injecte dans le corps humain. VeriChip fonctionne comme un émetteur radio. Quand on l'active grâce à un scanner, elle livre le code d'identifi-

cation du porteur. Il suffit alors d'introduire ce code dans une banque de données informatiques pour récupérer le dossier de la personne concernée. »[383]

Tant que la puce reste implantée sur une carte de crédit ou un passeport, nous pouvons toujours nous en débarrasser, mais comment oublier que si, au cours de n'importe quel acte médical, cette puce, de l'ordre de quatre centièmes de millimètres – capable de transmettre un signal qui permet de nous suivre à la trace et de modifier notre comportement – devait être implantée dans notre corps, nous ne pourrons pas nous débarrasser de ce dernier. Même si la vie n'est pas drôle tous les jours, a-t-on envie d'être contrôlé émotionnellement, que notre cerveau obéisse à un ordinateur programmé par des gens qui ne pensent qu'à eux ? Depuis l'avènement des nanotechnologies, tout est possible ou va l'être.

Le nanomonde et les nanomaîtres

Pour expliquer un peu les enjeux, Tim Harper, directeur exécutif de l'European Nanobusiness Association, annonce : « Le montant communément accepté du marché mondial des nanotechnologies en 2015 est au-dessus d'un trillion d'euros. » Mille milliards si l'on préfère. Certains annoncent le double.

J'emprunte au collectif Pièces et main-d'œuvre [384] qui dénonce, depuis leur apparition, les nanomaîtres (scientifiques, politiques, industriels et militaires) et le monde qu'ils cherchent à imposer, le nanomonde totalitaire de la société de contrainte, les explications de ce chapitre :

Manipuler l'infiniment petit, les molécules et atomes un à un, « c'est revenir au stade antérieur à l'apparition de la vie » et, en les rassemblant comme on veut, « créer une autre vie. Virus artificiels, connexions entre nerfs et ordina-

teurs », entre le cerveau d'un handicapé moteur et le clavier d'une machine, « transparence absolue du génome, biopuces pour effectuer des tests biologiques ou génétiques en un clin d'œil ».

Une puce est en fait « une plaquette de silicium sur laquelle sont gravés les composants élémentaires, les transistors, qui par extension ont donné leur nom aux postes de radio de l'époque yéyé. Depuis 1975, le nombre de transistors par plaquette de silicium double tous les dix-huit mois, de 2300 jadis à 55 millions aujourd'hui, tandis que leur prix chute verticalement. En 1973, le coût d'un million de transistors équivalait à celui d'une maison : 76000 euros ; en 2005, il ne vaut plus que le prix d'un Post-It : 0004,00 euros. »

Les « nanos » sont déjà partout dans notre quotidien, crème solaire, tissu antitache, raquette de tennis, dans nos mobiles connectés à Internet. Demain, paraît-il, nos stylos communiqueront à distance avec des ordinateurs, les amoureux se feront greffer des puces « pour échanger leurs sensations à distance et se connecter sur ordinateur par signaux électriques émis du cortex » Mais « si les chercheurs nous leurrent avec "des machines à récurer les artères, des correcteurs de gènes, des tueurs de virus et de tumeurs, des puces mille fois plus puissantes que les ordinateurs actuels, des capteurs d'énergie solaire à haut rendement ou des armées de milliards de robots capables de dépolluer sols et nappes phréatiques"[385], il s'en trouve au sein du système pour trahir leur effroi. »[386]

« Les nanotechnologies, c'est la possibilité de créer des robots minuscules capables de manipuler directement les atomes favorisant l'invasion de nos vies par des nuées de mouchards de plus en plus performants : capteurs de mouvements, de bruits, de température corporelle, de rythme de la démarche, "nez électroniques" pour la reconnaissance

d'odeurs, oculomètres pour le suivi du regard, puces communicantes (RFID), outils de géolocalisation, caméras *intelligentes* (à reconnaissance faciale, à détection de mouvements suspects).

Ce filet de plus en plus serré de mailles électroniques ramasse des quantités astronomiques de données sur nos habitudes, nos comportements, nos relations, nos déplacements, notre santé, nos modes de vie, notre intimité. » « À quoi peuvent bien servir tant de données ? », interroge PMO : « À la statistique. La statistique, c'est l'État, et sans elle, pas de police des populations *efficace*. Pas de capacité d'action à échelle industrielle, qu'on traite des marchandises, des fluides ou des populations. »

On nous dit que c'est de la paranoïa. « Connaissez-vous Hypervisor ? », réplique PMO, « comme son nom l'indique, cette architecture informatique *révolutionnaire* développée et vendue par le groupe Thales permet d'intégrer tous les mouchards au sein d'un système unique, de collecter leurs milliards de données, de générer des alertes automatiques et d'agir en fonction de la situation. » [387] Et nous, à l'inverse ? Sommes-nous encore tout à fait humains, nous qui abandonnons notre prérogative d'humain (le libre-arbitre), à leurs manipulations ?

PMO nous suggèrent de remettre rapidement nos priorités en place : « Ceux qui s'opposent à Le Pen ou aux lois Sarkozy sans d'abord s'opposer à VeriChip ou au projet Nanobio, préparent notre esclavage. » [388]

4

Les cartels de l'agrochimie et des biotechnologies

« De nos jours, en analysant le sang de n'importe quel enfant du monde, on peut y retrouver des gaz de voiture, des produits chimiques, des pesticides, des plastifiants, des retardateurs de flamme, des hydrocarbures, des PCB, des isolants électriques. Il y a eu des études effectuées sur le sang de plusieurs parlementaires européens et les scientifiques y ont retrouvé une cinquantaine de produits chimiques. » [389]

Au cours des dernières décennies, l'élite mondiale des milieux d'affaires et gouvernementaux s'est réunie régulièrement au sein des organismes comme le CFR, Bilderberg, la Trilatérale, afin de s'accorder sur le partage et l'appropriation, entre leurs sociétés devenues « apatrides », des marchés mondiaux. Tout cela, sous l'égide complice de l'OMC. Et « ceux qui prennent les décisions financières portant chaque jour sur plus de 1 000 milliards de dollars sont aveugles à leurs conséquences écologiques, sociales et même économiques » [390]. Seuls comptent les bénéfices de l'entreprise et les intérêts des actionnaires, quitte à ce

que leurs PDG, cachant les preuves dans leurs tiroirs, nient en bloc les effets nocifs avérés des produits qu'ils fabriquent et continuent à rendre malades des dizaines de milliers de personnes et à tuer un certain nombre d'entre elles.

On ne voit pourtant jamais d'inculpation pour meurtre ! Et dieu sait si certaines de ces sociétés traînent, non pas la réputation d'avoir fait quelques faux pas, mais une Histoire tout entière qui le justifierait cent fois !

On a déjà vu les antécédents de Bayer dans le groupe IG Farben pendant la Seconde Guerre mondiale. Bien évidemment ce n'est pas parce que votre grand-père était nazi que vous l'êtes aussi, mais il y a une constance, une arrogance et une indifférence telle dans la politique de ces sociétés qu'elles ne sont pas sans rappeler un certain mépris de la vie que l'on nous avait dit vouloir bannir à tout jamais.

Au premier rang d'entre elles : Monsanto.

En 2009, c'est une « entreprise agricole » qui « emploie ses innovations et sa technologie à aider les paysans du monde à produire plus, à produire des aliments plus sains, une meilleure alimentation du bétail, tout en réduisant l'impact de l'agriculture sur notre environnement », comme le proclame son site. Et dont les slogans affichent : « Intégrité, dialogue, respect, transparence et partage ! »

Mais depuis 1901, ce qui a fait sa fortune ce sont les PCB (appelés Aroclor aux USA et pyralène en France, polluants organiques persistants (POP) aujourd'hui interdits, après avoir pollué la quasi-totalité de la planète), le 2-4-5-T, un herbicide hautement dangereux contenant de la dioxine et entrant dans la composition du tristement célèbre « agent orange » [391] utilisé au Viêt Nam par l'armée américaine (et dont les générations suivantes subissent encore les effets cancérigènes et les malformations à la naissance), le DDT, le Roundup et les hormones de croissance.

Mais alors en enlevant la peau et la graisse, car c'est là que se fixent les PCB !

Déversant ses déchets dans l'atmosphère, dans les cours d'eau aux alentours de ses usines, dans des décharges à ciel ouvert, accumulant les rapports alarmants, les plaintes et les procès, Monsanto ne pense qu'à protéger son business et continuer de vendre l'Aroclor sans que rien ni personne ne l'arrête. « Ce qui est absolument vertigineux, c'est que Monsanto savait que les PCB représentaient un risque grave pour la santé dès 1937. Mais la société a fait comme si de rien n'était... [...] En 1970, la FDA [392] a effectué un test sur les poissons pêchés (dans ces cours d'eau), elle concluait que leur taux de PCB s'élevait en moyenne à 277 ppm [393], alors que le niveau toléré pour leur consommation était de 5 ppm. Curieusement, la FDA ne prit aucune mesure pour interdire la pêche dans les cours d'eau incriminés ni contre Monsanto... » [394] La production des PCB, finalement interdite aux USA en 1977, ne l'a été en France que dix ans plus tard, après avoir contaminé tous les recoins de la planète et « leurs effets toxiques et perturbateurs sur les glandes endocrines persistent dans le monde entier » [395]. En témoigne cet article de 2007 [396] :

« Le Rhône pollué par les PCB... En l'espace de quelques mois, la consommation humaine de toutes les espèces de poissons pêchées dans le Rhône a été interdite sur 300 km du fleuve, de l'amont de Lyon à son embouchure en Camargue. Des analyses ont révélé que différentes espèces de poissons contenaient des quantités de polychlorobiphényles (PCB) jusqu'à quarante fois supérieures aux normes admises pour une consommation quotidienne par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et les autorités

sanitaires européennes et françaises. S'ils sont ingérés sur de longues périodes, les PCB peuvent provoquer des cancers ou des problèmes de fertilité. Or des centaines de milliers de tonnes de sédiments du fleuve seraient contaminées par ces POP (polluants organiques persistants), classés par l'ONU parmi la douzaine de substances chimiques les plus dangereuses pour l'homme. Le désastre est sans précédent. Les multiples enquêtes engagées depuis quelques mois pour cerner l'origine de cette pollution, connue depuis plus de vingt ans, pourraient révéler un véritable Tchernobyl à la française. »

Très vite, les autres fleuves français ont rejoint la liste des cours d'eaux pollués, dont la consommation de poissons est interdite, à côté d'autres rivières européennes et de lacs américains. Trois bassins hydrologiques sont particulièrement concernés chez nous : Artois-Picardie, Rhône-Méditerranée et Seine-Normandie.

Même chose dans tous les pays du monde ; il n'y a plus un endroit sur cette terre à l'abri de la pollution par les PCB, même les ours blancs de l'Arctique sont contaminés par les planctons ou la fonte des glaciers libérant les toxines qu'ils avaient emmagasinées ! Dès 1970 pourtant, l'histoire des alligators du lac Apopka a attiré l'attention, car 78 % des œufs des crocodiles ont éclos seulement. Les chercheurs ont découvert que la taille des pénis avait diminué énormément. Ils ont été victimes d'une féminisation à cause des sédiments de glyphosate emmagasinés dans les algues, les petits poissons, les crevettes et enfin dans les gros poissons dont les alligators se nourrissent[397]. Les testicules constituent le baromètre de l'état environnemental de la contamination chimique des animaux y compris les humains ! C'est dans cet organe qu'il y a la plus grande multiplication cellulaire de tout l'organisme et les pesti-

cides causent une diminution des spermatozoïdes chez toutes les espèces animales sans aucune exception.

Mais pendant des décennies, les pouvoirs publics, relayant la politique de Monsanto, ont tu ou nié la toxicité des PCB, sans aucun état d'âme.

Les PCB sont des dérivés chimiques chlorés d'une grande stabilité thermique et très résistants au feu, d'où leurs multiples utilisations comme isolants électriques, notamment dans les appareils EDF, liquides réfrigérants dans les transformateurs et les appareils hydrauliques, et comme lubrifiants dans la fabrication des plastiques, des revêtements de surface, des encres, des adhésifs, des peintures… C'est-à-dire partout ! Ils font partie des douze polluants chimiques les plus dangereux (appelés aussi « the dirty dozen » : « les douze salopards »), parce que, justement, ils persistent dans l'environnement à cause de leur très lente décomposition naturelle et ils sont peu solubles dans l'eau. Ils se sont donc accumulés progressivement dans les sols et les sédiments, et se fixent dans la chair des poissons.

La revue *Science* a publié, le vendredi 9 janvier 2004, une étude sur « l'analyse globale des contaminants chimiques dans le saumon d'élevage » qui recommande en conclusion de ne pas en consommer plus d'une fois par mois (soit 200 g). À la suite duquel l'AFSSA a fait un communiqué de presse précisant que : « Si l'ensemble de ces données souligne l'importance de la surveillance des contaminants et des efforts pour les réduire dans la filière poisson, il paraît non fondé à l'Agence, à ce stade, de revenir sur ses évaluations et recommandations antérieures, au seul vu de cette étude. L'AFSSA rappelle en conséquence sa recommandation de consommer, dans le cadre d'une alimentation équilibrée, du poisson au moins deux fois par semaine en alternant les espèces (grasses, non grasses) afin de bénéficier des effets protecteurs des acides gras omega-3

présents dans les poissons gras, dont le saumon. »[398] C'est vrai qu'on peut ruiner des artisans marins pêcheurs sans souci, mais il faut ménager les industriels du saumon transgénique !

Le pyralène s'est aussi accumulé dans les boues des rivières et des stations d'épuration ; ces dernières ont souvent été épandues sur des champs dans lesquels paissent les troupeaux de bovins et d'ovins, lesquels ont donc ingéré des PCB qui forcément subsistent dans les viandes et dans le lait. « Du fait de leur persistance dans l'environnement, ils ont été transportés autour du globe par les vents et les courants. Les PCB contaminent le corps de chaque animal et chaque être humain sur terre. »[399]

Quand on pense qu'ils provoquent tous les cancers possibles, du foie, des poumons, du cerveau, du pancréas, du sein, du colon, des dysfonctionnements de la thyroïde, des maladies cardiovasculaires et qu'ils se transmettent par le lait maternel et au cours de la grossesse, entraînant un risque important de développement cérébral, immunitaire et endocrinien défectueux chez l'enfant, « on ne peut pas qualifier l'attitude de Monsanto et ses acolytes des institutions publiques autrement que de criminelle »[400]. D'autant plus qu'il est pratiquement impossible de les détruire ; en effet, il faudrait les brûler dans des fours spéciaux à une température supérieure à 1 200 degrés et contrôler la dioxine produite lors de cette combustion.

On comprend pourquoi les premières plaintes contre les PCB avaient été déposées dès 1983 par France Nature, et un rapport de l'INRA (Institut national de la recherche agronomique) signalant les faits date de février 1990, mais dix-neuf ans après, le problème reste entier. Selon Philippe Meunier, député du Rhône : « La décontamination totale n'est pas envisageable. Cela coûterait 10 milliards d'euros. Et plus on soulève les sédiments, plus on diffuse la

pollution. » Quand l'incinération n'égale pas une nouvelle pollution encore plus terrible, comme ce fut le cas en Isère où a été construit l'un de ces fours, à Gilly-sur-Isère exactement. Après quelques années d'activité, le bilan est consternant pour la population environnante. En fin 2001, le four est fermé par le préfet après des mesures de polluants très mauvaises; pour les dioxines échappées de la combustion, des analyses atteignaient... 13 000 fois la norme. Des milliers d'animaux furent abattus. Le coût pour la collectivité s'éleva à environ 18 millions d'euros.

À partir de début 2002, et pendant six ans, une association, l'Acalp, s'est battue judiciairement avec très peu de moyens pour faire reconnaître les effets de la pollution sur les riverains; il existe à côté de l'incinérateur et sous les vents une rue avec des malades du cancer dans une maison sur... trois. Pourtant, en 2006, l'Institut de veille sanitaire (INVS) fait faire une étude sur la corrélation cancers et polluants des fours d'incinération autour de huit sites en France dont celui de Gilly. Toutes les analyses établissent le lien cancers et dioxines... sauf autour de Gilly-sur-Isère... Bien que le responsable de l'INVS venu de Paris ait reconnu devant des journalistes que l'étude de Gilly n'avait pas été menée correctement... [401]

Pour votre santé, mangez trois produits laitiers par jour

Nous recommandent les autorités de santé publique, dans leurs spots publicitaires. « Les produits laitiers sont nos amis pour la vie » chantent les Bony Boys, mi-squelettes mi-ET... dansant sur la musique de « Staying Alive » ! Pour le moins surprenant !

Pendant la Seconde Guerre mondiale, des chimistes isolèrent une hormone qui contrôlait la croissance des

plantes dont ils reproduisirent la molécule, s'apercevant très vite que si à faible dose elle favorisait la pousse, à forte dose, elle tuait les plantes. Le premier désherbant venait de naître. Le succès est immédiat et la demande énorme. Cependant, dès 1949, un accident dans l'usine de Monsanto en Virginie affecte horriblement les ouvriers présents : leur visage et leur corps sont complètement tuméfiés par des crevasses et d'énormes pustules purulentes : maladie que l'on nommera « chloracné ». (Plus récemment, tout le monde se souvient des images retransmises à la télévision de Viktor Iouchtchenko, victime d'un empoisonnement par la dioxine lors de la campagne électorale en Ukraine de 2004.) La multinationale étouffe alors l'affaire, comme elle l'avait fait pour les PCB, mais après un deuxième accident survenu dans une usine BASF à Hambourg, fabriquant elle aussi le 2-4-5-T, un savant allemand identifie la molécule de la dioxine [402] (TCDD) en tant que responsable.

La firme, comme on l'a vu précédemment d'autres puissantes industries de la chimie, a profité elle aussi de la guerre pour s'enrichir de façon colossale, produisant l'insecticide DDT pour les chefs militaires du Pentagone et participant à la fabrication de la première bombe atomique. Bien évidemment ça crée des liens... les politiques ayant vu tout de suite les implications de ces nouveaux herbicides capables de détruire les récoltes des ennemis. C'est ainsi que Monsanto se voit confier, quelques années plus tard, la production de l'« agent orange » qui dévastera le Viêt Nam. Quatre cents kilogrammes de dioxine ont été déversés sur ce pays entre 1962 et 1971, alors que la dissolution de 80 g à peine dans un réseau d'eau potable suffirait à anéantir une ville de 8 millions d'habitants[403]. Les films de l'armée américaine montrent les trouées énormes faites à travers les champs et les forêts après ces épandages d'herbicides, mais personne n'avait prévenu les GI ni la population vietnamienne qui reçurent ces pluies de défoliant, qui contenaient

de la dioxine. Pas plus que les ouvriers des usines ni les utilisateurs de ces pesticides. Pendant toutes ces années, Monsanto et les autres fabricants du 2,4,5-T s'entendent pour cacher les études compromettantes et falsifier les rapports remis à l'EPA (agence pour la protection de l'environnement). Allant de complicités à l'intérieur de l'agence à placardiser et menacer une de ses membres, Cate Jenkins, qui avait compris et dénonçait ce qui se passait, jusqu'à acheter le témoignage d'un des plus éminents cancérologues au monde, Sir Richard Doll, à la réputation d'incorruptible mais qui, appointé secrètement par Monsanto à raison de 1 500 dollars par jour, depuis vingt ans, se commit à écrire : « [...] la dioxine qui a été présentée comme un polluant dangereux dans les herbicides est, tout au plus, faiblement cancérigène pour les animaux. »[404] Monsanto continue à tout nier : les cancers qui se déclarent, les animaux qui meurent et les vétérans du Viêt Nam.

En Europe, il faut arriver à la catastrophe de Seveso, en 1976, pour que la dioxine touche le grand public. À la suite d'un accident survenu dans une usine italienne appartenant à Givaudan [405] (qui a été rachetée par Roche), un nuage toxique se répand sur les alentours... Quelques jours après, plus de 3 000 animaux domestiques meurent et apparaissent les premiers cas de chloracné parmi les habitants ; les laboratoires Hoffmann-Laroche identifièrent alors l'agent responsable, le 2,3,7,8-TCDD, plus connu depuis sous le nom de « dioxine de Seveso ».

Qui ne se souvient pas aussi de l'affaire des poulets à la dioxine qui traumatisa la Belgique à la fin des années quatre-vingt-dix, conséquence du mélange de PCB avec des huiles de cuisson, dans les aliments pour animaux d'élevage, vaches, cochons mais surtout les fameux poulets !

Car aujourd'hui, c'est de nos assiettes que provient 95 % de la dioxine de notre organisme, puisqu'on les trouve dans

trois groupes d'aliments : le lait et les produits laitiers, la viande bovine et les ovoproduits, ainsi que les produits de la mer (crustacés, poissons, coquillages), à raison d'environ 30 % chacun. On observe une tendance des dioxines à la bioaccumulation dans la chaîne alimentaire et, plus on se trouve en bout de chaîne, plus la concentration en dioxines est élevée, ce qui est le cas des êtres humains. Une fois que les dioxines ont pénétré dans l'organisme, elles s'y maintiennent longtemps à cause de leur stabilité chimique et de leur capacité à être absorbée par les graisses dans lesquelles elles sont stockées. On estime que leur demi-vie (le temps nécessaire pour perdre la moitié de leur activité, est de sept à onze ans dans l'organisme). Si la dioxine ne s'accumule pas dans les végétaux, elle reste, par contre, dans les sols, où sa demi-vie pourrait aller jusqu'à cent ans. De là elle contamine les nappes phréatiques, les rivières, les planctons, les poissons, les volailles et les êtres humains par la chaîne alimentaire. Pour un homme, il n'y a aucun moyen d'élimination (sauf la dégradation de demi-vie). Pour une femme, il y a au contraire deux moyens d'éliminer la dioxine : au travers du placenta jusqu'au fœtus et dans le lait maternel, mais dans ce cas-là, elle contamine le bébé.

Les diverses pollutions dues à la dioxine, et surtout celle à la plus grande échelle, le Viêt Nam, permettent de voir, plus de quarante ans plus tard, les effets de cette substance si toxique (elle aussi fait partie des « dirty dozen »). Les cancers observés sont le cancer du poumon, du système lymphatique, des testicules, de la prostate et du sein. Les dioxines, qui agissent à l'intérieur des cellules comme des hormones, provoquent aussi d'autres maladies comme le diabète, des troubles immunitaires, des troubles de la production de spermatozoïdes, voire la stérilité et des anomalies chromosomiques entraînant des malformations congénitales terribles et des handicaps mentaux chez les nouveau-nés. Des enfants naissent avec deux têtes ou bien

sans cerveau, sans yeux, sans bras ni jambes ou alors avec deux visages sur la même tête... Transmise lors de la grossesse ou par le lait maternel, cela explique aussi que les effets de la dioxine continuent d'affecter des victimes de la troisième génération.

Les vétérans américains ont été indemnisés, mais pas les victimes vietnamiennes. L'administration Bush ayant abandonné une enquête qui devait être menée par les deux gouvernements, le juge américain ayant rejeté la plainte de l'Association vietnamienne des victimes de l'agent orange, le seul espoir pour ce peuple meurtri serait d'établir un lien scientifique incontestable entre les 200 000 enfants qui, chaque année, naissent au Viêt Nam avec des malformations et la dioxine et l'agent orange, toutefois les tests individuels fiables coûtent trop cher (1 400 dollars), et Monsanto, fidèle à elle-même, traite ça avec le plus grand dédain !

Quant à l'OMS, elle ne voit que deux recommandations susceptibles d'être efficaces : la surveillance des populations exposées et « ...dégraisser la viande que nous mangeons et consommer des produits laitiers allégés en matières grasses. Un régime équilibré (comprenant des quantités suffisantes de fruits, de légumes et de céréales) permettra aussi d'éviter une exposition excessive à une source en particulier. » [406]

Si j'ai bien compris : il faut faire attention de ne pas ingurgiter plus que la dose permise par jour d'un pesticide (dose journalière acceptable ou DJA), au-delà de laquelle il est réputé dangereux ; en revanche qu'advient-il de nous si nous en ingérons chaque jour plus de dix sources différentes ? Personne ne s'en soucie ! D'autant plus que la fameuse DJA est décidée d'après des études conduites par les fabricants eux-mêmes...

Pour contrer l'absorption de dioxine, il nous est donc simplement recommandé par l'OMS de manger des produits

laitiers allégés en matières grasses... mais, dans ce cas, ils sont saturés de sucre ou bien contiennent des édulcorants !

Diabète ou cancer: le choix est cornélien !

Mangez au moins cinq fruits et légumes par jour...

Excusez-moi, ils disent bien: pour prévenir les cancers... ? C'est ce que je me demande chaque fois que je vois la pub !

Le produit phare de Monsanto, celui que tout le monde connaît, est le « Roundup »; lancé sur le marché au milieu des années soixante-dix, quand le 2,4,5-T à la dioxine a été finalement interdit. Il est presque devenu un nom commun quand on parle de désherbant, comme le « Frigidaire » ou les « Kleenex », tant les campagnes publicitaires ont été intenses (20 millions de francs sur nos chaînes de télé en 2000) et le succès spectaculaire. Notons que ses mérites vantés par la compagnie sont extraordinaires: « 100 % biodégradable, respecte l'environnement, détruit les mauvaises herbes de l'intérieur jusqu'aux racines et ne pollue ni la terre ni l'os de Rex... »[407] Et puis, il est transporté par la plante, des feuilles aux racines, mais « inactivé au niveau du sol, ce qui préserve les plantes environnantes et permet de replanter une semaine après son application ».

Pourtant l'EPA a accumulé les rapports sur les effets liés à l'exposition au glyphosate, son composant, dès 1966, bien avant que le Roundup ne devienne le chouchou des jardiniers publics, des jardiniers du dimanche et des cultivateurs, et l'herbicide le plus vendu au monde ! Recueillant plusieurs fois la preuve que les études, initiées pour mesurer les résidus de pesticide sur les sols, les fruits et les légumes, avaient été gravement falsifiées ! « Il faut dire qu'une fois de plus, l'EPA avait choisi la politique de l'autruche: "Nous

ne pensons pas qu'il y ait un problème environnemental ou sanitaire", déclarait Linda Fisher, la directrice adjointe de la division des pesticides et des substances toxiques. Et pour cause : après dix ans de bons et loyaux services à l'EPA, Linda Fisher sera embauchée, en 1995, par Monsanto pour qui elle dirigera le bureau de Washington, chargé du lobbying auprès des décideurs politiques, avant de retourner à l'EPA, en mai 2001, où elle occupera le poste de numéro deux... Un bel exemple de ce qu'on appelle aux États-Unis les « revolving doors » (portes tournantes) qui illustre la collusion entre les grandes entreprises et les autorités du pays... [408] Malgré les accusations incessantes dont ce produit fait l'objet, « l'EPA continue à déclarer sains des pesticides dont il n'a jamais été prouvé qu'ils l'étaient... » [409]

En 1993, une étude menée à l'université de Berkeley annonce qu'il est la cause la plus courante des maladies dues aux herbicides parmi les ouvriers des espaces verts en Californie et la troisième parmi les ouvriers agricoles [410]. En 1998, celle de Jean-François Viel [411], professeur de médecine à l'hôpital de Besançon, venait la corroborer, détectant une mortalité plus élevée chez 800000 agriculteurs et ouvriers agricoles âgés de 35 à 74 ans dans 89 régions de France, avec une incidence significativement plus élevée de cancer du cerveau chez ceux les plus exposés aux pesticides. Comme les agriculteurs en première ligne, les particuliers utilisant des pesticides pour leurs plantes d'intérieur augmentent leur risque de développer une tumeur cérébrale. Une autre enquête menée en Île-de-France, en 1994, dénonce le risque accru de cancer du cerveau de l'enfant dans les familles qui utilisent des pesticides à la maison. En 1996, une revue scientifique apporte la preuve de « nausées, palpitations cardiaques, lésions pulmonaires, cancers divers dont accroissement des leucémies chez l'enfant, problèmes de la reproduction et aberrations chromosomiques » [412] dus à l'exposition au Roundup.

Finalement, en 1997, à la suite d'une série de plaintes, une décision de justice contraint Monsanto à enlever les mentions « biodégradable » et « respecte l'environnement » de ses emballages. Mais le mal est fait, auréolé de sa réputation écologique, une gamme de Roundup destinée au grand public a vu le jour et se trouve à la place d'honneur dans toutes les « bonnes » jardineries et le glyphosate est désormais répandu abondamment dans tous les jardins de l'hexagone, sans aucune protection, avant de planter tomates et poireaux qui feront le bonheur des familles. En France, après avoir été assignées pour publicité mensongère et après six ans de procédure, le tribunal correctionnel de Lyon a condamné, en 2007, les sociétés Monsanto et Scotts France, son distributeur, à 15 000 euros d'amende ! Est-ce que ce n'est pas une incitation au crime ?

Ces cocktails mortels

Pendant que Monsanto et les agences de santé publique s'évertuent à nous seriner que le Roundup n'est pas dangereux pour l'homme, les études de chercheurs indépendants apportent systématiquement des résultats contraires. Dans une enquête publiée par la revue scientifique américaine *Chemical Research in Toxicology*, Gilles-Éric Séralini, professeur de biochimie à l'université de Caen, affirme avoir « élucidé les mécanismes de la toxicité du produit sur des cellules humaines ». « Notre étude montre que l'utilisation, sur des cellules de nouveau-né fraîchement issues de cordon ombilical, de différentes formulations du Roundup, diluées à des doses infinitésimales (jusqu'à 100 000 fois), provoque en quelques heures la mort des cellules », écrit le chercheur. La toxicité de la molécule active de l'herbicide, le glyphosate, est déjà connue, ainsi que les effets nocifs pour la santé que pourrait provoquer

l'exposition à de fortes doses. Toutefois les travaux du professeur Séralini montrent que le mélange d'autres substances dans les différentes formulations du composé « amplifie l'action du principe actif ». « Et les chercheurs ont eu la surprise de constater que les effets délétères les plus marqués ne venaient pas du glyphosate lui-même (qui n'est pas efficace seul, puisqu'il ne pénètre pas les feuilles), mais de ses adjuvants. Or les tests d'homologation du Roundup avaient été conduits avec du glyphosate pur ! »[413]

« S'appuyant sur ces résultats, le Comité de recherche et d'information indépendantes sur le génie génétique (CRIIGEN), dont M. Séralini est membre, réclame la publication des analyses de sang détaillées "de chaque mammifère ayant reçu de l'herbicide lors des tests réglementaires avant autorisation commerciale [...], car elles pourraient masquer des effets indésirables". À quoi le directeur adjoint "végétal et environnement" de l'AFSSA, Thierry Mercier, répond que l'article de l'équipe de Caen ne justifie pas une réévaluation du Roundup. "Ces résultats ne remettent pas en cause les évaluations réalisées par la firme et dans des laboratoires indépendants", estime-t-il. "Il faut être prudent quant à une extrapolation possible à l'homme d'études *in vitro*", note-t-il. »[414]

En somme, encore une fois, le « principe de précaution » inscrit dans notre constitution s'applique surtout au tort que l'on pourrait causer à la firme, mais jamais à notre santé !

Robert Bellé, professeur à l'université Pierre et Marie Curie et chercheur dans l'unité mer et santé du CNRS installée à la Station biologique de Roscoff, a montré le rôle prépondérant dans la genèse des cancers, joué par cet herbicide qui porte atteinte à la division des cellules[415]. Deux cent cinquante mille nouveaux cas de cancers par an constituent la deuxième cause de mortalité en France. Ils

sont en forte augmentation puisque leur nombre double tous les trente ans. Et parmi eux seulement 15 % sont d'origine génétique contre 85 % d'origine environnementale. Son laboratoire, à Roscoff, a travaillé sur les cellules embryonnaires d'oursin qui sont un « matériau » de recherche reconnu internationalement depuis que le prix Nobel de physiologie a été accordé, en 2001, à des chercheurs pour leur découverte du « modèle de l'oursin », montrant que les effets se produisant sur une cellule d'oursin sont comparables à ce qui se passe chez l'homme.

« Ce pesticide s'est révélé agir sur le cycle cellulaire, même à des doses 500 à 2500 fois inférieures à celles recommandées par le fabricant, or il est aujourd'hui admis que les cancers humains sont imputables, à leur origine, à un défaut de fonctionnement du cycle cellulaire, ce processus universel qui permet la duplication des cellules et le développement de tout organisme [416]. Les travaux que nous menons, mon équipe et moi-même, ont démontré que sur un embryon d'oursin, l'herbicide en question est, tout simplement, dévastateur. Ses composants, le glyphosate et les produits de formulation, affectent alors l'ADN de l'oursin, jusqu'à inhiber le point de surveillance. Du coup, certaines cellules échappent à la surveillance de l'ADN, conduisant ainsi aux tumeurs et aux cancers (parfois trois à quatre décennies après le stress initial). Chez l'homme, le processus et les conséquences sont identiques. » [417]

Or, le MDRGF (Mouvement pour les droits et le respect des générations futures) présente les nouveaux chiffres de contamination par les résidus de pesticides des aliments vendus dans l'Union européenne : une denrée alimentaire sur trois est contaminée au-delà du niveau acceptable, 49,5 % des fruits et légumes européens contiennent des pesticides ! C'est le plus haut niveau de contamination jamais enregistré. Cela représente une augmentation d'environ 20 % au cours

des cinq dernières années. Les céréales sont elles aussi de plus en plus contaminées avec 27,2 % de contamination en 2006 contre 21 % en 2005.

Parmi ces fruits et légumes contaminés, 4,7 % contiennent des pesticides à des concentrations supérieures aux limites légales (LMR : limite maximale résidus). Vingt-trois pesticides ont été détectés à des niveaux suffisamment élevés pour présenter un risque pour la santé publique. Cinq de ces résidus de pesticides sont classés comme cancérogènes, mutagènes, toxiques pour la reproduction ou encore perturbateurs pour le système hormonal [418]. « Les dépassements concernent essentiellement les poivrons et les piments, les lentilles et les aubergines, les fraises, les mandarines et les poires », précise la DGCCRF (Direction générale de la consommation, de la concurrence et la répression des fraudes). En moyenne, nous ingérons 1,5 kg de pesticides par an.

Dans une étude qui vient d'être publiée, dans *The Journal of Experimental Medicine*, Sandrine Roulland et Bertrand Nadel, des chercheurs du Centre d'immunologie de Marseille-Luminy, qui dépend de l'Inserm (Institut national de la santé et de la recherche médicale), en collaboration avec une équipe d'épidémiologistes du Groupe régional d'études sur le cancer de Caen, viennent d'identifier la « preuve biologique » d'un lien, entre l'exposition aux pesticides en milieu agricole, ainsi qu'aux dioxines et aux solvants organiques et des anomalies chromosomiques pouvant favoriser le développement d'un lymphome ou cancer du système immunitaire. En suivant sur une période moyenne de dix ans une population de 128 agriculteurs exposés aux pesticides, les chercheurs marseillais ont trouvé qu'ils présentaient dans le sang une fréquence de translocation (échange de matériel génétique) des cellules, entre les chromosomes 14 et 18, pouvant être jusqu'à 1 000 fois

supérieure à la normale. Or, ces remaniements sont généralement de réels précurseurs tumoraux et une première étape vers la cancérisation [419].

Mais le marché des pesticides représente 2 milliards d'euros par an uniquement sur le territoire français. Nous sommes le premier utilisateur de pesticides en Europe et le quatrième au niveau mondial après le Brésil, les États-Unis et le Japon. Espérons qu'au pays du Grenelle de l'environnement, les promesses seront tenues : aux termes du plan Écophyto 2018, décidé par Michel Barnier, le ministre de l'Agriculture du moment, le secteur agricole doit réduire « si possible » de 50 % dans les dix ans l'utilisation de pesticides.

Le 2 en 1

En 2000, l'exclusivité sur l'herbicide Roundup arrivait à expiration, autorisant n'importe qui à en fabriquer des génériques... L'idée de génie fut : les cultures transgéniques, c'est-à-dire des semences modifiées génétiquement (OGM) pour résister au Roundup. Ainsi, dès 1993, Monsanto développe les cultures « Roundup Ready » (prêtes pour le Roundup), des plantes dans lesquelles un gène a été introduit, qui leur permet de résister aux épandages de Roundup, pendant que ce dernier tue toutes les mauvaises herbes autour. Cette découverte avait deux avantages : d'abord supplanter ses concurrents et puis, vendre deux produits au lieu d'un, puisqu'ils sont indissociables !

La technique facilitait grandement la vie des agriculteurs qui pouvaient, de surcroît, semer ou planter une zone désherbée sans délai et répandre leurs pesticides pratiquement jusqu'à la récolte. Et nous, depuis, on mange les résidus !

Il faut revenir en arrière, George Bush père vient d'être élu président et veut par-dessus tout établir la suprématie de l'industrie américaine sur le Japon d'abord et sur le monde ensuite; une des plus prometteuses est la biotechnologie. De son côté, Monsanto, avec toutes les casseroles qu'il trimballait, sait qu'il lui faut absolument être couvert par la FDA dans cette nouvelle aventure et obtenir une réglementation assurant le public que les OGM qu'il est en train de produire sont sûrs. Et il s'arrange pour l'obtenir ! Supervisée par Michael Kantor, (ex-avocat de la firme et du Conseil international de la biotechnologie et des aliments), alors numéro deux de la FDA, (avant de revenir chez Monsanto comme vice-président, en 1992), la réglementation sur les OGM est mise au point et publiée par l'agence, comprenant l'article qui va faire l'objet de toutes les controverses : « Dans la plupart des cas, les composants des aliments provenant d'une plante génétiquement modifiée seront les mêmes – ou similaires en substance – que ceux que l'on trouve communément dans les aliments comme les protéines, les graisses, les huiles et les hydrates de carbone. »[420]

Imposant d'entrée le principe « d'équivalence en substance », qui permet aux substances génétiquement modifiées d'échapper à tout test d'évaluation des risques puisque, génétiquement modifiée ou pas, il est admis que c'est la même plante. Certes, c'est un ADN recombiné qui est réintroduit dans la plante, mais on part du principe que l'ADN n'est *que* de l'ADN, le même pour tous les organismes vivants... il n'y a donc pas de problème, nous disent les fabricants d'OGM. Or, c'est un gène d'un micro-organisme ayant ingéré le glyphosate et lui ayant résisté (donc qui en contient) qui est introduit dans les gènes de la plante, et va forcément produire de nouvelles protéines dont on ne connaît pas les effets. Comment cela ne pourrait-il faire aucune différence ?

Cependant c'est également en vertu de ce texte aussi que l'étiquetage des OGM est interdit, nous privant, nous consommateurs, de l'information qui nous permettrait de choisir si l'on veut en consommer ou pas ! Cependant la FAO et surtout l'OMS défendent ces mêmes positions, reprises par l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économique) ; déclarant « entrave au commerce » les lois nationales qui exigeaient l'étiquetage des OGM et faisant passer délibérément le commerce avant le droit des citoyens, à savoir ce qu'ils mangent !

LES OGM : UN TOURNANT DANGEREUX POUR L'HUMANITÉ

« The genetic modification of crops is taking mankind into realms that belong to God, and God alone » [421], avertit le prince Charles.

Le premier OGM sorti par Monsanto fut le soja Roundup Ready, mais beaucoup d'autres vont suivre rapidement. Aujourd'hui, 70 % des aliments américains contiennent des OGM… et 90 % des OGM cultivés dans le monde proviennent de semences vendues par Monsanto. Parmi ces OGM, 70 % sont dits « Roundup Ready » c'est-à-dire qu'ils sont résistants à l'herbicide du même nom. Les autres 30 % sont des Bt fabriqués pour que la plante produise un insecticide. Génétiquement modifiées, ces céréales possèdent un gène issu de la bactérie *Bacillus thuringiensis*, qui provoque la production par la plante elle-même d'une substance toxique pour les insectes. Sur le terrain, il s'avère cependant que certains nuisibles deviennent petit à petit résistants aux OGM [422], tandis que d'autres insectes qui sont bénéfiques à l'écosystème, comme les papillons, les abeilles, les coccinelles, les lombrics… en meurent. Mais nous en reparlerons !

Certaines plantes transgéniques comme : la betterave, le blé, le colza, la luzerne, le maïs, le peuplier, la pomme de terre, le tournesol, le soja, la vigne, la laitue, la chicorée et le café, sont cultivées à titre expérimental en France aujourd'hui, mais la seule culture transgénique commerciale autorisée était le maïs MON 810 Monsanto. Depuis février 2008, le gouvernement français est revenu sur cette autorisation, fournissant un dossier scientifique qui était censé apporter des éléments nouveaux pouvant remettre en cause la sécurité sanitaire et environnementale de ce maïs. Au grand dam des semenciers et de l'Autorité européenne de sécurité alimentaire (EFSA) [423] qui vient de réaffirmer son innocuité. La Commission européenne va devoir statuer ; si elle suit cet avis, la clause de sauvegarde que la France a fait jouer tombera automatiquement. À moins que...

Plusieurs pays européens interdisent actuellement le maïs MON 810, dont l'Allemagne, la France, la Grèce, l'Autriche, la Hongrie et le Luxembourg, alors qu'il est cultivé dans sept autres pays européens, sur une superficie totale qui a atteint 107 000 ha en 2008 ; toutefois la majorité des consommateurs européens est contre les OGM, leur vigilance ou leur boycott grandit de jour en jour (merci José Bové d'avoir agi à une époque où peu d'entre nous avaient pris conscience de l'enjeu de ce qui se tramait) et les destructions d'essais sont nombreuses dans tous les pays. Au point que la Grande-Bretagne, par exemple, envisage un regroupement de ces derniers dans un lieu secret, sous la responsabilité du gouvernement. Et si, pour une fois, ça ne marchait pas comme ils veulent !

Le bras de fer est crucial : les États-Unis font sans cesse pression sur l'Europe dans le conflit qui les oppose devant l'OMC, afin de réduire les barrières à la commercialisation des OGM dans l'UE, cherchant au travers du Codex

Alimentarius à imposer de nouvelles normes qui leur permettent de contourner l'opposition. Quant à l'EFSA, le gendarme européen, elle se faisait tailler en pièces par les écologistes dans une dépêche AFP du 29 juillet 2009 :

« Greenpeace et Friends of the Earth Europe ont mis en garde, dans un communiqué commun, la Commission européenne et les gouvernements de l'Union européenne contre le renouvellement de l'autorisation à la culture pour le MON 810, car l'avis de l'EFSA souffre de "sérieuses erreurs et omissions". La France a rejeté l'avis de l'EFSA en contestant la méthode employée, réclamant des évaluations plus précises. "Les méthodologies ainsi demandées étant en cours de révision pour aboutissement en 2010, l'avis rendu par l'EFSA n'a pas pu encore en tenir compte", ont affirmé récemment les ministres français du Développement durable Jean-Louis Borloo et de l'Agriculture Bruno Le Maire. "L'EFSA souffre d'un sérieux manque d'expertise scientifique ou alors elle joue un jeu politique très risqué avec notre santé et avec l'environnement", a estimé Adrian Bebb, un des responsables de Friends of the Earth. Plus virulente, l'experte en OGM de Greenpeace, Marta Vétier, a conseillé aux Européens de "rejeter l'avis de l'EFSA, d'interdire la culture du MON 810 et de rechercher un autre organisme qui soit capable de délivrer des avis non biaisés et fondés sur la science". » [424]

Dans les faits, « l'EFSA a rendu, depuis 2002, quarante-deux avis sur les OGM. Tous positifs. La cause est entendue pour les écologistes qui accusent l'agence d'être le jouet du lobby industriel. L'autorité européenne se défend. Tous les avis, fait-elle valoir, ont été émis "après beaucoup de discussions" et sont fondés sur les dossiers fournis par les industriels (sic), l'EFSA n'ayant pas de moyens de recherche propres. » On croit rêver ! Seraient-ils les seuls à ne pas avoir entendu parler de rapports truqués, d'ana-

lyses falsifiées ? Pourquoi ou pour qui couvrent-ils ces pratiques ? Les Amis de la Terre ont contesté aussi la neutralité de plusieurs membres du panel OGM, pour leurs liens, directs ou indirects, avec des entreprises de biotechnologies. « À commencer par son président, Harry Kulper, coordonnateur, de 2000 à 2003, d'un programme de recherche européen auquel participaient Monsanto, Bayer Cup Science et Syngenta. “Il s'agissait d'un programme communautaire public, répond la directrice de l'EFSA, Catherine Geslain-Laméelle. Du reste, s'il fallait disqualifier définitivement tous ceux qui ont travaillé avec l'industrie, on ne trouverait personne”. »[425] C'est marrant ces gens qui s'expriment au nom de ces agences publiques... ça fait penser aux footballeurs à qui l'on a appris trois phrases de la langue de bois et qui les ressortent quel que soit le match. Combien de temps encore ces organismes dont les membres sont payés pour assurer notre protection pensent-ils que leur arrogance va suffire à nous faire supporter qu'ils roulent pour d'autres intérêts ? Il y a aussi l'hypothèse (menue... très, très menue...) que ce soit de la simple bêtise, mais en allant voir de plus près sur le site officiel de l'EFSA, on apprend que tous ses membres remplissent une déclaration d'intérêts annuelle, publiée sur leur « Declaration of Interests Database ». Et quand on clique dessus, la seule information qui apparaît est : « No expert present » ! En matière de transparence, ce n'est pas terrible ! D'autant plus que la confidentialité des débats est toujours de mise !

L'autre problème crucial est que, par le biais de l'ouverture des marchés et le risque de contamination des cultures, on ne sait plus très bien ce qui est dans nos assiettes. Depuis 1998, l'Espagne, par exemple, cultive des OGM à grande échelle, qui ne s'arrêtent pas aux frontières... On trouve donc, sans toujours le savoir, des OGM dans certains aliments à base de maïs, de soja ou de

colza, dans des plats préparés, des conserves... Étant donné aussi que 80 % des OGM sont destinés à nourrir le bétail, nous sommes au bout de la chaîne... Comme les pesticides, leurs effets à long terme sur la faune, la flore et l'organisme humain (toxicité, allergie, résistance aux antibiotiques) sont mal évalués, faute de tests sur la durée. « On regarde l'effet sur des rongeurs à quatre-vingt-dix jours, mais on ne regarde même pas ce que ça donne à la génération suivante. C'est scandaleux »[426], proteste Yvon Le Maho, dont les rapports sont à l'origine du moratoire du MON 810.

C'est tellement vrai que, même si on arrêtait l'utilisation des OGM, là, tout de suite, il y en aurait pour des années afin que soit contrôlé leur éparpillement dans la nature, que les sols redeviennent sains et que leurs traces s'effacent de nos organismes.

Andrew Kimbrell, directeur du centre pour l'évaluation de la technologie à Washington, reconnaît, que de telles disséminations sont inévitables : « La pollution biologique sera le cauchemar de l'environnement du XXIe siècle »[427], dit-il dans une discussion avec un journaliste du *New York Times*, « ce n'est pas comme une pollution chimique – de l'huile répandue – qui éventuellement se disperse. La pollution biologique est un phénomène tout à fait différent, davantage comme une maladie. Est-ce que Monsanto sera tenue légalement responsable quand un de ces transgènes créera une supergraine ou un insecte résistant ? »

Mais Jerry Hjelle, vice-président de Monsanto pour les affaires réglementaires, à qui il posa la question, lui répondit que : « La résistance ne devrait pas être quelque chose qui nous préoccupe parce qu'on peut résoudre ce problème avec de nouveaux produits ! »

Voilà qui nous rassure !

« Monsanto ne devrait pas avoir à garantir la sécurité des produits alimentaires génétiquement modifiés. Notre intérêt est d'en vendre le plus possible. En assurer sa sécurité est le job de la FDA » [428], disait Phil Angell, à l'époque où il était directeur de la communication de Monsanto !

Oui mais... avec ces plantes aux gènes modifiés, les pesticides sont devenus un produit alimentaire à part entière puisqu'on en trouve des résidus sur les grains de soja et de maïs transgéniques, dans notre nourriture... quand ce n'est pas le gène de la plante lui-même qui est un pesticide.

Le problème c'est qu'en quinze ans, très peu d'études ont pu être faites sur l'impact des OGM sur notre santé. Les chercheurs ne trouvant pas facilement (c'est peu dire) de budget pour ce genre de projets, les seules études qui faisaient foi étaient celles qui avaient été conduites par Monsanto sur des rats ; gardées secrètes par la compagnie jusqu'à ce que Greenpeace obtienne des tribunaux allemands que leur accès soit rendu public. Le moins que l'on puisse dire c'est que « l'interprétation de leurs données pouvait être controversée et que le secret ne devrait pas être de mise quand les OGM sont destinés à la consommation humaine », dit le docteur Gilles-Éric Séralini [429], qui est un des rares chercheurs à avoir reconduit ces expériences. Il en ressort « une importante sous-estimation des signes initiaux de maladies comme des cancers, maladies hormonales, immunitaires, nerveuses ou de la reproduction, entre autres... »

Bien évidemment, la contre-attaque s'est organisée : un panel d'experts a été sollicité pour évaluer les résultats de l'étude originale réalisée par la compagnie Monsanto et de la réanalyse faite par Séralini *et al.* Il conclut, comme d'habitude, que « la réanalyse de Séralini *et al.* ne fournit

aucune évidence qui indique que le MON 863 est associé à des effets défavorables dans cette étude de rats nourris pendant quatre-vingt-dix jours » dans le rapport de Doull en août 2007, mentionné sur le site du CRIIGEN dont le docteur Séralini est un des fondateurs avec Corinne Lepage et dont la conclusion ne manque pas d'humour : « Les remerciements du panel d'experts sont adressés à la compagnie Monsanto pour les avoir soutenus financièrement et techniquement. » Et le docteur Séralini résume le problème, expliquant que les OGM ne sont pas fabriqués en vue de nourrir le monde, puisque 99 % d'entre eux servent à tolérer des herbicides ou à produire des insecticides ; que ces "éponges à désherbants" ne facilitent pas l'agriculture durable mais l'agriculture intensive, que des phénomènes de résistances apparaissent, nécessitant l'emploi d'encore plus de désherbants particulièrement nocifs pour l'environnement. « En réalité, le paysan est pris en otage par ces nouvelles technologies. » Et puis, il est bien placé pour le savoir : « Ils ne proviennent pas d'une recherche de haute volée. Ce sont simplement de premiers "brouillons génétiques". Dans un organisme génétiquement modifié, on sait ce qu'on y introduit, mais on ignore ce qu'il en résultera, d'où la nécessité de faire des tris expérimentaux. L'évaluation de leur impact sur l'environnement et la santé n'est quasiment pas étudiée. » Point de vue qui rejoint celui de Christian Velot : « Pour faire des OGM toutes les semaines dans le cadre de mon activité de recherche fondamentale, je sais à quel point on ne maîtrise rien de cette technologie et à quel point il est irresponsable de disséminer les OGM dans les champs et dans les assiettes. On prend les consommateurs pour des cobayes et la planète pour une paillasse de laboratoire. Je le dis haut et fort parce que si dans trente ans, j'ai encore la chance (ou la malchance, je ne sais pas) de faire partie de ce monde, je ne veux pas me regarder dans un miroir en me disant *je savais et je n'ai rien dit.* »

Pendant ce temps, Monsanto ne connaît pas la crise. La compagnie a annoncé ses résultats pour le premier trimestre 2008-2009, qualifiés d'« historiques ». Le groupe a dégagé sur la période de septembre à novembre un bénéfice net plus que doublé grâce à la bonne tenue de ses activités en Amérique du Sud.

Sur ces trois mois, le bénéfice net s'est envolé de 117 % à 556 millions de dollars, contre 256 millions réalisés l'an dernier à la même époque [430].

L'HORMONE DE CROISSANCE BOVINE

Les consommateurs la détestent, les fermiers n'en veulent pas et les vaches sont malades rien que d'y penser !

C'est la phrase qui la résumait dès son autorisation de mise sur le marché !

Au début des années quatre-vingt, quatre compagnies du secteur chimique ont collectivement investi un billion de dollars dans la recherche et le développement d'une hormone de croissance bovine, destinée à être injectée aux vaches afin d'augmenter leur production de lait. Chez les vaches, après un vêlage, une hormone est sécrétée naturellement qui active la production de lait, c'est la somatotropine. Les chercheurs de Monsanto parviennent à en isoler le gène, et à l'introduire dans une bactérie (*E. coli*, commune à tous les mammifères), afin de la fabriquer artificiellement. Injectée dans la vache, il s'agissait de lui faire produire tout le temps autant de lait que si elle nourrissait un petit. Ils l'appellent rBGH (recombinant Bovine Growth Hormone). Pendant quatorze ans, la firme va « batailler » pour obtenir de la FDA l'autorisation de la commercialiser. Quatorze ans entachés de polémiques en tous genres face aux efforts de Monsanto pour dissimuler les effets nocifs de l'hormone. Des études indiquent que l'utilisation de rBGH augmente

la présence d'Insuline-like growth factor 1 (IGF-1) dans le lait. Cette substance, dont la fonction est d'accroître la prolifération des cellules pour aider les bébés à grandir, est présente aussi dans le lait maternel. Et la FDA affirme que, si surplus il y a dans le lait provenant de vaches traitées au rBGH, ça n'a pas d'incidence parce qu'elle ne passe pas dans le sang et, de toute façon, est détruite par la pasteurisation ou par l'intestin humain. Or, des scientifiques comme Samuel Epstein, de l'université de Chicago, et Michael Hansen du Consumer Policy Institute (magazine des consommateurs américains) assurent « que le IGF-1 induit la transformation maligne des cellules, en stimulant la prolifération de toutes les cellules, bonnes ou mauvaises et donc, pour l'homme, l'augmentation de cancers du sein, du colon et de la prostate » [431].

En 1990, un vétérinaire apporte aussi des données qui attestent d'une augmentation importante du taux d'infection des mamelles qui, du fait de l'agressivité du traitement, se gorgent de pus... qui, lui-même, passe bien entendu dans le lait. Ces infections nécessitant de traiter les vaches par des doses massives d'antibiotiques dont on trouvait aussi des résidus dans le lait. Faits d'autant plus graves pour les humains que, depuis ces dernières années où de plus en plus d'antibiotiques nous sont prescrits pour un oui, pour un non, il semble que s'installe dans nos corps, une résistance aux antibiotiques qui nous laissera de plus en plus démunis devant les maladies.

Le vétérinaire, lui, est licencié par la FDA... qui déclare dans la revue *Science*, pour la première fois de son histoire pour une substance, qu'elle n'a pas encore autorisée, la rBGH « sans danger pour la consommation humaine » [432].

Début 1994, elle autorise la commercialisation de l'hormone de Monsanto sous le nom de Posilac® [433].

Un peu plus tard, alors que Monsanto s'efforce de faire homologuer son hormone au Canada, le gouvernement canadien sort un rapport qui indique que les résultats des études de Monsanto consistant à nourrir des rats pendant quatre-vingt-dix jours avec de la rBGH à haute dose avaient été « mal reportés » par la FDA dans l'article de *Science.* Révélant que 20 à 30 % des rats avaient développé des anticorps au rBGH, preuve que la rBGH passait dans le sang et que le système immunitaire l'avait détectée et combattue. Des kystes sur la thyroïde et unc augmentation des infiltrations de la glande prostatique étaient mis en évidence sur les rats mâles. Ça n'a pas changé la position de la FDA pour autant, simplement un de ses représentants officiels, du Centre de médecine vétérinaire, John Scheid, a dû avouer à un reporter d'Associated Press : « Nous n'avons pas eu les données brutes de l'étude, on s'est basés sur le résumé que nous a fourni Monsanto. » [434]

Un peu comme si les critiques décernaient le Goncours en lisant juste la quatrième de couverture !

Plus récemment, d'autres études sont venues confirmer les craintes, constatant que : « Les femmes en préménopause de moins de 50 ans, présentant une concentration élevée de IGF-1, avaient sept fois plus de "chances" de développer un cancer du sein que celles ayant un taux normal [435], [...] que le taux des cancers du sein chez les femmes américaines de plus de 50 ans a augmenté de 55,3 % entre 1994, l'année où la rBGH a été mise sur le marché, et 2002 [436]. De même, une étude conduite par le docteur Steinman, du Albert Einstein College of Medecine de New York, a montré que les Américaines qui consomment quotidiennement des produits laitiers ont cinq fois plus de chances de donner naissance à des jumeaux que celles qui n'en consomment pas. Tout cela, c'est l'œuvre du IGF-1 [437]... » [438]

L'usage de cette hormone artificielle est interdit en Europe, au Canada, au Japon, en Nouvelle-Zélande et en Australie, mais une grande partie de la production industrielle de lait en contient aux USA, en Amérique latine et dans huit pays d'autres continents. L'entreprise Monsanto, fortement soutenue par un agressif lobbying du Conseil national des produits laitiers, continue à nier l'évidence scientifique des risques du lait « à la rBGH », malgré une série de publications ces quinze dernières années, notamment dans *The International Journal of Health Services*, l'organe international le plus prestigieux en matière de santé ; pendant que la FDA ne voit rien, n'entend rien sauf... quand la compagnie la tire par la manche.

On l'a vu, aucun produit transgénique n'est étiqueté aux USA, à cause de la fameuse « équivalence en substance » ; et Monsanto s'est dépêchée d'obtenir de la FDA qu'il ne soit pas demandé aux producteurs qui utilisent l'hormone d'apposer sur leur lait une étiquette indiquant « contient des transgéniques » puisqu'il n'y avait « aucune différence entre le lait aux hormones et les autres » [439]. Le « lait aux hormones » peut donc être mélangé au lait naturel ! Mais dans le monde entier, les enquêtes faites auprès des consommateurs pour savoir s'ils préfèrent ou non l'étiquetage des transgéniques donnent de 80 à 98 % en faveur de l'étiquetage. Monsanto sait bien ce qu'elle aurait à y perdre ! Des grandes chaînes, comme Wal-Mart, les cafés Starbucks, s'engagent auprès de leurs clients à ne pas l'utiliser. Face aux actions de ces supermarchés et au rejet des consommateurs, la réponse de la firme est d'harceler les autorités pour que l'on ne puisse pas non plus étiqueter qu'un lait « ne contient pas d'rBGH », soutenant d'une part que c'est diffamatoire pour les produits qui en contiennent et d'autre

part « tromper » les consommateurs, puisque le lait en contient de façon naturelle ! C'est gentil mais qu'elle ne s'inquiète pas pour nous: tout le monde a bien compris la différence entre la présence d'hormone naturelle et la présence d'rBGH dans un aliment. La firme attaque d'ailleurs systématiquement en justice toutes les entreprises laitières qui indiquent la mention sur les briques de lait qu'elles produisent; elle a même poursuivi une entreprise laitière qui s'était engagée à ne vendre aucun produit contenant une hormone synthétique de croissance ! La poursuite s'est terminée lorsque l'entreprise a accepté d'ajouter sur ses étiquettes une mention précisant que « la FDA n'a constaté aucune différence significative entre le lait de vache traité aux hormones et le lait de vaches non traité. »

Non seulement, c'est OK de ne pas inscrire ce qu'un produit contient qui peut être dangereux pour la santé et d'aller ainsi à l'encontre du souhait de ceux qui vont le consommer, mais ce n'est pas OK de dire qu'un autre produit est naturel, pour ceux qui voudraient choisir... Entre le tort économique qui pourrait être fait à la firme et l'hypothèque qu'elle inscrit sur nos vies, « le principe de précaution » marche toujours dans le même sens ! Je ne parle même pas de retirer purement et simplement de la vente un produit que tant d'études clouent au pilori !

En somme, ce que Monsanto voudrait c'est qu'on n'ait pas le choix ! Mais, cette fois, les instances de l'Union européenne ont fait leur travail.

La fin justifie les moyens

Tout cela donne une vague idée des pouvoirs de Monsanto. Mais comment des mensonges gros comme des montagnes arrivent-ils à nous être imposés ? Bien sûr, les

études truquées, dissimulées... Mais tout cela est cousu de fil blanc devant les yeux des spécialistes ! Il faut donc qu'ils se taisent ou qu'ils marchent dans la combine... qu'ils soient dans leurs laboratoires, dans la presse, dans les instances nationales ou internationales.

C'est comme ça que la FDA a viré Richard Burroughs, en charge d'analyser la demande d'autorisation de mise sur le marché de la rBGH, pour avoir dit que les études de Monsanto n'étaient pas fiables... que le docteur Arpad Pusztai, (le plus grand expert en test d'évaluation des transgéniques), qui travaillait pour le gouvernement britannique en 1998, a été renvoyé et l'équipe qui travaillait avec lui sur le projet, dissoute. Il avait « démontré que les rats nourris avec un type de pommes de terre génétiquement modifié, supposé propre à la consommation humaine, souffraient de graves déficiences du système immunologique, qu'ils développaient un cerveau, un foie et des testicules plus petits, des problèmes de digestion et une augmentation des cellules de l'intestin qui pourraient être précancérigènes ». Toutes les données de leurs recherches ont été saisies et Arpad Pusztai a été calomnié dans les médias alors qu'on lui avait intimé l'ordre de se taire, sous peine d'être poursuivi en justice. L'ordre serait même venu de Downing Street. [440] Que le docteur Shiv Chopra, au Canada, avec deux autres scientifiques du bureau des médicaments vétérinaires, Margaret Haydon et Gérard Lambert, ont été harcelés, dénigrés, mis au placard puis licenciés de leurs laboratoires après avoir témoigné devant le Comité sénatorial en 1998, que les directeurs de Santé Canada avaient fait pression sur eux pour autoriser la rGBH dans la chaîne alimentaire sans aucune preuve de son innocuité... C'est pourtant grâce aux travaux du docteur Chopra [441] que l'hormone a été interdite au Canada et en Europe, et que son nom est devenu depuis synonyme du combat pour la sécurité alimentaire dans le monde.

Plus près de nous, Christian Velot, enseignant-chercheur en génétique moléculaire à l'Institut de génétique et de microbiologie du CNRS à l'université d'Orsay, subit les mêmes pressions suite à ses prises de position publiques sur les OGM: « Fin 2006, ce fut d'abord des remontrances verbales qui sont devenues récurrentes suivies par des pressions matérielles, des confiscations de crédit... », jusqu'à un courrier officiel lui annonçant que son contrat ne serait pas renouvelé à partir de fin 2009. Aux dernières nouvelles, grâce aux actions menées sur le campus par les étudiants d'Orsay et par l'association « Sciences citoyennes » (qui regroupe des citoyens et des chercheurs), la pétition nationale qu'ils ont lancée et la médiatisation qui s'en est suivie, le rapport de forces s'est inversé et Christian Vélot peut continuer ses recherches en électron libre, en dehors du CNRS, rattaché directement à l'université. Nombreux sont les chercheurs qui, pour avoir osé critiquer, études à l'appui, l'innocuité des OGM, n'ont pas eu cette chance et se sont retrouvés licenciés, déplacés, placardisés ! Comme Ignacio Chapela de l'université de Berkeley, qui a décelé avec un de ses collaborateurs des contaminations OGM sur le maïs mexicain, attirant la colère de Monsanto dès la publication de leurs découvertes dans la revue scientifique *Nature*. Monsanto déclencha alors une vaste campagne de diffamation, à travers un site Internet, AgBioWorld, dans lequel d'autres scientifiques postaient des articles pro OGM et dénigraient personnellement Ignacio Chapela. « Un courriel posté par Mary Murphy affirme que l'auteur de l'article de *Nature*, I. Chapela, fait partie du directoire du Pesticide Action Network North America, un groupe d'activistes et que [...] ce n'est pas vraiment ce qu'on peut appeler un auteur impartial. Le même jour, une certaine Andura Smetacek, poste sur le site un courriel intitulé "Ignatio Chapela : un activiste avant d'être un scientifique" dans lequel on peut lire que M. Chapela aurait été manipulé par

des activistes anti-technologie (comme Greenpeace, les Amis de la Terre ou la Organic Consumers Association) ». Ces deux courriels seront envoyés à plus de 3000 scientifiques ! En cherchant mieux, on s'aperçoit qu'AgBioWorld n'est pas, comme il le prétend, une fondation à but non lucratif destinée à informer la communauté scientifique sur l'agriculture biologique mais que le site est hébergé par la société Bivings, spécialisée dans la communication et le lobbying sur Internet et qui compte parmi ses clients Monsanto. D'ailleurs, dans un document de conseil à ses clients intitulé "Marketing viral : comment infecter le monde" le groupe Bivings nous informe que pour certaines campagnes, il n'est pas souhaitable, et il est même désastreux, que le public sache que votre entreprise y est directement impliquée. Et lorsque que l'on remonte à l'adresse IP de Mary Murphy et Andura Smetacek, les auteurs des deux courriels, on tombe sur l'adresse gatekeeper2. monsanto.com, propriété de la compagnie Monsanto de Saint-Louis. »[442]

Après avoir perdu son poste de chercheur en biologie à l'Université de Berkeley, I Chapela sera réintégré sur décision de justice pour licenciement abusif. Mais il dénonce : « je traîne mon boulet de lanceur d'alerte. Je n'ai pas de budget pour conduire les recherches qui m'intéressent, car désormais, aux Etats-Unis, on ne peut plus travailler en biologie si on refuse le soutient des firmes de la biotechnologie… »

Même mésaventure pour le biologiste Robert Bellé qui a démontré le caractère cancérigène de l'herbicide phare de Monsanto, le Round-up. Malgré les preuves apportées, « on continue de trouver ce produit en vente libre dans toutes les jardineries, c'est incroyable ! » s'exclame le chercheur et, pire encore, il met au point un « test de criblage », à partir du modèle établi pour le Round-up, qui

« permettrait de déterminer quels sont les produits à risque bien avant que les pathologies n'apparaissent. Et ce, quelle que soit la dose du produit testé. Pour le moment, un tel test n'existe pas. Le potentiel cancérigène des pesticides, s'il est avéré, est infiniment supérieur à celui de l'amiante pour la simple raison que l'ensemble de la population y est exposée et que les doses diffusées dans l'environnement depuis 50 ans sont très élevées ! » Or, depuis des années, les demandes de financements déposées à l'Agence nationale de la recherche sont rejetées. [443] D'autres scientifiques encore, sont tout autant persécutés : André Cicolella, chercheur en santé environnementale, en conflit avec les instances dirigeantes de l'INRS pour avoir révélé la dangerosité des éthers de glycol et licencié en 1994 ; Jean-Pierre Berlan, chercheur à l'INRA, qui allait mettre le doigt sur un des plus grands scandales de notre époque : « le mécanisme sous-tendant le dogme des bienfaits amenés par la libre concurrence : non, la source de profit de ces firmes ne gisait pas dans cette concurrence mais, comme tout un chacun le sait, dans la constitution de monopoles, en l'occurrence, le monopole sur les semences, au détriment de leur libre reproduction par les agriculteurs, comme cela s'était fait des siècles durant. » À partir de ce moment, la carrière à l'INRA de JP Berlan est terminée, comme il le dit lui-même : « Le dissident est passé de l'autre côté du miroir. Il a fait tomber les masques, il voit ce que le système cache...des scientifiques qui se présentent comme d'autant plus objectifs que, leur rôle réel est de résoudre les problèmes qui préoccupent les classes dominantes et leur fournir les constructions intellectuelles qui légitiment comme naturelles et donc inévitables les solutions qu'elles apportent à ces problèmes. La biologie et la génétique, de la dernière partie du XIXe siècle à la Deuxième Guerre mondiale, n'ont-elles pas justifié scientifiquement et en toute objectivité le racisme et l'eugénisme ? » [444] Lui qui m'avouait, tellement déçu :

« ...on est jeunes, on choisit la recherche par idéal, on croit que les scientifiques sont libres, or on nous demande d'être au service du capital, de ce fric que vous méprisez ! » [445]

« En France, le poids des lobbys et la culture du secret administratif sont tellement forts que, sans ces gens, on ne saurait rien », écrit Pascal Canfin, journaliste et auteur du livre *C'est pollué près de chez vous*. Il est urgent que, comme les États-Unis avec le *Whistleblower Act* ou la Grande-Bretagne avec le *Public Interest Disclosure Act,* la France se dote d'un dispositif de protection des lanceurs d'alerte. Et le rapport commandé par Jean-Louis Borloo à Corinne Lepage [446] dans le cadre du Grenelle semble aller dans ce sens...

Interrogé à ce sujet, Christian Vélot disait : « Moi, j'ai peur que ce soit encore une fois du verni sur des ongles sales, mais je ne vais pas faire un procès d'intention, on va attendre de voir ce que c'est concrètement... [...] pour moi, les premières questions qui doivent se poser avant toute application technologique, c'est l'utilité sociale... et l'utilité sociale, ce n'est pas aux scientifiques d'y répondre ! [...] À qui ça profite ! Et à partir du moment où il n'y a pas d'utilité sociale, où il n'y a pas d'attente des citoyens, je crois que l'évaluation scientifique ne se pose même pas, ça reste au placard. » [447]

Le drame de notre civilisation est qu'on jette au fond des placards ceux qui nous disent la vérité, les chercheurs honnêtes, les lanceurs d'alerte, qui prennent des positions qui peuvent aller à l'encontre de certains intérêts financiers des lobbies et qu'on braque les projecteurs sur les vendus au système, ceux qui, pour un brin de ce pouvoir ou quelque avantage en nature, sont prêts à renier leurs frères humains, leur intelligence et les principes qui font l'homme, enfin... ce qu'il devrait être ! Et c'est à eux que vont nos impôts, ceux qui nous méprisent, nous embobinent et qu'on

indiffère, autant dire qu'on engraisse nos assassins... et qu'il est de notre devoir et de notre intérêt de ne pas laisser tomber ceux qui perdent tout pour nous défendre, leur métier, leurs biens et leur sécurité. Parce qu'au bout du compte... les perdants ce sont nous !

Il semble que Monsanto soit aussi bizarrement tenue au courant, à temps, pour empêcher les publications des études indépendantes qui ne lui sont pas favorables... et bloquer les reportages des journalistes qui ne lui conviennent pas. Jane Akre et Steve Wilson de Channel 13 avaient enquêté sur la rBGH et ils ont été mis en demeure, suite à des courriers-menaces envoyés par Monsanto à la chaîne, de revoir leur copie (quatre-vingt-trois fois) avant d'être licenciés et ruinés par les différents procès qui en découlèrent [448]. Ironie de l'histoire, ils ont perdu en cour d'appel parce que le tribunal a décrété qu'aucune loi aux États-Unis n'interdisait à une chaîne de télévision de mentir à ses téléspectateurs ! Honni soit qui mal y pense... Dans le pays où le Watergate a fait démissionner un président (Nixon) et le Monicagate, déclenché une enquête contre le président Clinton qui a coûté 40 millions aux contribuables américains...

Mais la tactique de pointe de la compagnie consiste surtout à placer *la* bonne personne au bon endroit au bon moment.

Chacun de mes contacts avec la politique m'a donné l'impression de boire dans un crachoir.

Ernest HEMINGWAY
(extrait du journal *New York Times,* 17 septembre 1950)

De Bush père à Obama en passant par Clinton, (eh, oui, je sais, ça fait mal !)

Tous les cartels de la biotechnologie fonctionnent de la même façon, même si le *must* revient encore à Monsanto en matière de « revolving doors », ce système qui permet de passer d'un poste de direction dans une compagnie privée à un poste de décisionnaire dans une agence publique ou au gouvernement et *vice versa*... le temps de faire passer une loi derrière laquelle la firme pourra ensuite s'abriter en toute légitimité pour imposer son business, en échange de quoi elle finance les campagnes politiques et offre un intérim doré en son sein aux personnalités influentes en attente de « mission » !

On a déjà parlé de Michael Taylor qui, sous l'administration Bush, était avocat associé de la firme qui représentait Monsanto, puis est désigné en 1991 administrateur adjoint de la FDA, à point nommé pour accoucher du texte sur la réglementation et la légalisation des OGM ; en 1994, il fait un petit passage à l'USDA, le ministère de l'Agriculture, comme directeur au commerce de Bill Clinton, avant de devenir vice-président de Monsanto en 1998 et... de revenir, il y a quelques mois, au poste de conseiller principal auprès de la FDA, commissaire sur la sécurité alimentaire dans le gouvernement Obama... En mai 1997, Mickey Kantor, l'un des stratèges de la campagne électorale de Bill Clinton et négociateur pour les affaires commerciales pendant le premier mandat du président, enchaîne avec un siège au conseil d'administration de Monsanto. Marcia Hale, ancienne assistante personnelle de Bill Clinton, devient par la suite directrice des affaires publiques de la compagnie. Charles W. Burson [449], conseiller spécial puis chef de cabinet d'Al Gore, fut plus tard vice-président de Monsanto, jusqu'en 2006 ; David W. Beier, son conseiller spécial en politique intérieure, a été le responsable des affaires gouvernementales chez Genentec [450]. Quand Madeleine Albright a créé un forum entre Américains et Européens pour trouver un terrain d'entente sur les OGM,

Michael Hansen, un scientifique qui devait représenter l'union des consommateurs, a finalement été évincé au profit de Carol Tucker Foreman, connue pour son passé de lobbyiste pendant lequel elle avait œuvré pour les intérêts de Monsanto [451].

Linda J. Fisher..., ex-commissaire adjointe du bureau de la prévention des pollutions, des pesticides et substances toxiques, devient en 1995 vice-présidente de Monsanto en charge des affaires gouvernementales.

Le docteur Michael A. Friedman, ex-commissaire de la FDA au département de la santé qui a soutenu l'approbation du projet Bioshield du gouvernement Bush, le vaccin contre l'anthrax et le lait aux hormones, a rejoint GD Searle & Co., la division pharmaceutique de Monsanto [452].

Comme le crédit revolving dont tout le monde connaît les dangers, les portes tournent dans tous les sens : Margaret Miller, ex-directeur de recherches chez Monsanto, qui avait travaillé sur des études de sécurité sur la rBGH jusqu'en 1989, est passée directrice de la sécurité des aliments et de l'évaluation des nouveaux médicaments pour animaux à la FDA... elle aussi, pile, au bon moment ! Suzanne Sechen, ex-étudiante à l'université Cornell du professeur Dale Bauman, qui avait été payé par Monsanto pour tester la rBGH, s'est révélée être un des deux auteurs de l'article truqué publié par la FDA dans *Science* après avoir été recrutée par l'agence... Alors que Rufus Yerxa, ancien conseiller juridique de la firme, était nommé représentant des États-Unis auprès de l'OMS et Robert Fraley, l'un des découvreurs du soja Roundup Ready, devenu vice-président de Monsanto, passait conseiller technique au secrétariat de l'agriculture.

Quatre ministres de W. Bush étaient des proches de Monsanto : John Ashcroft, le ministre de la Justice, a été le plus grand collecteur de fonds de campagne de la part

de la firme pour l'élection présidentielle; Tommy Thompson, le secrétaire à la Santé, a été sponsorisé par elle ; Ann Venneman, la secrétaire à l'Agriculture, représentait Calgene, qui appartient à Monsanto; Donald Rumsfeld, le secrétaire à la défense, était le PDG de Searle, une filiale de Monsanto, sans oublier Clarence Thomas qui fut l'avocat de la firme avant d'être nommé juge à la Cour suprême [453] !

Et les mêmes suspicions pèsent sur l'administration Obama, malgré ses promesses de campagne. Outre Michael Taylor, certains noms sont sujets à caution comme Tom Vilsack [454], secrétaire d'État à l'Agriculture qui a un passé pro-OGM; Islam Siddiqui, appelé le « lobbyist des pesticides », qui vient de CropLife (qui réunit certains des plus gros cartels de la chimie. C'est cette organisation qui a envoyé une lettre de protestation à Michelle Obama pour avoir créé un jardin bio à la Maison Blanche), a été nommé chef des négociations pour le commerce agricole; Roger Beachy, ex-directeur de la Fondation Monsanto, The Danforth Plant Science Center, a pris la tête de la NIFA (Institut national de l'agriculture et des aliments), le tout nouveau département de la recherche du ministère de l'Agriculture avec un budget de 500 millions de dollars...

Le budget dépensé par les cinq plus grosses entreprises de biotechnologie pour promouvoir les transgéniques est colossal: environ 50 millions de dollars par an qui s'évaporent en publicité. Rien qu'en 2001, elles ont dépensé 142 millions de dollars pour faire pression sur Washington. Et c'cst vrai puisque les lobbys doivent publier leurs comptes étant donné que c'est légal de faire du lobbying et de participer aux campagnes électorales [455].

On pourrait en écrire des pages !

On parle des États-Unis parce que les décisions prises à la direction de ces multinationales se répercutent sur le

monde entier, mais la France n'est pas en reste en matière de corruption : à en croire le dernier rapport de l'ONG Transparency, qui vient d'être publié en 2009, la France est classée vingt-quatrième – en recul de quatre places par rapport à 2007 – sur cent quatre-vingts pays.

Claude Bourguignon [456], réputé pour ses travaux et expériences sur la microbiologie des sols, écrit : « l'INRA a rejeté en bloc l'agriculture biologique, biodynamique, sans l'avoir jamais étudiée ! C'est une faute professionnelle grave de la part de cet Institut face à la déontologie scientifique. C'est là où il a perdu sa liberté. Ce n'est plus réellement un institut d'État. C'est un institut au service des grandes entreprises marchandes d'engrais. Plus de la moitié des commandes de thèses de l'INRA proviennent d'elles. Et il n'y a pas que l'INRA. »

L'ONU lave plus blanc que blanc

Les biotechnologies ne sont pas des outils neutres. Une fois engagés sur cette voie, on le voit bien, les conséquences sont irrémédiables et les OGM, dès qu'ils sont dans la nature, ne peuvent plus en être effacés.

Mais, ignorant les effets de leurs pratiques, les cartels de l'agrochimie ne voient que le contrôle du marché mondial et le profit sans limites. Bien sûr, ça ne se dit pas, ça se maquille ! Mark Penn, architecte de la campagne d'Hillary Clinton et PDG de Burston Marseteller, agence de relations publiques qui compte parmi ses clients bon nombre d'industries chimiques à la réputation amochée, avouait que des études avaient confirmé que « la perception par le grand public de la recherche du profit comme motivation première de l'entreprise nuit inévitablement à sa crédibilité. Pour contrer ce sentiment, l'entreprise était incitée à commu-

niquer sur des symboles suscitant l'espérance, la satisfaction, le respect de l'autre et de soi. »[457]

Leur credo est à la mesure de leur appétit : nous sommes 6 799 milliards d'êtres humains sur la terre aujourd'hui et nous devrions être 9 milliards en 2040... il faut nourrir le monde ! Et sans les OGM, ils nous jurent que c'est impossible ! La belle excuse ! Mais, pour ces compagnies qui contrôlent ces techniques et n'ont rien de philanthropes, quel serait le retour de leur investissement à vendre leurs produits aux pays les plus pauvres si ce n'était une façon d'agrandir leur hégémonie, parce que l'Afrique, l'Argentine, l'Inde... eux non plus ne pourront pas revenir en arrière ?

En attendant, à entendre ces bienfaiteurs de l'humanité : le Roundup n'est pas un herbicide, mais un moyen au contraire d'étendre les cultures en réduisant l'utilisation de pesticides, les labourages, donc l'érosion des sols, et de donner des revenus à tous les pauvres de la planète ; la biotechnologie n'équivaut pas à manipuler des gènes et à les introduire dans la chaîne alimentaire sans en connaître les conséquences et dans le but de breveter le vivant, c'est la manne céleste qui va permettre d'arracher à la famine des milliards d'individus !

L'Organisation mondiale du commerce, ayant pris soin de mettre tous les pays du Sud dans l'obligation d'accepter tout investissement étranger, d'accorder le « traitement national » à toute firme étrangère installée sur leur territoire, l'idée était toute trouvée pour ces transnationales à la réputation amochée d'aller s'y refaire une vertu tout en gagnant de nouveaux territoires où faire accepter les aliments génétiquement modifiés, dans les grands pays émergents du tiers-monde (Inde, Brésil, Afrique du Sud) ; d'autant plus que la plupart des Européens ne faisaient confiance ni aux aliments génétiquement modifiés ni aux instances

nationales de réglementation et que la résistance se renforce aux États-Unis.

LE RECYCLAGE VERT OU LE GLOBAL COMPACT[458]

Le but de cette fondation, initiée par Kofi Annan, est un partenariat entre de grandes entreprises et l'ONU afin d'optimiser « les objectifs de la communauté internationale avec le monde du business ! » Les connaissant, ça paraît difficilement conciliable, mais poursuivons... Elle s'appuie sur l'idée « qu'il n'y a pas de développement sans sécurité, qu'il n'y a pas de sécurité sans développement, et qu'il ne peut y avoir ni sécurité ni développement si les droits de l'homme ne sont pas respectés ». Génial !

Il faut donc construire des marchés, combattre la corruption, sauvegarder l'environnement et faire appliquer les droits de l'homme... Bref, les sociétés doivent s'engager à respecter neuf grands principes en échange de quoi, elles peuvent utiliser le nom et le logo de l'ONU ; tandis que les programmes de l'organisation reçoivent des financements de ces compagnies. Là où commencent les doutes c'est quand on voit Bayer et BASF parmi les membres fondateurs.

BAYER ET LE GLOBAL COMPACT

On se souvient que Bayer AG est une énorme industrie chimique et pharmaceutique qui a agrandi ses activités à la fabrication de pesticides et de plastiques ; ses ventes en 2000 représentaient près de 30 milliards de dollars. Le groupe a acquis, il y a quelques années, le département controversé d'Aventis : Crop Science, faisant de lui une des plus grandes firmes pour le développement et la commercialisation des OGM. On connaît son histoire depuis cent vingt-cinq ans, de la fabrication et la vente de drogues (comme Héroïne, Ciproxin et Baycol), au Zyclon B, aux

lots d'esclaves à Auschwitz [459] et aux pollutions environnementales dues à ses produits chimiques... En décembre 2001, le magazine de Washington, *Multinational Monitor*, a classé Bayer AG comme l'une des dix pires sociétés de l'année [460].

Comment cette entreprise a-t-elle obtenu de former un partenariat avec l'ONU [461] ? Elle fait partie des compagnies qui ont attaqué le gouvernement sud-africain pour avoir autorisé la fabrication d'un générique meilleur marché d'un médicament contre le sida, elle est liée à PPL Therapeutics, la firme leader dans le clonage et l'a engagée pour produire le mouton « Tracy ».

Bayer est le troisième producteur mondial d'herbicides et domine le marché des insecticides. On peut dire maintenant que ces derniers sont responsables en grande partie des empoisonnements par pesticides dans les pays au sud. L'OMS y compte annuellement 2 millions d'empoisonnements dus à ces substances et évalue que le nombre de cas non déclarés porterait ce chiffre à probablement plus de 10 millions. Environ 200 000 personnes par an en meurent. En 1995, Bayer avait promis de retirer de la circulation ses pesticides les plus toxiques, mais ne l'a pas fait, prétendant que c'est aux utilisateurs de pesticides de prendre leurs précautions... dans ces pays où le moins qu'on puisse dire c'est que la priorité de la main-d'œuvre sous-payée n'est pas de demander les notices d'emploi !

Mais, philanthrope jusqu'au bout, pour « réduire au minimum les risques pour les personnes et l'environnement », Bayer a mis en place l'initiative « Agrovida » en Amérique latine, afin de former les paysans à l'utilisation des pesticides ! Quelques milliers en profitent, mais qu'advient-il des millions d'autres ? Au Brésil, où Agrovida est installé, Baysiston, le pesticide numéro un sur le marché, a empoisonné des centaines de cultivateurs de café, dont certains

mortellement. La publicité leur laisse croire que Baysiston est un engrais qui augmente les rendements et présente le produit comme inoffensif... ça rappelle quelque chose ! Selon des rapports parus dans les médias allemands et brésiliens, Bayer aurait fait pression sur les administrations locales et les médecins pour qu'ils minimisent les choses, menacé de poursuivre en justice les communautés qui avaient l'intention de limiter l'utilisation de Baysiston, contacté des hôpitaux pour leur déconseiller d'évoquer un empoisonnement au pesticide sur les actes de décès officiels et, plus tard, elle aurait fait un don financier à un groupe de médecins qui coopéreraient... [462] Toujours les mêmes méthodes : manipulation, intimidation, hypocrisie, indifférence à toute épreuve !

Pendant ce temps, Bayer communique à fond sur sa coopération avec l'ONU, renvoyant les journalistes et les détracteurs à son engagement dans le « Global Compact », détournant ainsi la réputation des Nations unies pour présenter une image d'entreprise humanitaire sans pour autant modifier en rien son comportement.

Global Compact permet donc, tout simplement, aux entreprises qui auraient des arrière-pensées, de se faire labelliser firmes responsables « sociales » ou « éthiques » en échappant à tout code contraignant pour leurs activités, en contrepartie de leur modeste obole à l'Organisation.

La Fondation Rockefeller, la Révolution verte et le CGIAR

À l'origine de la Révolution verte figure l'idée que la génétique serait le principal facteur déterminant le niveau de production des cultures alimentaires. Et c'est sur ce principe qu'en 1943 débute une collaboration entre la Fondation et le gouvernement mexicain, afin de développer des variétés de maïs et de blé à haut potentiel de rendement.

Effectivement, l'augmentation de la production de blé sera spectaculaire, mais le coût des semences et des investissements en matériel, prohibitif pour un grand nombre de paysans, ont conduit à une intensification de l'exode rural ; des milliers de paysans sont venus grossir les rangs des bidonvilles ou des candidats à l'émigration vers les États-Unis. Mais forte de ce qu'elle considère comme un succès (et pour elle c'en est un !) la Fondation Rockefeller diffuse l'idée de Révolution verte à travers le monde par le biais de l'implantation de nouveaux centres de recherche : le riz aux Philippines, le Centre international d'agriculture tropicale en Colombie, de la pomme de terre au Pérou et l'Institut de recherche sur les cultures des régions tropicales semi-arides en Inde... Nombreux sont les pays en développement qui ont suivi cette voie.

En 1971, le CGIAR (Consultative Group on International Agricultural Research) fut créé, toujours sous l'auspice de la Fondation Rockfeller, officiellement pour coordonner les efforts de ces groupes de recherche. Sa charte explique : « Les activités de recherches pour le développement du CGIAR apportent les bénéfices de la science moderne aux fermiers pauvres partout dans le monde [...] et par des connaissances scientifiques de pointe, contribuent à une croissance agricole durable et favorisent une meilleure sécurité alimentaire, une meilleure nutrition, une amélioration de la santé, une augmentation des revenus et une meilleure gestion des ressources naturelles... » Ça ne pouvait pas être plus beau !

En fait, on s'apercevra plus tard que ces centres concentrent leurs recherches sur la fabrication par hybridation de variétés à haut rendement concernant les trois principales céréales cultivées dans le monde : le riz, le blé, le maïs, délaissant malheureusement les céréales locales comme le manioc, les millets, le sorgho ou le quinoa... C'est-à-

dire des cultures de rapport vouées à l'exportation. Si les cours sont à la hausse, les agriculteurs s'en sortent, mais s'ils chutent, ils n'ont même plus de quoi se nourrir. Et, outre la mise en place de systèmes de culture complexes et coûteux, qui ont favorisé les paysans riches qui avaient les moyens d'acheter les semences et les produits chimiques et fait disparaître les autres, partout où elle a été menée, la Révolution verte a nécessité une utilisation massive de produits chimiques (pesticides, fertilisants...), faisant disparaître des variétés de cultures ancestrales, laissant les populations dans une situation de dépendance quasi totale vis-à-vis de ces instituts de recherche qui, eux, les ont recueillies et brevetées. Selon Martin Khor [463], « la Révolution verte n'est rien d'autre qu'une vaste opération visant à l'expansion des marchés, organisée par l'industrie chimique américaine et en grande partie financée par les programmes d'aide des États-Unis ».

Il s'agissait aussi de procurer à ces industries une main-d'œuvre et des matières premières au moindre coût, dans des pays où les règlements concernant la sécurité et l'environnement sont complètement laxistes, si ce n'est inexistants, comme aux pires années du colonialisme ; et contrairement à leurs émouvantes déclarations, elles n'ont fait que générer une misère encore plus grande. Certaines ne se gênent pas non plus pour écouler dans les marchés du Sud des produits toxiques ou de qualité tellement inférieure qu'ils sont interdits dans les pays industrialisés. En Inde, par exemple, en important la Révolution verte, la Jersey Standard Oil de Rockefeller et ses amis pétroliers visaient surtout à fabriquer des engrais afin d'utiliser le naphta, un sous-produit du pétrole.

Et c'est un cercle vicieux parce que « l'exigence d'exporter ou de périr, imposée par le FMI et l'OMC aux

pays pauvres, ne leur laisse plus d'autre choix que de continuer à ouvrir leurs portes aux transnationales » [464].

Qu'importe la tragédie de Bophal et ses vingt mille morts [465], les paysans indiens qui se sont tellement endettés auprès des cartels pour acheter les semences et les pesticides qui vont avec, qu'ils se suicident par centaines [466], les malades en devenir et les écosystèmes détruits... Les firmes en question sont « aussi géantes qu'indifférentes aux conséquences de leur expansion ! » [467]

> *Le soleil ne se couche jamais, c'est l'homme qui s'éloigne de la lumière.* (Thomas SANKARA)

Aucun gouvernement n'exerce plus de contrôle sur une multinationale. Elles sont libres de s'installer où elles veulent sur la planète en quête de la main-d'œuvre la moins chère, le régime fiscal le moins lourd, l'environnement le moins protégé. L'Organisation mondiale du commerce semble n'avoir pour but que la concertation des grands oligopoles, qui s'accordent par-dessus la tête des États, leur intimant même parfois de voter des lois contraires à l'intérêt de leurs citoyens, sapant leurs politiques nationales en matière de sécurité alimentaire, d'environnement et de santé publique. Ces transnationales ne se font même plus concurrence, préférant s'unir pour peser sur les gouvernements et se partager les marchés, les zones d'influence et le butin.

C'est la mise en coupe réglée du bien public ; une guerre à l'échelle mondiale pour le profit d'un tout petit nombre : une élite non élue qui s'assurait la protection procurée par les brevets internationaux pendant que les gouvernements concoctaient des lois antitrust, qui dégouline d'humanisme et nous parle d'intérêt général pendant que, dans l'ombre, « elle prêche la pollution chez les pauvres parce que leur

vie a moins de valeur (en termes de revenus potentiels) que celle des riches » [468] et qui élimine par tous les moyens ceux qui refusent de se prosterner devant le Dieu Marché, de servir leurs intérêts.

Ainsi la science et la recherche ont été détournées de plus en plus de leur but premier, à savoir : améliorer le sort de l'Humanité. L'industrie ne développe pas les découvertes bénéfiques pour les humains mais celles qui sont les plus rentables pour elle, même si elles sont nocives pour nous... Évidemment, dans ce cas, comment pourrait-on nous tenir informer des dangers des produits qu'on nous conditionne à avaler ? Pourtant, comme le dit Christian Velot : « J'estime, en tant que chercheur du service public, que ça devrait faire partie de nos fonctions que d'informer les citoyens sur ce qui se trame dans nos labos et de leur donner les outils qui vont leur permettre justement de participer à de grands débats citoyens sur des sujets aussi fondamentaux que les OGM, la biotechnologie, le nucléaire... »

Ce serait assez normal puisque ce sont nous qui payons, dans tous les sens du terme. Mais on ne veut surtout pas que l'on puisse choisir ! Et les scientifiques propres et durs sont persécutés quand ils ne se laissent pas museler. « C'est paradoxal d'ailleurs, ajoute Christian Velot, parce que ce qu'on demande à un scientifique [...] c'est justement d'être critique vis-à-vis de ses propres expériences... On fait dix ans d'études pour être chercheur et [...] pas une seule heure d'étique des sciences, [...] donc on est moulé à la louche, et quand on est critique vis-à-vis de la science notamment vis-à-vis de ses applications et des retombées que cela peut avoir sur nos concitoyens, (on nous accuse) de cracher dans la soupe, de desservir la science. Je pense que c'est tout le contraire et [...] que si l'on veut réconcilier la science avec les citoyens – parce qu'aujourd'hui il y a un énorme fossé qui sépare la science de la société civile et je

comprends qu'il y ait méfiance, qu'on qualifie les chercheurs d'apprentis sorciers – il faut faire une science plus démocratique, plus citoyenne, une science ouverte, où les scientifiques sortent de leur bulle scientiste et acceptent d'aller discuter avec le reste de la société civile et non pas mettre les citoyens devant le fait accompli comme c'est le cas aujourd'hui avec les OGM. »

Est-ce que ce n'est pas justement ce que nous, citoyens lambda, attendons de la science et des scientifiques ? Mais c'est devenu notre responsabilité.

5

La mainmise des cartels sur l'agriculture mondiale

Le pillage du vivant

Les traités fondateurs du marché commun s'étaient donné trois objectifs en ce qui concerne la politique agricole : augmenter la productivité tout en assurant de meilleurs revenus aux agriculteurs et une alimentation à des prix raisonnables pour les consommateurs. Malheureusement, comme tous les autres secteurs de l'économie, l'agriculture allait passer aux mains des marchands et devenir malade du productivisme. Quant aux deux autres buts affichés... cinquante ans plus tard, on peut constater tous les jours que c'est raté ! Mais sans doute n'étaient-ils, selon les méthodes des cartels de l'agrochimie qu'on a eu le temps d'expérimenter depuis, que de la poudre aux yeux destinée à nous amener tous à accepter leur politique. Parce que ce sont eux qui ont fait main basse sur tous les domaines de l'agriculture, remplaçant le savoir ancestral par des tas de produits plus toxiques les uns que les autres, devenant à la fois les producteurs de semences, d'engrais, de pesticides et les

banquiers des agriculteurs. Ainsi ils pouvaient les tenir pieds et poings liés après avoir fait passer les lois qui allaient leur assurer les monopoles dont ils rêvaient.

L'arnaque était bien ficelée : il fallait produire plus pour gagner plus ! Bien évidemment les paysans étaient d'accord. Pour cela ils devaient « se moderniser » !

Les greniers du diable

Depuis des milliers d'années, les semences étaient l'affaire des paysans. Au fil du temps, ils sélectionnaient les plus robustes, les mieux adaptées à leurs terres et à nos besoins.

Monsanto a commencé, au moment du lancement du Roundup et de la découverte des OGM, à racheter tous les semenciers qui passaient à sa portée, devenant ainsi le leader mondial du marché des semences avec Pioneer Hi-Bred (filiale de Dupont de Nemours), devant Syngenta, Advanta, Aventis Crop Science, BASF, Dow Chemical, Novartis et Zeneca Ag Products. Elle acquérait ainsi un catalogue immense de variétés mais, comme d'habitude avec la firme, ce n'était pas suffisant... ça lui donnait par contre le droit de « trafiquer » ses semences pour en faire des exclusivités ! Puis d'inonder les surfaces agricoles disponibles de ces nouvelles plantes indissociables de leurs engrais et pesticides ou d'OGM, pour occuper le terrain de manière irréversible. Un plan planétaire qui menace gravement les agriculteurs et notre souveraineté alimentaire.

Dans un premier temps, les promesses ont été tenues, les rendements ont considérablement augmenté, du moins pour ceux qui pouvaient payer les produits chimiques, les autres se trouvant éliminés impitoyablement, pendant que la surproduction qui s'ensuivit, confrontée à la concurrence mondiale, entraînait une baisse inexorable des prix à la

vente… laissant les agriculteurs sans autre issue pour s'en sortir que d'augmenter encore leur production et d'agrandir sans cesse leurs exploitations. Le serpent qui se mord la queue. La première conséquence de cet Éden que l'on avait fait miroiter aux agriculteurs fut donc le chômage ; leur nombre, en France, ne cesse de diminuer, des milliers de gens qui jusque-là vivaient décemment de l'agriculture de père en fils se retrouvent chassés de leurs terres à squatter les villes et les petits boulots. Ainsi, le nombre total d'exploitations agricoles qui s'élevait à 1,6 million en 1970, n'était plus que de 547 000 en 2005 alors que la surface moyenne des exploitations, de 42 ha en 1988 atteint 70 ha aujourd'hui [469].

Mais c'est la nature qui paye évidemment le prix fort de cette politique d'agriculture intensive et nous en subissons tous les conséquences : les engrais et pesticides répandus sur les sols à la suite de pulvérisation ou de ruissellement des eaux rejoignent les nappes phréatiques, infectent les puits. Certaines régions sont totalement polluées ; en Bretagne, par exemple, la situation est dramatique : les restes des porcheries industrielles polluent nappes et rivières, provoquant la prolifération d'algues gluantes le long du littoral. Un cheval est mort cet été alors qu'il promenait son cavalier sur une plage des Côtes-d'Armor ; plusieurs cas suspects ont été observés ces dernières années. Un employé travaillant au ramassage d'algues vertes était tombé dans un coma brutal, le corps d'un jogger avait été retrouvé au même endroit, il y a quelques années déjà, sans qu'un lien ne soit établi à l'époque avec la présence des algues. L'an dernier, deux chiens avaient été retrouvés morts sur une autre plage très touchée par le phénomène, en baie de Saint-Brieuc [470]. Comme d'habitude, c'est la même astuce imparable qui est utilisée : on ne peut pas prouver le lien de cause à effets… Les seules études dont on dispose sur les pesticides sont celles fournies par le fabricant, et la

composition des produits étant tenue secrète, il est impossible de les contester scientifiquement !

En l'espace de quelques années, la biodiversité des cultures qui régnait dans nos campagnes est balayée au profit de quelques semences sélectionnées pour pousser avec des traitements intensifs de pesticides, herbicides, fongicides et autres poisons violents. Leur épandage tue les vers de terre [471] (de 500 au m^2, ils sont passés à 50 en quelques années) et les innombrables créatures qui constituent la biomasse des sols, et rend l'humus de plus en plus pauvre, nécessitant que l'on utilise toujours plus d'engrais... Au printemps, qui n'a pas refermé précipitamment les fenêtres de sa voiture en traversant une zone où les champs puaient les traitements chimiques ? Les énormes machines ont supprimé des milliers de haies, détruisant toutes ces caches où vivaient et se reproduisaient des centaines d'animaux sauvages, d'insectes utiles parce que prédateurs de ceux qui détruisent les cultures, d'oiseaux, d'amphibiens... et où poussaient des plantes médicinales dont les bienfaits étaient connus depuis la nuit des temps. Tous ceux qui habitent la campagne se rendent bien compte qu'on n'a plus besoin d'écarter les abeilles qui venaient se poser sur les pots de confiture quand on déjeunait dehors (avec le Gaucho, le Cruiser et autres pesticides, les ruches ont perdu de 50 à 80 % de leurs colonies), qu'il y a de moins en moins de papillons multicolores autour des fleurs, que les coccinelles se font rares, tristes et décolorées, qu'on n'entend plus grenouilles et crapauds le soir et que certaines espèces d'oiseaux ont disparu... toutes ces petites bêtes qui participent à la pollinisation, à l'équilibre et à la biodiversité de notre environnement.

La confédération paysanne et les défenseurs de la nature sont scandalisés par le désintérêt de l'administration qui tergiverse pour interdire l'épandage de ces produits,

alléguant qu'il y aurait d'autres causes comme l'appauvrissement de la biodiversité... « Raison de plus, leur répond Claudine Joly de France Nature Environnement, rajouter des insecticides là-dessus est meurtrier. On ne donne pas de l'arsenic à un malade, même à petite dose... »

L'agriculture est devenue folle ; maintenant, quand on entend certains paysans parler, ça laisse dubitatif : « Ils ont besoin d'un pesticide pour éliminer un insecte devenu ravageur parce que les adventices sur lesquelles il vivait ont été éliminées par les herbicides, lesquels ont été introduits pour supprimer le sarclage mécanique, lequel est interdit par l'augmentation de la densité de plantation, laquelle a été accrue parce que les plantes ont été sélectionnées pour leur productivité à haute densité, laquelle leur permet de tirer parti de l'utilisation massive d'engrais à bas prix, laquelle rend les plantes encore plus appétissantes aux ravageurs, etc. » [472]

Guy Kastler, responsable de la commission semences à la Confédération paysanne, m'explique, lors d'un entretien qu'il m'a accordée en janvier 2010, l'ampleur et la complexité du problème :

— D'abord, il faut savoir que plus on pousse la production d'une plante, plus ses qualités nutritionnelles s'amoindrissent... On ne connaît rien non plus de l'éventuelle toxicité des semences manipulées par les biotechnologies modernes comme la mutagénèse dirigée. encore moins que pour les OGM, on n'a aucune info, donc aucune traçabilité possible... Il commence aussi à y avoir des nanoparticules dans les pesticides et on n'a aucune idée de ce qui peut se passer lorsqu'elles sont épandues ; il y a déjà eu des problèmes avec des cosmétiques contenant des nanoparticules qui ont traversé la peau et la paroi des cellules pulmonaires d'utilisateurs qui sont ainsi tombés gravement malades...

— Mais les OGM sont interdits en France, n'est-ce pas ? demandai-je étonnée,

— C'est un peu plus compliqué que ça : il y a un double règlement en Europe, aujourd'hui aucune plante transgénique n'est autorisée à la culture, mais un grand nombre sont autorisées à l'importation et les vaches sont nourries avec du soja OGM importé...

— On y est donc exposés ?

— Oui, surtout avec les produits animaux (œufs, lait, viande...). En Europe, les principaux protagonistes des secteurs alimentaires, des grandes coopératives aux instances décisionnaires, ont des liens directs avérés avec les cartels agrochimiques qui font du forcing pour imposer leurs produits ! D'autre part, il y a un catalogue des semences et on n'a plus le droit de commercialiser les semences d'une variété qui n'est pas inscrite au catalogue, or celles qui y figurent font presque toutes l'objet d'un brevet ou plus souvent d'un Certificat d'obtention végétale (COV) déposé par les grands semenciers.

— À ce propos, quelle est la différence entre le « Certificat d'obtention végétal » et la « brevetabilité du vivant » ?

— Il y en a de moins en moins, le certificat repose sur une description de la nouvelle plante, de sa forme et de son intérêt agronomique et technologique et éventuellement des gènes liés à ces caractères ; En Europe, le brevet ne peut pas protéger directement une variété ou un animal. Il fonde la propriété industrielle sur un gène introduit, manipulé ou déjà présent dans la plante et sur sa fonction (le caractère qu'il génère)... ce que la biotechnologie a apporté c'est, en fait, la traçabilité par le gène que l'on retrouve de la feuille à la boîte de conserve... mais quand une plante contient un gène breveté, il est interdit de la reproduire plusieurs fois dans le champ ou de s'en servir pour la recherche. Dans les deux cas, il y a un droit de propriété qui donne lieu à une autorisation et au paiement de royalties

quand on l'utilise et il n'y a pratiquement plus de semences qui ne soient pas protégées. Ce qui a d'autres conséquences désastreuses pour le cultivateur comme pour le consommateur : d'abord, avant il y avait des centaines de milliers de variétés locales de plantes cultivées, il n'y en a plus que quelques milliers disponibles au catalogue ; ensuite les semences qu'on peut s'y procurer ont pour la plupart été « bricolées » pour ne faire qu'une seule récolte (hybrides F1), ce qui oblige les paysans à en racheter de nouvelles tous les ans à l'industrie ; et enfin, ce catalogue qui nous est imposé au nom du « progrès génétique » ne rassemble que des semences incapables de pousser sans engrais chimiques qui ne sont rien d'autre que des résidus de pétrole, et sans pesticides, dont on connaît maintenant les problèmes qu'ils engendrent pour la santé et l'environnement.

— Vous voulez dire qu'on ne pourra plus manger de tomate qui ait goût de tomate, des piments d'Espelette, ou des choux-fleurs bretons avec leurs feuilles ?

— Il y a une particularité du droit européen qui dit que l'inscription de la variété au catalogue n'est obligatoire que lorsque la semence est vendue pour un usage professionnel, alors on n'a pas le droit, mais on le fait quand même, comme si c'était pour notre jardin... On s'échange des semences entre nous dont la plupart viennent de collections privées ou publiques. Il y a aussi une réelle prise de conscience par rapport aux OGM et au système dans lequel on essaie de nous enfermer. De plus en plus de cultivateurs se mettent au bio et la demande est croissante de la part des consommateurs. Il est utile d'expliquer pour que les gens réagissent ; regardez le cas des semences Terminator [473], c'est parce qu'on l'a fait savoir qu'il y a eu un baroud mondial contre Monsanto qui a dû s'engager à ne pas les commercialiser.

En effet, plus de cinq cents organismes du monde entier ont réclamé et obtenu l'interdiction mondiale de cette

technique de stérilisation, surnommée « Terminator », première plante tueuse de l'histoire de l'agriculture, tombée dans l'escarcelle de Monsanto en rachetant la firme Delta & Pine. Ce brevet permet un verrouillage des semences qui deviennent stériles après la récolte, grâce à une ingénierie génétique spéciale. Gentil Monsanto qui n'arrête pas de clamer haut et fort, pour justifier ses trouvailles, qu'elles sont faites pour lutter contre la faim dans le monde et qui ne voit aucun inconvénient à détruire, surtout dans les pays pauvres, le gagne-pain et les cultures de 1,5 milliard de personnes dont la survie repose sur les semences prélevées à la récolte pour ressemer l'année suivante !

C'est le devoir de chaque homme de rendre au monde au moins autant qu'il a reçu. (Albert EINSTEIN)

C'est vraiment un plan, un pillage organisé dont il s'agit, froid, ordonné et ne laissant méticuleusement rien au hasard, à l'échelle de l'humanité tout entière, ourdi par les transnationales pour prendre le contrôle de l'agriculture : d'abord elles s'emparent de notre patrimoine à tous pour fabriquer des semences qui deviennent leur exclusivité, puis elles font valider par les instances mondiales un catalogue qui ne comprend que leurs semences, et interdire l'utilisation de celles qui ne sont pas au catalogue et puis, dernier volet de l'affaire, ces semences ne sont pas productives d'une année sur l'autre donc il faut leur en racheter tous les ans. On comprend mieux le projet de l'arche végétale de Bill Gates, Monsanto et Rockefeller, ces bienfaiteurs de l'humanité : puisque tout ce qui est transgénique fait l'objet d'un brevet, que si nous n'y prenons garde, il ne restera bientôt plus que ça et que ces graines ne sont même plus une ressource génétique pour continuer un travail de sélection... une fois que tout sera détruit au dehors, ils seront les seuls à posséder dans leur antre machiavélique

les trésors que nous offrait la nature depuis que le monde existe, nous obligeant de surcroît à manger leurs plantes plombées de produits chimiques. Et nous n'aurons plus d'autre choix que de nous laisser empoisonner ! Est-ce qu'on peut les accuser pour autant de visée eugéniste ? Ça paraît énorme... mais comme disait jacques Brel : « Faut vous dire, monsieur, que chez ces gens-là... »

Il n'y a pas de limite à l'avidité !

Beaucoup se gaussent sur Internet, disant qu'ils sont fous puisque les graines mises au frigo pendant des années perdent leur capacité germinative et qu'une graine morte n'est pas de grande utilité... « Sauf, me dit Guy Kastler, qu'on peut toujours en extraire la séquence génétique, et qu'ils espèrent que cela leur suffira bientôt à la fabriquer par synthèse chimique, comme ils savent déjà le faire avec les bactéries... »

On voit bien, quand on regarde l'histoire de ces cartels agrochimiques, que seul le profit les a toujours guidés et qu'ils n'ont jamais hésité à sacrifier des pans entiers de populations pour quelques millions de plus. DDT, PBC, dioxine n'ont été retirés du marché que lorsque les procès et les dommages à verser aux victimes allaient être supérieurs aux bénéfices. Ils n'ont pas changé de méthodes.

Et il faudrait qu'on s'en remette à eux pour notre nourriture ! On devrait les croire... encore... Dorénavant, ils ne sont mus que par le bien de l'humanité ! Leurs manœuvres au sein des gouvernements, des organismes de contrôle mondiaux, pour imposer les OGM, sont pourtant bien la preuve du contraire ! Juste un exemple chez nous : au moment de la demande d'autorisation du maïs Bt, beaucoup de scientifiques français n'y étaient pas favorables, pensant qu'il y avait suffisamment de sources de résistance aux antibiotiques pour ne pas en rajouter [474] ; or, d'après le

journal *The Ecologist* [475], un coup de fil d'Al Gore, alors vice-président des États-Unis, à Lionel Jospin, lui expliquant comment il allait devoir se passer de quelques centaines de millions d'exportations, aurait tout changé !

Si tout était aussi « transparent » et bénéfique qu'ils le disent, auraient-ils besoin de corrompre tant de monde ? Si c'est aussi bon pour notre santé qu'ils le clament, pourquoi ont-ils fait passer des lois les mettant à l'abri de tout contrôle ? D'ailleurs, à ce sujet, ils ne sont pas à un paradoxe près : ils ont obtenu des gouvernements et des instances de santé que les OGM n'avaient pas besoin d'être testés sous le prétexte qu'ils étaient en tous points pareils à la plante sans gène modifié, et puis ils en réclament le brevet, la propriété, au nom de la différence qu'ils y ont apportée ! Et personne n'y a trouvé à redire !

Nous, consommateurs, « devrions nous contenter de savoir que l'entreprise ne commercialise ses semences qu'une fois autorisées pour l'alimentation humaine et qu'elle s'est engagée à "respecter les préoccupations d'ordre religieux, culturel et éthique dans le monde en n'utilisant pas de gènes issus de l'homme ou de l'animal dans ses produits agricoles destinés à l'alimentation humaine ou animale" » [476].

Quand on sait comment ils obtiennent les autorisations et ce que valent leurs paroles, il n'y a vraiment pas de quoi être rassurés !

Liberté, liberté chérie...

Pour tous ceux qui seraient tentés de cultiver des OGM, il faut savoir que l'agriculteur utilisant les semences Monsanto signe avec la firme un contrat draconien d'« utilisation de technologie » par lequel il s'engage à ne pas ressemer des graines récoltées, à ne se servir que des seuls

herbicides de la marque Roundup et non d'un générique moins cher; il doit d'ailleurs obligatoirement acheter graines et pesticides ensemble. Il accorde à Monsanto le droit d'inspecter toutes les surfaces qu'il cultive, d'en prélever des échantillons, d'y faire des tests, de vérifier ses lieux de stockage pendant les trois années suivantes et même ses comptes prouvant que les semences ont bien été achetées cette année-là. Si la firme trouve une de ses graines ailleurs que dans les zones prévues au contrat, si l'agriculteur « les a "transmise" de quelque façon que ce soit », est-il écrit au contrat, (ce qui veut dire volontairement ou pas), il devra payer des royalties, une amende excessivement lourde pour piratage et même les frais de justice engagés par Monsanto [477].

Or, l'inconvénient des cultures OGM c'est que, par le pollen, elles peuvent contaminer les cultures biologiques, même à 3 km de distance [478]; ce qui est gravissime pour les agriculteurs bio et pour notre alimentation, mais c'est aussi une nouvelle façon de vivre pour les agriculteurs qui cultivent ces semences transgéniques. La semencière emploie tous les moyens pour récupérer ses investissements de la moindre graine en circulation: agence de détectives privés qui épient, pistent et harcèlent au besoin les paysans soupçonnés de fraude, ligne de téléphone sur laquelle on peut laisser une dénonciation anonyme, et procédures s'ils ne se rendent pas aux injonctions de la firme. Aux États-Unis, le coût des procès est tel que beaucoup d'agriculteurs préfèrent payer Monsanto que de courir le risque d'une action en justice et de se retrouver totalement ruinés pour avoir voulu prouver leur innocence.

L'affaire Percy Schmeiser, cet agriculteur canadien spécialisé dans la culture de colza depuis quarante ans, qui faisait ses propres sélections de semences, a fait grand bruit sur la scène internationale. Accusé un jour par Monsanto

d'avoir violé le brevet sur le colza Roundup Ready parce que des plants de colza transgénique avaient été retrouvés dans ses champs, il le prend plutôt mal et décide de se défendre. Il n'a jamais acheté de semences OGM et considère au contraire que c'est lui qui subit un dommage à cause de la pollution avérée dans certains de ses champs : « Si j'allais à Saint-Louis et contaminais leurs parcelles – détruisant ce qu'ils ont mis quarante ans à mettre au point – je pense que je serais mis en prison et ils jetteraient la clé… », dit-il aux juges. L'affaire fut menée jusque devant la Cour suprême du Canada qui rendit finalement un jugement hybride, reconnaissant d'un côté que tout paysan est responsable de la présence de plantes transgéniques dans son champ, même s'il ne les a pas introduites volontairement, et de l'autre ne condamnent pas Schmeiser à payer de dommages ni de frais de justice, comme Monsanto l'obtient habituellement [479].

On ne peut pas non plus s'empêcher de penser qu'il est si facile d'épandre quelques graines dans les champs des récalcitrants…

Du temps des serfs jusqu'à nos jours, pour les agriculteurs, des siècles de batailles se sont écoulés avant que le fermage ne soit aboli, avant qu'ils puissent posséder leurs terres, et pourtant jamais ils n'ont été autant asservis que dans ce monde qui se met en place sous la puissance des cartels. Le seul luxe des gens de la terre était d'être libres de semer le grain récolté, de faire pousser ce qu'ils voulaient, de créer de nouvelles variétés ; aujourd'hui ce geste fondateur de l'histoire de l'homme est en train de lui être confisqué.

Quant aux agriculteurs, la perte de leur autonomie et la dévalorisation de ce travail, qui est pourtant à la base de notre vie quotidienne, rend leur désespérance de plus en plus grande… l'agriculture n'est pas qu'un marché qui

obéit à des chiffres, elle est la vie des hommes, des terroirs, la condition de notre survie sur cette planète.

Souriez, vous êtes contaminés !

La question est : où s'arrêtent les droits de cette poignée d'industries agro-bio-chimiques et où commencent les nôtres ?

En France, ce sont les militants écolos des « brigades vertes » de Greenpeace qui parcourent les campagnes et les champs de maïs à la recherche d'OGM. Eux ne fauchent pas, ils recensent pour dresser la carte des cultures transgéniques. Le fait est que les contaminations sont inévitables : en 2006, le riz vendu en France et produit aux États-Unis se révèle contaminé par un riz LL601 et par un LL62 de Bayer que cette entreprise n'a même pas cultivé de façon commerciale [480]. Un maïs Bt11 avait été autorisé en Europe. L'entreprise Syngenta n'ayant pas fait la différence entre le Bt10 et le Bt11 (elle produit les deux) a exporté environ 1 000 tonnes de maïs Bt10 non autorisé (il contient un gène de résistance à l'ampicilline qui est un antibiotique utilisé en thérapeutique animale) [481]. En 1999 et 2000, l'entreprise semencière Golden Harvest Zelder avait vendu des semences de maïs contenant des résidus d'OGM en connaissance de cause. Deux de ses dirigeants ont été condamnés le 2 décembre 2004 par le tribunal correctionnel de Saumur à 3 000 euros chacun et 5 000 euros au profit de la Confédération paysanne. En Espagne, en avril 2006, selon un rapport établi par plusieurs associations, dont Greenpeace, près d'un quart des champs de maïs testés se révèlent contaminés par du maïs OGM jusqu'à un taux de 12,6 % ; les distances de sécurité entre les champs transgéniques et les autres ne sont pas respectées ; les multinationales disséminent des OGM non autorisés [482]... En Amérique du Nord, un fermier, qui avait accepté d'héberger un essai de maïs

« thérapeutique » destiné à produire une protéine puissante pour le traitement de la diarrhée des cochons en 2001, a fait une récolte de soja pour la consommation humaine en 2002 dans laquelle se sont retrouvés des maïs OGM avec la protéine thérapeutique... pour les cochons diarrhéiques [483]. Des OGM (dont certains interdits en Europe: le maïs Bt11 contaminé par du maïs Bt176, d'après les données de l'INRA) [484] se retrouvent dans l'assiette des consommateurs belges, y compris dans l'alimentation biologique. Au Mexique, la revue *Nature* a révélé en novembre 2001 une contamination du maïs dans plusieurs régions du pays. Or le Mexique n'avait autorisé aucun maïs OGM, précisément à cause du risque de pollinisation croisée avec des maïs sauvages [485]. Mais cela est une autre histoire sur laquelle nous reviendrons un peu plus loin, l'exemple type des manœuvres dont les multinationales agrochimiques sont capables pour s'accaparer de juteuses cultures ancestrales. Au mois de mars 2000, plusieurs lots de semences conventionnelles de colza de printemps de la société Advanta ont été semés en Europe, alors qu'ils étaient contaminés par des semences OGM d'une autre société. Les plants concernés ont été détruits. En août 2000, des variétés de colza d'hiver se révélèrent être contaminées par des semences OGM, or aucun OGM de colza n'est encore autorisé à la culture ou à la consommation en France.

C'est tous les jours que Greenpeace, les Amis de la Terre, les faucheurs volontaires autour de José Bové, et des tas d'autres associations de par le monde découvrent de nouvelles contaminations. Toutefois on n'en parle dans les médias que si les brigades vertes vont faire des expéditions punitives dans les champs ! C'est pourtant notre droit le moins contestable, de connaître et de choisir les risques que l'on veut prendre pour notre santé et celle de nos enfants ! Mais qui se soucie de nous face à la puissance

des corporations ? Les humains protestent, la caravane des cartels passe !

C'est flagrant quand on entend des déclarations comme celles de Don Westfall, vice-président de Promar International, consultant en communication pour les biotechnologies : « L'espoir de l'industrie est qu'avec le temps, le marché soit tellement inondé [d'OGM] que l'on ne puisse rien faire d'autre que d'abandonner. » [486] Le fait est que la contamination des cultures traditionnelles par les OGM, tant redoutée par les protecteurs de l'environnement, n'est plus seulement une crainte mais déjà bien une réalité.

Je fais mes plus sincères excuses à José Bové ; pendant des années, je l'ai pris pour un trublion, peut-être que dans quelques années on lui décernera le Nobel ou un supertitre de bienfaiteur de l'humanité pour avoir compris qu'ils ne nous laissaient pas le choix ! Détruire les biens d'autrui, c'est mal, c'est sûr et c'est puni par la loi, mais détruire la vie... il faut croire que ça passe, avec une bonne excuse !

Comment « Ils » s'approprient le patrimoine mondial

Non seulement la soif expansionniste des multinationales agrochimiques est intarissable, mais au passage, elles font main basse sur les variétés de plantes locales, poursuivant leur stratégie de contrôle mondial de l'agriculture.

Le Mexique est le berceau du maïs qui est l'aliment de base de la population depuis bien, bien longtemps avant Jésus-Christ ; il y en a de toutes les sortes et de toutes les couleurs : jaune, bleu, violet, rouge... cultivé de façon artisanale ; mais depuis ses accords de libre-échange avec les États-Unis, le maïs transgénique entre par millions de tonnes dans le pays. Depuis 2001, des études avaient montré

qu'on trouvait des traces de contamination dans le maïs local ; dernièrement, « on apprend par des témoignages de producteurs locaux que les vendeurs de semences de la région auraient réemballé plus de trois mille sacs de graines de maïs pour y mélanger illégalement des graines transgéniques. Les organisations de protection de l'environnement estiment que la contamination génétique pourrait toucher jusqu'à 25 000 ha de culture. Il s'agit d'un véritable Tchernobyl génétique. Cependant le but de cette fraude n'est pas de s'enrichir dans l'immédiat ; cette fois il s'agit de la volonté délibérée de provoquer une contamination généralisée des semences de maïs pour en forcer la légalisation de fait et ouvrir un nouveau marché pour les semences transgéniques, qui sera cette fois très lucratif pour Monsanto. C'est ainsi que le soja transgénique a déjà été introduit illégalement au Paraguay et au Brésil. Une fois cette formalité entérinée, Monsanto se retourne alors contre l'État et les producteurs pour réclamer les royalties qui lui sont dues au nom des brevets qu'elle possède. »[487] En quelques années, le maïs jaune, rouge et bleu qui a nourri des générations de Mexicains depuis plus de cinq mille ans sera la propriété de la firme !

Quand on parle de l'Argentine, c'est l'image de la Pampa avec ses troupeaux de vaches qui paissent paisibles dans des plaines à perte de vue, la production de viande et de lait, les cultures multiples et riches de céréales, de légumes et de fruits... Mais ça, c'était avant que le gouvernement ouvre tout grand ses portes au soja Roundup Ready dont la production a envahi, telle une traînée de poudre, presque tout le pays, avec son cortège de pesticides et ses effets secondaires : déforestation, érosion et épuisement des sols, destruction de la biodiversité, disparition des petits paysans et conséquences irréversibles sur la santé et l'environnement. Devenue le premier exportateur de soja au monde, l'Argentine doit maintenant importer le lait et apprend à sa

population à fabriquer des steaks et du lait de soja aromatisés au glyphosate ! La multinationale qui, le temps de la « colonisation » s'était montrée très coopérative, a augmenté ses prix… mais le retour en arrière est quasiment impossible et la situation dramatique. « Malheureusement, ce n'est pas le problème des *sojeros*. Ce sont de grandes sociétés ou des chefs d'entreprise qui viennent de Santa Fe ou de Córdoba, et qui traitent le soja comme une matière première. Un sous-traitant envoie un homme avec une machine qui sème ; puis un autre, avec un avion, qui épand ; enfin un autre avec une moissonneuse qui récolte et sort les grains. » [488]

En Inde, Vandana Shiva [489] les appelle « les semences du suicide ». Les paysans étaient certes pauvres, mais ils jouissaient d'autosuffisance alimentaire. Les nouvelles politiques de production les ont conduits à l'abandon de toutes les cultures vivrières au profit du coton destiné à l'exportation. Le discours était que les peuples du tiers-monde ne pourraient améliorer leur niveau de vie qu'en s'intégrant aux marchés mondiaux. Donc, en adoptant les méthodes de l'industrie agrochimique, selon la propagande servie avec la complicité des autorités gouvernementales ! Les paysans indiens vont alors s'endetter pour acheter des pesticides dont les achats sont passés de 2,5 millions de dollars pour les années quatre-vingt à 50 millions pour la seule année 1997 et, encore plus lourdement, pour payer les fameuses semences du coton Bt, quand les OGM ont envahi l'agriculture du pays. Mais les graines n'étaient pas adaptées aux sols ni aux pluies de moisson et plusieurs récoltes ont été catastrophiques, ou de très mauvaise qualité, entraînant la chute des prix du coton. Plus de cinq cents d'entre eux s'étaient déjà donné la mort en 1998 (peut-être pas seulement dû au désespoir, mais aux effets connus des pesticides) et on en compte plus de deux mille depuis l'ouverture du pays aux OGM Bt. Seul Monsanto y trouvait

son compte en faisant main basse sur la troisième production mondiale de coton.

La cerise sur le gâteau, c'est que les paysans indiens se servaient, avant tout ça, comme insecticide, de l'huile de neem, un arbre millénaire, présent aussi en Afrique. Appelé « arbre universel », tant il a de vertus extraordinaires, notamment contre le paludisme, dans le domaine agricole ses extraits ont une action extrêmement toxique et non mutagène sur des centaines d'insectes, mais restent inoffensifs pour les animaux à sang chaud et les hommes. Or, pendant qu'ils répandaient leurs produits chimiques sur le pays, les cartels essayaient aussi de déposer un brevet afin de s'approprier l'arbre ; ce qui aurait privé les entreprises indiennes de commercialiser leur patrimoine ancestral à moins de... payer des royalties à la multinationale étrangère. La firme d'agrobusiness WR Grace a failli réussir, en obtenant en 1990 un brevet européen pour un composé antifongique qui fut heureusement annulé à la suite d'un recours de Vandana Shiva. Physicienne, présidente de la Fondation de recherche pour la science, la technologie et l'écologie, elle analyse la situation :

« En réalité, la mondialisation n'est pas un processus naturel d'inclusion, mais un projet planifié d'exclusion, qui canalise les ressources et le savoir des pauvres du Sud vers le marché mondial. Dans ce détournement de grande envergure, les firmes sortent gagnantes, tandis que les peuples sont les grands perdants. Le but général de l'OMC, à savoir la promotion de la "concurrence libérale", sert à transformer tous les aspects de la vie en marchandises, puis à justifier la destruction de la nature, de la culture et des moyens d'existence par les lois de la concurrence, à permettre le vol sous un camouflage arithmétique et juridique. Les responsables politiques s'en prennent aux règles éthiques et écologiques qui permettent le maintien

de la vie en les qualifiant d'obstacles "protectionnistes". En réalité, l'OMC ne réduit pas le protectionnisme : elle remplace la protection des gens et de la nature par celles des grosses entreprises. Les ressources biologiques et l'eau sont en train d'être colonisées, privatisées et réduites à l'état de marchandises. La mondialisation des systèmes agricole et alimentaire est en effet synonyme de mainmise des grands groupes sur la chaîne alimentaire, d'érosion du droit à disposer d'une nourriture saine et suffisante, de destruction de la diversité culturelle des aliments, de la diversité biologique des cultures et de déplacement de milliers de ruraux, privés de leurs moyens d'existence. C'est l'équivalent d'un programme de purification ethnique des pauvres, des paysans et des petits agriculteurs du tiers-monde. »

Pourtant quand on lit *The Pledge*, la charte de Monsanto, c'est tellement beau qu'on en pleurerait : la firme s'engage à « faire bénéficier les agriculteurs sans ressources du tiers-monde de la connaissance et des avantages de toutes les formes d'agriculture, afin de contribuer à améliorer la sécurité alimentaire et la protection de l'environnement ». Et comme elle n'a qu'une parole, elle offre le brevet sur la patate douce transgénique à l'Afrique du Sud... un moyen comme un autre de prendre pied sur le continent ! Solvable ou pas solvable, ce n'est pas la question, « faut vous dire monsieur que chez ces gens-là... » On sait poser les pièges, on a les moyens d'attendre !

Une démarche voisine de celle de l'implantation du riz doré de Syngenta en Thaïlande : le riz doré est un riz transgénique enrichi en bêta-carotène (vitamine A), donc un OGM de la deuxième génération, dit « alicament » parce qu'à prétention médicinale en sus de sa vocation alimentaire. La vitamine A, intégrée par transgénèse, devrait venir à bout des cécités dont sont victimes tant d'enfants du tiers-monde à cause des carences en bêta-carotène. Jolie

promotion pour l'alimentation transgénique... Comment s'y opposer après ça ?

L'humanitaire c'est le cheval de Troie des empoisonneurs !

KOKOPELLI : ENTRER EN RÉSISTANCE

Désobéir pour rester libre sans haine ni violence.

L'association Kokopelli a été fondée en 1999 par son actuel président : Dominique Guillet. Lors de ses fréquents déplacements à l'étranger pour promouvoir la souveraineté alimentaire, grâce aux semences reproductibles, c'est Raoul Jacquin-Porretaz qui assure la communication pour Kokopelli. Raoul, paysan, est créateur et responsable des 5 ha du jardin conservatoire de l'association. Il est aussi l'instigateur du Réseau Semences paysannes qu'il a quitté lorsque les responsables se sont compromis en collaborant avec l'État français, pour inscrire les semences dites « anciennes », au Catalogue officiel des espèces et variétés. Les semences, une fois inscrites dans ce catalogue, ne peuvent plus être reproduites par les jardiniers et les paysans. Voici ce qu'il nous en dit :

— Pourquoi avoir créé Kokopelli ?

— Le but c'est de laisser aux concitoyens, et aux générations à naître, la souveraineté alimentaire de garder, de cultiver ces semences qui seraient vouées à disparaître... On sait qu'on n'a pas le droit de les vendre, cependant on a le devoir de le faire, de transmettre ce patrimoine. Ça fait soixante ans que l'industrie s'approprie la biodiversité mais, un plus gros problème, est la perte des savoirs... Les semences, on les a, seulement les gens ne savent plus quoi en faire, il faut les reformer à l'autonomie. S'il n'y a pas

une volonté citoyenne jubilatoire de se réapproprier ces semences, elles seront condamnées !

— Comment, d'après vous, en est-on arrivé là ?

— Toutes les lois qui sont passées ont été faites pour aboutir à la privatisation du vivant, c'est une dictature, le fait du prince... depuis le plan Marshall tout a été mis en œuvre pour vider les campagnes... Ça fait soixante ans qu'on se fait bananer ! Pourtant ils ont joué cartes sur table : en 1972, déjà, Kissinger a dit : « Qui possède les semences, possède la planète », mais on n'a pas entendu... Bien sûr, ça leur a pris un peu de temps ; à l'époque il y avait 5 millions de paysans, aucun gouvernement français ne voulait se mettre 5 millions de votants à dos et puis, ce n'est pas pour rien qu'on parle du « bon sens paysan », ils ne pouvaient pas amener les OGM de but en blanc, ça n'aurait pas marché... Aujourd'hui, le monde agricole est représenté par 400 000 personnes ! Je suis persuadé que le principe des OGM étaient prêts depuis les années cinquante, le système de clonage hybride, c'était la tête de pont des OGM. Kokopelli se veut une alternative à leur monopole.

— C'est vrai que quand on voit ce qui se passe en coulisses, comment sont obtenus les brevets, comment sont ou plutôt ne sont pas conduits les essais, que ce soit en pharmacologie ou dans l'agriculture... être obligés d'avaler ce qu'ils produisent, ne plus avoir le choix... ça fait très peur...

— C'est-à-dire que ce n'est peut-être pas un hasard, nombre de ces gens-là disent clairement qu'on est trop nombreux sur terre et que ce serait une bonne chose que les trois quarts des humains disparaissent ! Encore une fois, ils avancent à visage découvert mais on n'y prête pas attention !

J'ai vu que Kokopelli avait fait l'objet d'un procès pour concurrence déloyale et vente de semences illégales, de la

part d'un autre grainetier et avait été condamné à lui payer 12 000 euros ainsi que 23 000 euros à l'État et à la Fédération des industriels de la semence, mais Raoul me dit que l'histoire a plutôt tourné en leur faveur. Des milliers de lettres de soutien ont été envoyées, tant et si bien que la secrétaire d'État à l'écologie, Nathalie Kosciusco-Morizet, invitée de France Inter, a réaffirmé étudier d'une part la possibilité pour l'État de se dédire, et d'autre part la modification de la loi actuelle sur les semences. Reconnaissant que : « L'association Kokopelli protège notamment les semences anciennes. Elle a un rôle de préservation de la biodiversité et de préservation du patrimoine. Parce que vous savez, les semences perdent leur capacité germinative au bout de quelques années. Il ne suffit pas qu'elles existent quelque part. Il faut pouvoir les reproduire, il faut pouvoir les protéger. » Mais, à ce jour, l'association reste condamnée.

— Une bonne nouvelle tout de même : j'ai lu que, dans le « Grand Emprunt » [490] qui vient d'être décidé par le gouvernement, 1 milliard d'euros allaient être réservés aux semenciers… alors combien pour Kokopelli ?

— Alors là ! Rien n'est prévu ! me dit Raoul en éclatant de rire. On sait que nos semences servent de souches à l'industrie semencière, qu'ils viennent nous en acheter car ils ont tellement bidouillé les prébases qu'ils ont besoin de retrouver le matériel génétique sain.

Je lui demande s'il a envie de me dire autre chose.

— Le plus gros problème actuellement c'est la séquestration des terres. Les jachères censées réduire les surfaces cultivées afin de diminuer à la fois les excédents et la pollution de la nature sont en fait une pompe à subventions ! Il ne faut pas faire de misérabilisme, mais nous ne devrons pas nous plaindre si nous acceptons ce qui se passe. Simplement, il ne faut plus cautionner les États, leur dire « nous n'avons plus besoin de vous, nous savons ce que

nous voulons et ce que nous ne voulons pas ». Dans la mesure où on se réveille, tout est encore possible : un interdit n'existe que dans la mesure où il est respecté…

Il est temps qu'on se réveille ! Les Kokopelli sont parmi les derniers remparts qu'il nous reste pour empêcher les grandes firmes semencières d'arriver à leurs fins : monopoliser le patrimoine génétique mondial et créer une situation irréversible, car l'agriculteur ne pourrait plus récupérer ce patrimoine pour redevenir sélectionneur lui-même. Et nous, d'un bout du monde à l'autre, nous ne mangerions plus que les mêmes tomates aux pesticides et les mêmes steaks au soja. Au nom de quoi, et dans l'intérêt de qui, devrions-nous renoncer, par exemple, à ce qui a fait l'image de la France : la cuisine extraordinaire et la qualité de vie ? Qui sont-ils pour nous imposer ça ?

LES PNPP (PRÉPARATIONS NATURELLES PEU PRÉOCCUPANTES)

L'ortie, fée de la résistance.

Déjà, le nom qu'on leur donne me semble contenir la réponse au problème ! Il faut croire que non ! Ça me paraît tellement hallucinant que je me demande combien de Français sont au courant… Depuis que le monde existe, on sait que certaines plantes ont certaines vertus et depuis le *medicine man* des Indiens à l'homéopathie de nos jours, ça aussi fait partie de notre patrimoine. Vincent Mazière, fondateur de l'association ASPRO PNPP m'explique :

— Merci le Codex Alimentarius, les plantes qu'on a le droit de commercialiser doivent faire l'objet d'une homologation et d'une inscription sur une liste européenne. Tombent sous le coup de cette loi toutes les préparations naturelles

comme le purin d'orties, la prêle, l'argile... Or, premièrement l'homologation coûte cher (dans les 300000 euros), ensuite, il n'existe pas de liste pour les PNPP ; il faudrait les inscrire dans la liste des pesticides [491], ce qui est totalement inadapté !

Depuis 2002, la « guerre des orties » est donc déclarée ; nos députés ont bien fait quelques amendements, quelques promesses, mais il est interdit, en France, de commercialiser le purin d'orties, fertilisant extraordinaire et on ne peut plus naturel, sous peine de « deux mois de prison ferme et 75000 euros d'amende, pour celui qui vend ou donne un produit non homologué, en détient des bidons ou en diffuse la recette ». Je ne peux que répondre, sidérée :

— Ce qui veut dire que les substances inoffensives sont interdites et les engrais chimiques autorisés !

— Oui, fabriquer du purin d'orties vous met dans l'illégalité la plus totale. Un de mes amis qui en produit et soignait ses marronniers avec a eu droit à des perquisitions de la brigade de répression des fraudes... Et ce n'est pas tout, un avis publié au JO du 21 août 2008 [492] vient d'interdire l'usage d'extrait de prêle à partir de fin 2009. J'ai été reçu au ministère de l'Écologie encore la semaine dernière par un conseiller de Jean-Louis Borloo et il est question, à l'occasion de la loi Grenelle 1 de faciliter l'accès aux PNPP dans nos champs et nos jardins, mais rien n'est décidé.

— En fait, c'est comme pour les semences... on interdit ces plantes que l'on trouve partout gratuitement dans la nature et qui, faisant partie du domaine public, ne sont pas brevetables et n'ont donc aucun intérêt pour les firmes...

— L'Espagne, l'Italie, l'Allemagne et la Grande-Bretagne ont facilité l'emploi et la commercialisation de ces préparations. En France, on s'en tient pour l'instant aux directives européennes, mais c'est un choix politique...

Pour la vente du tabac sur Internet, l'Europe a dit oui et la France n'a pas suivi parce que ça l'arrangeait ! On peut très bien accepter de payer une amende... Et puis, ça n'a pas de sens, regardez le compost à la loupe, c'est un bouillon de culture... alors, on va l'interdire ?

— Mais, et le plan « Écophyto 2018 » ?

— Nous sommes en plein paradoxe, poursuit Vincent Mazière ; effectivement, l'objectif est de réduire de 50 % la quantité de pesticides employée à l'horizon 2018, mais les PNPP, qui représentent une alternative réelle et intéressent les collectivités locales, les jardiniers, et même les agriculteurs conventionnels, sont interdites ! Il y a pourtant des remplaçants... Est-ce que vous savez quel est le meilleur désherbant ?

— Non !

— Le tapioca, la maïzena, enfin, tout ce qui est amidon ! Vous le mélangez à de l'eau et le versez très chaud sur les plantes à détruire... ça les asphyxie. Il n'y a rien de plus efficace !

« Normes, standards, AMM, certifications, contrôles : l'empilement des mesures censées protéger le consommateur aboutit aujourd'hui à des aberrations », dit Julia Wright de Nature & Progrès, qui craint « qu'on ne permette plus aux producteurs bio de l'être, à moins de cacher leurs pratiques préventives naturelles... devenues illégales ». Ça a quelque chose de tellement stupide et ridicule d'imaginer, qu'avec les problèmes et les challenges immenses qui se posent à notre monde, des députés, des commissions puissent se réunir, discuter des heures sur l'usage du purin d'orties, et finalement l'interdire... pourquoi pas des CRS pour traquer la luzerne sauvage !

Dernière nouvelle de Vincent Mazières, ce 17 décembre sous la neige : « Nous nous attelons à travailler avec les députés pour rédiger une proposition d'amendement dans

le cadre de la loi Grenelle 2 qui sera discutée à l'Assemblée nationale en début d'année. L'arrêté d'application concernant le décret PNPP de juin 2009 vient d'être publié. Comme nous le pensions, il verrouille tout en se protégeant derrière la réglementation européenne. »

PRODUIRE POUR VIVRE ET NON PAS VIVRE POUR PRODUIRE

Pour résumer l'analyse Jean-Pierre Berlan, produire en agriculture, c'est mettre en œuvre cette faculté miraculeuse du vivant de se reproduire et de se multiplier. La Mère Terre comme l'appellent les Indiens, parce qu'elle nous procure tout ce dont nous avons besoin pour vivre. La semence germe, la plante pousse et fleurit, puis elle graine, multipliant des dizaines, voire des centaines de fois le grain initial. Prodige fondateur de notre existence individuelle et collective. Vouloir mettre fin à la gratuité de la vie, confisquer le patrimoine [493] des hommes pour en avoir le monopole et nous obliger à consommer leurs produits, c'est l'offensive menée par les cartels de l'agrochimie. Séparer la production de la reproduction : au paysan le travail de la production, à eux le profit de la reproduction. Mais, accepter ça, c'est leur donner le pouvoir de contrôler notre alimentation, donc un pouvoir de vie ou de mort sur l'humanité, c'est faire de nous leurs otages, les laisser libres d'orienter le progrès technique dans les voies qui sont les plus profitables pour eux et non pas celles qui sont les plus utiles ou bienfaisantes pour nous, c'est abandonner notre droit de choisir notre avenir scientifique et technique, c'est renoncer à notre autonomie, c'est démissionner de notre responsabilité, c'est prendre un risque jamais pris dans l'histoire de l'humanité, qui nous dépasse et dont la science n'a pas mesuré les effets… sauf à s'en remettre aux opinions de quelques scientifiques sous influence, les autres, ceux qui

ne sont pas d'accord ou simplement prudents, étant placardisés [494] ! Ce qui évidemment n'est pas bon signe ! Et de quel droit peut-on prendre des risques aussi définitifs pour les générations à venir ?

Est-ce qu'on peut encore gober leurs discours philanthropiques : lutter contre la faim dans le monde, soigner les maladies, protéger l'environnement. C'est comme ça qu'ils nous ont vendu toutes leurs inventions depuis des décennies… jusqu'à ce qu'on compte les morts !

Est-ce qu'on peut leur faire confiance ? Non, ils nous ont toujours menti du sang contaminé à la vache folle en passant par le nuage de Tchernobyl.

La vie qui était sacrée a été réduite à des brins ordinaires d'ADN ; le paysan qui sème son grain est devenu un « pirate » ; l'agriculture bio est soumise à des cahiers des charges (tellement contraignants que certains agriculteurs « font du bio », mais n'en demandent pas l'appellation) alors qu'il n'y a aucun contrôle sur l'usage des pesticides ; le ministère de l'Agriculture qui, dans son plan « Objectif terres : 2020 », écrit : « L'agriculture doit aujourd'hui produire plus pour répondre aux besoins des 9 milliards d'individus attendus en 2050 » [495], alors que chez nous on ne parle que d'excédents, que les fruits et légumes sont achetés aux paysans à des prix si ridiculement bas (3 centimes le kilo de pommes, 22 centimes la salade quand elle coûte 35 centimes à produire), qu'ils préfèrent encore les déverser sur les trottoirs devant les préfectures. Pendant qu'un milliard de personnes meurent de faim chaque année dans le monde et cent millions de plus par an souffrent de malnutrition… Si ce n'est pas se moquer de nous, c'est à n'y rien comprendre. Ou plutôt, c'est très clair : il n'y a pas de crise de l'agriculture, il n'y a qu'une course au profit effrénée de quelques multinationales qui n'hésitent pas,

pour ce faire, à « tiers-mondiser » tous les paysans du globe. Tous ceux qui ont pris conscience de ce qui se passe arrivent au même constat.

« Le vivant a une première propriété fondamentale, celle de se reproduire et de se multiplier. Il est donc à tous. C'est un bien commun de l'humanité. Vouloir réserver cette propriété aux investisseurs par quelque méthode que ce soit, c'est céder à l'exigence des marchands de chandelles de nous faire condamner les portes et fenêtres pour lutter contre la concurrence indue du soleil. C'est un gâchis », a écrit Jean-Pierre Berlan sur son site Internet [496].

L'HORREUR DE ÉLEVAGE INDUSTRIEL

À tous les animaux morts sans avoir vécu. [497]

Dans un même temps, les étables et les basses-cours traditionnelles ont fait place à de gigantesques hangars où sont entassés poules et porcs réduits à l'état de machines à produire. Des animaux qui ne voient jamais le jour, qui ne peuvent pas bouger, se retourner, se gratter, sans écraser le voisin, ou cloisonnés dans des cages individuelles, sans aucune litière. Plus considérés comme des animaux, vivants, juste de la matière première qu'on fait grandir le plus vite possible à coup d'hormones, d'activateurs de croissance, dont on contrôle comme on peut les nombreuses maladies par une utilisation massive d'antibiotiques et de vaccins et le stress par des tranquillisants. Des machines à fabriquer des tonnes de viande, des cuves de lait et des montagnes d'œufs. Le rendement est la seule chose qui compte. « Nous avons changé des êtres sensibles en morceaux de bidoche. » [498]

Présentés aux consommateurs, découpés, lavés, emballés sous plastique, dans les comptoirs des supermarchés, on ne fait plus le lien entre ce qu'on met dans nos assiettes et le fait qu'il s'agit d'animaux qui, jusqu'à l'arrivée de l'élevage intensif, vivaient leur vie dans les champs, avant de nous servir de nourriture. Oublié le pacte avec la nature qui nous a nourris des milliers d'années ! Mais comment nous, qui sommes les seuls animaux « raisonnables » donc responsables, sur cette terre, pouvons-nous accepter, même s'ils sont élevés pour la consommation humaine, qu'ils soient traités pire que des objets inanimés, que de telles souffrances leur soient infligées ? Au nom de quels intérêts ?

Ce que l'homme oublie, dans son égoïsme et son indifférence, c'est que tout ce qu'on leur fait subir, nous retombe dessus.

Les volailles en batterie

Après le scandale de la vache folle, beaucoup de gens ont limité leur consommation de viande rouge, lui préférant le poulet, la dinde, le canard... et leur élevage a triplé ces dernières années.

Selon une étude récente de l'INRA, les quelque 45 milliards de poulets de chair produits chaque année dans le monde sont des poulets à croissance rapide. Le temps de « production d'un poulet » est normalement au moins de quatre mois alors qu'il est aujourd'hui réduit à une trentaine de jours. Les poulets à croissance rapide grossissent si vite, gavés à coup de farines animales et d'hormones, que leurs pattes se brisent sous leur propre poids. Entassés sur plusieurs niveaux, dans des cages en fer dont seuls les becs dépassent désespérément entre les barreaux, les poulets ont du mal à se tenir debout et à marcher ; certains d'entre eux, atteints de graves boiteries, ou leurs ongles qui ne s'usent

pas s'étant refermés autour du grillage, ne peuvent même plus se déplacer jusqu'à la mangeoire et meurent de faim. Dans ces immenses usines à œufs, les poules pondeuses sont, quant à elles, enfermées dans de minuscules cages (46 X 51 cm et 35/40 de hauteur pour cinq animaux), sans pouvoir bouger ni le corps ni les ailes, et leurs œufs tombent sur un tapis roulant, frustrant tout instinct de nidification. « La pire torture infligée à une poule de batterie est l'impossibilité de se retirer quelque part pour pondre. Pour la personne qui connaît un peu les animaux, il est réellement déchirant de voir comment une poule essaie et essaie encore de ramper sous ses voisines de cage pour y chercher en vain un endroit abrité. » [499]

Privées de leurs besoins les plus élémentaires de mouvement et de socialisation, les poules souffrent de décalcification des os, de déformations aux pattes, de blessures et de lésions à la peau et au plumage, d'anomalies des cartilages, de dermatites provoquées par une station couchée prolongée ; toutes ces pathologies s'accompagnent de problèmes cardio-vasculaires allant même jusqu'à la crise cardiaque. Les médicaments n'empêchent pas les poules de souffrir potentiellement d'une vingtaine de maladies qui les affectent directement ou nuisent à leur ponte. Dans de telles conditions d'entassement et de salubrité douteuse, la mortalité est d'au moins 7 %.

Outre le bruit permanent de dizaines de milliers de caquètements, la ventilation qui marche plus ou moins bien, l'odeur est pestilentielle car, si les fientes sont aussi évacuées par tapis roulant, il reste toujours des déjections collées au grillage avec des fragments de plumes, occasionnant de surplus des maladies respiratoires. Bien sûr, le système des cages en batterie interdit le nettoyage complet durant les soixante-douze semaines de la vie d'une poule !

Leur confinement dans ces prisons sans fenêtre entraîne fatalement un comportement agressif ponctué de violents coups de bec et même parfois de cannibalisme. Pour éviter les batailles, on coupe le bec, une opération douloureuse qui en plus empêche la poule de boire et de manger normalement. Après avoir pondu 300 œufs en 400 jours (au lieu de 170 dans des conditions normales), les vieilles poules exténuées sont brutalement mises dans des camions où, sans nourriture et eau pendant plusieurs jours, elles rejoignent l'abattoir. Leur pauvre chair malade finira dans une « soupe au poulet » ou dans de la nourriture pour chat et chien. Lors du processus de sexage des poussins, les mâles sont rejetés par l'industrie des œufs. Ces millions de jeunes coqs inutiles peuvent être broyés, hachés vivants, ou entassés dans de grands sacs en plastique pour mourir par suffocation ou exposés à des concentrations élevées de gaz carbonique. La mixture obtenue par les cadavres est ajoutée à la nourriture destinée au bétail ou aux animaux domestique [500].

Il faut entrer une fois dans un élevage en batterie, voir ces bêtes malades de détresse et de misère dans ces camps carcéraux, pour comprendre que l'on a pénétré dans un monde dément.

Les mouvements protecteurs des animaux n'ont rien à voir dans cette démarche. On ne nie pas impunément que la vie est la vie.

Un expert en génétique israélien, Avigdor Cahaner, de l'Institut de Rehovot près de Tel-Aviv, a même conçu une race de poulet sans plumes pour grandir plus rapidement et contenir moins de gras que les poulets normaux ; meilleur marché aussi, car il n'y a pas besoin de le déplumer ! Les quelques années où j'ai vécu à Los Angeles, je me souviens d'en avoir vu en vente, mais l'histoire n'a pas dû séduire les consommateurs, puisqu'on n'en entend plus parler. À ce propos, je me revois aussi à Mel's Driving, sur Ventura

Boulevard, où j'allais quelquefois faire mes courses... mon ahurissement quand, voulant acheter des œufs, le vendeur me demanda le plus naturellement du monde, avec ses trois paniers devant lui, si je les voulais avec 1, 2 ou 3 jaunes ! À l'époque, je n'avais pas réalisé ce que ça impliquait ! Il paraît aussi « qu'elles reçoivent des gènes de bovin pour que leurs œufs soient plus gros ! » [501]

Les lapins ne sont pas mieux lotis

En France, 10 % des antibiotiques utilisés pour l'élevage d'animaux sont consommés par l'élevage de lapins qui ne représente que 1 % des viandes consommées [502]. « Plus de 40 millions de lapins vivent dans des cages exiguës, sur un sol grillagé de la grandeur d'une feuille de papier A4, source d'inconfort permanent et de blessures aux pattes. Il leur est impossible de se dresser, de se cacher, de bondir, de ronger, de fouiner, le moindre mouvement dérange les autres lapins et les agressions sont fréquentes, occasionnant blessures et infections. Les lapines vivent isolées les unes des autres et sont inséminées dix jours après chaque mise bas. Elles donnent naissance à une dizaine de petits par portée, ce qui fait environ une soixantaine par an. Elles souffrent de déformations du squelette et environ un tiers d'elles meurent chaque année. Dès la naissance, les petits sont triés, répartis en fonction de leur taille et de leur poids. Les malades, les plus petits et ceux en surnombre sont assommés sur le rebord d'une caisse ; il arrive que certains agonisent ensuite au milieu des mort-nés. Le temps de travail requis pour conduire ces élevages est réduit au minimum. L'éleveur consacre en moyenne quatre heures de travail par an à une lapine (et ses petits) donc moins de cinq minutes pour un lapin le temps de sa vie. Cette durée inclut le temps passé au nettoyage du bâtiment, à la distribution de nourriture, etc. Un quart des lapins meurent avant d'atteindre l'âge où

ils sont abattus (en moyenne 74 jours) malgré une utilisation massive d'antibiotiques. Vers 2 mois et demi, ils sont conduits à l'abattoir où ils sont étourdis, saignés, dépecés, éviscérés. »

Triste vie de cochon

« Je m'appelle Léon et ma mère s'appelait Sidonie.

Je n'ai pas eu une existence heureuse mais la sienne fut pire. Reproductrice, elle a toujours été considérée "comme une vivante machine à produire des saucisses" ainsi qu'elle entendit une fois le fermier le reconnaître froidement. Elle n'a connu que l'insémination artificielle, privée des contacts si naturels avec les autres individus de son espèce si l'on excepte ses porcelets. Puis elle a été envoyée pendant quatre mois, presque toute la durée de sa gestation, dans un box individuel où elle ne pouvait que se lever ou se coucher, mais pas se retourner, s'étirer ou se gratter, car elle y était enchaînée : moins on bouge, moins on dépense d'énergie et moins on a besoin de nourriture. Et comme les reproducteurs ne sont pas vendus pour la viande, on leur donne le minimum vital de nourriture. Elle coûte cher aux éleveurs, et ce ne sont pas eux qui ont la faim au ventre en permanence. Et tout cela dans une obscurité complète, ou presque.

Une semaine avant notre naissance, on l'a menée dans une petite niche de mise bas qui comporte un étroit système métallique destiné à l'empêcher de nous écraser en se couchant, et qui nous laissait tout juste l'accès aux mamelles. Cette cage nous stressait terriblement les uns et les autres. Sidonie nous raconta comment, au moment de l'emprisonnement, elle se jetait sur ces barres d'acier et hurlait de désespoir, elle qui aurait tant voulu nous préparer un nid, comme le font les truies d'habitude ; elle qui aurait fait plus de 30 km dans la nature à la veille de son accouchement pour trouver ce nid douillet. À cause de sa frustration, elle mordait le métal et tentait

vainement de se libérer, au point de se faire des plaies, et elle bavait parfois avec les pupilles dilatées. Comment résister à la folie de cette impossibilité totale de se mouvoir ou d'assister ses petits à leur venue au monde ? Elle nous dit que ces barreaux perturbaient tellement les truies qu'il y avait assez souvent des porcelets mort-nés dans leurs portées. Lors de l'allaitement, elle ne pouvait même pas s'occuper de nous comme n'importe quelle mère le fait avec ses enfants. Elle ne pouvait même pas nous voir, sauf lorsque nous nous approchions de son groin. Pourtant cette cage n'est pas justifiée car elle ne nous aurait jamais écrasés dans des conditions normales, pas plus que, chez nos proches cousins les sangliers, une laie ne le fait avec ses marcassins. Et, avec de la place, nous savons que nous nous en serions très bien tirés. Mais il n'y avait pas de place pour des raisons de "productivité", de "rendement", les fermiers ayant préféré entasser un maximum d'entre nous dans le bâtiment. Le sol était soit de ciment nu, soit, pour nous, un caillebotis métallique où il était plus aisé de faire disparaître nos déjections. Et les fermiers voulaient se faciliter la vie pour le nettoyage, d'où l'absence de paille qui nous aurait pourtant permis d'avoir un tout petit univers à explorer, quelque chose à mâcher et à fouiller du museau. Que c'était morne...

Comme on n'avait rien d'autre à faire, on s'est mis à se mordiller les uns les autres, surtout la queue. Mais ça n'a pas duré car quelqu'un est venu, nous a marqué les oreilles et a coupé nos petites queues, sans anesthésie. Excédé par nos cris de douleur, il nous a dit méchamment : "Et encore, vous avez de la chance parce que dans l'élevage voisin, on arrache aussi les canines pour éviter les problèmes." Il n'avait pas l'air de se rendre compte qu'il était à l'origine de tous ces problèmes-là, car, à l'état normal, nous ne sommes pas cannibales et n'avons pas une agressivité exagérée. À l'âge de 3 semaines, on nous a séparés de notre mère pour toujours. Chez certains, c'était encore bien plus tôt. En fait, le sevrage ne devrait être effectué que vers

6 à 8 semaines, mais, en se dépêchant, on arrive en deux ans à faire faire cinq portées au lieu de quatre à maman. Sidonie nous a expliqué que les humains appelaient ça "la logique du profit", celle qui fait qu'elle ne produira des porcelets que trois ou quatre ans. Déformée par les grossesses rapprochées, usée par la captivité, l'immobilité, l'ennui et la faim, elle devient vite peu productive et rejoint le circuit habituel des porcs, en direction de votre assiette via l'abattoir. En retournant vers l'insémination, ses mots d'adieu ont été: "Vous êtes sans doute une de mes dernières portées..." C'est déchirant pour une truie de se séparer si tôt de ses porcelets. Nous étions encore plus stressés sans sa présence. On nous a donné encore davantage de médicaments, notamment des antidépresseurs et des antibiotiques. En effet, nous commencions à souffrir de maladies des intestins, voire de dysenterie, et surtout d'infections pulmonaires, à cause de l'ammoniaque provenant du lisier et s'accumulant sous nos boxes. Il paraît que cela affecte aussi les humains parfois. De plus, les claires-voies en bois dont nous disposions maintenant n'étaient pas davantage confortables que les caillebotis de la "cage". Nombre de mes frères ont développé des boiteries. Mes membres se sont progressivement déformés, mais j'ai eu la chance de ne pas avoir de nécroses comme d'autres.

Certains jours, un de nos compagnons mourait subitement. Le fermier disait que ces morts foudroyantes étaient dues au stress de la captivité, mais c'était plus rentable d'avoir quelques bêtes mortes que de nous donner un peu d'espace et de paille. Et les antidépresseurs reviennent moins cher. En grandissant dans ces conditions anormales, nos relations se sont détériorées: bagarres, morsures, établissement exacerbé d'une hiérarchie où les plus faibles pouvaient vite dépérir. Certains tournaient en rond, un bon nombre, moi y compris, d'autre mordaient les barreaux des petites cages collectives où on nous entassait.

La monotonie de notre existence ne fut rompue que par notre castration, sans anesthésie. C'était toujours plus de stress, de cris, de bagarres... avec la même nourriture bourrée de produits chimiques pour qu'on engraisse plus vite. Quant à nos sœurs, dont on nous avait séparés, elles avaient en prime des hormones et des stéroïdes pour tenter d'augmenter le nombre de porcelets et stabiliser leur cycle de fécondité: elles étaient entrées également dans ce que l'éleveur appelait "un schéma d'exploitation", bien plus long que le nôtre; et toutes ces années en plus signifiaient bien des souffrances supplémentaires.

Dans la dernière étable, on attendait le "grand voyage", après une vingtaine de semaines d'engraissement. Moi, j'étais résigné, ayant bien compris que nous n'étions considérés que comme de la viande sur pattes, et non pas comme des êtres vivants; des "machines à transformer les granulés en jambon", disait notre éleveur. Et même si nous avions vécu en semi-liberté et non pas dans ce lugubre élevage en batterie, nous n'aurions été que des marchandises. Quand je suis arrivé dans les derniers boxes individuels où j'étais enchaîné pour atteindre une centaine de kilos, mes membres déformés me faisaient souffrir et je recommençais à tousser beaucoup avec une nouvelle infection pulmonaire. Je ne pouvais absolument pas bouger, comprenant pleinement ce que ma mère avait ressenti.

Puis vint le fameux voyage. Nous étions tous si stressés que nous avons dû irriter les camionneurs. Nous avions peur de l'inconnu, et surtout nous avions du mal à marcher après ces semaines passées enchaînés sur des lattes de bois. Très en colère, ils se sont mis à nous frapper pour nous faire sortir. Et, dans la cour, nous nous sommes bloqués devant la rampe à grimper. Nous étions affolés par tous ces cris, les nôtres et ceux des hommes qui s'excitaient contre nous. Un d'entre eux avait une borne électrique et nous l'appliqua pour nous obliger à avancer: j'ai encore très présent à l'esprit la cuisante douleur, une brûlure étrange qui a secoué

tout mon corps, irradiant ma chair bien au-delà de mon anus touché directement pour ne pas abîmer ma "viande". J'ai réussi à grimper en trébuchant et, de là-haut, j'ai vu que je m'en étais encore bien tiré. En effet, Gaston, un de mes frères qui avait toujours été un souffre-douleur et un peureux, mais qu'on aimait bien quand même, s'est mis à avoir des convulsions après les chocs électriques. Il est tombé au sol, en agitant frénétiquement les pattes, puis il s'est calmé alors qu'ils le bourraient pourtant de coups de pieds. Un homme s'est approché et a dit: "Merde, je crois que le cœur vient de lâcher..." Le fermier et lui l'ont tiré un peu à l'écart, péniblement vu son poids. Bizarrement, le fermier ne s'en est pas pris au transporteur qui distribuait généreusement les décharges, mais il s'est mis à frapper Gaston à grands coups de bottes et à l'insulter: "Crevure, tu as intérêt à tenir le coup jusqu'à l'abattoir, sinon je te vendrai comme aliment pour chiens... Sale carne !"

Puis ce fut le départ, sans Gaston dont l'agonie avait pris fin avant le chargement, et une dernière pensée pour Sidonie et tous les compagnons laissés derrière, alors que s'éloignaient les hangars que nous voyions pour la première et la dernière fois. Nous étions entassés et nous avions du mal à respirer. À un moment, nous sommes passés devant une charcuterie dont la devanture était décorée de trois petits cochons propres et roses, manifestement joyeux de se faire charcuter et manger par le grand méchant homme. Nous, ça ne nous a pas fait rire... On s'est enfin arrêtés contre un long bâtiment d'usine, et le déchargement a commencé, aussi brutal que la montée dans le camion. Il a fallu nous pousser rudement pour qu'on se décide à descendre. C'est de là que je me hâte de terminer ce récit, car je sais ne plus en avoir pour longtemps. En France, vous dévorez plus de 18 millions et demi de nos semblables chaque année. Nous sommes pourtant au moins aussi intelligents et sensibles que vos amis les chiens, les études scientifiques sur notre espèce le prouvent. Nous

montrons volontiers notre caractère espiègle et affectueux à ceux d'entre vous qui acceptent notre compagnie. Et si nous retournions à l'état sauvage, nous aurions un comportement de sanglier actif et curieux, tellement loin de l'apathie forcée à laquelle vous nous contraignez. De même, vous vous imaginez que nous sommes sales parce que certains fermiers nous imposent des conditions de vie d'où l'hygiène est absente; que d'idées reçues... Je ne vous demande qu'une chose: sachez ce que j'ai enduré avant de finir dans votre assiette, en saucisse ou en jambon, et faites-le savoir autour de vous. Dans le pire des cas, pour que nos conditions d'existence s'améliorent. Dans le meilleur, pour que vous arrêtiez de manger de la viande, notre chair, ce qui est la seule façon de mettre fin à notre martyre. L'écœurante odeur du sang me panique, les cris des copains, entrés avant moi, me remplissent d'effroi: je sais ce qui m'attend, ce qui nous attend tous.

Là-bas, je vois un des aides-bouchers avec de grosses pinces électriques. Il paraît qu'on va nous les appliquer de chaque côté de la tête, entre les yeux et les oreilles, et que ça va nous étourdir pour qu'on ne réalise pas ce qui se passe juste après, quand on nous tranche la gorge. Mais ça ne marche pas souvent pour diverses raisons: pas mises au bon endroit parce que les tueurs sont pressés (le rendement, encore), voltage trop faible, trop long délai qui s'écoule et nous permet de sortir de l'étourdissement avant l'égorgement... Et la mort n'arrive pas tout de suite avec la blessure fatale du couteau: pendus par une patte avec une chaîne qui nous arrache la peau, certains d'entre nous gigotent encore en perdant leur sang, jusque dans le bac d'eau bouillante avant le dépeçage. Vais-je avoir de la chance ou vont-ils me "rater" moi aussi ? Je vais le savoir sous peu car ils me poussent en avant... »[503]

Quatre-vingt-quize pour cent de la production de porc est industrielle.

Les truies passent ainsi la majeure partie de leur vie enceintes et sanglées. Elles ont deux portées par an soit dix-huit porcelets qu'elles allaitent deux semaines (au lieu de huit normalement). À l'accouchement, elles sont transférées pour sept jours dans des cages spéciales. Une semaine après qu'on leur ait retiré leur portée, on les immobilise et on les met en présence d'un verrat. Le sol de la partie arrière est fait de lattes pour que les excréments et l'urine passent à travers, ce qui provoque des douleurs vertébrales.

L'ennui, l'entassement, l'obscurité et l'odeur irrespirable provoquent des maladies graves et le « syndrome de stress porcin » : rigidité, peau pustuleuse, halètement, anxiété et souvent – mort subite. Après une vie entière d'immobilisation et de malnutrition, leurs membres sont trop faibles pour les porter. Alors, elles sont traînées par treuil dans le camion. Ces conditions déplorables de transport (de nuit) et de déchargement entraînent fractures et lésions diverses. En conformité avec la loi qui préserve les apparences morales, les animaux sont étourdis avant abattage, ce qui d'ailleurs permet au cœur continuant à battre d'aider le sang à s'écouler après l'égorgement (il passe alors dans un conduit jusqu'à un bac). Les bêtes les plus abîmées de plaies et bleus, pas présentables en jambon, feront rillettes ou saucissons.

Les porcs sont nourris le plus souvent de soja importé des États-Unis, mélangé à des farines animales, des accélérateurs de croissance et des déchets d'abattoir, à la place des betteraves, verdures, farine d'orge et pommes de terre d'antan, tandis que les femelles sont traitées avec hormones et stéroïdes divers pour tenter d'augmenter le nombre de porcelets et de stabiliser les cycles de fécondité. Le rendement, partout et toujours ! Mais si dans les années soixante/soixante-dix, les porchers ont fait fortune, rachetant des rues entières de Rennes, ce n'est plus le cas maintenant. Les cours sont au plus bas et les exploitations de plus en

plus grosses, jusqu'à atteindre deux mille porcs pour les plus gros établissements ! Pour s'en sortir avec la quantité, au détriment de la qualité. Tout cela entraîne en plus, on l'a vu, des problèmes de pollution au nitrate énormes au niveau de l'épandage du lisier. Mais l'élevage hors sol est une solution tellement facile que peu d'éleveurs sont prêts à en changer pour appliquer des méthodes plus saines.

« Pour revenir à la paille et aux bons aliments, il faudrait réduire considérablement la taille des exploitations. Mais le plus gros problème reste culturel : les jeunes agriculteurs ont été formés à ce type d'élevage, les techniciens des Chambres d'agriculture (qui sont rémunérés par les entreprises phytosanitaires) initient les éleveurs à ces techniques et les collectifs de producteurs, sans qui il est impossible de vendre ou d'obtenir des autorisations d'abattage, ne savent pas faire autre chose. Ils se sont habitués à des rendements importants mais irréalistes : ce n'est plus de l'agriculture, c'est de la Bourse ! » [504]

Encore plus inquiétant : depuis 2005, Monsanto tente, après son *hold up* sur les plantes, d'obtenir des autorités américaines un brevet sur des séquences d'ADN de porcs pour l'élevage, qu'elle a décodées (brevet WO/2005/015989) [505]. Décrit ainsi : « Cette invention fournit les méthodes pour la production d'animaux parents permettant d'introduire rapidement et efficacement et/ou la fixation d'un ou plusieurs traits désirables dans un troupeau de porcs ou d'éliminer un trait indésirable particulier ou un gène. L'invention prévoit également l'utilisation du transfert d'embryons, y compris le transfert d'embryons « markerassisted » pour faciliter le transfert de matériel génétique, en particulier quand il est souhaitable de maintenir le statut d'organismes pathogènes spécifiques d'un troupeau. Elle

s'étend également aux troupeaux qui ont été développés en utilisant les méthodes décrites. »

C'est la transmission de ce morceau d'ADN (ce gène) qui passe à la descendance qui est visé. Toute personne qui élèverait des porcs en transmettant ladite séquence aux descendants tomberait sous le coup du brevet. Si cette demande est agréée, les porcs qui ont toujours été largement présents dans la nature seront assimilés à la propriété intellectuelle de Monsanto. Dès lors, les éleveurs du monde entier seraient obligés de verser des redevances à l'entreprise pour des animaux conçus tout à fait naturellement.

À quand les cépages du Bordelais, les oies du Périgord et les « Selle français » ?

MONDE MALADE

« Les animaux transgéniques existent déjà en laboratoires de recherche agronomique ou médicale, avec des bœufs aux postérieurs hypertrophiés, des porcs sans yeux (pour grossir plus vite du fait de leur immobilité) ou à quatre jambons, sur le modèle du poulet à quatre cuisses récemment "fabriqué" aux États-Unis... au milieu de clones animaux et autres végétaux hybrides et stériles... » Chez la vache, plusieurs modifications ont été effectuées afin de changer la composition de son lait, d'en augmenter la production ou d'en diminuer la teneur en lactose, mal supporté par certains consommateurs. La transgénèse permet aussi la production de protéines antibactériennes dans les glandes mammaires des vaches [506]. Des chercheurs de l'université de Guelph ont inséré chez le porc un gène bactérien contenant une enzyme qui aide à mieux absorber le phosphore ajouté dans la moulée pour booster leur croissance. (Ce rejet de phosphore dans le lisier est le facteur

de pollution principal de la filière porcine). Au Québec, une compagnie a développé des chèvres transgéniques qui produisent dans leur lait une protéine provenant de l'araignée. Cette dernière utilise la protéine pour la production de son fil. Celui-ci étant reconnu comme très résistant, le marché visé par la compagnie est l'industrie militaire (vestes pare-balles) [507].

Si cela continue, les agneaux et les veaux vont-ils continuer à naître dans des fermes ? Il y a trente, quarante ans, les conseillers agricoles sont allés prêcher une nouvelle bible aux jeunes éleveurs : le progrès génétique. D'abord, il fallait pratiquer l'insémination artificielle, avec le sperme des meilleurs mâles en magasin, puis séparer le plus vite possible les agneaux et les veaux de leur mère pour récupérer le lait et pouvoir les mettre de nouveau enceintes. Augmenter la productivité ! Quand on parle avec les paysans, on s'aperçoit que ce n'est pas si paradisiaque et si anodin : le technicien ne peut pas venir inséminer chaque bête au moment de son cycle naturel ; il faut donc placer une éponge à l'intérieur du vagin de toutes les femelles du troupeau, puis quatorze jours après, leur faire une piqûre pour déclencher les chaleurs et ainsi les inséminer toutes en même temps. Quarante pour cent des brebis ont des jumeaux, parfois même des triplés, ce qui n'est pas prévu par la nature, même si avec les substances administrées pour augmenter la production de lait, une brebis arrive à donner 2 litres par jour. Les mammites sont fréquentes (20 à 30 brebis sur 200) et dans ce cas-là, les brebis sont fichues : leur lait est plein de pus et même soignées par les antibiotiques, elles ne pourront même plus servir à la reproduction, puisque les mammites se font à répétition et qu'elles ne pourraient donc pas nourrir leurs agneaux. Le risque de contamination par les machines à traire est un souci de plus.

Même scénario pour les vaches. Dans les élevages intensifs, pour fournir continuellement un maximum de lait et alimenter le marché croissant du lait, du fromage, de la crème et du beurre, on enlève le veau à sa mère un jour seulement après sa naissance. À partir de 2 ans, la vache est soumise à une grossesse chaque année. Elle devra fournir jusqu'à 10000 litres de lait par an, soit cinq fois plus qu'une vache dans les années cinquante. Son estomac d'herbivore ne pouvant supporter les quantités de nourriture nécessaires pour un tel rendement, on lui donne des compléments nutritionnels ainsi que de grandes quantités d'antibiotiques, à la fois pour augmenter sa production et aussi contrer les infections, fièvres, pneumonies, ulcères, abcès, carences en vitamines, teignes, septicémies, arthrite et autres maladies, causées par le stress du confinement, la malnutrition et les produits ingérés (antibiotiques, sulfamides, tranquillisants, hormones, anabolisants, vaccins) et aussi par le poids de ses pis surgonflés.

La vache laitière sera poussée jusqu'à sa limite. Quand, après trois à cinq années de souffrance et d'exploitation (sa vie normale est de vingt ans en moyenne), son rendement baissera, elle sera immédiatement envoyée à l'abattoir : la plupart du temps, le bœuf de supermarché est de la vache.

En liberté, les veaux tètent une année mais, dans ces élevages en batterie, *time is money*, les marchands n'ont pas de temps à perdre : les plus faibles sont abattus immédiatement pour la fabrication de croquettes ou farines animales ou pour extraire la présure, qui provient de l'estomac, utilisée pour fabriquer presque tous les fromages ; les femelles mises directement au développement intensif pour devenir à leur tour vaches laitières, et reproductrices à la chaîne ; ceux qui doivent produire la viande de bœuf sont envoyés dès l'âge de 2 semaines dans des unités d'engraissement intensif où ils seront gavés (le plus souvent de céréales importées !)

jusqu'à l'obésité et maintenus à l'étroit pour éviter la moindre perte de poids; les autres destinés à la viande de veau, passant leur courte vie dans d'étroits boxes (60 X 150 cm), sur des caillebotis, sans paille. Exclusivement nourris d'un liquide à base de substitut de lait; on leur crée volontairement des carences en fer et en fibres qui provoquent l'anémie, afin que leur chair ait la couleur blanche exigée par les consommateurs. Après quatorze semaines, les pattes à peine capables de supporter leur poids, ils seront conduits à l'abattoir à travers de longues distances (à titre indicatif, un bœuf perd en moyenne 30 kg pendant le transport et l'attente – voire le spectacle – précédant son propre abattage) [508].

Est-ce que c'est vraiment ça le progrès, cette agriculture qui n'a plus rien d'humain ? Si nombre d'agriculteurs ont vendu leur âme au diable, beaucoup aiment leurs bêtes et réalisent que ce n'est pas une façon de les traiter ! La vie que l'on impose à ces animaux est pire que la mort qu'on leur donne ! « Les paysans se sont fait avoir, mais ils étaient très contents de voir leurs profits augmenter. Le système de cogestion est totalement dépravé : une coalition entre les agronomes, les industriels et le ministère de l'Agriculture depuis soixante-cinq ans. C'est un système où la société civile n'est pas représentée. Cela se perpétue car il n'y a pas de révolte, pas de contestation. Alors que les industries sont par définition amorales. Elles sont coupables aujourd'hui de crimes contre la vie sur Terre, contre l'homme, contre les écosystèmes. » [509]

Jean-Louis Meurot [510], membre de la commission sanitaire à la Confédération paysanne, veut bien faire un tour de la situation avec moi. Lui-même est éleveur de moutons dans la Drôme. Sur un point, il me rassure en m'expliquant que les ruminants : veaux, vaches, brebis sont, à part quelques exceptions, élevés en pâture ; d'un autre

côté, il me confirme que les élevages industriels concernent la majorité de la production des volailles et des porcs, et me donne le maillon qui manquait à ma compréhension du problème :

— Certains éleveurs ont des « contrats d'intégration » avec des industriels qui leur fournissent les poussins, les aliments et les médicaments et qui commercialisent ensuite les produits ; le paysan, lui, apporte le bâtiment, l'eau et son travail, et est rémunéré un prix fixe par poulet... Une façon de s'assurer un revenu. Ce sont les poulets bas de gamme que l'on trouve en grandes surfaces, dont les meilleurs morceaux sont commercialisés en packs de six cuisses, douze ailes... Une partie des carcasses sont, quant à elles, exportées vers l'Afrique... Ce sont des élevages où il y a rupture du lien entre les animaux et le sol où l'on prévient les problèmes sanitaires à coups de vaccins et médicaments...

— Ça ressemble plus à des prestataires de services qu'à des paysans !

— Certes... à partir des années soixante, sous la présidence de de Gaulle, s'est enclenchée la Révolution verte et le début de l'industrialisation avec l'assujettissement des petits producteurs à l'industriel... ceux-là sont plus des ouvriers que des paysans indépendants !

— Qu'est-ce que vous en pensez à la CP ?

— On se bat pour la défense de l'agriculture paysanne à échelle humaine où l'éleveur maîtrise son circuit de production. Les bêtes ont un potentiel de production par leur génétique ; le but est de leur apporter une alimentation qui augmente cette capacité, mais il n'est pas bon de vouloir dépasser les capacités biologiques. Certains agriculteurs ont un système intensif tout en restant dans les limites et produisent eux-mêmes les aliments nécessaires à la nourriture de leurs troupeaux, d'autres veulent produire

toujours plus pour gagner plus... c'est la fuite en avant vers le productivisme... mais s'ils comptent l'achat de la nourriture, les médicaments et les problèmes sanitaires qu'ils rencontrent, finalement la rémunération est moindre...

— Est-ce que la nourriture achetée contient des OGM ?

— Oui, les tourteaux de soja importés des USA et d'Argentine sont des OGM. Les labels rouges sont à l'écart de ce type d'élevage, tenus à des règles strictes et ça ne concerne pas, non plus, les ruminants, veaux, vaches, brebis, chèvres... dont les élevages sont beaucoup moins industrialisés. En France, ça reste assez satisfaisant, mis à part pour les vaches laitières, qui sont fréquemment nourries en stabulation à l'ensilage de maïs et complémentées avec des tourteaux de soja.

— Comment ça se passe ?

— On élève les brebis pour produire soit de la viande soit du lait qui est transformé en fromage. Les agneaux sont enlevés de leur mère à 1 mois et mis à l'engraissement avec du fourrage et des compléments alimentaires. Le lait des brebis est transformé en fromage soit à la ferme soit, après collecte, dans des structures industrielles ou artisanales. Même chose pour les vaches. En ce qui concerne les OGM, même si leur production est interdite en France, on ne peut pas dire que l'on est indemne, à cause des importations.

— Et que pensez-vous des vaccins, antibiotiques et médicaments de toutes sortes qui passent forcément dans la chaîne alimentaire ?

— Jusqu'à la vache folle, fin des années quatre-vingt-dix, la politique publique sanitaire concernait des maladies animales transmissibles à l'homme, comme la brucellose, la tuberculose... qui ont disparu depuis ; ensuite, il y a eu les maladies « à prion » ou ESB (encéphalopathie spongiforme bovine) [511] et, plus récemment, d'autres maladies dues aux changements climatiques...

— En quoi cela influe-t-il ?

— Par exemple, la fièvre catarrhale ovine, jusque-là cantonnée en Afrique, s'est répandue en 2006 en Belgique, Allemagne et Pays-Bas et puis en France en 2008. Elle se transmet par piqûre d'insectes, elle n'est pas contagieuse d'un animal à l'autre et pas dangereuse pour l'homme. Dans un premier temps, les vétérinaires et l'administration ont estimé qu'il n'y avait rien à faire, mais sous la pression des laboratoires qui ont fabriqué des vaccins (Merial en l'occurrence) et des règlements internationaux qui président aux échanges entre les pays, la vaccination de masse est devenue obligatoire et argument de vente.

— Tiens, tiens, nous y voilà !

— Oui, il y a d'ailleurs une grande résistance des éleveurs : ça pose problème, ne serait-ce que dans le délai d'attente entre l'administration du vaccin à l'animal et le moment où on le consomme. C'est sûr qu'il y a des inquiétudes à avoir pour la santé des consommateurs : nous ne connaissons pas les effets des résidus médicamenteux présents chez les animaux traités, pas plus que les effets des résidus des produits phytosanitaires utilisés dans le traitement des plantes.

Ici aussi, on a compris, le business fait la loi : « En parallèle s'opère un processus de fusions et acquisitions dans l'industrie pharmaceutique. Des coopératives se transforment en multinationales, comme InVivo. Cette coopérative au chiffre d'affaires de 3,6 milliards d'euros, qui emploie 1 800 salariés (appelés *collaborateurs*), s'occupe à la fois du stockage de céréales dans des silos, de conseils à l'agriculture intensive, de distribution, de nutrition animale, et commercialise aussi plus de 50 % des pesticides en France. Récemment, InVivo a en partie racheté l'entreprise brésilienne Cargill. Celle-ci, dans l'illégalité la plus complète, a construit des terminaux portuaires au Brésil pour pouvoir exporter plus facilement des tonnes de soja

transgénique, qui sert à l'alimentation du bétail. Quand on sait qu'en 2004, 98 % du chiffre d'affaires de Cargill Foods France a été assuré par MacDo, on imagine ce qu'on mange quand on va dans ces fast-foods. »[512]

LA MAFIA DES HORMONES[513]

L'usage de l'hormone est interdit dans toute la CEE depuis 1989, mais la commission du Codex Alimentarius chargée des normes alimentaires internationales a approuvé l'emploi de trois hormones naturelles utilisées pour promouvoir la croissance : la progestérone, la testostérone et l'estradiol-17. (Ce qui, nous l'avons vu, nous oblige à payer tous les ans une amende colossale aux Américains) ; mais surtout, la prohibition a tout de suite engendré le trafic !

En mars 1996, le professeur Mouthon de l'École vétérinaire de Maisons-Alfort dénonçait « les experts scientifiques, caution et partisans de l'élevage aux hormones, souvent liés à des laboratoires pharmaceutiques produisant des anabolisants... Le marché des hormones est un véritable trafic mafieux. » Un premier réseau avait été démantelé dans les années quatre-vingt-dix en Belgique par l'inspecteur vétérinaire Karel van Noppen qui y laissera sa vie, froidement abattu à deux pas de son domicile de Wechelderzande, près d'Anvers. À part quelques arrestations de-ci de-là, les choses semblaient sous contrôle des autorités jusqu'à ce qu'un reportage de la RTBF (radio télévision belge), en 2006, nous apprenne que le trafic continuait de plus belle ! Personne n'est en mesure d'évaluer son ampleur : rien qu'en 2005, 127 contrôles faits chez des engraisseurs et autres marchands d'aliments se sont révélés positifs. Les trafiquants et les fabricants font preuve d'une ingéniosité sans limites, comme cela se passe avec les athlètes dans le sport, en mettant au point des anabolisants de plus en plus difficilement décelables. « Il y a une partie des molécules

qui échappent aux contrôles tels qu'ils sont organisés actuellement », confirme le professeur Maghuin [512]. « Dans le cadre de l'engraissement animal aussi, il nous faut compter sur le savoir-faire scientifique et technique très poussé de nos laboratoires pour démasquer les permanentes innovations des trafiquants. C'est une course-poursuite sans fin », précise le commissaire van den Boeynants. Les produits sont de plus en plus sournois et difficiles à détecter : « Les trafiquants ont recours à la chimie moléculaire... Chiffres à l'appui, le nombre d'échantillons positifs aux hormones, saisis par la police fédérale au cours d'opérations de contrôle dans l'élevage et l'engraissement des taureaux a doublé en un an. Plus d'un bovin sur dix serait traité aux hormones », accusait notamment la journaliste Marie-Pierre Deghaye.

La liste n'est déjà pas rassurante : fluoximestérone, algestone acétophénide, acétate de chlortestostérone... Et puis les prohormones, produits de synthèse qui favorisent le développement d'hormones naturelles chez l'animal. De plus en plus difficile pour les inspecteurs sanitaires de faire la part du dopage ! Maintenant les fraudeurs utilisent aussi des implants qui proviennent essentiellement des États-Unis : « Ceux-ci sont introduits dans l'oreille et n'y laissent qu'une petite cicatrice quasiment indétectable. Les hormones synthétiques qu'ils contiennent se transforment ensuite en hormones naturelles », détaille par exemple le dernier rapport de la Cellule nationale hormones. Les « épices espagnoles » ou compléments alimentaires « améliorés », sont aussi très en vogue.

« Même s'ils font plus rarement la une de l'actualité, les trafiquants d'hormones sont toujours bien actifs et insérés dans des réseaux internationaux ayant des couvertures légales : entreprises, pharmacie, cabinet vétérinaire... », confirment les inspecteurs de la Cellule nationale hormones de la police fédérale qui citent le cas d'une exploitation

d'engraissement qui comportait plusieurs établissements, où les bêtes étaient françaises mais leurs hormones de croissance provenaient de Suisse et de Belgique. Les gains illégaux de cette activité ont été estimés à 1 000 000 d'euros par an ! Bien sûr, c'est le cœur du problème : un bovin traité pouvant rapporter jusqu'à cinq cents euros de plus... Et c'est ainsi que notre santé à tous est sacrifiée sur l'autel de la cupidité de quelques-uns !

Petite anecdote à ce sujet, parue dans *Le Monde* [515] : « 2008 après JC : vingt-neuvième édition des jeux Olympiques modernes d'été. En visite à Pékin pour le Comité olympique américain, le traiteur Frank Puelo a mis du temps avant de comprendre que le morceau de 36 cm présenté dans un supermarché était du blanc de poulet ! "Il y en avait suffisamment pour nourrir une famille de huit personnes", explique Puelo qui s'est rendu en Chine afin de mettre en place un dispositif de nutrition des athlètes américains lors des JO. "Nous l'avons fait analyser et il avait une telle teneur en stéroïdes que tous nos athlètes auraient été contrôlés positifs, si nous les avions nourris avec ce type de poulet". »

6

Les conséquences de l'élevage industriel sur notre santé

Ce que tu fais au plus petit d'entre les miens, c'est à moi que tu le fais

En dehors du fait que l'on traite les animaux de façon monstrueuse, indigne de nos responsabilités d'humains, les scandales, comme il n'y a pas si longtemps celui de la vache folle, ont prouvé que nous le payerons très cher ; ce qui n'est que justice, après tout, si nous laissons faire une fois que nous sommes au courant ! Bien évidemment, on nous présente le bon côté des choses : en période de baisse constante du pouvoir d'achat, que Leader Price fasse une promo de dix cuisses de poulet pour 2 euros ou Leclerc, la côte de bœuf à 9,90 euros le kilo, ça attire les foules... mais rares sont les reportages qui nous informent de ce qui se passe en amont ! Michel-Édouard Leclerc, qui vient à la télé parler de la défense du consommateur, lui, le sait, mais contrairement à ce qu'il dit, ce n'est pas son souci premier ! Le ministère de l'Agriculture le sait ! Mais il faut protéger les mensonges de la grande entreprise : « L'histoire de la

vache folle est extraordinaire. Que la Commission européenne ait entretenu le mensonge sur les importations de viande contaminée en France n'est rien. Le plus beau, c'est le prétexte : pour ne pas entamer la confiance des consommateurs ! En clair, on vous empoisonne mais on ne vous le dit pas, au cas où vous feriez chuter le cours de la viande ! » [516]

Au sein de l'Union européenne, les Français sont parmi les plus gros consommateurs de viande : 100 kg/an environ.

Comment pourrait-on croire que l'on peut bourrer les animaux d'hormones, d'antibiotiques, de tranquillisants, de bouffe dégueulasse, les faire souffrir à ce point sans en subir les effets ? En les mangeant, nous ingérons ce qu'ils mangent, forcément, en les maltraitant ils nous condamnent.

Déjà, en 1923, Rudolf Steiner [517], fondateur de l'anthroposophie et de la bio-dynamie en agriculture (à laquelle se réfèrent tous les adeptes de l'agriculture biologique de nos jours), nous mettait en garde :

« Que se produirait-il si, au lieu de végétaux, le bœuf se mettait à manger de la viande ? Toutes les forces qui pourraient produire de la chair en lui se trouveraient donc désœuvrées... le bœuf se remplirait de toutes sortes de matières nuisibles. Il se remplirait notamment d'acide urique et d'urate, lequel a un faible pour le système nerveux et le cerveau. » Or, malgré l'affaire de la vache folle et l'interdiction depuis 1996, en France, de transformer les cadavres d'animaux en farines pour le bétail (mais dans le cadre de la libre circulation des marchandises au sein de la Communauté...) les bovins, mais aussi les ovins, les volailles et même les poissons de culture sont nourris avec des farines animales, préparées à partir de carcasses de bétail, y compris de placenta humain [518] et autres horreurs que les consommateurs sont loin d'imaginer. Encore, en 2005, deux

chercheurs anglais, dans le respectable journal médical *The Lancet*, donnaient une autre hypothèse pour l'origine de l'encéphalite spongiforme bovine : « Jusque-là, on pensait que le prion responsable de la maladie de la vache folle provenait de moutons atteints de tremblante qui finissaient en aliments pour bovins. En fait, de la nourriture animale produite en Inde aurait été infectée par des restes d'humains, porteurs de prions, incinérés le long du Gange. Cette nourriture aurait ensuite été exportée vers le Royaume-Uni. »

Autre scandale sous-jacent : le syndrome d'immunodéficience du bovin, ou sida bovin : « Le BIV a été isolé en 1969 aux États-Unis, mais caractérisé seulement en 1987 suite à la mise en évidence du HIV. Les études sérologiques montrent que l'infection par le BIV est mondiale. Le provirus a été également retrouvé dans le lait et le sperme des animaux infectés [j'ajoute : vive l'insémination artificielle, NdA]. En France, nos travaux ont révélé l'existence d'animaux séropositifs (5 % dans certains troupeaux), mais les réactions sont de faible intensité, argument en faveur d'une variabilité virale. Des résultats identiques ont été retrouvés dans plusieurs pays européens [519] [...] la description d'atteintes nerveuses et cutanées, d'altérations du système lymphoïde avec survenue de quelques cas de tumeurs T, ainsi que le risque d'émergence d'un variant viral aigu militent en faveur de la mise en place de mesures de détection et d'éradication de cette affection. » [520]

Bien entendu, comme d'habitude, les risques pour l'homme n'étant pas démontrés, on ne change rien à nos habitudes et on n'en parle pas ! Mais est-ce normal, d'abord, de nous faire manger des animaux malades ?

Et *last but not least*, comme diraient nos amis anglo-saxons, « le Sarm ou (*Methicillin-Resistant Staphylococcus*

aureus), qui n'est autre qu'une bactérie, mais ô combien redoutable : le staphylocoque doré. Pour comble, ce dernier est, dans le cas du Sarm, une bactérie mutante, qui résiste désormais à l'antibiotique qui la terrassait jadis, la méthicilline, et de plus en plus à d'autres. Aussi incroyable que cela paraisse, le Sarm aurait tué, en 2005, aux États-Unis, près de 19 000 personnes, davantage que le sida », nous raconte Fabrice Nicolino, journaliste et de plus en plus lanceur d'alerte, qui a consacré un morceau de son livre *Bidoche* [521] à cette folle histoire. Le dernier rebondissement de cette affaire inquiétante se trouve aujourd'hui dans un article paru dans *The New Journal of Medicine* ce 25 novembre 2009, disant, au sujet de patients hospitalisés à cause du virus de la grippe A/H1N1 (la grippe porcine) :

« Notre compréhension du rôle de l'infection bactérienne dans les nouvelles infections H1N1 version 2009 est encore en évolution. Un résumé en cours des isolats bactériens provenant de cinquante-trois cas mortels de H1N1 avec un échantillonnage adéquat de sites normalement stériles, montre que dix-sept (soit 32 %) avaient des bactéries pathogènes, dont huit le *Staphylococcus aureus*, et de ce nombre, six étaient résistants à la méthicilline. » [522] Certes, nous sommes, semble-il, des « réservoirs naturels » de cette bactérie, mais c'est la preuve qu'à force d'ingérer des antibiotiques directement ou par les animaux que nous consommons, nous réveillons des bactéries dont ils nous protégeaient jusque-là, les rendant à nouveau capables de se répandre à une vitesse fulgurante et de tuer des humains. Sans que les services de santé ni les pouvoirs publics ne prennent la peine de nous tenir informés !

Ce n'est même pas : « On ne nous dit pas tout », c'est « on ne nous dit rien » ! Ça me fait penser à une autre enquête développée par Fabrice Nicolino, dans son livre *Bidoche* [523] qui l'amène à la conclusion que c'est dans une

ferme du village mexicain de La Gloria qu'est né justement le H1N1. Plutôt un camp de concentration pour porcs – il en compte 100000 – parqués dans une saleté immonde. Robert Kenner, pour son film *Food Inc.* y a pénétré en caméra cachée et Fabrice Nicolino commente les images: « Des centaines de cadavres de porcs croupissent en permanence dans des fosses au contact du sol et de la nappe phréatique. La nourriture OGM vient par trains du Canada ou des États-Unis, aucun officiel, aucun vétérinaire autre que ceux de la transnationale ne pénètrent dans les locaux, où tout est automatisé. Une poignée d'ouvriers règne sur un empire de bidoche, souvent des immigrés clandestins mexicains; Smithfield les traite comme les porcs qu'ils abattent. Des lagunes sont emplies de merde de cochons et de seringues qui ont servi à piquer les animaux à coup d'hormones et d'antibiotiques. Les rats prolifèrent, les chiens errants prolifèrent, qui bouffent du porc mort au champ d'horreur, avant d'aller se faire caresser par les gosses du village. [...] Des centaines d'habitants de La Gloria et des environs ont été touchés par des maladies respiratoires atypiques. Mais tout le monde s'en contrefout car, comme le dit sans ciller le ministre, "les investisseurs étrangers sont les bienvenus". À La Gloria, les médecins ne veulent pas parler, car ils ont PEUR. L'un d'eux, masqué, raconte l'incroyable sort sanitaire fait aux habitants, et conclut que, si personne ne veut parler, c'est parce que chacun craint d'être tué. Tué, c'est aussi simple que cela. »

Le top de l'histoire c'est que cette porcherie industrielle est une filiale du géant américain Smithfield Foods, le plus gros producteur mondial de porcs. La compagnie détient des fermes et des usines dans plus de vingt-six États américains et dans neuf autres pays. Elle élève et tue près de 14 millions de porcs chaque année et vend aussi de la viande bovine et de la volaille. Smithfield Foods est aussi propriétaire de Weight Watchers et en France de Justin Bridou et

de Cochonou, entre autres. Ses plus gros clients sont les fast-foods McDonald's et Burger King.

Pourquoi ne nous raconte-t-on pas tout ça dans les journaux au lieu de nous repasser en boucle la dernière phrase de Ségolène ou le nouvel amour de Jenifer ? Le polar est quand même autrement plus excitant ! En plus, là, au moins, on est concernés, on pourrait réagir, se passionner… mais peut-être ne tiennent-ils pas à ce qu'on change la fin de l'histoire !

Pourtant les études sont de plus en plus nombreuses qui font état de liens entre la consommation de viande et les maladies soudainement répandues ces dernières années : obésité, diabète, maladies cardiovasculaires, et cancers… et de leurs causes ! Un communiqué de presse de l'Institut national du cancer [524], de février 2009, exprime clairement qu'« il a été estimé que le risque de cancer colorectal augmentait de 29 % par portion de 100 g de viande rouge consommée par jour et de 21 % par portion de 50 g de charcuterie consommée par jour. En France, un quart de la population consomme au moins 500 g de viande rouge par semaine, et plus d'un quart de la population au moins 50 g de charcuterie par jour. » Se basant sur les données recueillies à l'issue d'une expertise collective internationale de grande envergure.

Mais depuis quand la viande est-elle devenue dangereuse pour les hommes ?

Bizarrement, depuis qu'on l'a banalisée et que ce n'est plus de la viande que nous mangeons, mais les résidus d'hormones, dioxine, pesticides, engrais chimiques, utilisés dans les cultures alimentant le bétail, les antibiotiques, les vaccins, tranquillisants et antiparasitaires, que nous ingérons à notre tour, nous-mêmes consommateurs de tranquillisants, antibiotiques, pesticides et de vaccins !

L'EXPLOSION DE L'INDUSTRIE DE LA VIANDE EST UN FLÉAU POUR LA PLANÈTE

En 2006, un rapport [525] de la FAO indiquait que l'élevage était responsable de 18 % des émissions annuelles des gaz à effet de serre (GES) [526] dans le monde, soit plus que tous les transports planétaires réunis (14 %). Tout cela à cause de l'accélération des déforestations nécessaires à l'extension des cultures fourragère, des engrais et des carburants utilisés, du méthane émis par les pets et les rots des vaches et de la fermentation du fumier. Mais chaque semaine, dans le monde, près de 1 milliard d'animaux sont abattus pour leur viande. Ce nombre colossal inclut environ 900 millions de poulets, 17 millions de moutons et de chèvres, 24 millions de porcs et 6 millions de bovins.

L'augmentation des revenus et les étalages des grandes surfaces ont fait passer la consommation de viande et donc sa production de 71 millions de tonnes en 1961 à 284 millions de tonnes en 2007 dans d'immondes conditions pour les animaux, traités comme des marchandises rentables. Elle pourrait doubler en 2050 et la production de lait passer de 580 millions de tonnes à 1 043 millions sur la même période.

Les émissions de GES ne pourraient que s'accroître proportionnellement. Le pire est donc à venir : et si les Chinois se mettaient à consommer des produits laitiers et les Indiens de la viande, qu'adviendrait-il de nous ? Déjà, les chiffres parlent d'eux-mêmes : 489 millions de porcs, 4,4 milliards de poules et 115 millions de bovins rien qu'en Chine.

En janvier 2008, Rajendra Pachauri, président du Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC) et prix Nobel de la paix, a prononcé un discours historique. Lors

d'une conférence de presse qui se tenait à Paris, il a lancé au monde entier un appel à « manger moins de viande », compte tenu de l'énorme impact de la production de viande sur le réchauffement planétaire. Toujours selon le même rapport de la FAO, ce secteur est responsable de 9 % de l'ensemble des émissions de dioxyde de carbone, de 37 % des émissions de méthane (un gaz dont l'effet en termes de réchauffement est vingt-trois fois plus important que celui du CO_2), de 65 % des émissions de protoxyde d'azote (effet 300 fois plus important) et de 64 % des émissions d'ammoniac, une des principales causes des pluies acides. Une vache, un bœuf ou un taureau produisent chaque jour davantage de gaz à effet de serre que le 4X4 moyen. À moins qu'on ne parvienne à réduire la consommation de viande, nous courons à la catastrophe, tant l'impact qu'exerce déjà la quantité actuelle de bétail sur les écosystèmes est épouvantable !

Sachant que les deux tiers des affections humaines proviennent des animaux, nous assisterions à une multiplication sans précédent des virus, car selon Bruno Parmentier [527], « les conditions sont réunies pour que l'élevage, en particulier de volailles et de porcs, connaisse des crises sanitaires croissantes, notamment en Asie : grande densité de population, développement accéléré des élevages à proximité des habitations, faible système de contrôle sanitaire, conditions de transport et chaînes du froid approximatives... » C'est d'ailleurs là qu'est apparue la grippe aviaire !

En même temps, selon la FAO, la production de protéines pour les aliments du bétail monopolise 70 % des terres agricoles et 45 % de l'eau mondiale ; et de nouveaux calculs [528] effectués en 2009 par deux experts des questions environnementales auprès de la Banque mondiale démontreraient que l'élevage (en tenant compte de la pisciculture)

représenterait en réalité 51 % des émissions mondiales de GES. Après une enquête de trois ans publiée en juin 2009, Greenpeace affirme que l'élevage bovin est responsable à 80 % de la destruction de la forêt amazonienne (pour étendre les cultures de soja), ce qui cause 20 % des émissions mondiales de GES (combustion massive de matière organique), perturbe le cycle de l'eau (la végétation et l'humus stockent et diffusent l'humidité et moins d'arbres signifie moins de pluie d'où l'avancée du désert) et réduit la biodiversité par la destruction de l'habitat de millions d'espèces végétales et animales.

L'année dernière, la production mondiale de céréales a atteint un peu plus de 2,1 milliards de tonnes. La moitié, environ, a servi, non pas à nourrir les millions d'affamés de la planète, mais à engraisser des animaux pour que d'autres puissent en consommer la viande et le lait.

Autant de raisons pour limiter notre consommation de viande mais, dans nos pays où tout est à profusion, serons-nous capables de devenir raisonnables pour permettre à l'humanité de s'en sortir ? Et nous avec... puisque : « Quand nous tuons les animaux pour les manger, ce sont eux qui finissent par nous tuer », explique le docteur William C. Roberts, rédacteur en chef de l'*American Journal of Cardiology*, « car leur viande [...] n'a jamais été destinée à l'être humain. » [529]

> *« Si l'on donnait du café aux vaches, on trairait du café au lait. »* (Pierre Dac)

Ce n'est pas si bête que ça en a l'air ! Dans le lait de la vache se retrouve ce qu'elle mange et la façon dont elle est traitée. Yves Leperlier est le responsable en charge du secteur du lait à la Confédération paysanne et éleveur de vaches laitières en Normandie. Pas n'importe lesquelles, ces vaches

donnent un lait « haut de gamme » dont toute la production va à la fabrication d'un camembert AOC (appellation d'origine contrôlée). Je voulais savoir ce qu'il en était de la production du lait et manifestement le constat est toujours le même : « Plus l'exploitation est intensive, plus la production est standard ! », m'explique-t-il à mots mesurés :

— La meilleure formule alimentaire est de produire du lait à base d'herbe pâturée qui apporte à la vache une alimentation équilibrée en énergie et en azote, puisque le mélange des graminées, légumineuses, trèfle, qu'elle broute, contient les éléments énergétiques tout en étant capable de fixer l'azote de l'air. Cette alimentation est saine pour les animaux et les consommateurs. Quand les animaux sont nourris à coup de maïs ensilé, ça ne suffit pas et les compléments concentrés que certains paysans leur donnent assurent certes de gros rendements, mais la qualité du lait s'en ressent fortement.

— C'est-à-dire ?

— D'abord, au mieux, il ne contient plus ou peu des substances qui en font un aliment bénéfique pour l'homme, comme par exemple les oméga-3, ensuite, au pire, les compléments administrés peuvent, eux, contenir des choses nocives... les aliments à base d'huile de palme, par exemple, ils contiennent une molécule de matière grasse déconseillée pour la santé humaine et, bien sûr, on va la retrouver dans le lait...

— Et le maïs ensilé dont vous parliez, ce sont des OGM ?

— Normalement, il y en a peu en France. Mais, le maïs étant une plante très déficitaire en azote, il faut rééquilibrer la ration et pour cela, le producteur doit faire des achats de tourteaux de soja, par exemple, qui eux sont presque tous à base d'OGM. C'est ainsi que les OGM peuvent rentrer dans l'alimentation animale. La qualité peut-être remise en cause avec ces aliments importés... Plus les prix d'achat du lait baisse, plus l'agriculteur essaiera de diminuer ses

coûts de production par l'achat de produits moins chers comme ceux à base d'OGM.

— Et qu'est-ce que vous en pensez ?

— Alors là, c'est le gros point d'interrogation ! Mais le bon sens paysan sait que faire résister une plante à un pesticide qu'elle absorbe, digère et garde dans ses cellules, ne peut pas être neutre ! La confédération paysanne a maintes fois sonné l'alarme pour ces produits.

— Justement, une des choses que je ne comprends toujours pas, en écrivant ce livre, c'est pourquoi on continue à demander aux paysans de produire encore et toujours plus, alors qu'on les voit manifester et hurler leur colère contre les excédents, la crise du lait...

— Avec l'agrandissement des fermes, on a poussé les agriculteurs vers une production intensive et puis la consommation a stagné ! Mais on n'arrête pas une production de lait comme ça ! Il aurait fallu pouvoir maîtriser la production, c'est-à-dire équilibrer l'offre et la demande. Mais on nous pousse toujours à produire plus, le moins cher possible... en même temps, on nous dit que la perspective est qu'on va manquer d'aliments pour nourrir la planète, mais c'est dans des régions où il n'y a plus aucune autonomie alimentaire ! Il vaudrait mieux produire ici ce dont on a besoin et donner à ces pays les moyens de se refaire une agriculture.

— En somme, on a dévasté le tiers-monde pour nourrir nos bétails dont la production est excédentaire, en prévision... de nourrir le tiers-monde !

— Oui, on est allés affamer les populations et cultiver leurs terres pour nourrir nos bétails et puis on fait de nos excédents de la poudre de lait qu'on envoie en Afrique où l'eau n'est pas potable ! Je crois que les paysans commencent à avoir pleinement conscience de l'absurdité du système, qu'on va être confrontés à tant d'incohérences que le pouvoir des firmes va diminuer. On a déjà freiné l'installation des OGM en Europe ! Les populations ont

parfois la capacité de se lever et d'agir et puis maintenant, avec Internet, l'information passe très vite. Il faudrait se rapprocher de la nature, répartir les cultures où elles se trouvent.

— Revenir à l'agriculture d'avant ?

— À une agriculture sensée. Une vache qui vit normalement produit de 5 000 à 6 000 litres de lait par an ; avec les apports de concentrés dont on ne connaît pas les effets, et tous les problèmes que ça engendre, elle peut produire plus de 10 000 litres par an mais, plus elle produit, moins le lait est équilibré, donc : qu'est-ce qu'on en fait ? Est-ce qu'on va pouvoir faire des produits transformés ? Nous, par exemple, nous vendons notre lait pour la fabrication d'un camembert AOC, cependant nous avons une obligation d'exigence ; on doit se rapprocher le plus possible des ingrédients et de la qualité d'origine, où la base était la pâture et le foin. Il n'y a rien de plus sain ; c'est l'évolution naturelle du lait qui fait au final le camembert.

— Donc, il faut acheter des camemberts « au lait cru », « moulés à la louche » ?

— « Au lait cru » ne garantit pas que les bêtes n'ont pas été nourries d'OGM et « à la louche », ça peut être des louches industrielles, électriques... la seule garantie d'un vrai camembert c'est la mention AOC (Appellation d'Origine Contrôlée).

Dans ce secteur, au moins, les consommateurs ont pris conscience du danger. La demande pour du lait sans hormones synthétiques a augmenté de 500 % aux États-Unis, depuis que Monsanto a introduit son hormone rBST, et le lait biologique est le produit dont les ventes croissent le plus rapidement dans le secteur des produits biologiques.

Petit aparté entre les vaccins et l'exploitation animale dans les élevages intensifs

En 2004, on nous prédisait l'apocalypse avec la grippe aviaire ; cette année, l'épouvantail, c'est la grippe porcine.

« Parfois, nous avons l'impression que c'est tout un secteur industriel qui espère que cette pandémie va se produire » [530], écrit l'épidémiologiste, Tom Jefferson.

Il est vrai que pour survivre aux conditions de leur détention, les porcs et les volailles des élevages intensifs ont besoin d'énormes quantités d'antibiotiques, mais aussi de vaccins. L'industrie de la « santé animale », évaluée dans le monde à 19,2 milliards de dollars, attire les convoitises des groupes pharmaceutiques, car elle bénéficie d'une croissance encore supérieure à celle de la pharmacie humaine. (Récemment, Sanofi Aventis a racheté pour 4 milliards de dollars à l'Américain Merck sa participation dans leur coentreprise Merial, numéro trois mondial du médicament vétérinaire.) D'un autre côté, les virus des vaccins antigrippaux se cultivent dans des embryons de poulets, (parfois dans des reins de singes ou de chiens) et un de leurs ingrédients, le squalène, est une huile provenant du foie d'un requin et un autre le sodium déosycholate de la bile de bœuf, un sous-produit de l'industrie de la viande.

Les industries pharmaceutiques ont donc des intérêts liés avec l'élevage intensif ; on imagine combien de poules ont été exploitées pour obtenir les embryons de poulets servant à l'élaboration des vaccins pour une campagne mondiale comme celle du H1N1 !

7

LE GRAND MENSONGE

Trente ans plus tard, que reste-t-il des promesses que nous ont faites les technocrates de la terre ? L'agriculture est devenue un sous-produit de l'industrie agrochimique, sous les fourches caudines des directives de Bruxelles. Les rendements des terres agricoles n'ont pas augmenté, les qualités ont décliné, les marchés regorgent de tout, mais les légumes, les fruits, la viande et le poisson ont perdu 50 % de leurs nutriments et sont insipides, les paysans n'ont jamais si peu gagné et les consommateurs payé aussi cher leur kilo de tomates... les sols, la faune et la biodiversité sont en train de mourir.

Seule différence notable, les bénéfices des cartels ont explosé : semences hybrides, pesticides, fongicides, herbicides, tous ces noms en « ide », qui riment avec homicide, suicide... sont devenus le jackpot du siècle (pour chaque hectare cultivé, les agriculteurs sont obligés d'acheter 150 euros de traitement chimique). Ce n'est sans doute pas un hasard si la chaire officielle de microbiologie des sols à l'INRA ou le secteur microbiologie des sols de l'Institut Pasteur ont été fermés, permettant sans doute de cacher la

catastrophe écologique sans précédent provoquée par ces pratiques.

Ce sont nos impôts qui financent la recherche, toutefois si un chercheur dénonce la dangerosité d'un produit ou d'une pratique, portant ainsi atteinte au sacro-saint « profit à tout prix » des corporations, on le jette à la rue.

Et grâce au prétexte spécieux de mise en place de normes sanitaires inutiles, à la déréglementation de tous les marchés et la complicité des différentes commissions (OMC, Codex Alimentarius, EFSA, AFSSA), toute concurrence est écartée au profit des cartels agroalimentaires qui imposent aux paysans une agriculture hyperproductive, les obligeant à s'industrialiser ou à disparaître, ruinant successivement les pays du tiers-monde et l'Occident. La position de monopole de la grande distribution et ses méthodes de ventes écartent tous les petits producteurs au profit des magnats de l'agroalimentaire qui peuvent s'approvisionner n'importe où sur la planète, là où chaque produit est le moins cher, sans se soucier des conditions ni de la qualité de production : profit oblige !

La course effrénée aux plus bas prix de production fait surgir des histoires inimaginables où l'on s'aperçoit que certains sont prêts à tout : les poulets à la dioxine parce qu'on a mélangé de l'huile de vidange de moteurs à de l'huile de friture des frites en Belgique pour augmenter les volumes de nourriture ; la mélamine dans le lait et les friandises chinoises pour faire croire qu'ils étaient plus riches en protéine... « Et puis... canards avariés, arnaques aux labels, faux beurre, fausses céréales biologiques, vins falsifiés, lait trafiqué, bœufs aux hormones, faux étiquetage, lavage de têtes de veau à l'eau oxygénée ou au détergent pour leur donner l'aspect du "frais", mélange des boues d'épuration aux aliments pour animaux d'élevage destinés à la consommation. Il ne se passe plus une semaine sans

qu'un nouveau scandale éclate et révèle des pratiques donnant la nausée. »[531] Et on finit tous par se poser la même question : existe-t-il encore un aliment que nous puissions manger sans engager notre pronostic vital ?

Ajouter à cela l'explosion des emballages plastiques (uniquement en ce qui concerne les bouteilles d'eau, vendues mille fois le prix de l'eau du robinet, et dont le recyclage est catastrophique, c'est plus de 85 milliards de litres d'eau en plastique qui sont vendus chaque année) ; le paraben (conservateur que l'on retrouve dans tous les cosmétiques), le bisphénol A dans les biberons, les molécules comme les phtalates qui assouplissent les plastiques… « Tous ces produits, qui imprègnent les populations dès le plus jeune âge et même dès la gestation, sont à rapprocher des épidémies mondiales de cancers, de problèmes de reproduction, diabètes, maladies cardiovasculaires, affections respiratoires, atteintes immunitaires… », explique André Cicolella[532], chercheur en santé environnementale, spécialiste de l'évaluation des risques sanitaires, porte-parole du RES (Réseau Environnement Santé). Il pense qu'il est urgent pour les gouvernements de faire une politique qui prenne en compte la pollution dont nous sommes victimes, dans sa globalité : cosmétiques, médicaments, alimentation, environnement… en arrêtant de protéger les intérêts industriels au détriment des populations. Rejoint par plusieurs ONG comme le Mouvement pour le droit et le respect des générations futures (MDRGF), l'Alliance pour la planète, la coordination nationale Médecine Santé Environnement et des associations de malades, il est convaincu que « ce qui fera bouger les choses, ce sera la pression de l'opinion publique ».

L'OMS reconnaît de son côté que ce sont ces « maladies chroniques évitables qui provoquent le plus de décès en Europe » et non plus des virus comme la tuberculose ou la

grippe, et que 40 % des cancers et 80 % des maladies cardiovasculaires et des diabètes type 2 sont provoqués par un déséquilibre alimentaire et le contexte environnemental. La croissance de cette mortalité s'observe dans tous les pays industrialisés.

Les cancers étaient imputés dans 3,5 % des décès en 1906, 11,5 % en 1945 et... 26,9 % en 1990 : une hausse de 5,7 % par an en moyenne sur dix ans, dit Cicolella, ce qui est beaucoup plus rapide que le vieillissement de la population auquel on veut nous faire croire qu'elle est due... pratiquement 1 million de nouveaux cas de cancers détectés tous les trois ans pour près de 500 000 morts et l'incidence des cancers chez les moins de 14 ans est en croissance continue (ce sont les premières générations dont la mère est déjà polluée par les produits chimiques). Même progression pour les maladies cardiovasculaires : 12,5 % des décès en 1906, 27,3 % en 1945 et 33,4 % en 1990. Entre 1994 et 2004, les ALD (affections de longue durée) ont progressé de... 73,5 %. Soit + 84 % pour le cancer et + 83 % pour le diabète. C'est-à-dire exactement depuis la mondialisation, la déréglementation, depuis que les multinationales ont décidé de « bouffer » le monde en nous vendant l'industrie « du progrès » !

Mais la panoplie des poisons dangereux introduits de concert par la grande distribution et les majors de l'industrie alimentaires dans les produits d'appel à bas prix fait d'eux les responsables de la plus grande crise sanitaire de ce siècle.

Il faut cependant « être singulièrement dérangé ou indifférent au monde » pour avoir pondu l'article III-131 de la Constitution européenne, nous fait remarquer l'économiste Jacques Généreux ; en effet il y est écrit que « les États membres se consultent en vue de prendre les dispositions nécessaires pour éviter que le fonctionnement du marché intérieur ne soit affecté par les mesures qu'un État membre

peut être appelé à prendre en cas de troubles intérieurs graves affectant l'ordre public, en cas de guerre ou de tensions internationales graves constituant une menace de guerre ». « On imagine le tableau, ricane Jacques Généreux, on est en guerre, sur le territoire européen les bombes pleuvent, des milliers de gens meurent et, de toute urgence, les gouvernements organisent un sommet européen pour s'assurer qu'aucune mesure politique ne trouble le fonctionnement du marché ! »[533]

8

LA GRANDE DISTRIBUTION ET LES CARTELS AGROALIMENTAIRES

On aurait pourtant dû s'en douter, ils n'ont même pas caché leur jeu : le Codex Alimentarius est dans ses statuts « a Trade Commission », ce qui veut dire en français une commission à but commercial et non pas une commission de santé publique ou de défense des consommateurs, comme ils nous le présentent. Le Codex est bien là pour défendre le commerce des lobbies ; il n'y siège que des experts mandatés par eux seuls, qui y débattent de leurs seuls intérêts ! Comme le résume Jacques Généreux : « Les experts décident de tout, y compris de qui est un expert ; en un mot, c'est une démocratie débarrassée des citoyens ! » Aujourd'hui 200 entreprises se partagent 25 % des profits mondiaux.

Et vraiment, notre santé est le cadet de leur souci ! Ce qui les préoccupe, c'est comment vendre au plus grand nombre ? Faire le plus grand profit ! Qu'importe ce qu'il y a dans leurs produits du moment qu'on les achète ! Qu'importe s'ils nous tuent à petit feu du moment qu'on leur laisse nos sous ! De toute façon, ce n'est pas eux qui vont acheter

les produits discount ! Leur saumon vient de prestigieuses enseignes, pas de chez Lidl ! Alors, ça n'est pas leur problème !

Jean-Pierre Berlan, au cours d'une de nos conversations, rejoignait cet avis : « On est plus que jamais dans ce monde qui a produit les génocides du XXe siècle… Est-ce que Renault vend des voitures ? Est-ce que Nestlé vend du lait ? Non ! Ils vendent du profit ; si demain, il se trouvait dans le commerce des couches-culottes, ils vendraient des couches-culottes ! »

Ils ont mené leur barque en toute hypocrisie et en toute discrétion. Comme le montre cette citation : « Nous sommes reconnaissants au *Washington Post*, au *New York Times, Time Magazine* et d'autres grandes publications dont les directeurs ont assisté à nos réunions et respecté leurs promesses de discrétion depuis presque quarante ans. Il nous aurait été impossible de développer nos plans pour le monde si nous avions été assujettis à l'exposition publique durant toutes ces années. Mais le monde est maintenant plus sophistiqué et préparé à entrer dans un gouvernement mondial. La souveraineté supranationale d'une élite intellectuelle et de banquiers mondiaux est assurément préférable à l'autodétermination nationale pratiquée dans les siècles passés. »[534]

EST-CE QUE LE PROFIT À TOUT PRIX ET AVANT TOUT, C'EST NOTRE RÊVE… À NOUS ?

Non, mais on ne nous demande jamais de voter pour les choses qui nous concernent vraiment ! Est-ce que c'est nous qui avons demandé que tout ce qui nous entoure soit transformé en poisons ? Est-ce qu'on nous donne d'autre choix que de marcher dans leur système ? L'augmentation de l'immobilier, de l'essence, la stagnation des salaires, la

baisse du pouvoir d'achat, la flambée des prix des aliments de base et dernièrement la soi-disant crise économique (parce qu'il n'y a pas de crise économique, simplement une concentration de l'argent entre quelques mains qui ne veulent pas le lâcher), font que 95 % des populations en sont réduites à « faire attention » à ce qu'elles achètent, à rogner sur le budget nourriture et donc à rechercher les produits les moins chers ! Qui sont quand même très chers pour ce qu'ils sont !

Après, on se défend comme on peut : quand il y a le scandale du veau aux hormones, on lui préfère le bœuf, quand il y a la crise de la vache folle, on se rabat sur le poulet, et quand il a le virus de la grippe aviaire, beaucoup ont cru raisonnable de privilégier le poisson…

En parlant du poisson

On nous dit qu'il se fait rare, que les océans se vident, qu'il faut en limiter les prises, donc réduire le nombre de pêcheurs… jusque-là, ils ont réussi : Saint-Jean-de-Luz, par exemple, premier port thonier de France, n'aligne plus que les hors-bord et voiliers de touristes, ses braves marins de père en fils qui allaient jusqu'à Dakar pour nous ramener du poisson, et leurs femmes, qui travaillaient à sa mise en conserves, se sont reconverties en employés de supermarchés. Sauf qu'on a « oublié » de nous dire que les trois-quarts des prises s'effectuent par des bateaux usines dont les filets immenses draguent tout au passage, ravagent toutes les espèces et toutes les tailles de poissons. Pourquoi ? Pour alimenter des fabriques de farines de poisson… qui servent à nourrir les élevages ! « Pour produire un kilo de saumon, il faut en moyenne quatre kilos de poissons de pêche », explique Charles Braine du Fond mondial pour la nature (WWF) France.

Parce que la mode, maintenant, est à l'aquaculture (la production est passée de 1 million de tonnes au début des

années cinquante à 51 millions en 2006), qui représente désormais 47 % du volume de poissons, coquillages et mollusques destinés à la consommation humaine.

Or, « l'aquaculture utilise des produits chimiques, des engrais, des hormones et des antibiotiques qui sont nocifs, alors que les contrôles sont très limités », selon le responsable du Rapport 2003 sur l'aquaculture en Méditerranée.

Les méthodes des fermes de saumon d'élevage sont encore moins ragoûtantes : pigments pour colorer les saumons, développement forcé par l'éclairage la nuit ou alimentation poussée pour obtenir des poissons très gras, élevés dans de vastes paniers circulaires plongés dans les fjords. Le confinement, avec sa concentration en excréments et restes alimentaires, entraînant une détérioration des eaux et, par là même, de nombreuses maladies, traitées, là aussi, aux vaccins et aux antibiotiques ! Et une pollution environnante qui ne cesse de grandir.

D'après les données de l'Agence norvégienne de contrôle de la pollution, « les rejets d'une ferme piscicole de moyenne importance produisant 3 120 tonnes de saumons sont équivalents aux rejets d'une ville de 50 000 habitants ». Particulièrement des nitrates et des phosphates en augmentation de 20 % et 50 % depuis 2000. Ce qui inquiète beaucoup l'Agence puisque cela peut générer une hypereutrophisation, c'est-à-dire la mort des espèces sauvages et la prolifération des algues vertes, donc à plus ou moins brève échéance un fond de mer sans vie. »[535]

Comme pour les autres secteurs de production alimentaire, l'excuse est qu'il faut faire face aux besoins croissants dus au développement de la population mondiale. Vider les mers pour nous faire manger du poisson d'élevage, est-ce que ça peut se défendre ? En fait, c'est le même principe appliqué partout : comment les lobbies auraient-ils pu prélever leur dîme sur les petits patrons pêcheurs et

les ventes à la criée ? C'était tout un secteur sur lequel ils ne pouvaient rien gagner et à qui ils ne pouvaient vendre aucun de leurs poisons ; maintenant, c'est chose faite ! Le saumon fumé n'est plus un plat exotique que l'on mangeait de temps en temps avec délectation, il déborde des étals des supermarchés et on pourrait s'en repaître tous les jours de la semaine, mais comment pourrait-il encore nous faire envie ?

Ça me rappelle un documentaire [536] passé sur M6 consacré à l'élevage du pangas. Nombre de restaurants l'avaient soudainement ajouté à leur carte et vantaient ses qualités : pas cher mais tendre, goûteux, des filets sans arêtes... Et je ne sais pas qui a fait le film, mais il a dû ruiner en un passage l'industrie vietnamienne de ce poisson. Il le montrait, élevé en cages flottantes dans le courant du Mékong, où l'eau est maintenue constamment à une température de 28 °C pour que le poisson se reproduise plus vite avec des ovulations artificielles induites avec une hormone issue de l'urine de femme enceinte déshydratée, permettant des centaines de millions d'œufs ; et expliquait qu'on pouvait atteindre dans une cage un rendement de 100 à 300 kg de poisson au mètre cube. On voyait ces fermes flottantes dont les éleveurs soulevaient une trappe pour balancer des kilos de farine à une sorte de magma grouillant sous leurs pieds, plus qu'un seau de civelles... Une horreur totale !

Mais sans doute pas plus que les autres poissons d'élevage et pas plus que dans les autres filières de l'industrie alimentaire. Régulièrement les journaux font état de ce que le profit fait faire aux hommes : un jour « le plus important producteur de nourriture pour les fermes d'aquaculture au Canada, l'entreprise Skretting, a acheté de la farine de blé provenant de Chine, qui contenait de la mélamine, pouvant servir à augmenter les indications de protéine dans la nourriture. La farine produite par Skretting a été vendue à

des fermes d'aquaculture dans l'Ouest de l'Ontario, au Yukon, dans les provinces de l'Ouest, y compris aux États-Unis et en Colombie-Britannique (où l'Agence canadienne d'inspection des aliments précise cependant que ces poissons ne posent aucun risque pour la santé humaine !) Mais bien sûr ! Une autre fois c'est dans l'Est de la France que le ministère de l'Agriculture et de la Pêche révèle que « les truites d'élevage affichent des concentrations de dioxine anormalement élevées. Elles proviendraient de piscicultures situées à proximité de centres d'incinération... » Ou bien : « La recherche de rentabilité favorise le développement d'élevages à très forte densité, l'utilisation d'aliments médicamenteux et la sélection d'animaux hautement performants (notamment de poissons triploïdes asexués). L'approvisionnement des piscicultures a ainsi favorisé l'émergence d'une industrie agro-alimentaire très puissante qui pèse maintenant de tout son poids dans le choix des politiques de développement halieutique. L'objectif des fabricants d'aliments est de trouver la meilleure recette au meilleur prix afin que le poisson d'élevage gagne toujours plus de parts de marché. Et nous ne serons pas surpris quand Tyson Foods, le géant américain de l'alimentation avicole, propose à ses collègues de l'alimentation aquacole d'incorporer dans leur ration de la farine de volaille, meilleur marché que la farine de poisson. » [537] Décidément, il y a urgence à bien distinguer à l'étal le poisson sauvage du poisson d'élevage !

Petite précision utile sur les œufs, si vous ne le savez pas...

Sur 100 œufs consommés par les Français, 95 sont pondus par des poules de batteries.

Conformément à la directive 2002/4/CE, de la commission des communautés européennes, sur chaque

œuf figure obligatoirement un code producteur qui donne des informations sur la provenance des œufs et le mode d'élevage.

Si ce code commence par un **3** : ce sont des œufs qui proviennent de poules pondeuses élevées en cage. En général, sur les boîtes, on attire l'attention des consommateurs sur des mentions plus vendeuses, du genre « œufs frais », « de ferme », « œufs datés du jour de la ponte »... qui cachent un univers carcéral !

Si ce code commence par un **2** : les œufs sont issus de poules élevées en volière, parquées par milliers dans le même bâtiment, sans accès à l'extérieur.

S'il commence par un **1** : les œufs proviennent de poules élevées en volière avec un accès à l'extérieur ; ce qui permet d'inscrire sur la boîte « élevées en plein air », sauf qu'elles sont, là aussi, quelques milliers à être parquées ensemble.

Seuls les œufs dont le code commence par **0** sont des œufs de poules pondeuses élevées en plein air, en mode biologique, alimentées aussi avec 90 % minimum de nourriture biologique.

Attention aux œufs en vrac sur les marchés ou dans les supermarchés : ils laissent penser que... mais sont le plus souvent issus de poules élevées en batterie (code 3), n'oubliez pas de vérifier le code sur l'œuf. Et aux produits alimentaires comme pâtes aux œufs frais, mayonnaise, pâtisseries, gâteaux secs, flans et autres desserts qui représentent à eux seuls plus d'un tiers des œufs de batterie consommés en France.

Les pétro-tomates

Je préférais acheter des tomates grappes, ça me rappelait la campagne et comment je les avais vues pousser dans mon enfance... jusqu'à ce que je vois un autre documentaire qui expliquait comment nous étions manipulés. Effec-

tivement, je n'étais pas la seule à avoir ce réflexe et les industriels le savaient. Le film montrait donc comment ils « fabriquaient » des tomates grappes, dans des serres, sans terre et sans soleil, sur du plastique, avec un goutte à goutte de produits chimiques, toutes bien calibrées pour attirer l'œil et entrer parfaitement dans les caissettes où elles étaient commercialisées. Jean-Pierre Berlan, dans le film de jean Druon *Alerte à Babylone*, donne son avis sur cette mascarade d'agriculture. « Ce qui est extraordinaire dans les biotechnologies, c'est que l'industriel qui les pratique s'intitule "industriel des sciences de la vie" alors que ce sont les gens qui fabriquent tous les produits en "ide", pesticides, fongicides... et qu'ils sont dans une logique de mort. » C'est vrai qu'on ne peut plus parler d'agriculture ; un kilo de tomates nécessite un kilo de fuel. « Les gens ne consomment pas des tomates mais du fuel lourd, des engrais, plus l'électronique pour piloter tout ça, c'est du hors-sol, les tomates sont élevées sur des roches inertes dans lesquelles on fait circuler une solution nutritive, donc ça n'a plus rien à voir avec l'agriculture... On devrait dire pétro-tomates ! » Expliquant comment le vocabulaire est trompeur et « consiste à exprimer les valeurs et les besoins des classes dominantes en prétendant qu'elles sont naturelles et objectives ». Tout ça avec la complicité des scientifiques et des généticiens, bien qu'il y ait une contradiction flagrante entre la vie sur terre et ces pratiques d'industrialisation. Pour lui, l'agronomie est « la science de la gratuité », mais on voit les obstacles formidables qui se dressent dès qu'on utilise ce mot... Pourquoi une société qui est, tout entière, organisée pour marchandiser absolument tout, voudrait-elle développer, mettre au point des méthodes qui veulent la gratuité ? Ce qui veut dire que les seules recherches menées sont celles qui vont dans le sens des lobbies ! Avant de conclure, soucieux : « S'il y avait un ministère de l'Agri-

culture et de la Gratuité, là, on s'engagerait dans des voies qui permettraient de préserver l'avenir ! »

« Est-ce vous CONSommateurs, qui avez exigé des tomates à la consistance du carton en décembre, des fraises à la chair de navet dès les premiers jours de février, et en mars des pêches aussi fermes qu'une boule d'escalier ? "Ils" l'affirment, peut-être n'ont-"ils" pas tout à fait tort, "ils" savent ce que vous êtes par ailleurs capables d'acheter et d'ingurgiter comme saloperies. » [538]

« Les limiers de WWF-France sont allés en Andalousie voir les fraises d'hiver qui envahissent nos supermarchés. À l'automne, la terre sableuse a été nettoyée avec du bromure de méthyle et de la chloropicrine. Le premier est un poison violent interdit par le protocole de Montréal, car il attaque la couche d'ozone ; le second bloque les alvéoles pulmonaires. Premiers touchés, les travailleurs marocains ; en second les consommateurs. » [539] On apprend aussi que certaines cultures sont arrosées de l'édulcorant NutraSweet pour leur donner un goût sucré, que leur appétissante couleur rouge est due à un fongicide le Captan, classé cancérigène par l'EPA et probablement, au point où on en est, on les vaporise d'un arôme de fraise avant de les mettre en rayon ! Et même qu'un pot de yaourt aux fraises européen (que nos grands-mères faisaient en trois coups de cuillères à pot avec le lait de la ferme), peut ingurgiter 9 115 kilomètres de la vache laitière au supermarché en passant par l'usine de fabrication et le conditionnement [540] !

L'ÉPIDÉMIE D'OBÉSITÉ

Il faut lire l'incroyable rapport n° 1131 [541] présenté par Mme la députée Valérie Boyer, le 30 septembre 2008, à l'Assemblée nationale, sur la santé des Français et des autres populations des pays industrialisés, victimes des pratiques

mortifères des cartels agroalimentaires, pour voir à quel point la situation est catastrophique, mais il est, paraît-il, impossible de prendre des mesures « brutales ». Et pour cause !

C'est pourtant un million de personnes, rien qu'en Europe, qui meurent chaque année d'excès de sucre, de sel et de gras complaisamment introduits dans notre nourriture par le business de l'agroalimentaire, soit 130 millions de personnes obèses, un adulte sur deux et près d'un enfant sur trois (en France la prévalence de surcharge pondérale et d'obésité infantile est passée de 3 % en 1960 à 16 % en 2000). En Amérique, on le sait, le problème est pire et en Chine la prévalence a doublé en cinq ans. Un quart de la population mondiale est en surcharge pondérale.

Or l'obésité, reconnaît le rapport, résulte d'un déséquilibre entre l'apport alimentaire et la dépense énergétique. Et surtout d'une dégradation des habitudes alimentaires, avec une absorption accrue de boissons sucrées et d'aliments et à haute densité énergétique et pauvres en nutriments (contenant une forte teneur en graisses saturées et matières grasses totales, en sel et en sucres). Il met aussi en évidence le lien entre l'obésité et les principales maladies chroniques : le risque de cancer, notamment de cancer du sein postménopause, de diabètes de type 2 (plus de 80 % des diabétiques de type 2 sont obèses), d'hypertension artérielle, de maladies cardiovasculaires (multipliées par 3), de problèmes respiratoires, et rhumatologiques et de maladie d'Alzheimer, en constatant le fait que l'évolution du nombre de personnes obèses correspond pratiquement à l'augmentation du nombre de personnes bénéficiant du régime des affections de longue durée (+ 320000 en 2007). Et que 40 % des pertes d'années de vie en bonne santé sont directement liées à des déterminants nutritionnels.

S'ensuit toute une série de mesures visant à lutter contre le fléau, qui reviennent à peu de chose près à retrouver les bonnes vieilles habitudes : promouvoir l'allaitement maternel et les aliments bio dans les cantines scolaires ; veiller à un étiquetage adéquat comportant des informations nutritionnelles ; alléger les pressions exercées par le marketing, notamment en ce qui concerne les enfants ; diminuer la teneur en graisses, en sucres ajoutés et en sel des produits transformés ; garantir l'accès aux produits alimentaires plus favorables à la santé, dont les fruits et les légumes ; permettre aux personnes défavorisées d'accéder plus facilement aux produits non transformés, dont les fruits et légumes… « parce que bien plus qu'un enjeu de santé publique, l'obésité est un véritable problème de société et un marqueur d'inégalité sociale », dit le rapport qui note, en effet, une surreprésentation de l'obésité chez les plus pauvres, double ou triple de la moyenne nationale dans les milieux défavorisés. « Ainsi, l'obésité qui était une maladie de riches tend à devenir, de plus en plus, une maladie de pauvres. » Cela s'explique notamment par le fait qu'une alimentation équilibrée, riche en fruits, en légumes, en poisson et en céréales complètes coûte plus cher qu'une alimentation de forte densité énergique et de faible densité nutritionnelle. Un constat vérifié par toutes les auditions de la mission.

Autant dire que les pouvoirs publics ne sont pas sortis de l'auberge parce qu'ils devraient remettre en cause toute la politique des lobbies de l'agroalimentaire.

Le projet comporte d'ailleurs déjà certaines incohérences : s'il exprime l'obligation prochaine de mentionner sur les étiquettes cinq éléments nutritionnels essentiels : la valeur énergétique et la teneur en lipides, en acides gras saturés, en glucides, avec une référence spécifique aux sucres, et en sel, il dit aussi « qu'afin d'éviter que le consommateur ne se sente submergé par un excès d'informations

et de ne pas imposer de contraintes excessives aux entreprises, la mention d'autres nutriments figurant sur une liste prédéfinie (acides gras trans, acides gras mono-insaturés, acides gras polyinsaturés, polyols, amidon, fibres alimentaires, protéines, sels minéraux ou vitamines) est facultative ». Ça commence bien... puisqu'il souligne quelques lignes plus bas « que l'état actuel des connaissances scientifiques montre que la consommation excessive d'acides gras trans est liée de façon significative à des risques cardiovasculaires plus élevés et appelle à leur interdiction dans l'Union européenne » !

Les industriels, quant à eux, prouvent à quel point ils ont l'intention de coopérer à une politique d'assainissement de l'alimentation... du moment que ça ne concerne pas leur secteur !

C'est ainsi que Pierre Meneton, chercheur à l'Institut national de la santé et de la recherche médicale, est cité à comparaître devant le tribunal de grande instance de Paris, attaqué en diffamation par plusieurs représentants des producteurs industriels de sel, dont le Comité des salines de France. Pour une petite phrase publiée en 2006 dans le magazine *TOC*, aujourd'hui disparu [542] : « Le lobby des producteurs de sel et du secteur agroalimentaire [...] désinforme les professionnels de la santé et les médias. » D'après ses études : « 80 % du sel que nous ingérons chaque jour vient des aliments transformés, c'est-à-dire ajouté par le secteur agro-alimentaire dans ces aliments : pain, fromages, soupes, plats préparés, charcuterie, céréales, petits déjeuners... Le scandale, c'est que la consommation est imposée à l'insu des gens. »

Et il explique le pourquoi de ces pratiques : « L'ajout de sel dans l'alimentation a plusieurs effets. Il confère un goût salé aux aliments, il permet de rehausser les saveurs sucrées et d'inhiber les saveurs amères. Son troisième effet est la

rétention d'eau. Pour tous les éléments carnés (poissons, viande), plus vous avez de sel dans le produit, plus vous avez de l'eau et comme ce sont des produits vendus au poids… Ensuite, l'élément le plus important sur le plan économique c'est que : plus on mange salé, plus on a soif (l'ajout de sel dans l'alimentation en plus du sel naturellement présent fait boire un demi-litre de liquide en plus par jour et par personne) ! C'est donc un puissant moteur de la consommation de boissons. Il est évident que réduire sa consommation, de 20 ou de 30 %, comme le recommande l'OMS actuellement, aboutirait de fait à une diminution de la consommation de boissons. On peut imaginer les résistances qui peuvent exister dans certains secteurs. »

D'après l'OMS, l'excès de sel est la cause de 150 000 morts par an aux USA, donc environ 35 000 décès en France, soit plus d'une centaine par jour… « Un scandale de santé publique comparable par bien des aspects à celui de l'amiante, du plomb ou du tabac » pour lequel rien ne bouge malgré sa tentative d'alerter les autorités, en compagnie d'autres scientifiques, dès le début des années deux mille, les enquêtes de l'AFSSA et les réclamations des associations de consommateurs qui demandent que soit au moins précisée sur l'étiquetage la teneur en chlorure de sodium des produits. « D'où l'importance, de notre point de vue, d'insister sur le lobbying qui entoure le problème de l'excès de sel. On peut imaginer que l'inertie des pouvoirs publics sur ce sujet est liée à certaines pressions, que je subis également », conclut Pierre Meneton.

Tout le temps où j'ai vécu en Californie, j'ai été aux premières loges pour voir la mise en place du mécanisme infernal : combien de mes amies ayant des problèmes de poids mais qui étaient, en bonnes Américaines, totalement accros aux « ice creams », se donnaient bonne conscience

en mangeant tous les soirs d'énormes glaces *light* ! Au bout de la énième sollicitation, j'ai goûté et... c'était absolument innommable : des tonnes de sucre pour remplacer les matières grasses, a été ma première réaction, écœurée, mais... dieu sait quoi d'autre ! Le même problème se pose avec les yaourts allégés.

La dépendance au sucre est certainement l'une des plus répandues actuellement. Les hausses et les baisses brutales de la glycémie sanguine, induites par une alimentation riche en sucres dits « rapides », entraînent presque toujours un état de dépendance alimentaire.

L'obésité est due à la malbouffe.

La « malbouffe »

On attribue à Hippocrate, le père de la médecine, cette sentence : « Que ta nourriture soit ton médicament et ton médicament ta nourriture. » Environ 400 ans av. J.-C. ! Le moins qu'on puisse dire c'est qu'elle a été plus que détournée par l'industrie agroalimentaire ; l'enquête menée par le journaliste Éric Schlosser sur les bas-fonds de la plus importante industrie américaine, loin devant le pétrole (plus de 100 milliards de dollars annuellement) est terrifiante : « Les aliments sont tellement traités, déshydratés, malaxés qu'ils perdent toute saveur. On ajoute donc des éléments chimiques. Il y a une usine immense, à Dayton, qui ne fait que ça : des arômes. On y fabrique le goût de la viande, le goût de la sauce, des additifs de tout genre. Dans un banal milk-shake fraise, on compte cinquante produits chimiques. Ainsi, le butyrate d'éthyle 2-méthyle a le goût de pomme. Le péridykeltone de méthyle-2 a le goût de pop-corn. Il y a même une usine qui ne fabrique que de l'arôme « fumée » pour donner une saveur barbecue à ce que vous voulez. » [543]

Entre les aliments vidés de leurs nutriments et ceux remplis de chimie, comment pourrions-nous rester en bonne santé ?

Mais le marketing agressif et les publicités nous ont tellement conditionnés aux vertus des « plats tout prêts »... c'est tellement plus simple, quand on n'a pas le temps d'acheter une blanquette de veau ou un poulet basquaise en barquette ! Et puis, on est tous plus ou moins persuadés que la malbouffe c'est le fast-food, les hamburgers, dont on nous a raconté tous les méfaits mais, que certaines marques sont une garantie de qualité ! Malheureusement, tous les plats industriels nécessitent les mêmes ingrédients et les mêmes procédés de fabrication.

La naturopathe Claudine Richard, dans le magazine *Biocontact*, nous apprend que la malbouffe c'est tout ce qu'on nous propose d'aliments morts et dénaturés, ne nécessitant quasiment aucune préparation : vite achetés, vite préparés, vite mangés !

Ceux qui saturent le corps en graisses douteuses, le privant d'oxygène et abaissant ainsi considérablement son niveau d'énergie, les additifs alimentaires qui perturbent les systèmes endocriniens et nerveux. « Le glutamate de monosodium (GSM) par exemple, ainsi que tous les exhausteurs de goût contenant du glutamate et présents dans quasiment tous les aliments industriels sous diverses appellations (protéine végétale hydrolisée, caséinate de sodium ou de calcium, protéines texturées...) qui, en plus, entraînent une dépendance. La nourriture industrielle n'apporte à l'organisme aucun des nutriments nécessaires à son bon fonctionnement, juste des calories, mais elle ne permet pas au corps de se régénérer dans de bonnes conditions. Privées des catalyseurs indispensables à leur bon fonctionnement (enzymes, vitamines, oligo-éléments...), encombrées de mucus et de déchets (excès de protéines, de sucres raffinés,

de lipides dénaturés), baignant dans un milieu acidifié, les cellules crient famine et réclament à manger… » Même si, merci la pub, on veut nous faire croire que les céréales X au chocolat aident à contrôler le poids, le yaourt Y au bifidus protège les intestins et la pâte à tartiner Z donne de l'énergie aux enfants. L'industrie agroalimentaire nous promet à peu près tout aujourd'hui : des produits laitiers enrichis en oméga-3, des produits anticholestérol, d'autres agissant sur les risques d'ostéoporose, des granulés pour avoir de beaux seins ou embellir la peau, les ongles, les cheveux, effacer les rides et favoriser la libido… et puis évidemment les plus sournois, les allégés pour contrer l'excès de poids !

Mais on constate que tel grand groupe fabrique des plats cuisinés hypersalés ou des desserts gorgés de mauvais sucres et que sa filiale pharmaceutique nous vend des médicaments pour traiter les problèmes rénaux ou le diabète ! Et surtout que l'agroalimentaire achète dans les 2 milliards d'euros d'espaces publicitaires par an !

En attendant, le faux sucre est le grand leurre de tous les gens qui ont quelques kilos en trop !

Aspartame : le poison silencieux… La saccharine est le premier poison fabriqué par Monsanto, à sa création en 1901, le premier édulcorant de synthèse que la firme vend alors exclusivement à une jeune entreprise de Georgie : Coca-Cola.

L'ASPARTAME a une histoire un peu plus sulfureuse : découvert par hasard en 1965 au laboratoire Searle, aux États-Unis, par un chercheur qui travaillait sur un médicament contre les ulcères. En goûtant sa poudre, il se rendit compte qu'elle avait un goût étonnamment sucré. Cette découverte tombait à pic alors que l'industrie cherchait une solution de rechange à la saccharine, interdite dans les aliments depuis que des études chez les animaux avaient révélé qu'elle provoquait des cancers. Approuvé une

première fois en 1974, l'aspartame verra très vite son autorisation abrogée, à la suite de deux études démontrant qu'elle causait aussi des trous dans le cerveau des souris de laboratoire. Ces études n'ont jamais été réfutées depuis. La FDA va l'interdire durant seize ans.

En mars 1977, Searle embauche Donald Rumsfeld comme président. Le 21 janvier 1981, Ronald Reagan devient président des États-Unis et fait entrer son ami Donald Rumsfeld dans le gouvernement. Ce dernier s'empresse de limoger les empêcheurs de sucrer en rond de la FDA. Puis Searle représente son dossier à la FDA qui, on se demande pourquoi, donne cette fois un avis favorable ! Est-ce grâce à Rumsfeld ou aux nouvelles études « bidons » [544] que la balance penche du côté de l'aspartame par un vote : celui du commissaire Arthur Hayes ? Qui sera plus tard engagé par Searle !

En 1996, le médecin et professeur Ralph G. Walton, du collège de médecine de la Northeastern Ohio Universities, décide d'analyser l'ensemble des études scientifiques reliées à la consommation d'aspartame. Ses conclusions se passent de commentaires : parmi les 174 études analysées, 74 étaient financées par l'industrie de l'aspartame, et 100 % d'entre elles concluaient qu'il n'y avait aucun problème avec ce produit ! Alors que, sur 90 études indépendantes, 83 ont indiqué un ou plusieurs problèmes liés à l'usage de cet édulcorant. L'aspartame est pointé du doigt depuis son apparition mais, aux États-Unis, il est sur toutes les tables de tous les restaurants... autorisé dans les aliments secs en 1981, puis dans les boissons gazeuses en 1983. Ses revenus se chiffrant par milliards de dollars chaque année, la compagnie Monsanto n'est pas près de lâcher le morceau.

Parce que Searle a été racheté par Monsanto en 1985. Et l'actionnaire principal des deux est la Chase Manhattan Bank appartenant à Rockefeller.

Pepsi-Cola a laissé tomber la saccharine pour ajouter l'aspartame à ses boissons ; comme par hasard, le chairman de Pepsi à ce moment-là était Wayne Calloway, qui était aussi directeur des multinationales Citicorp, General Electric et Exxon ; toutes des compagnies contrôlées par Rockefeller.

Pourtant la liste des plaintes reliées à ce succédané du sucre ne cesse de s'allonger ; on sait maintenant que la consommation d'aspartame entraîne des effets secondaires allant du simple mal de tête à des maladies extrêmement graves. En effet, les statistiques américaines provenant du National Cancer Institute révèlent une hausse alarmante du nombre de tumeurs au cerveau chez les adultes et du « désordre de déficit d'attention » chez les enfants (attention deficit hyperactive disorder dont on entend aussi de plus en plus parler en France, jusqu'à en faire un show télé avec *Super Nanny* !) Enfants qui seront bien sûr mis sous psychotropes dès l'âge de 2 ans... Bienvenue dans le cycle infernal !

En creusant la question, les chercheurs, dont le docteur Blaylock dans une étude consacrée aux effets de l'excitotoxin contenue dans l'aspartame [545], ont constaté que cette forte hausse coïncidait justement avec l'apparition, en 1983, des boissons gazeuses édulcorées à l'aspartame. Le débat pour son retrait du marché n'a pas cessé depuis. En Europe, le taux d'incidence des tumeurs malignes du système nerveux central (4 090 nouveaux cas en 2005 en France) a augmenté régulièrement de 1 % par an sur la période 1980-2005.

Les malaises liés à la consommation de l'aspartame sont importants, allant des troubles neurologiques, tumeurs du cerveau, troubles de l'humeur, maladie de Parkinson... aux vertiges, vision embrouillée, douleurs au ventre et crampes musculaires. Des communiqués à cet effet ont

d'ailleurs été émis dans les bulletins de l'US Air Force et de la US Navy afin de prévenir le personnel de ce risque. Il est aussi particulièrement dangereux pour les diabétiques parce qu'il maintient le niveau de sucre dans le sang hors de contrôle.

Parmi les autres symptômes figurent les dépressions, les pertes de mémoire, les douleurs aux jointures, les troubles menstruels, les crises d'épilepsie et même quelques décès ! Et il ne s'agit là que d'une fraction des effets actuellement associés à la consommation d'aspartame, puisque la majorité des gens n'a pas encore fait le lien entre leurs problèmes de santé et ce produit.

Selon le neuroscientifique Richard Wurtman, la consommation de doses élevées d'édulcorants comme l'aspartame provoquerait des « crises » de sucre, (200 fois plus sucré que le sucre naturel, en le détectant, le pancréas enverrait une dose massive d'insuline provoquant une chute de sucre dans le corps et un nouveau désir d'en manger). L'American Cancer Society a confirmé cette ironie après avoir suivi 80 000 femmes durant six ans. Parmi celles qui ont pris du poids durant cette période, les femmes qui utilisaient des édulcorants artificiels en ont pris davantage que celles qui n'en consommaient pas.

Une autre étude [546] effectuée chez un petit groupe de femmes à la diète a démontré qu'elles ont tendance à manger davantage durant les jours qui suivent l'ingestion de boissons sucrées à l'aspartame, comparativement à l'ingestion de boissons sucrées naturellement. Même le simple fait de mâcher de la gomme sucrée à l'aspartame augmenterait l'appétit.

L'aspartame apparaît dans plus de 5 000 produits alimentaires et est en vente dans plus de cent pays : les sodas, certaines marques de crème glacée, yogourts, puddings, confitures, desserts préparés, céréales à déjeuner, vinai-

grettes et dîners surgelés en contiennent. Les pires : les boissons gazeuses *light*, les sachets de sucre Equal et le chewing-gum sans sucre. Les médicaments peuvent aussi en contenir, de même que les suppléments de vitamines à croquer pour enfants.

Le pire, et ce que peu de gens savent, c'est que l'aspartame se décompose après une exposition à des températures supérieures à 30 degrés : il suffit donc qu'une bouteille de soda *light* ait été exposée dans un camion au soleil ou qu'on ajoute un de ces comprimés, comme des millions de Français, d'un geste machinal à son café chaud, ou qu'on en saupoudre une tarte avant de la mettre au four... pour que ce qu'on mange se transforme en poison !

La dégradation du produit entraîne alors, entre autres, la formation de méthanol, qui se décompose par la suite en formaldéhyde (carcinogène connu), en acide formique (poison du dard de la fourmi) et en diketopiperazine (DKP), tous responsables de tumeurs au cerveau [547]. Selon les mises en garde du docteur John Olney, neuroscientist, de l'université de Washington, le méthanol détruit le nerf optique, pouvant causer la cécité et le tissu fœtal ne peut en aucun cas le tolérer, et la toxicité du méthanol imite les symptômes de la sclérose en plaques ; donc, par erreur, certaines personnes peuvent être diagnostiquées comme ayant cette maladie. La sclérose n'est pas une sentence de mort, l'empoisonnement au méthanol, si [548] !

Ce qui est, bien entendu, une pure coïncidence est que ceux qui vendent l'aspartame sont aussi ceux qui fabriquent les médicaments pour « soigner » la myriade de maladies que son utilisation engendre !

Le contrôle total des plantes et produits naturels, vitamines, huiles essentielles, homéopathie, et autres médecines alternatives par les lobbies pharmaceutiques et les cartels industriels, selon les directives du Codex Alimentarius, devait entrer en vigueur au 31 décembre 2009. Il semble qu'il ne se soit rien passé ! Mais d'après le docteur Rima E. Laibow, médecin neurologue, dont j'ai plus haut raconté l'histoire, selon le Code Napoléon en France, « tout ce qui n'est pas autorisé est interdit ».

Elle résume ainsi la menace : « De plus en plus de cancers, de moins en moins de valeur nutritive dans les aliments disponibles, plus de 500 produits chimiques (toxiques) autorisés dans l'alimentation, l'agriculture, les produits d'entretien... depuis 1950, et maintenant, les nutriments (vitamines et minéraux) deviendraient illégaux. Il s'agit de supprimer tout supplément alimentaire naturel. Tous seront remplacés par 28 produits de synthèse pharmaceutique à bas dosage (car toxiques) et seront uniquement disponibles en pharmacie sur prescription médicale parce que testés à grand prix et approuvés par le Codex ; l'alimentation humaine certifiée légale devra être "ionisée" (terme technique pour : irradiée au Cobalt). » Plus de 5 000 produits vendus aujourd'hui seront bannis des magasins... « Non seulement, nous n'aurons plus les quantités nécessaires, mais elles seront alors vendues sous prescription et à des prix exorbitants et, concrètement, il deviendrait par exemple illégal, s'il y a une famine, quel que soit l'endroit de la famine, d'envoyer des biscuits à haute teneur en nutriments et de les distribuer. Dans leurs projections, l'OMC et la FAO estiment elles-mêmes que cette seule application aura pour effet la mort de 3 milliards de personnes, au minimum... »

Le docteur Mike Adams indique que, parallèlement, au Canada, un projet de loi mis en avant par l'industrie pharmaceutique vise à proscrire jusqu'à 60 % des produits de santé naturels actuellement vendus au pays, allant même jusqu'à criminaliser les parents qui donnent des plantes médicinales ou des suppléments à leurs enfants. Le projet de loi, connu sous le nom de « Bill C-51 » et présenté par le ministre canadien de la Santé le 8 avril 2008, propose des changements radicaux à la loi canadienne sur les aliments et drogues et qui pourraient avoir des conséquences dévastatrices sur l'industrie des produits de santé naturels.

Parmi les modifications proposées par le projet de loi, on retrouve des modifications radicales aux définitions dont, entre autres, le remplacement dans le texte de loi du mot « drogue » par « produit thérapeutique », donnant ainsi de plus grands pouvoirs au gouvernement canadien afin qu'il puisse réglementer la vente de toutes les plantes médicinales, les vitamines, les suppléments et autres produits semblables. Par cette simple modification linguistique, tout ce qui est « thérapeutique » devient automatiquement régi par la loi sur les aliments et les drogues. Ça pourrait même inclure l'eau embouteillée, les bleuets, les feuilles de pissenlit et la quasi-totalité des substances dérivées de plantes. La loi modifie également la définition du mot « vendre » afin d'inclure à cette définition toute personne qui donne de tels produits thérapeutiques à quelqu'un d'autre. Ainsi, une mère qui donne des plantes médicinales à son enfant pourrait, en vertu des nouvelles définitions proposées, être arrêtée... » [549]

Deux partis politiques sur la scène canadienne, le Parti Vert (pour le Canada français) [550] et le Parti Action canadienne (pour le Canada anglais) [551] s'associent à ce mouvement visant à contrer l'adoption du projet de loi C-51.

Sur le site officiel de la Commission européenne, on trouve bien que « la Commission est chargée de fixer les critères de pureté des substances qui composent les compléments alimentaires, ainsi que les quantités maximales et minimales autorisées, à l'aide du comité permanent de la chaîne alimentaire et de la santé animale. Jusqu'au 31 décembre 2009, les États membres peuvent autoriser, sur leur territoire, l'utilisation de vitamines et de minéraux non mentionnés à l'annexe I ou sous des formes non mentionnées à l'annexe II... » Le plus étonnant est de lire que l'étiquetage des compléments alimentaires doit contenir : « La mention "complément", la catégorie des nutriments du complément et/ou le nom des nutriments, et la quantité de chaque nutriment (sous forme numérique et sous forme de pourcentage par rapport à la portion journalière recommandée par le fabricant), un avertissement indiquant que les produits doivent être tenus hors de portée des jeunes enfants. Et d'autre part, l'étiquetage des compléments alimentaires ne doit pas contenir : de mentions attribuant au produit des propriétés de prévention, de traitement ou de guérison d'une maladie humaine ; de mentions affirmant ou suggérant qu'un régime alimentaire équilibré et varié ne constitue pas une source suffisante de nutriments en général. » [552]

Quand on sait qu'« ils » se sont débrouillés pour que la présence d'OGM n'ait pas à être mentionnée sur les étiquettes d'aucuns des produits qui en contiennent... ils ne manquent pas d'air !

La mafia de l'eau

L'eau du robinet

Le 23 juin dernier, le médecin David Servan-Schreiber faisait un communiqué de presse, signé par des oncologues,

des épidémiologistes et le WWF, pour alerter sur la nocivité de l'eau du robinet. « De nombreuses études établissent des liens entre cancer et polluants de l'eau. [...] Des personnes fragilisées peuvent être exposées sans le savoir à des taux de nitrates et de pesticides supérieurs aux normes. De plus, les normes de qualité n'ont pas évolué malgré les nouvelles connaissances sur des polluants à effet hormonal (certains pesticides, certaines hormones, le bisphénol A...) ou sur la présence de dérivés médicamenteux. Il convient donc de prendre des précautions. » [553]

En effet, aujourd'hui, la majorité de nos rivières et la moitié de nos nappes phréatiques sont contaminées par des pesticides, des rejets des industries chimiques et agro-alimentaires, sans compter les eaux ménagères usées contenant des détergents et de plus en plus de résidus de notre consommation d'antibiotiques, d'hormones contraceptives ou d'antidépresseurs... qui se retrouvent dans le réseau d'eau potable. Enfin, certains produits de traitement des eaux sont eux-mêmes toxiques.

Ainsi, dans son n° 257, la revue *Que choisir* a dévoilé, à la suite de la désinfection par le chlore de l'eau dans les grandes villes, la présence de dérivés organochlorés, dont le trihalométhane, à l'action cancérigène reconnue depuis 1974. « Certaines eaux traitées par les aluminates pour précipiter les matières organiques en suspension contiennent des doses très nettement supérieures au seuil de tolérance : jusqu'à 7 000 µg/litre d'aluminium, voire plus, or une altération des fonctions cérébrales est détectable à partir de 60 µg/litre. Des signes cliniques évidents d'encéphalopathie apparaissent à partir de 100 µg/litre. » (Cf le site : http://biogassendi.ifrance.com/)

L'aluminium, à ces doses, est un puissant toxique cellulaire conduisant progressivement à la nécrose. Il se concentre électivement dans certains tissus comme l'hippocampe ou

le cortex frontal (responsable de la mémoire et des troubles de la personnalité), en analogie avec la maladie d'Alzheimer pour laquelle on retrouve des concentrations importantes d'aluminium dans le cerveau des malades. Alors qu'on prête à M. Tricard, à la direction de la Santé, des propos peu rassurants :

« On préférera éviter un risque bactériologique immédiat, plutôt qu'un risque cancérigène à long terme. »

Quoi d'étonnant après ça que 60 % des gens, du moins dans les pays développés, boivent de l'eau en bouteilles ! Ce qui l'est plus, c'est que l'eau du robinet soit devenue imbuvable et si chère au moment où sa distribution a été privatisée !

Parmi les quatre leaders mondiaux de l'eau, trois sont français : Veolia, ex-Vivendi, ex-Générale des eaux, née en 1853 ; Ondeo, filiale de Suez-Lyonnaise, créée en 1880 ; et Saur, propriété du groupe Bouygues jusqu'en novembre 2004. En moins de vingt ans, elles ont conquis les premières places, et se partagent le gâteau de la distribution privée de l'eau potable ; dans les « pays du Sud », elles marchent main dans la main pour organiser le marché de l'eau et remplacer la sphère publique. Ces multinationales figurent parmi les cent sociétés les plus riches du monde, avec un revenu combiné de presque 160 milliards de dollars en 2002.

Vers le milieu des années cinquante, 30 % des volumes d'eau distribués en ville le sont gratuitement, pour 58 % dans les communes rurales équipées, ce qui est considérable. Mais les besoins sont énormes. Les entreprises privées vont proposer leurs services. De toute façon, public ou privé… c'est le consommateur qui paie ! Les collectivités locales signent alors, ville par ville, des contrats avec les entreprises, en échange de quelques dizaines, ou centaines, de millions de francs. Ouvertement ou en cachette pour

enrichir ou financer les campagnes électorales des élus. Impossible après ça de « chichiner » sur les comptes, de vérifier les frais imputés pour entretien ou renouvellement du réseau. Ces corruptions avérées, révélées par des enquêtes publiques à la chaîne, feront éclater presque autant d'affaires que de villes, au début des années quatre-vingt-dix, dont la plus célèbre concernant Grenoble et Alain Carignon qui écopera de cinq ans ferme.

LES *REVOLVING DOORS* À LA FRANÇAISE

Dans les années quatre-vingt, ces groupes ont également investi dans les médias : Bouygues avec TF1, Vivendi avec Canal+, et la Lyonnaise avec M6. En même temps, leurs liens étroits avec le monde politique n'a rien de secret pour qui y regarde de près : Mme Anne Hidalgo, numéro deux de la direction des ressources humaines de la Générale des eaux de 1995 à 1997, devient en 2001 première adjointe au maire de Paris, M. Bertrand Delanoë ; François Colin, ex-responsable du parti socialiste de la région de Lille, membre du cabinet de Mme Martine Aubry, deviendra responsable des affaires sociales de Vivendi Universal, ex-Générale des eaux, de 1998 à 2003 ; Éric Besson, porte-parole pour l'économie et les entreprises de l'état-major de campagne de M. Lionel Jospin en 2002, et actuellement ministre de l'Émigration du gouvernement Sarkozy, dirigeait la Fondation Vivendi, de 1998 à 2002. Jean-François Dubos, ancien conseiller technique de Charles Hernu au ministère de la Défense, deviendra secrétaire général de Vivendi Universal en 1997 ; Alain Marsaud, député UMP de la Haute-Vienne, était le représentant commercial du groupe de communications et de médias de Vivendi Universal pour l'île Maurice. Jean-Pierre Denis, patron de Dalkia, la branche énergie de Vivendi environnement, continue, même après son départ, en 1998, de son poste de secrétaire général

adjoint de l'Élysée, à prodiguer ses conseils à M. Jacques Chirac. On comprend que Vivendi ait pu être baptisée « vivier pour Énarques en disponibilité »… toutefois Suez n'est pas en reste. Son directeur général, Yves Thibault de Silguy, est un ancien commissaire européen. Ex-« M. Sondages » de Lionel Jospin à Matignon, professeur de sciences politiques, Gérard Le Gall abandonnait l'université en juillet 2004 pour rejoindre lui aussi le groupe Suez… [554]

Bien évidemment, le pouvoir de ces firmes n'a fait que croître. Les villes qui avaient privatisé leurs services d'eau ont vu les tarifs augmenter jusqu'à 400 % pendant que la qualité se détériorait au point d'entraîner des poursuites pour empoisonnement, et que certaines, comme Grenoble justement, sont repassées en gestion publique, sous la pression des usagers qui contestent ce monopole ! Seul pays au monde où la distribution de l'eau soit privatisée à 80 %, la France connaît des écarts de prix considérables. Les PDG de Bouygues, de la Lyonnaise et de la Générale des eaux et certains cadres supérieurs ont été mis en examen dans des affaires de corruption, d'abus de biens sociaux, soupçonnés d'avoir versé des contributions occultes à des maires, des députés, des partis politiques en échange de contrats publics.

Après avoir privatisé la distribution de l'eau publique, il devenait donc de plus en plus intéressant pour les entreprises de faire main basse sur le commerce de l'eau, celle qu'on achète en bouteille se vendant déjà plus cher que le pétrole ! On l'appelle d'ailleurs l'« or bleu ».

L'eau constitue-t-elle un droit pour tout homme ou est-elle une marchandise ?

Nombre d'associations se révoltent devant le spectre de la pénurie et de la dégradation de la qualité de cette ressource

unique et vitale, qui toucherait plus de deux milliards d'êtres humains et pourraient provoquer, selon elles, près de 30 000 morts chaque jour !

Or sa production, son traitement et sa distribution constituent un énorme marché pour les plus grands profits des multinationales. Peter Brabeck, le patron de Nestlé, de ses 8 000 marques, de ses 120 000 produits, annonce la couleur à chaque interview : « Je profite de la vie », ou « qu'est-ce que l'eau ? Un droit de l'homme ou une marchandise qui a un prix ? Sans eau, l'homme ne peut vivre, mais on ne peut pas la traiter comme si elle n'avait pas de coût… » Accusé de faire main basse sur les sources libres d'eau de la planète pour les convertir en « bouteilles PET à 1 dollar », Nestlé (propriétaire de Vittel, Contrex, Perrier, Quezac et San Pelegrino entre autres) est désormais, après le lait pour bébés, mis en accusation pour sa gestion commerciale de l'or bleu.

Franklin Frederick, qui se bat contre Nestlé pour sauver le parc d'eau de São Lourenço, au Brésil, dénonce les pratiques de la firme qui aurait mandaté l'entreprise Securitas pour infiltrer l'association Attac-Vaud (association pour la taxation des transactions financières et le droit des citoyens) avec qui il travaille en étroite collaboration. En effet, les militants d'Attac ont défendu la source de Bevaix contre Nestlé. « Les motivations de la multinationale étaient d'obtenir, par le biais d'Attac, des renseignements sur ce que les groupes de résistance font au Brésil et en Colombie. Dans ces pays, les informations fournies par le rapport, dont nos échanges de correspondance, peuvent avoir une utilité concrète. Nestlé était ainsi en mesure de coordonner ses activités, de devancer nos stratégies et d'adapter les siennes. Si Nestlé connaît mes contacts, je ne sais pas quel genre de pressions, notamment auprès des politiciens, peuvent être exercées au Brésil : ce pays a une tradition

démocratique plus faible que celle de la Suisse. [...] C'est très grave : en Amérique latine, nous savons où ce type d'espionnage conduit ! En l'occurrence, il me semble qu'un citoyen suisse ne peut être menacé physiquement. Mais il n'en va pas de même en Colombie et au Brésil », explique Franklin Frederick [555].

Il arrive que la guerre de l'eau éclate parfois au grand jour : en 2007, on ne sait pas quelle mouche a piqué le marchand de l'eau Cristaline (la famille Castel, propriétaire des eaux Saint-Yorre et Vichy-Célestins et de la bière 33 Export, qui fait partie, aux côtés de 33 autres français, « réfugiés fiscaux » en Suisse, des 300 plus grosses fortunes helvétiques, avec un patrimoine estimé à un milliard d'euros) [556]. Un matin de janvier, Paris et sa banlieue se sont réveillés couverts de panneaux publicitaires dénonçant le prix élevé de l'eau du robinet, son mauvais goût, sa teneur en plomb, en nitrates et en chlore, ainsi que le fait qu'elle soit issue d'eaux usées, autrement dit des « chiottes »... Montée au créneau immédiate de la PDG d'Eau de Paris, de la ministre de l'Écologie, de Pierre Delanoé et de diverses associations de défense de l'environnement qui, eux, stigmatisent la pollution due aux bouteilles en plastique...

Il est vrai que pour faire une bouteille en plastique, il faut deux types de polymères : en général, le corps est en plastique transparent léger appelé PET (polyéthylène téréphtalate) et le bouchon, opaque et résistant, est en PEhd (polyéthylène haute densité) et que la nature, rien qu'en France, se passerait volontiers des 170 000 tonnes de plastiques nécessaires pour la fabrication des bouteilles et des millions de tonnes de CO_2 émises pour les transporter et les recycler ! Et puis, quelle est la qualité réelle d'une eau qui est restée quelques semaines dans une bouteille en « plastique » ! Et même avant ! Là aussi, il y a comme qui dirait du mensonge dans l'air : on nous vend des eaux « de

source » aux bienfaits innombrables sous des noms du terroir, auréolés de légendes cathares ou vosgiennes, mais Cristaline, justement, quand on y regarde de près… c'est dix-sept concessions de sources et de compositions différentes qui nous sont garanties (on se demande comment) comme ayant une qualité uniforme et pouvant, sans souci, être utilisée pour les biberons !

Bref ! En 1970, 1 milliard de litres d'eau en bouteilles se vendait dans le monde et en 2003 la consommation d'eau en bouteilles a été de 84 milliards de litres… pour le plus grand profit des firmes multinationales qui se moquent complètement de notre devenir et de celui de la planète.

Reste que le secteur a enregistré une baisse de plus de 7 % des ventes, ces derniers temps. Quand on sait qu'Évian réalise 10 % du chiffre d'affaires de Danone (qui détient aussi Volvic, Badoit, Salvetat, Taillefine,) on comprend rapidement que les enjeux sont énormes.

Donc pas question de laisser s'installer dans l'opinion publique l'idée que la consommation d'eau en bouteille est une catastrophe écologique.

Alors tous les moyens sont bons. Danone a donc, à son tour, lancé une campagne de publicité dans le magazine *Côté mômes*, diffusé dans les maternités et les hôpitaux, sous la forme d'un article de quatre pages intitulé : « Pour la santé des bébés et des mamans… Quelle eau choisir ? » La méthode est plus que douteuse, puisqu'il s'agit d'une publicité déguisée en article où des spécialistes et des médecins instillent sournoisement le doute dans l'esprit des jeunes mamans quant au bien-fondé de donner l'eau du robinet aux enfants : « Certes, l'eau du robinet est utilisable pour votre tout-petit, mais il suffit d'une fois… […] ne vous inquiétez pas, avec tout le chlore et les produits chimiques qu'on met dedans, il n'y a que le problème des canalisations en plomb… »

Et nous, dans tout ça, qu'avons-nous comme certitude ? Une seule : il ne faut jamais plus leur faire confiance !

LES DANGERS DES PLASTIQUES

Un groupe d'experts du National Toxicology Program du ministère de la Santé américain vient de rendre un rapport sur la toxicité du bisphénol A et reconnaît qu'il y a « certaines inquiétudes quant à des effets sur le système nerveux et hormonal des fœtus, des nouveau-nés et des enfants avec les niveaux actuels du bisphénol A se retrouvant dans l'alimentation ». Le problème est que le bisphénol A entre dans la fabrication de nombreux emballages alimentaires, dont le plastique des biberons, et peut migrer dans les aliments. Les auteurs soulignent que les études menées sur les animaux « confirment que même de faibles niveaux de bisphénol au moment du développement du corps peuvent provoquer des altérations du comportement, des lésions précancéreuses dans le cerveau, de la prostate, des glandes mammaires ainsi que l'âge de la puberté chez les filles ». Comme si ça ne suffisait pas pour s'en alarmer ? Pourtant, comme toujours, fin 2007, la FDA avait indiqué qu'il n'y avait « aucune raison pour le moment d'interdire ou de restreindre l'usage du bisphénol A » [557].

Quant aux phtalates, utilisés couramment depuis cinquante ans (leur production est supérieure à 3 millions de tonnes par an) dans de nombreux produits de consommation courante : dans les cosmétiques comme agents fixateurs et dans les matières plastiques, des emballages alimentaires aux PCV et jusque dans les jouets, ils n'avaient fait l'objet d'aucune étude expérimentale. Le travail de l'équipe du professeur Habert est une première mondiale et vient d'être publié dans la revue *Environmental Health Perspectives.* Les chercheurs de l'unité mixte de recherche

gamétogenèse et génotoxicité INSERMCEA-Université Paris Diderot, dirigée par le professeur Habert, ont collaboré avec le service de gynécologie-obstétrique du professeur René Frydman pour mettre au point un système de culture original de testicules fœtaux humains. Le professeur Virginie Rouiller-Fabre, responsable de ce programme, a réussi à reproduire dans une boîte de culture le développement du testicule observé *in vivo.* L'ajout de MEHP (mono (ethyl-hexyl)-phtalate), le métabolite actif du DEHP (di (ethyl-hexyl)-phtalate), un phtalate largement répandu, a provoqué au bout de trois jours la disparition de 40 % des cellules germinales fœtales, démontrant ainsi, expérimentalement, que les phtalates, mettaient en danger le potentiel reproducteur masculin dans l'espèce humaine. Au cours des dernières années, de nombreuses études ont prouvé des anomalies de la reproduction spermatique et actuellement on estime que dans les pays industrialisés, un homme produit deux fois moins de spermatozoïdes que son grand-père n'en produisait au même âge. Ce phénomène s'accompagne d'une augmentation régulière des cancers testiculaires et des malformations congénitales des organes génitaux externes masculins. En dehors des souffrances, c'est juste l'avenir de la race humaine qui est en jeu... Ce n'est quand même pas ça qui va arrêter les lobbies !

CONCLUSION

Bien évidemment, il y a complot puisqu'il y a des conspirateurs, une poignée d'hommes qui s'accordent dans notre dos pour prendre des mesures néfastes au genre humain. Génocide voulu, car cette élite s'entend à trouver que nous sommes trop nombreux sur cette terre, ou insatiable course au profit dont nous sommes les « dommages collatéraux » ? Quelle différence cela fait-il, puisque le résultat est le même, c'est avec nos vies qu'ils jouent !

Il y a complot parce que nous ne subissons pas les conséquences regrettables d'un accident, mais qu'il s'agit d'un plan pensé, organisé, structuré sans rien laisser au hasard depuis des décennies par quelques financiers qui rêvaient d'un marché mondial, d'argent à se faire non plus sur un pays ou deux, mais sur la terre entière, et appliqué froidement point par point sans aucun état d'âme.

Quelle est la chose universelle dont les humains ne peuvent se passer ? La nourriture. Celle pour laquelle ils sont facilement manipulables ? Leur santé. En contrôlant ces deux secteurs, les industriels de la pharmacie, de la chimie, et de l'agroalimentaire sont devenus les « Maîtres »

de notre existence. Pour verrouiller le système, ils ont mis en place des instances internationales qui imposent leurs lois à l'échelle mondiale et leur confèrent le droit et la légitimité. Ces transnationales, par leur pouvoir financier, forment un gouvernement apatride et mondial bien plus puissant que celui des États, et font de nos gouvernants leurs obligés dont ils actionnent les ficelles pour servir leurs intérêts. Il y a complot parce qu'on est en guerre et qu'on ne nous le dit pas. Dès lors on ne se défend pas. Parce que l'ennemi ne se déclare pas et n'emploie pas la force pour nous contraindre, au contraire, il n'y a pas plus « gentil » que l'ennemi. De spots télé en déclarations philanthropiques, il s'inquiète de nous simplifier la vie, de protéger nos enfants, il a à cœur de sauver la planète et tous ceux qui meurent de faim, il dépense sans compter pour le bien de l'humanité. C'est le « truc » le plus élémentaire de tout magicien : agiter fortement la main droite pour que les gens ne prêtent pas attention à ce que fait la main gauche !

Pendant ce temps, ils ont détruit l'ordre de la nature, qui pourvoyait à la plupart de nos besoins, pour instaurer à la place un monde où tout leur appartiendrait, confisquant notre patrimoine que sont la terre, l'eau, les animaux, les plantes, pour s'assurer un monopole à leur seul profit. Et comme leur soif de lucre n'a pas de limites, ces apprentis sorciers n'ont cherché qu'à produire plus pour vendre plus. Jamais les animaux n'ont été aussi maltraités, la terre vidée de sa vie, les humains empoisonnés à une aussi grande échelle. Tout est sali sur leur passage, de la fierté des paysans au serment d'Hippocrate.

Il y a complot, et c'est même le plus vaste et le plus ignoble de l'histoire de l'humanité, parce qu'ils s'entendent tous pour nous mentir, afin de nous conduire à faire la seule chose pour laquelle nos vies ont un intérêt à leurs yeux : consommer leurs produits et passer à la caisse. Tantôt nous

caressant dans le sens du poil, tantôt brandissant une effroyable menace inventée de toutes pièces contre laquelle, dieu merci, ils ont l'antidote... Qu'importe ce qu'il y a dans leurs produits, qu'importe si ça nous rend malade, qu'importe si cela risque de faire encore des dizaines de milliers de morts, qu'importent nos souffrances. Chez ces gens-là, la vie ne compte pas !

Et, petit à petit, sans s'en rendre compte, nous sommes tombés en esclavage de ces « banksters » : une cuillerée pour maman, une pilule pour papa, un vaccin pour le petit et une pizza sous cellophane pour le repas du soir ! « Mère-grand que vous avez de belles dents... » « C'est pour mieux vous manger mon enfant ! » Ils nous ont juste donné un hochet : la démocratie ! Il paraît que ça nous laisse le droit de choisir ! Mais entre quoi et quoi ? La droite ou la gauche ? Quand celui qui veut le pouvoir doit être adoubé par eux... pour le reste on ne nous demande jamais notre avis !

Ils avaient tout prévu, la désinformation s'ajoutant à la manipulation, nos esprits baignaient dans une torpeur paresseuse, quand ils ont pêché par excès d'arrogance ! L'histoire de la grippe A, c'était vraiment énorme et tout d'un coup, nombre de ces humains qu'ils méprisent se sont mis à se poser des questions, à remonter le fil d'Ariane et à se rendre compte... Combien de fois nous ont-ils dit que ce qui s'est révélé être un poison était bon ? Combien de fois s'en sont-ils tirés, quelques millions de morts après, grâce au même stratagème : « En l'état des connaissances de l'époque, on ne pouvait pas savoir... » Et surtout l'hypocrisie la plus totale d'un « rien ne permet d'admettre un lien de cause à effets... » Mais, entre les deux, au fait, combien ont-ils engrangé de milliards, reversant juste quelques miettes aux victimes les plus voyantes ?

Si on se met à additionner tous les crimes (pharma, bouffe, pesticides), ce n'est pas que d'un complot dont il

s'agit, mais de crime contre l'humanité, défini par l'article 7 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale qui, parmi les onze actes constitutifs lorsqu'ils sont commis « dans le cadre d'une attaque généralisée ou systématique dirigée contre toute population civile et en connaissance de l'attaque », reconnaît « l'esclavage et autres actes inhumains causant intentionnellement de grandes souffrances ou des atteintes graves à l'intégrité physique ou à la santé physique ou mentale. » [558]

Et, cette fois, l'Omerta a volé en éclats ! On est bien contents d'apprendre que nos États courent après quelques terroristes qui font des attentats, meurtriers certes, mais bien moins que les agissements de ces lobbies qui ont pignon sur rue ; et qu'ils dépensent des sommes folles pour combattre Al-Qaida, pendant que les pires mafieux, à l'abri de leurs déclarations humanistes et de leurs fondations caritatives, empoisonnent le monde entier.

N'empêche qu'ils ont bien failli réussir une fois de plus, mais à force d'aller trop loin, à force d'insultes à notre intelligence et parce que grâce à Internet, que la presse soit muselée n'empêche plus rien, les *whistleblowers* ne sont plus cantonnés à prêcher sur leur caisse à Hyde Park Corner ou à vider leur sac en petits comités... maintenant tout se sait d'un bout à l'autre de la planète à la vitesse d'un click !

Leur faire confiance ? Cette fois le monde a dit : NON !

Je pense à cette chanson de Sting, il y a quelques années : « What might save us, me, and you is if the Russians love their children too » (ce qui pourrait nous sauver vous et moi c'est que les Russes aussi aiment leurs enfants). C'est la question que je me suis posée si souvent en écrivant ce livre : ces gens-là, est-ce qu'ils n'ont pas peur du monde qu'ils vont léguer à leurs enfants en même temps que leur héritage ? Il semble bien que non, et qu'il faille ne compter que sur nous-mêmes pour inverser les choses.

« Aujourd'hui, cultiver son jardin est un acte de résistance et un acte politique. » [559] « Supprimer les pesticides de nos champs, le chlore de nos robinets, les additifs de nos aliments, avant qu'une biopuce nous prévienne en temps réel du développement de nos cancers ! » [560] Et surtout, même si on nous pince le nez, ne plus jamais jouer à ce jeu de notre enfance : « Ferme les yeux et ouvre la bouche » !

Je pense depuis longtemps que si un jour les méthodes de destruction de plus en plus efficaces finissent par rayer notre espèce de la planète, ce ne sera pas la cruauté qui sera la cause de notre extinction, et moins encore, bien entendu, l'indignation qu'éveille la cruauté, ni même les représailles et la vengeance qu'elle s'attire... mais la docilité, l'absence de responsabilité de l'homme moderne, son acceptation vile et servile du moindre décret public. Les horreurs auxquelles nous avons assisté, les horreurs encore plus abominables auxquelles nous allons maintenant assister, ne signalent pas que les rebelles, les insubordonnés, les réfractaires sont de plus en plus nombreux dans le monde, mais plutôt qu'il y a de plus en plus d'hommes obéissants et dociles.

Georges BERNANOS [561]

NOTES

Avant-propos

1.Waldorf-Astoria Hotel New York City, April 27, 1961. The President and the Press : Address before the American Newspaper Publishers Association, www.youtube.com/watch?v=EB5_QASieoA.

Voir aussi le lien avec la librairie qui archive les discours des présidents des États-Unis : http://www.jfklibrary.org/Historical+Resources/Archives/Reference+Desk/Speeches/JFK/003POF03NewspaperPublishers04271961.htm. Il semblerait que, dans ce discours, JFK parlait de la guerre froide, mais son adéquation avec ce qui se passe de nos jours est flagrante.

2. Mark Twain, pseudonyme de Samuel Langhorne Clemens (1835-1910), auteur américain.

3. Il est interdit à la BCE (banque centrale en charge de la monnaie unique européenne) et aux banques centrales des États membres, ci-après dénommées « banques centrales nationales », d'accorder des découverts ou tout autre type de crédit aux institutions ou organes de la Communauté, aux administrations centrales, aux autorités régionales ou locales, aux autres autorités publiques, aux autres organismes ou entreprises publics des États membres ; l'acquisition directe, auprès d'eux, par la BCE ou les banques centrales natio-

nales, des instruments de leur dette est également interdite. http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/rap-info/i0439.pdf.

4. Les Marshall McLuhanisms : *only puny secrets need protection big discoveries are protected by public incredulity.* www.marshallmcluhan.com/poster.html

1. Le nouvel ordre mondial

5. Guy Allen : The Rockefeller file/ www.mega.nu:8080/ampp/gary_allen_rocker/ch1-4.html#ch1.
6. *No One Dare Call It Conspiracy*, Guy Allen avec Larry Abraham, 1971.
7. *I.G. Farben – from Anilin to forced labor*, by Jörg Hunger and Paul Sander. www4.dr-rath-foundation.org/PHARMACEUTICAL_BUSINESS/history_of_the_pharmaceutical_industry.htm.
8. De 1947 à 1949, il sera président de la Banque mondiale ; président de la Chase Manhattan Bank de 1953 à 1960 ; et de 1954 à 1970, président du Council on Foreign Relations.
9. Fils de John D. Rockefeller Jr.
10. Voir www.profit-sur-life.org et www4.dr-rath-foundation.org.
11. http://fr.wikipedia.org/wiki/Fonds_mon%C3%A9taire_ international.
12. Voir ce qu'est un « Certificat d'obtention végétale » : www.unicaen.fr/saic/spip.php?article135.
13. http://fr.wikipedia.org/wiki/Brevetabilit%C3%A9_ du_vivant.
14. Cet accord fait l'objet de plusieurs controverses, au rang desquelles on peut citer l'interdiction qui est faite aux pays en développement de fabriquer des médicaments génériques contre le sida à un coût accessible à leurs populations, les brevets logiciels et le brevetage du vivant. Il apparaît de plus en plus comme un instrument de protectionnisme servant à favoriser les monopoles industriels sur les technologies, les semences, les gènes et les médicaments.
15. L'OMC a succédé au GATT le 1er avril 1994 à Marrakech.
16. L'usage de ce mot en économie politique (1906) est un emprunt à l'allemand *Kartell*, employé pour la première fois en 1879 par un député libéral au Reichstag, Eugen Richter, pour désigner un groupe

de producteurs de l'industrie métallurgique. Aujourd'hui, le cartel désigne un oligopole, où quelques multinationales contrôlent le marché par entente entre elles, pour s'assurer que la concurrence ne gênera pas leur domination du marché mondial.

17. Apocalypse XIII, 18.
18. http://fr.wikipedia.org/wiki/Peter_Sutherland.
19. *La Fondation Bertelsmann et la gouvernance mondiale*, Pierre Hillard, Éditions François-Xavier de Guibert, 2009. Pierre Hillard est professeur de relations internationales à l'École supérieure de commerce extérieur de Paris. Il est également historien de formation, diplômé de sciences politiques et d'études stratégiques.
20. EU DG Trade Internal Brief: Vademecum on Access to Documents, Jan 2009 UE DG. (Commerce intérieur bref: *vade-mecum* sur l'accès aux documents, janvier 2009.)
http://translate.google.com/translate?u=http%3A//wikileaks.org/wiki/EU_officials_warned_to_be_ careful_about_email_ content&hl=fr&ie=UTF8&tl=fr.
21. *Les Nouveaux Maîtres du monde – Et ceux qui leur résistent*, Jean Ziegler, Fayard, 2002. Jean Ziegler est un homme politique, sociologue, écrivain, il est l'auteur de plusieurs livres sur la mondialisation et sur ce qu'il considère être des crimes commis au nom de la finance mondiale et du capitalisme.
22. Raoul Marc Jennar, chercheur auprès d'Oxfam et de l'URFIG.
23. http://video.google.fr/videoplay?docid=-615161245455 9656133#. Conférence de Rima E. Laibow, médecin et neurologue, sur le Codex Alimentarius.
24. www.healthfreedomusa.org/docs/nutricide.pdf/:docteur Rima E. Laibow.
25. www.lawperationnel.com/EncyclopedieJur/Intuitupersonae.html.
26. http://fr.wikipedia.org/wiki/Organisation_des_Nations_unies_pour_l'alimentation_et_l'agriculture.
27. http://fr.wikipedia.org/wiki/The_Washington_Times.
28. www.ehealtheurope.net/news/4597/un_vodafone_and _rockefeller_launch_mhealth_alliance.

29. www.america.gov/st/foraid-french/2008/December/20081215101613AKllennoCcM0.3639643.html.
Site des organisations caritatives du gouvernement américain.
30. *Rockefeller Power*, Myer Kutz, Simon & Schuster, 1974.
31. Analyse de Julien Teil, à partir d'une étude de Care : *Le Réseau Voltaire*, www.voltairenet.org/article161139. html.
32. Terme employé par Jacques Attali : discours au sommet mondial des ONG, *Réseau Voltaire*, 10 septembre 2004.
33. http://en.wikipedia.org/wiki/Council_on_Foreign_ Relations : liste des membres du CFR.
http://wearechangenancy.jimdo.com/think-tanks-autres-groupes-de-r%C3%A9flexion-et-d-influence/think-tanks-anglo-saxons/
34. *Daily Mirror*, 4 avril et *Canard enchaîné*, 13 avril 1977.
35. *Le Grand Échiquier, l'Amérique et le reste du monde*, Zbigniew Brzezinski, Éditions Hachette, 1997.
36. Une combinaison des mots anglais *tits* (« poitrines » en jargon américain) et *entertainment* (divertissement) qui, en aucun cas, ne doit être compris avec des connotations sexuelles, mais, au contraire, comme allusif à l'effet endormant et léthargique que l'allaitement maternel produit chez le bébé quand il boit.
(http://fr.wikipedia.org/wiki/Tittytainment).
37. www.syti.net/Organisations.html/. Liste des membres appartenant au Bilderberg pays par pays.
38. www.syti.net/Organisations/Bilderberg.html (liste des participants 2003).
39. Lemonde.fr, le blog de Bruno fay. http://investigation. blog. lemonde.fr/investigation/2005/03/bilderberg_ dans.html.
40. Interview Karl Zero : www.dailymotion.com/video/ x3y2go_ devedjian-explique-son-bilderberg_politics.
41. www.bilderberg.org/bilder.htm#roll.
42. http://bellaciao.org/fr/spip.php?article67326.
43. www.letransmuteur.net/bilderberg-2009/
44. www.youtube.com/watch?v=Q5qaK5HRyk0 : Yves Calvi, Jean-François Kahn, Bilderberg.

45. *The Rockefeller File*, Gary Allen, 76 Press, 1st edition, 1976. www.mega.nu:8080/ampp/gary_allen_rocker/ch1-4.html#ch1. *The Rockefeller Financial Group*, James C. Knowles; Andover, Mass. Warner Modular Pubs., 1973.
46. Membre du CFR, professeur de droit à l'université de Columbia et fonctionnaire au département d'État.
47. www.whale.to/b/ruesch.html.
The Drug Story : *A Factological History of America's $10000000000 Drug Cartel – Its Methods, Operations, Hidden Owner ship, Profits and Terrific Impact on the Health of the American People*, Morris A. Bealle, Columbia Pub. Co; 1st edition (1949).
+ www.whale.to/a/bealle.htm#The_Spiders_Web.
48. Jacques Attali, Public Sénat, « Conversations d'avenir », 29 juin 2007.
49. Nicolas Sarkozy, Argonay, 23 octobre 2008.
50. Nicolas Sarkozy, Nations unies, New York, 25 septembre 2007.

2. Ces transnationales qui nous gouvernent

51. F. William Engdahl – Global Research, 5 juillet 2007 : http//libertesinternet.wordpress.
52. *La Grande Implosion*, Pierre Thuillier, Fayard, 1995.
53. Serge Latouche, professeur à l'université de Paris-Sud. Extrait de : « La mondialisation démystifiée », dans *Le Procès de la mondialisation*, (sous la direction d'Edward Goldsmith et Jerry Mender), Fayard, Paris, 2001.

3. Le cartel des industries pharmaceutiques

54. Interview du docteur philippe Even, ancien doyen de la faculté de médecine de l'hôpital Necker et directeur de l'Institut Necker. Il fait le point sur les pratiques médicales françaises. Pour lui, l'industrie pharmaceutique travaille à élargir la définition des maladies de façon à vendre plus de médicaments. Il est l'auteur, avec le professeur Bernard Debré, de *Savoirs et Pouvoirs : pour une nouvelle politique de la recherche et du médicament* (Le Cherche Midi, 2004). Propos recueillis par Olivier Postel-Vinay.

55. Sylvie Simon est écrivain et journaliste. Elle a écrit de nombreux ouvrages où elle combat les idées reçues en explorant divers domaines de la science, et consacre la plus grande partie de son activité à militer contre la désinformation en matière de santé et d'écologie.
56. ÉcoEtsanté 2010 (http://ecoetsante2010.free.fr/article.php3?id_article=375).
57. Sylvie Simon (*Sacrée Planète* n° 22).
http://biosante.attitude.free.fr/index.php?option=com_content&view = article &id= 167:commerce-des-medicaments-&catid =58:produits-dentretiens&Itemid=100.
58. www.chu-toulouse.fr/IMG/pdf/BIP_2008_No4-2.pdf / www.informationhospitaliere.com/actualite-12961-izilox-moxifloxacine-modification-conditions-utilisation.html
59. Sylvie Simon (*Sacrée Planète* n° 22).
http://biosante.attitude.free.fr/index.php?option=com_content&view =article&id=167:commerce-des-medicaments-&catid=58:produits-dentretiens&Itemid=100.
60. www.humanite.fr/2004-02-13_Politique_-Les-dessous-de-la-politique-du-medicament.
61. Revue *Prescrire*, déclaration de Berlin des membres européens de l'International Society of Drugs Bulletins (ISDB): www.prescrire.org/editoriaux/EDI24823.pdf.
62. D'après un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) remis au gouvernement fin octobre 2007, l'industrie pharmaceutique, afin d'assurer la promotion de ses médicaments, dépense 3 milliards d'euros par an.
63. Marcia Angell, médecin et ancienne membre de la rédaction en chef du *New England Journal of Medecine* qu'elle a quitté en 2000, a écrit plusieurs livres pour dénoncer le système médical américain. Dont *La Vérité sur les compagnies pharmaceutiques,* traduit par P. Even. www.booksmag.fr/magazine/f/on-lance-de-nouvelles-maladies-comme-on-lance-une-marque-de-jeans.html.
64. Lexpress.fr. (www.lexpress.fr/informations/tranquillisants-pas-si-tranquilles-la-reponse-de-l-express_ 613942.html).
65. L'observatoire des médias: www.acrimed.org/article1903.html.

66. www.pharmaceutiques.com/phq/mag/pdf/phq138_36_ dossier.pdf. Pour la presse en 2005 : 900 millions euros dans le monde = 1,6 % des dépenses de Big Pharma. (En France, 247 millions d'euros dont 142 pour la presse médicale et pharmaceutique, 53 % *des* généralistes, 33 % *des* spécialistes.)

67. *Les Inventeurs de maladies : manœuvres et manipulations de l'industrie pharmaceutique,* Jörg Blech, Actes Sud, 2005

68. www.whale.to/b/ruesch.html.
The Truth About the Rockefeller Drug Empire, Morris A. Bealle, 1949.

69. *Le Monde*, entretien avec Cécile Prieur, 20 décembre 2004. En 2004, le professeur Bernard Debré disait déjà : « Beaucoup d'essais sont biaisés, voire falsifiés, et souvent trop dispersés sur la planète, 90 % des essais ne sont jamais publiés ou révélés car les laboratoires sélectionnent ceux qui paraissent montrer une efficacité de la molécule et cachent ceux qui démontrent qu'il n'y a pas d'effets, voire qu'il peut exister certains risques. »

70. Mensuel *Ça m'intéresse*, n° 322, décembre 2007, p. 9/rapport de l'IGAS (inspection générale des affaires sociales).

71. *L'Express*, 3 juin 2009 et www.booksmag.fr/magazine/g/en-france-cela-se-passe-comme-aux-etats-unis.html. (Propos recueillis par Olivier Postel-Vinay).

72. *La Vérité sur les compagnies pharmaceutiques*, Marcia Angell, Éditions le mieux-être, 2005, traduit par Philippe Even, ancien doyen de la faculté de médecine Necker à Paris :
www.agoravox.fr/actualites/sante/article/liaison-fatale-l-industrie-57331

73. http://pharmacritique.20minutes-blogs.fr/archive/2009/02/07/le-rapport-de-l-igas-nous-donne-une-idee-des-conflits-d-inte.html#more.

74. http://pharmacritique.20minutes-blogs.fr/conflits_ d_interets.

75. Mikkel Borch-Jacobsen, pour le magazine *Books*, qui a récemment publié un dossier sur le scandale de l'industrie pharmaceutique, www.pharma-is-business.com/2009_04_01_archive.html.

76. Rapport du Sénat du 8 juin 2006. Les conditions de mise sur le marché et de suivi des médicaments. www.senat.fr/rap/r05-382/r05-382.html.
77. Lu dans le *British Medical Journal* du 10 mars 2009. Un médecin-chercheur renommé, chef d'un important service antidouleur aux États-Unis, a reconnu avoir fabriqué les données de 21 articles sur 72 indexés dans la base de données médicales PubMed sur le Célébrex° de la firme Pfizer. Ce leader d'opinion recevait des bourses de Pfizer et était conférencier pour cette firme. Il a dû quitter ses fonctions aux États-Unis. Aux dernières nouvelles, il s'apprêterait à faire acte de candidature comme expert auprès des organismes sanitaires français. Il paraît qu'ici les contrôles sont inexistants. www.bmj.com/cgi/content/extract/338/mar09_2/b966.
78. www.youtube.com/watch?v=3oC6. Mathématicien de formation, le docteur Girard est devenu médecin tout en menant des recherches sur la modélisation mathématique en biologie. Après un passage aussi bref que mouvementé comme salarié d'une grande firme pharmaceutique, il a développé, en France, la première activité libérale de conseil en pharmacovigilance (étude des effets secondaires des médicaments) et en pharmaco-épidémiologie (application des méthodes épidémiologiques à l'évaluation des effets médicamenteux, qu'ils soient bénéfiques ou indésirables).
79. Sénat, session ordinaire de 2004-2005, annexe au procès-verbal de la séance du 25 janvier 2005 : proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conditions de délivrance et de suivi des autorisations de mise sur le marché des médicaments (www.senat.fr/leg/ppr04-150.html).
80. http://legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do; jsessionid=242811 5DA456426EE4BAF49C851CDC0A.tpdjo05v_1?idArticle=LEGIARTI000006690384&cidTexte=LEGITEXT000006072665&dateTexte=20100701.
81. Haut Conseil de la santé publique/Les déclarations publiques d'intérêts des membres du collège des commissions et des comités techniques/Période 2007-2008 (www.hcsp.fr/docspdf/docext/dadpi2007.pdf.).
82. Perles de campagne: www.rolandsimion.org/spip. php?article108.

83. www.youtube.com/watch?v=3oC6. (www.rolandsimion. org/ spip.php?article108.)

84. Formindep a été lancé en mars 2004 à l'initiative de Philippe Foucras, médecin généraliste et formateur en médecine générale, pour soutenir l'appel lancé aux conseils nationaux de formation médicale continue de déclarer leurs conflits d'intérêts. Il regroupe des professionnels de santé et des patients soucieux de favoriser une formation professionnelle indépendante, dégagée de toute influence d'organismes.

85. http://forum.doctissimo.fr/sante/grippe-A/magistrats-liberticide-grippe-sujet_57295_1.htm.
www.senat.fr/commission/soc [...] 51212.html.

86. http://pharmacritique.20minutes-blogs.fr/archive/2009/06/09/associations-de-patients-financees-par-les-labos-leurs-confl.html.

87. Extraits du rapport du Sénat (cf. note 22).

88. www.anmv.afssa.fr/AMM/commission.htm.

89. http://pharmacritique.20minutes-blogs.fr/archive/2008/09/20/conflits-d-interets-public-prive-au-plus-haut-niveau-de-l-et.html#more.

90. *Là-bas si j'y suis*, France Inter: www.la-bas.org/article.php3?id_article=1796.

91. Auteur de *Lobbying et santé*, Éditeur Pascal, 2009.

92. ICI Pharma est un conglomérat britannique géant fondé dans les années vingt, spécialisé surtout dans les produits chimiques, comme l'indiquait son nom: Imperial Chemical Industries. En 1993, il s'est séparé de ses branches agrochimiques, biologiques, pharmaceutiques, agricoles, qui ont été transférées à une compagnie nouvelle appelée Zeneca Group. Celui-ci a fusionné par la suite avec le Suédois Astra AB pour donner la multinationale Astra-Zeneca.

93. http://pharmacritique.20minutes-blogs.fr/archive/2009/09/24/roselyne-bachelot-a-passe-20-ans-au-service-de-l-industrie-p.html.
Sur le site Atoute, on peut voir l'ancienne version du CV de Roselyne Bachelot, qui va jusqu'en 2000.

94. www.fakirpresse.info/articles/319/le-vrai-cv-de-roselyne-bachelot.html.

Le reportage sonore est disponible sur le site de l'émission *Là-bas si j'y suis* : « L'alibi des lobbies » (24 novembre 2009, Pascale Pascariello et François Ruffin).

95. eh/cd/APM-Reuters polsan EHFHT003 29/08/2002 11:57 ACTU VIP/http://martinwinckler.com/article.php3 ?id_article=707/
96. www.liberation.fr/economie/0101224694-elisabeth-hubert-l-ancien-ministre-pantoufle-chez-fournier.
97. www.lexpress.fr/informations/l-influent-m-paille_639247.html + Le Canard enchaîné, n°4168 du 13 septembre 2000. Déclarations de M. Lemoine : cote D 68 du dossier du juge Brisset-Foucault.
98. www.bakchich.info/Le-Paille-dans-l-oeil-de-l-UMP, 01713.html
99. Isabelle Roberts, « Winckler muselé par les labos ? », *Libération,* 22 juillet 2003.
http://martinwinckler.com/article.php3?id_article=23.
100. Voir le reportage sur http://rakotoarison.over-blog.com/article-29769356.html. À lire sur *PLPL* n° 19, d'avril 2004. Journal satirique français publié de juin 2000 à octobre 2005, *PLPL*, « le journal qui mord et fuit », était un bimestriel qui analysait le contenu de la presse et des médias français. Créé par Pierre Carles. Ses principaux collaborateurs étaient Serge Halimi, également journaliste au *Monde diplomatique*, Gilles Balbastre et Pierre Rimbert. Ils animaient régulièrement des réunions-débats sur les médias. L'objectif déclaré de *PLPL* était de détruire « le parti de la presse et de l'argent » (PPA). www.acrimed.org/article1569.html.
101. www.agefi.fr/nominations/nomine.aspx?id=9761.
102. www.lepost.fr/article/2009/12/17/1845186_l-empereur-bilderberg-david-rockefeller-que-font-les-peuples.html.
103. Il dirige l'Institut Pasteur de Lille, qui selon son site est « le partenaire de nombreuses firmes pharmaceutiques des États-Unis et d'Europe ».
104. L'IMI est un partenariat unique entre la Fédération européenne des industries pharmaceutiques et associations (EFPIA) et la Commission européenne. http://imi.europa.eu/index_en.html.
105. L'Union des sociétés publiques de recherche allemandes qui salarie 25 600 chercheurs et réunit les 15 centres de recherche les plus réputés, pour un budget annuel de 2,3 milliards d'euros.

106. http://pharmacritique.20minutes-blogs.fr/archive/2009/ 03/ 05/alzheimer-nouvelle-fondation-de-cooperation-scientifique-mai.html.

107. www.sanofi-aventis.com/presse/communiques/2006/ ppc_ 15153.asp.

108. www.lefigaro.fr/societes-francaises/2008/04/16/04010-20080416ARTFIG00326-francois-sarkozy-un-parcours-sans-faute-dans-la-sante-.php.

109. Samedi 19 avril 2008 : www.marianne2.fr/Nestle,-HSBC,-Lancome-la-redaction-du-site-vieillesse-heureuse-de-Francois-Sarkozy_a85878.html.

110. www.aec-partners.com/clients01.html.

111. www.bioalliancepharma.com/fre/Le-groupe/Gouvernance/Conseil-de-surveillance.

112. HAS : Commission de la transparence, avis du 28 mars 2007 (www.has-sante.fr/portail/upload/docs/application/pdf/ct-3951_ loramyc.pdf.). Date de l'AMM : 10 octobre/2006. Motif de la demande : inscription Sécurité sociale et collectivités.

113. www.mediapart.fr/club/blog/m-philips/270609/francois-sarkosy-et-bio-alliance-pharma-petite-enquete ou site Bioalliance : www.bioalliancepharma.com/fre/Produits/Loramyc-R2.

114. www.boursier.com/vals/FR/FR0010095596-actualite-bioalliance+pharma.html.
www.tradingsat.com/actu-bourse-134378-BIO.html.
www.mediapart.fr/club/blog/m-philips/270609/francois-sarkosy-et-bio-alliance-pharma-petite-enquete.

115. http://crise-europe.blog.lemonde.fr/2009/07/02/le-reve-de-guillaume-sarkozy/

116. Discours prononcé jeudi 4 avril à l'occasion du 39e congrès de la Mutualité française au Parc des Expositions de Bordeaux, nouvelobs.com, le 4 juin 2009. http://tempsreel.nouvelobs.com/actualites/politique/20090604.OBS9271/sarkozy_veut_un_partenariat_nouveau_avec_les_organismes.html.

117. www.cyberarchi.com/dossier/institutions/index.php?dossier=83 &article=11631+

118. http://leweb2zero.tv/video/webrunner_8547d3f30ad 9881.

119. www.vsd.fr/contenu-editorial/l-actualite/les-indiscrets/340-olivier-sarkozy-le-demi-frere-de-nicolas-embauche-par-le-fonds-d-investissement-carlyle.

120. http://usa-menace.over-blog.com/article-371550.html/www.voltairenet.org/article12418.html.

121. www.fundinguniverse.com/company-histories/United-Defense-Industries-Inc-Company-History.html.

122. www.corp-research.org/archives/feb03.html.

123. Paul Labarique : www.voltairenet.org/article12815. html.

124. Expression attribuée à Donald Rumsfeld, quelques mois plus tôt, au sein d'une commission officielle.

125. Groupe Quotidien Santé, les Éditions du Médecin généraliste (éditeur des journaux *Le Généraliste, Le Quotidien du médecin, Le Quotidien du pharmacien*), les Éditions de l'Interligne, un département « Salons » (MEDEC, Hôpital Expo, Géront Expo) et diverses sociétés de services (Décision Santé, Visite actuelle, etc.).

126. www.booksmag.fr/ressources/c/borch-jacobsen.html? tx_ttnews%5Btt_news%5D=1748&cHash=6cd661732d. Mikkel Borch-Jacobsen est professeur de littérature comparée à l'université de Washington (Seattle). Il est l'auteur notamment de *Folies à plusieurs : de l'hystérie à la dépression*, Éditions Les Empêcheurs de penser en rond, 2002 et *Le Dossier Freud : enquête sur l'histoire de la psychanalyse*, Éditions Les Empêcheurs de penser en rond, 2006.

127. « Les médicamenteurs », France 5, Production : Beau comme une image, 2008.

128. Même source que 126.

129.www.recherche.fr/encyclopedie/Recherche_pharmaceutique.

130. *Libération*, 1er janvier 2004.

131. www.senat.fr/leg/ppr04-150.html.

132. Rapport du Sénat. Commission d'enquête sur les conditions de délivrance et de suivi des autorisations de mise sur le marché des médicaments, session ordinaire de 2004-2005 (www.senat.fr/leg/ppr04-150.html).

133. www.oliviermermet.com/blog/2008/01/22/vytorin-le-cauchemard-de-lindustrie-pharmaceutique/
www.wellnessresources.com/newsroom/index.php/content/articles/the_statin_scam_marches_on.
134. Lesechos.fr. Le 31 mars 2008.
135. www.sante.gouv.fr/htm/actu/sssp020408/13securite. htm.
136. Les détails dans cet article paru sur le site de la chaîne états-unienne ABC : « FDA, Pfizer Told of Chantix Safety Concerns a Year Ago ».
137. www.ahrp.org/cms/content/view/299/70/ *Le New York Times*, 22 juillet 2006.
138. *New York Times*, 6 octobre 2008. www.nytimes.com/2008/10/07/business/07zyprexa.html?_r=2&adxnnl=1&ref=business&adxnnlx=1223354338-MrFut0OScCnGJrriq2cQTw&oref=slogin/source: http://pharmacritique.20minutes-blogs.fr/antipsychotiques-trouble-bipolaire-etc/
139. http://pharmacritique.20minutes-blogs.fr/archive/2009/09/24/roselyne-bachelot-a-passe-20-ans-au-service-de-l-industrie-p.html.
140. www.afssaps.fr/Infos-de-securite/Communiques-de-presse/Raptiva-R-l-EMEA-recommande-la-suspension-de-l-autorisation-de-mise-sur-le-marche.
141. Docteur David B. Redwine : http://cav.leforum.eu/t136-Association-de-victimes-de-tous-les-analogues-agon.htm.
142. Article publié le 24 septembre 2009, le monde.fr, avec Reuters et AFP.
143. Docteur Dominique Dupagne :
www.atoute.prg ;
www.dailymotion.com/video/x2h69u (enquête de la rédaction : *Faites passer l'info*).
144. La 5, le 12 septembre 2009.
145. Les médicamenteurs© BCI-France 5-Public Sénat
146. Source : un documentaire fait par le CCDH (Commission des citoyens des droits humains). www.google.fr/ search?hl=fr&q=la+violence+sur+ordonnance&start=0&sa=N

147. *Nos enfants sous haute surveillance*, Sylviane Giampino (psychanaliste de la petite enfance) et Catherine Vidal (neurobiologiste à l'Institut Pasteur), Albin Michel, 2009. http://colblog.blog.lemonde.fr/2009/09/01/sylviane-giampino-catherine-vidal-nos-enfants-sous-haute-surveillance/

148. http://ist.inserm.fr/basisrapports/trouble-conduites.html.

149. http://video.google.com/videoplay?docid=-646278 94524 52191918#.

150. Auteur de *Talking Back to Prozac : What Doctors Aren't Telling You About Today's Most Controversial Drug*, St. Martin's Paperbacks, 1995.

151. *Nos enfants, cobayes de la psychiatrie ?*, Pierre Vican, Anagramme Éditions, 2006.

152. *Nos enfants, cobayes de la psychiatrie ?*, Pierre Vican, *op.cit.*

153. Interview du professeur Myriam van Winckel : « Tester les médicaments sur les enfants représente un pas en avant pour la pédiatrie ».

154. Emission CCHR Vidéos 10b - Prescription for Violence. Anti-Depressants. Psychotropic Drugs. Sources pour tout le paragraphe précédent : http://video.google.com/videoplay?docid=-6462789452452191918#
www.youtube.com/watch?v=G0fr-aCmx2Q.

155. www.psy.infiny.info/?p=79.

156. *Les Éclats de l'adolescence*, Hubert Flavigny (psychothérapeute spécialiste des jeunes en difficulté), Éditions Masson, 1996.

157. François Bouchon, « Des experts trop liés à l'industrie », *Le Figaro*, 2006.

158. http://pharmacritique.20minutes-blogs.fr/sante_ mentale_psychotropes_psychiatrie.

159. Le plus gros scandale a été le cas de Rebecca Riley, tuée à l'âge de 4 ans, en décembre 2006, d'une overdose de clonidine, alors qu'elle prenait aussi du Seroquel® et Depakote®, pour avoir été diagnostiquée « trouble de déficit de l'attention/hyperactivité (TDAH) » à 2 ans et bipolaire un peu plus tard.

160. CBS News, 27 juin 2008.

161. www.formindep.org/Des-recommandations (peu recommandables).

162. Obligation de déclarations publiques d'intérêts pour l'ensemble des salariés, collaborateurs et experts auxquels la HAS fait appel (article L5323-4 du CSP traitant de la transparence et l'indépendance des professionnels travaillant pour la HAS), article L5323-4 du CSP.

163. Lisa Cosgrove, chercheuse à l'université du Massachusetts de Boston, a publié le 21 avril, dans la revue *Psycho-therapy and Psychosomatics*, une enquête révélée par le *New York Times.* Dans certains groupes, comme le panel sur les « troubles de l'humeur », ou le groupe « schizophrénie et autres maladies psychotiques », 100 % des experts ont des liens financiers les attachant aux firmes.

164. www.formindep.org/Des-recommandations.

165. *Le Monde*, 14 janvier 2009. http://prdchroniques.blog.lemonde.fr/category/hormone-de-croissance/

166. *Le Figaro*, 4 février 2008.

167. *C dans l'air*, 8 février 2008. http://video.google.fr/videoplay?docid=-6670887966459037628&q=source%3A015098439505318793725&hl=fr#.

168. http://prdchroniques.blog.lemonde.fr/2008/02/14/danger-temoin/

169. www.remed.org/e-med_Antiretroviraux_et_generiques __suites _.txt Publié le 6 mars 2001 par *Le Figaro* (Avec Reuters) www.lefigaro.com/cgi-bin/gx.cgi/AppLogic+ FTContentServer.

170. « La Conférence ministérielle de l'OMC à Doha », *Courrier hebdomadaire* n° 1739-1740 (2001). www.cairn.info/load_pdf.php?ID_ARTICLE=CRIS_1739_0005. www.google.fr/search?hl=fr&q=au+Br%C3% A9sil%2C+les+trusts+pharmaceutiques+am%C3%A9ricains+s%27adressent+%C3%A0+l%27OMC+pour+emp%C3%AAcher+le+gouvernement+br%C3%A9silien+de+soutenir+la+production+de+traitements+%C3%A0+un+&btnG=Rechercher&meta=&aq=null&oq=

171. *Confessions d'un médecin hérétique*, Robert S. Mendelsohn, Contemporary Books Inc., 1979.

172. Journaliste : voir son excellente analyse : www.votre-sante.com/news.php?dateedit=1202322880.

173. *Ouest-France*, 6 septembre 1998.

174. *Libération,* 4 septembre 1994.

175. www.resurgence.be/pdf/55.chapitre_1.pdf.

176. www.votre-sante.com/news.php?dateedit=1202322880.

177. *La Santé publique en otage, les scandales du vaccin contre l'hépatite B*, Éric Giacometti, Albin Michel, 2001.
www.revahb.fr/doc/prive/scan.html (association des victimes de l'hépatite B).

178. http://cacaou3.blogspot.com/2006/05/h5n1-goudeau-aprs-le-coup-de-lhpatite.html/
En septembre 1998, Ségolène Royal, alors secrétaire d'État à l'Enseignement scolaire, a fait condamner l'association qui s'était indûment prévalue du parrainage de trois ministères dans l'organisation d'un colloque de psychiatrie de l'adolescence.

179. *Ces médicaments qui nous rendent malades : sauver des vies et faire des économies*, Sauveur Boukris, Le Cherche Midi, 2009.

180. Une des revues scientifiques les plus prestigieuses (vol. 344).

181. Médecin, mathématicien, conseil en pharmacovigilance et pharmacoépidémiologie, ancien expert judiciaire dans des grandes affaires de santé publique (hormone de croissance, vaccin contre l'hépatite B, et expert européen à AEXEA (Association des Experts européens Agréés).

182. www.rolandsimion.org/spip.php?article55.

183. www.rolandsimion.org/IMG/pdf/BEH.LE1.pdf.

184. Site votresanté.com (octobre 2009) : juste pour les enfants de moins de 6 ans, chez lesquels il n'existe officiellement « aucun problème » en France, entre 1999 et 2002, le VAERS (organisme où les médecins rapportent les complications vaccinales aux USA) a enregistré 13 363 accidents, dont 1 850 hospitalisations et 642 décès pour ce seul vaccin. On pourrait déjà être affolé par ces chiffres, mais le 2 juin 1993, la FDA avouait dans *JAMA* qu'une étude du CDC démontrait que : « Seulement 1 % des accidents graves lui étaient rapportés. » Il est certain que si l'on multiplie les chiffres officiels par ce pourcentage, la situation est terrifiante.

185. www.votre-sante.com/news.php?dateedit=1202322880.

186. En août 1998, les professeurs Gherardi, Chérin, Coquet et Pellissier avaient publié une communication sur une nouvelle maladie : la myofasciite à macrophages (E3M), dans la revue médicale la plus réputée, *The Lancet*. Au début de l'année 1999, ils annonçaient en avoir trouvé la cause : l'aluminium des vaccins.

187. Myéline : constituant fondamental, substance grasse de la gaine qui entoure le cylindraxe de certaines cellules nerveuses.

188. *Que choisir* – mensuel n° 401-février 2003.

189. www.votre-sante.com/news.php?dateedit=1202322880.

190. www.lefigaro.fr/sante/2008/02/12/01004-20080212ARTFIG00330-hepatite-b-vaccinationsans-risque-pour-l-enfant.php 12/02/2008.

191. www.infovaccin.fr/actu_archives.html.

192. « À la fin 2001, sur les 1 329 fiches analysées par l'AFSSAPS, 36 % n'ont pas été retenues. Les cas signalés sont envoyés au CRPV, qui écrit au médecin traitant. Si ce dernier ne répond pas, le cas tombe aux oubliettes. http://forum.aufeminin. com/ forum/f640/__f5_f640-Vaccin-hepatite-b-la-politique-de-l-autruche.html.

193. *Médecine et maladies infectieuses*, vol. 33, 2003. (http://roland-simon.org//IMG/pdf/girard.pdf).

194. www.lepoint.fr/content/france/article.html?id=221769 (1er février 2008).

195. www.vhpb.org/ (Le VHPB est soutenu par les subventions sans restriction de l'industrie des vaccins.)

196. www.rolandsimion.org/IMG/pdf/Bilan_chiffre.pdf + /www.revahb.fr/doc/prive/scan.html.

197. www.revahb.fr/doc/prive/scan.html.

198. www.alterinfo.net/Alerte-Hepatite-B,-bebes-vaccines-a-l-insu-des-parents- !_a19554.html

199. forum.aufeminin.com/.../__f5_f640-Vaccin-hepatite-b-la-politique-de-l-autruche.html

200. Sur France 5, du 30 septembre 2004, dont le sujet était les risques de la vaccination contre l'hépatite B.

201. www.rolandsimion.org/IMG/pdf/Crii-Gen_expose.pdf.

202. Marc Girard « Perles de campagne » : www.rolandsimion.org/IMG/pdf/Les_perles.pdf.

203. www.has-sante.fr/portail/upload/docs/application/pdf/fiche_bum_gardasil.pdf.

204. Déclaration sur Europe 1, le 12 février 2007.

205. www.lefigaro.fr/sante/2008/08/28/01004-20080828ARTFIG00653-cancer-du-col-de-l-uterus-le-vaccin-en-question-.php NEJM (28 août 2008).

206. http://pharmacritique.20minutes-blogs.fr/archive/2008/01/12/vaccin-gardasil-tres-critique-en-allemagne-un-exemple.html.

207. www.judicialwatch.org/news/2009/jun/new-fda-records-obtained-judicial-watch-indicate-28-deaths-related-gardasil-2008.

www.alterinfo.net/Les-effets-indesirables-du-Gardasil-se-denombrent-par-milliers_a11985.htm.

http://pharmacritique.20minutes-blogs.fr/archive/2008/10/13/gardasil-cervarix-merck-et-gsk-ont-un-reseau-colossal-de-dep.html.

208. http://publications.msss.gouv.qc.ca/acrobat/f/documentation/piq/chap10-4_vph.pdf.

209. www.academie-medecine.fr/UserFiles/File/begue_rapp_11dec_2008.doc.

210. *Comment enrayer l'épidémie des cancers du sein ?*, docteur Bérengère Arnal-Schnebelen (gynécologue-obstétricien), coauteur avec le professeur Henri Joyeux, François-Xavier de Guibert Éditeur, 2007.

www.guerir.fr/Members/valeriegirone/blog/archive/2008/05/24/gardasilae-la-colere-d2019une-gynecologue-fait-du-bien-a-nos-consciences.

211. www.mutualite.fr/actualites/toutes_les_infos/nos_articles/gardasil_r_prudence_sur_une_vaccination_de_masse.

212. www.ralphmoss.com/html/reports.shtml (la source de confiance sur les cancers).

213. www.nytimes.com/2008/08/20/health/policy/20vaccine.html/ traduction sur : http://pharmacritique.20minutes-blogs.fr/archive/2008/10/13/gardasil-cervarix-merck-et-gsk-ont-un-reseau-colossal-de-dep.html.

214. www.arznei-elegramm.de/html/2007_06/0706057_01.html.

215. http://pharmacritique.20minutes-blogs.fr/archive/2008/10/13/gardasil-cervarix-merck-et-gsk-ont-un-reseau-colossal-de-dep.html.

216. « Research triggers conflict concerns. Booming private industry serves drug companies and government clients ». www.jsonline.com/features/29345499.html. http://pharmacritique.20minutes-blogs.fr/archive/2008/06/03/les-conflits-d-interets-tares-hereditaires-du-gardasil-a-l-e.html.

217. Pharmacritique, 23 novembre 2008. http://pharmacritique.20minutes-blogs.fr/archive/2008/11/23/gardasil-conflits-d-interets-du-pr-riethmuller-du-dr-pretet.html.

218. Dont voici les références exactes : « Human papillomavirus genotype distribution in low-grade squamous intraepithelial lesions in France and comparison with CIN2/3 and invasive cervical cancer. The EDITH III study. » (L'étude EDITH III : la distribution des génotypes HPV dans les dysplasies de bas grade en France et comparaison avec les dysplasies modérés et à haut grade (CIN 2/3) et les cancers invasifs du col de l'utérus.) *Gynecologic Oncology*, vol. 110, issue 2, August 2008, pp 179-184.

219. Communiqué de presse du Medec 2008, juin 2008.

220. www.lefigaro.fr/sciences/2008/12/19/01008-20081219 ARTFIG00099-parfum-de-fraude-a-la-fondation-nobel-.php www.lemonde.fr/organisations-internationales/article/2008/12/19/le-comite-nobel-soupconne-de-collusion-avec-l-industrie-pharmaceutique_1133031_3220.html.

221. http://fr.rian.ru/world/20090525/121733869.html.

222. www.google.com/hostednews/canadianpress/5mars 2009.

223. www.thestar.com/article/593439 + www.lepost.fr/article/2009/05/05/1523913_enquete-sur-une-contamination-de-vaccins-par-le-virus-de-la-grippe-aviaire-chez-baxter-international.html.

224. Sylvie Simon. www.infovaccin.fr/synthese_20090804.html.

225. Baxter qui collectionne les scandales sanitaires : composants hémophiles « accidentellement » infectés par le VIH en 2006 ; substance contaminante non identifiée, responsable de dix-neuf

décès aux États-Unis – sans compter des centaines d'accidents graves – découverte dans des lots d'héparine.

226. www.sanofi-aventis.com/presse/communiques/2009/ppc_24324.asp.

227. www.hoaxbuster.com/hoaxteam/forum_contributions.php?page=4&idForum=3152&idMess=79377

+http://appft.uspto.gov/netacgi/nph-Parser? Sect1= PTO2& Sect2=HITOFF&p=1&u=%2Fnetahtml%2FPTO%2Fsearch-bool.html&r=3&f=G&l=50&co1=AND&d=PG01&s1=Kistner.IN. &OS=IN/Kistner&RS=IN/Kistner#top.

228. www.who.int/csr/disease/influenza/pipguidance09FR.pdf. (Tom Jefferson, un éminent épidémiologiste américain, dans une interview accordée à une chaîne télévisée allemande le 25 août dernier.)

229. *The Horrors of Vaccinations*, Higgins, 1921.

230. *Secret of the Dead: Killer Flu*, Bill Lyons, 2004 (DVD). www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/ discussion/ 2005/ 11/21/DI2005112100469.html.

231. http://lci.tf1.fr/science/2005-10/virus-grippe-espagnole-reactive-contre-grippe-aviaire-4895871.html.

232. www.sciencemag.org/cgi/content/abstract/275/5307/1793.

233. www.liberation.fr/sciences/0101544029-le-virus-de-la-grippe-espagnole-ressuscite.

234. www.transfert.net/Le-Pentagone-ressuscite-le-virus (Ludovic Dupin).

235. Émission de CBS. Cette vidéo a été récupérée après quinze ans de procédures. www.dailymotion.com/ related/ xabdf6/ video/x9savx_grippe-porcine-de-1976-cbs-1979_news.

236. Federal Register/Vol. 74, No. 121/Thursday, June 25, 2009/Notices http://edocket.access.gpo.gov/2009/pdf/E9-14948.pdf

237. www.ncsl.org/?tabid=17089 (national conference of state legislatures).

238. Docteur Jeffrey Taubenberger *et al. Science Magazine Report*, 21 mars 1997.

www.sciencemag.org/cgi/content/abstract/275/5307/179, d'après :

http://educate-yourself.org/cn/ottswinefluweapoized1918spanishflu02jun09.shtml.

239. Cf. Australian Vaccination Network, Inc./PO Box 177/ BANGALOW/NSW /2479 Australia. http://altitudes06.canalblog.com/archives/2009/09/04/14956296.html.

240. Sylvie Simon. www.infovaccin.fr/synthese_20090804.html.

241. Sylvie Simon. www.mecanopolis.org/?p=9153.

242. Dont le principal bienfaiteur « désintéressé » est David Rockefeller. www.actualitte.com/actualite/2058-David-Rockfeller-don-Harvard-uniersite.htm.

243. La vaccination est un procédé consistant à introduire un agent extérieur (le vaccin) dans un organisme vivant, afin de créer une réaction immunitaire positive contre une maladie infectieuse. La substance active d'un vaccin est un antigène destiné à stimuler les défenses naturelles de l'organisme. La réaction immunitaire primaire permet en parallèle une mise en mémoire de l'antigène présenté pour qu'à l'avenir, lors d'une contamination vraie, l'immunité acquise puisse s'activer de façon plus rapide.

244. Marc Girard : « Vacciner ou pas » www.rolandsimion.org/IMG/pdf/Vacciner_ou_pas.pdf. « la durée normale d'une seule étude clinique, de sa conception à la finalisation du rapport, se chiffre en années plutôt qu'en mois – et certainement pas en semaines ! ». *Alertes grippales*, Marc Girard, Éditions Dangles, 2009.

245. Organisation internationale à but non lucratif, créée en 1993, et baptisée en l'honneur de l'épidémiologiste écossais Archie Cochrane, qui a pour objectif de préparer, tenir à jour et diffuser les revues systématiques sur l'efficacité des thérapeutiques et des stratégies thérapeutiques.

246. *Le Figaro*, 27 août 2009.

247. www.lexpress.fr/actualite/sciences/sante/roselyne-bachelot-les-fermetures-d-ecoles-resteront-exceptionnelles_783967.html (2 septembre 2009).

248. « Roselyne Bachelot : "La circulation du virus H1N1 en train de s'accélérer". » (AFP, 11septembre 2009.)

249. Article L. 31 10-3 du Code de la santé, modifié par la loi 2007-248 du 26 février 2007 et la loi 2007-294 du 7 mars 2007.

Nonobstant les dispositions de l'article L. 1142-1, les professionnels de santé ne peuvent être tenus pour responsables des dommages résultant de la prescription ou de l'administration d'un médicament en dehors des indications thérapeutiques ou des conditions normales d'utilisation prévues par son autorisation de mise sur le marché ou son autorisation temporaire d'utilisation, ou bien d'un médicament ne faisant l'objet d'aucune de ces autorisations, lorsque leur intervention était rendue nécessaire par l'existence d'une menace sanitaire grave et que la prescription ou l'administration du médicament a été recommandée ou exigée par le ministre chargé de la Santé en application des dispositions de l'article L. 3110-1. Le fabricant d'un médicament ne peut davantage être tenu pour responsable des dommages résultant de l'utilisation d'un médicament en dehors des indications thérapeutiques ou des conditions normales d'utilisation prévues par son autorisation de mise sur le marché ou son autorisation temporaire d'utilisation, ou bien de celle d'un médicament ne faisant l'objet d'aucune de ces autorisations, lorsque cette utilisation a été recommandée ou exigée par le ministre chargé de la Santé en application de l'article L. 3110-1.

250. www.sante-jeunesse-sports.gouv.fr/IMG/pdf/Circulaire_vaccination_090824.pdf.

251. Se reporter au site du docteur Marc Girard: www.rolandsimion.org/IMG/pdf/Vacciner_ou_pas.pdf et à son livre *Alertes grippales*, *op.cit.*

252. William Engdahl, spécialiste des questions de politique, géopolitique, économie, énergie, et agriculture.

253. www.who.int/mediacentre/factsheets/fs211/fr/.

254. *Le Journal du dimanche.*

255. Marc Gentilini, spécialiste des maladies infectieuses, est membre de l'Académie de médecine et l'ancien président de la Croix-Rouge. *Le Monde*, 6 août 2009.

256. *L'Humanité*, le 28 juillet 2009.

257. Interview *Der Spiegel*, vendredi 24 juillet 2009 : www.alterinfo.net/Grippe-Porcine-Tout-Une-Industrie-Attend-Une-Pandemie-Interview-De-L-Epidemiologiste-Tom-Jefferson_a34918.html
www.plumedepresse.net/spip/spip.php?article1237
258. *Le Parisien*, 12 octobre 2009. http://fr.reuters.com/article/topNews/idFRPAE56802W20090709?pageNumber=2&virtual-BrandChannel=0&sp=true.
259. www.lepoint.fr/actualites-societe/2009-07-26/bernard-debre-cette-grippette-n-est-pas-dangereuse/920/0/364510.
260. www.lejdd.fr/cmc/societe/200922/le-plan-secret-contre-la-grippe-a_213201.html.
261. www.ccne-ethique.fr/docs/Avis%20106_anglais.pdf.
262. www.infirmiers.com/forum/actualites-2009-t84496-1140.html.
263. Loi du 4 mars 2002, n° 2002-303, art. 11, chapitre Ier, modifiant l'art. L. 1111-4 du chapitre Ier du titre Ier du livre Ier de la première partie du Code de la santé publique : « Aucun acte médical ni aucun traitement ne peut être pratiqué sans le consentement libre et éclairé de la personne et ce consentement peut être retiré à tout moment.» www.agoravox.fr/.../hin1- pourra-t-on-refuser-une-56985.
264. www.google.fr/search?hl=fr&source=hp&q=WHA+58.3&btnG=Recherche+Google&meta=&aq=f&oq=
265. http://farmwars.info/?p=1314.
266. www.sante-jeunesse-sports.gouv.fr/IMG/pdf/Circulaire_vaccination_090824.pdf.
267. Sites qui ont révélé l'affaire : http://revelations4.blogs.fr/page_8.html#a241517
et www.interieur.gouv.fr/misill/sections/minatrec/actualites/(le 18 mars 2009).
268. www.turningpointprogram.org/Pages/pdfs/statute_mod/phsm_emergency_law.pdf.
269. www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=1750+ www.spreadthetruth.fr/wordpress27/?p=2717.
270. http://partisolidaire.blogspot.com/2009/09/grippe-h1n1-le-syndicat-de-la.html.

271. www.telegraph.co.uk/news/worldnews/europe/poland/2235676/Homeless-people-die-after-bird-flu-vaccine-trial-in-Poland.html (2 juillet).

272. www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=14457.

273. www.telegraph.co.uk/health/swine-flu/6038460/Doctors-told-to-watch-for-Guillain-Barre-syndrome-during-Swine-flu-vaccination-programme.html.

274. http://artemisia-college.org/actu/fichiers/2392.pdf.

275. À l'origine de désordres auto-immunes dévastateurs. En clair : le système immunitaire reconnaît le squalène comme étant une molécule d'huile produite par notre propre corps. Elle se trouve partout dans le système nerveux et dans le cerveau. La différence consiste dans la manière dont il est introduit dans l'organisme. L'injection est une voie d'entrée anormale qui incite le système immunitaire à s'attaquer à tous les squalènes présents dans l'organisme et non pas seulement l'adjuvant du vaccin ; il crée ainsi une réaction autoimmune qui monopolise les globules blancs, laissant les sujets dans un état immunitaire déficient en cas d'attaque microbienne future.

276. *Vaccin A : l'expérience secrète du gouvernement tue nos soldats,* Gary Matsumoto, il explique pourquoi les GI ne sont que les premières victimes. http://expovaccins.over-blog.com/article-33523595.html.

277. *Le Figaro*, mercredi 25 septembre 2009.

278. Docteur Russell Blaylock, 7 juillet 2009 : www.conspiration.cc/sante/vaccin_h1n1_squalene.html.

279. http://users.skynet.be/nomoreillusions/vaccin3.html.

280. www.rollingstone.com/politics/story/7395411/deadly_immunity/.

281. www.agoravox.fr/tribune-libre/article/proces-vaccinal-retentissant-aux-25976.

282. *Seeds of Destruction: The Hidden Agenda of Genetic Manipulation,* F. William Engdah, Global Research, Centre for Research on Globalization, 2007 ; *Full Spectrum Dominance: Totalitarian Democracy in the New World Order*, F. William Engdah, Global Research, Centre for research on Globalization, 2009.

283. www.azonano.com/nanotechnology%20news.asp?catid=13.

284. (Depuis le scandale de l'amiante, il a été établi que les particules de la taille d'un millionième de mètre, à cause de leur force d'attraction énorme, pénètrent toutes les cellules, en détruisant tout ce qui entre en contact avec elles. Les nanoparticules sont bien plus petites que les fibres d'amiante.) Le lauréat du prix Galien de la recherche 2007 est Patrick Couvreur pour ses travaux sur la squalénisation. Ses recherches concernent principalement la vectorisation des médicaments et constitue une véritable innovation thérapeutique permettant de faire des nanoparticules avec le médicament lui-même et injectables par voie intraveineuse. www.pleinsud.u-psud.fr/2009/07/derniers-prix/.

285. www.scribd.com/doc/17844384/Grippe-A-Plainte-Jane-Burgermeister-en-francais.

286. Que les chercheurs sérieux réalisent qu'il en coûta la moitié de sa fortune au seigneur passionné de chasse qui voulut s'approprier l'appeau, invention du sieur d'Hécouye, d'où l'expression qui s'est transformé avec le temps : « Ça coûte la peau d'Hécouye (l'auteur s'excuse, mais devant la gravité des infos qu'elle brasse, il faut bien rire de temps en temps !) www.expressio.fr/expressions/etre-tomber-a-l-eau-dans-le-lac.php.

287. Cf. notamment l'article de Barbara Minton (p. 3), ainsi que le dossier rassemblant les « preuves » permettant à Jane Burgermeister de fonder ses accusations, dossier intitulé : « June 10th Action » et disponible (en anglais) sur : www.rense.com/general86/lat.htm.

288. forum.doctissimo.fr/.../camps-fema-sujet_19402_1.htm -

289. Article de Barbara Minton pour Natural News : http://naturalnews.com/z026503_pandemic_swine_flu_bioterrorism.html
http://api.ning.com/files/*Lng74SIB9mZ*4JXXQLIKKKnLku*sHiD6AmVKDHgh*3uKpNdFLM5xpVw8D94EIuwCGB1TP0wr6*Fcqv51zXKXWDooBuaZTu6/Jane__autres_articles1.pdf.

290. http://artdevivresain.over-blog.com/article-35485458.htm.

291. (Cf. Rima E. Laibow, « Weaponized Avian Flu Intelligence Report ».)

292. www.lepost.fr/article/2009/08/25/1669213_vaccin-h1n1-contient-du-mercure-et-du-squalene-danger.html.

293. Diplômée en diagnostic ultrasons, chirurgien général au State University de New York, au centre de médecine Downstate à Brooklyn, médecin d'urgence au Kings County Medical Center à Brooklyn, le plus grand hôpital (et centre de traumatologie le plus fréquenté) aux États-Unis.

« Inoculations: The True Weapons of Mass Destruction » et sur son website : www.drcarley.com.

294. Le docteur Leonard Horowitz est un expert international en matière de santé publique, de science du comportement, de maladies nouvelles et de terrorisme bactériologique. Diplômé de Harvard, il est membre de l'équipe de chercheurs de cette université. Il est connu pour plusieurs livres à succès, dont un best-seller : *Emerging Viruses: AIDS & Ebola – Nature, Accident or Intentional ?*, Healthy World Distribution, Limited Edition, 1996. (Les virus émergents, sida et Ebola – naturels, accidentels ou intentionnels ?) Ce livre a permis l'ouverture d'une enquête officielle aux États-Unis pour vérifier les hypothèses avancées par le docteur Horowitz.

www.politiquedevie.net/.../GrippeAviaireHorowitz.htm.

295. Les gestionnaires de IG Farben furent jugés et déclarés criminels de guerre par le tribunal de guerre de Nuremberg de 1946-47, ainsi que vingt-quatre gestionnaires de Hoechst, Bayer et BASF qui furent trouvés coupables de meurtres à grande échelle, esclavagisme et autres crimes contre l'humanité. Après la guerre, IG Farben a été scindé en différentes entités, soit BASF, Bayer AG et Hoechst (maintenant devenu Aventis qui développe les OGM, entre autres). Bayer a été rétabli sous le nom de Farbenfabriken Bayer AG en 1951, changeant son nom pour celui qu'on connait maintenant, Bayer AG en 1972. www.cbgnetwork.org/241.html.

296. www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=14643: eugenisme et darwinisme social.

297. Sous le titre « Le club des milliardaires tente de juguler la croissance démographique », le *Sunday Times* du 24 mai a révélé la tenue d'une réunion secrète. www.timesonline.co.uk/tol/news/world/us_and_americas/article6350303.ece.

298. Le 3 février 1987, Robert McNamara, ancien président de la Banque mondiale, ancien secrétaire d'État des USA, c'est lui qui ordonna les bombardements massifs du Viêt Nam. Il est également l'un des instigateurs du PEV (Programme élargi de vaccinations), programme qui a été initié par l'OMS en 1974, dans le but de vacciner le maximum d'enfants dans le monde in *J'ai tout compris*, n°2, février 1997, éditions Machiavel..

299. www.prisonplanet.com/articles/april2007/090407 bioweapons. htm www.answers.com/%20Audubon%20magazine%20overpopulation%201996

300. www.scribd.com/doc/296854/Will-Banyan-The-Proud-Internationalist-The-Globalist-Vision-of-David-Rockefeller (www.voxfux.com/articles (closed)/00000042.htm)

301. www.scribd.com/doc/19099446/Dossier-Vaccin-H1N1-Depot-de-plainte-contre-lOMS

302. Foreword to Fleur Cowles, *If I Were an Animal* (William Morrow, publisher, 1987). « In the event that I am reincarnated, I would like to return as a deadly virus, in order to contribute something to solve overpopulation." http://en.wikiquote.org/wiki/Prince_Philip,_Duke_of_Edinburgh.

303. www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=14750.

304. Conférence de presse de décembre 1996 à Montréal de Serge Monast, journaliste de l'Agence internationale de presse libre, décédé le 5 décembre 1996 à l'issue de sa conférence, dans des conditions « d'arrêt cardiaque » jugées suspectes. Serge Monast « dont les informations semblent se confirmer, indiquait être informé par des politiciens repentis et des agents des services secrets écœurés ». Un essai d'infection d'enfants par des cristaux liquides aurait été réalisé au Québec en 2003, sous couvert de vaccinations (autoritaires en milieu scolaire), contre une épidémie de méningite annoncée par… l'OMS à grand renfort de médias. Le protocole, décrit comme « inusité », comprenait l'emploi d'une seringue « à air comprimé » spécifique et commune à l'injection de cristaux liquides et de transpondeurs. L'enquête réalisée suite à quelques décès « n'aurait pas permis d'identifier le laboratoire ayant fabriqué les vaccins ».

305. www.verichipcorp.com/.

Depuis le vendredi 15 octobre 2004, l'agence de sécurité sanitaire américaine (Food and Drug Administration, FDA) autorise désormais l'usage de puces à identifiant radio RFID dans le corps humain (cf. Digital Angel).

306. *Sous l'œil des puces – La RFID et la démocratie*, Michel Alberganti, Acte Sud, 2007.

307. *Sous l'œil des puces – La RFID et la démocratie*, Michel Alberganti, *op.cit.*

308. *Ibid.*

309. www.betapolitique.fr/Sous-l-oeil-des-puces-La-RFID-et-00857.html. Michel Alberganti n'a donc pas seulement écrit ce livre, il ouvre le débat et coordonne les témoignages et les actions à travers un site : smallbrothers.org.

310. www.verichipcorp.com/content/company/rfidtags + (Wikipedia). www.verichipcorp.com/092109html

311. Apocalypse chapitre 13.

312. Aaron Russo: www.dailymotion.com/video/x3qiv7_aaron-russo-sur-le-11-septembre-le_politics, début 2007. Décédé six mois après cette intervention des suites d'un cancer. Son dernier documentaire, sorti en 2006, *America from Freedom to Fascism*, dénonçait les dérives totalitaristes de la politique américaine.

313. www.spontaneouscreation.org/SC/VaccineOffer.htm. Directeur de l'association à but non lucratif, California 501 (c) 3 Natural Woman, Natural Man, Inc.,

314. www.france24.com/fr/20090502-virus-h1n1-laboratoires-pharmaceutiques-novartis-roche-tamiflu-vaccin-grippe-porcine.

315. www.doctissimo.fr/html/dossiers/grippe-aviaire/9028-grippe-aviaire-tamiflu-antiviraux.htm.

316. www.cochrane.org/reviews/en/ab001169.html.

317. Lin X et coll. Biochemical and Biophysical Research Communication 2009 ; doi : 10.1016/j.bbrc.2009.10.142.

318. www.rolandsimion.org/spip.php?article100.

319. C'est alors qu'il était secrétaire général de la Maison Blanche que Searle reçut l'agrément de la Food and Drug Administration pour

l'exploitation commerciale de l'aspartame, un édulcorant fortement controversé. La commercialisation de ce produit sous le nom de NutraSweet permit à la société Searle d'engranger, sous la direction de Rumsfeld, de substantiels bénéfices. La vente de Searle à la compagnie Monsanto lui aurait rapporté la somme de 12 millions de dollars.

De janvier 1997 jusqu'à ce qu'il devienne le 21e secrétaire à la Défense en janvier 2001, Donald Rumsfeld était président du conseil d'administration de Gilead Sciences qui a développé le Tamiflu®, utilisé dans le traitement de la grippe aviaire. D'après le magazine *Fortune*, M. Rumsfeld possède entre 5 et 25 millions de dollars d'actions dans la société. Le Pentagone a déjà commandé pour 58 millions de dollars de Tamiflu® pour les soldats US dans le monde.

http://sos-crise.over-blog.com/article-32068523.html : Alerte ! Rumsfeld, Machiavel des lobbies pharmaceutiques et de l'OMS.

320. R. Hama, BMJ 2007 ; 335: 59.

321. http://groups.google.com/group/amessi/web/machiavel.des.lobbies.pharmaceutiques

322. http://en.wikipedia.org/wiki/Ewa_Kopacz. www.youtube.com/watch?v=WpeP8Unzr8c&feature=related ; 5 novembre 2009.

323. http://pharmacritique.20minutes-blogs.fr/archive/2009/11/23/la-pologne-refuse-les-vaccins-mal-testes-contre-la-grippe-a.html et www.youtube.com/watch?v=34HZ5JBQt0E.

324. http://blog-redaction-tf1.lci.fr/article-35828179-6.html#anchor-Comment.

325. http://pharmacritique.20minutes-blogs.fr/archive/2009/11/01/les-profiteurs-de-la-peur-et-leurs-juteuses-affaires-autour.html.

326. http://mboangila.afrikblog.com/archives/2007/11/08/6819651.html.

327. *L'Humanité*, 7 janvier 2010.

328. *Le Parisien*, 26 janvier 2010.

329. www.who.int/immunization/sage/wg_H1N1_apr09/en/index.html.

330. http://pharmacritique.20minutes-blogs.fr/archive/2009/10/11/focetria-et-pandemrix-vaccins-adjuvantes-potentiellement-plu2.html.

331. www.internationalnews.fr/article-34297496.html.

332. http://blog.lefigaro.fr/obamazoom/2009/06/washington-confidential-par-jss-et-vsg-7.html.

333. *L'Humanité*, 7 janvier 2010.

334. *La Constance du jardinier*, John Le Carré, Seuil, 2005. L'intrigue mettant en cause des méthodes de l'industrie pharmaceutique qui consistent à tuer volontairement des gens s'inscrit toujours dans la fiction, mais l'auteur est un ancien du Foreign Office.

335. *OGM : semences de destruction*, William Engdahl, jean-Cyrille Godefroy Éditions, 2008.
http://www.mindfully.org/GE/2005/Geopolit-GM-food-Gmar05.htm.

336. http://blogue.educationquebec.com/2008/08/18/plus-de-12-bebes-morts-suite-aux-essais-cliniques-dun-vaccin/.

337. www.france24.com/fr/20090304-pfizer-nigeria-tests-mortels-kano-hopital-meningite-trovan-victimes-negociation-75-millions-dollars-compensation
www.pharma-is-business.com/2009_04_01_archive.html.

338. www.unobserver.com/layout5.php?id=1796&blz=1.

339. *Afrique & sida : la conspiration,* par les docteurs Robert Strecker (le memorandum Strecker) et Alan Cantwell (USA), auteur de *Sida et les médecins de la mort*, et certaines des affirmations du SEALES (UK).
http://sante-az.aufeminin.com/forum/f938/__f13_f938-Afrique-sida-la-conspiration-par-les-docteurs-robert-strecker-et-cantwell.html.

340. Un comité du Sénat américain, présidé par le sénateur du Vermont Patrick Leahy, étudiait cette thèse en 2002 ; précisons qu'un des experts appelés à témoigner, le docteur Léonard Horowitz, affirmait détenir les preuves que, dans les années quatre-vingt, on avait envoyé à Bagdad une collection d'armes bactériologiques dont deux contenants du virus du Nil et dix-neuf contenants d'anthrax ;

déclarations s'appuyant sur des documents confidentiels de compagnies pharmaceutiques américaines.

341. www.evolutionquebec.com/site/sante/trilogie.html.

342. *La mafia médicale – comment s'en sortir et retrouver santé et prospérité*, Ghislaine Lanctôt, 2002. (Ce sont les recherches fouillées du docteur Eva Snead qui nous ont permis l'accès à cette information.)
www.evolutionquebec.com/site/sante/trilogie.html.

343. www.bulletins-electroniques.com/actualites/58592.htm.

344. Hervé Kempf, *Le Monde*, 19 janvier 2002.

345. *Le Monde*, 15 juillet 2002.

346. *Sciences et Avenir*, novembre 2001.

347. Article dans *Nature Genetics* du 22 octobre 2001.

348. *Le Monde*, 19 janvier 2002.

349. *Libération*, 3 octobre 2002.

350. *La Menace, bioterrorisme : la guerre à venir*, Dominique Leglu, Laffont, 2002.

351. www.prisonplanet.com/fox-news-covers-mass-drugging-of-society-with-lithium.html fox news (16 décembre 2009).

352. www.infowars.com/alex-jones-the-threat-of-food-irradiation-and-live-viruses/.

353. Hervé kempf, *Le Monde*, 19 janvier 2002.

354.www.educweb.org/AlterFocus/Dossiers/Betancourt/Colombia Coca.htm. et www.blocpot.qc.ca/book/export/html/308.

355. www.mondialisation.ca/inde x.php?context=va&aid=8704 (Hervé Kempf, *Le Monde*).

356. *Le Monde*, Hervé Kempf, 19 janvier 2002.

357. www.alterinfo.net/La-Guerre-biologique-chapitre-2_a27289.html.

358. www.sante.gouv.fr/htm/actu/33_011005bk.htm.

359. http://rebellyon.info/Les-assassins-sont-parmi-nous-Lyon.html (pièces et main d'œuvre).

360. *Libération*, 11 mars 2003.

361. Rapport sur La place des biotechnologies en France et en Europe Par M. Jean-Yves Le Déaut, député. www.assemblee-nationale.fr/12/rap-off/i2046.asp.

362. *Acteurs de l'économie*, janvier 2005.

363. *Courrier international*, 5 novembre 2002.

364. Marc Filterman étudie depuis quatorze ans tout ce qui touche à la guerre psychotronique. Il est l'auteur du livre : *Les Armes de l'ombre : des tempêtes pas naturelles*, Édition Carnot, 2004. Il fait un inventaire inquiétant des possibilités d'utilisation des micro-ondes et ELF dans les armes de nouvelle génération, dites létales, non létales, de déception, ou de manipulation du comportement.

365. Le préfixe « nano » fait référence au milliardième de mètre, soit environ un cent millième de l'épaisseur d'un cheveu. Le microscope à effet tunnel est le premier outil à avoir permis l'observation de la matière à l'échelle de l'atome, entre 0,2 et 0,3 nanomètre. La nanotechnologie concerne la fabrication et la reproduction de mécanismes et de produits élaborés de toutes pièces à partir d'atomes ou de molécules. Le matériel génétique et la matière inerte deviennent ainsi des jeux de Légo manipulables à volonté, dans les nano-usines du futur. Dans l'immédiat c'est en électronique, pour la fabrication des « puces », que s'imposent micro et nanotechnologies.

366. Françoise Charbit, « Cellule de cellule de développement régional », projet NanoBio, CEA Grenoble, INPG.

367. Pièces et main-d'œuvre : « Les assassins sont parmi nous ». http://rebellyon.info/Les-assassins-sont-parmi-nous-Lyon.htm (1er octobre 2005) et www.piecesetmaindoeuvre.com/IMG/rtf/Armes-biologiques.rtf.

368. www.greatdreams.com/microbiologists.htm.
www.stevequayle.com/News.alert/03_Disease/030805.mysterious.deaths.html.
www.rense.com/general18/five.htm.

369. www.fromthewilderness.com/free/ww3/02_14_02_microbio.html.

370. Réédités par les Éditions Delacroix, B.P. 18, 35430 Châteauneuf.

371. Extrait du magazine australien *Nexus*, juin-juillet 1994.

372. http://le-cep.org/archive_medecine_sante.html.

373. www.libelyon.fr/info/2009/10/sant%C3%A9—qui-y-a-t-il-de-mieux-pour-un-virus-disons-au-hasard-de-type-h1n1-pour-se-propager-le-plus-rapidement-possible-q.html.

374. *Libération*, 26 juillet 2002.

(PMO) www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?article71.

375. (PMO), 3 septembre 2002.

376. *Le Meilleur des mondes*, Aldous Huxley, Pocket, 2002.

377. Jean-Michel Truong, chercheur en intelligence artificielle, *Libération* du 11-12 mai 2002 (PMO).

378. www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?article71. Docteur en médecine, spécialiste en biologie moléculaire et en homéopathie (*Vaccinations : erreur médicale du siècle*, Louise Courteau, 1997) et http://biogassendi.ifrance.com/mafiamedicale.htm

379. Le docteur José Delgado, « Contrôle physique de la pensée », « Le développement des pensées et les expériences visuelles ». L'un des plus grands noms de la recherche de pointe en neuropsychologie.

www.forumfr.com/sujet299871-jose-delgado-le-controle-du-cerveau.html.

380. « Vaccination, médecine expérimentale et cristaux liquides », par Serge Monast, CP 177, Magog Québec, JIX3W8 Canada.

381. Sylvie Simon. http://le-cep.org/archive/CEP_21.pdf.

382. Auteur de *L'Homme vibratoire*, paru en 1993 et réédité chez Amrita, en 1998.

383. www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?article71.

384. www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?article71.

385. *Libération*, 2-3 décembre 2000.

386. (Compression de *Libération* du 2-3 décembre 2000 ; de *Science et Vie* de février 2000, janvier 2001, octobre 2002 et de *Défis du CEA*, mai-juin 2002), *les Nouvelles de Grenoble* de septembre 2002 et moi de Pièces et main-d'œuvre. www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?article71.

387. www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?page=resume&id_article=234.

388. www.piecesetmaindoeuvre.com/spip.php?article71.

389. http://savetheplanet-sauvonslaplanete.blogspot.com/2007/10/ogm-et-pesticides-sonner-lalarme-en.html.

4. Les cartels de l'agrochimie et des biotechnologies

390. *When Corporations Rule the World*, David C Korten, Berrett-Koehler Publishers; 2nd edition (May 10, 2001).

391. http//fr.wikipedia.org/wiki/Agent_orange. La dioxine étant une molécule très stable, elle tend à rester dans l'environnement. Les concentrations se révèlent donc extrêmement importantes dans les graisses animales, contaminant ainsi la chaîne alimentaire. La dioxine est aussi présente en grandes quantités dans les sols et les sédiments.

392. Food and Drug Administration : administration américaine des denrées alimentaires et des médicaments (équivalent de l'AFSSAPS.

393. Unité utilisée pour mesurer le taux de résidus d'un produit toxique dans les aliments ou l'environnement.

394. *Le Monde selon Monsanto*, Marie-Monique Robin, Éditions La Découverte/Arte, 2008.

395. *Our Stolen Future*, Theo colborn, Dianne Dumanoski, John Peter Meyers, Éditions Plume, 1997.

396. *Le Monde diplomatique*, le 14 août 2007, par Marc Laimé, journaliste (*L'Autre Journal, Le Canard enchaîné, Science et Vie, Le Monde diplomatique*).

397. http://savetheplanet-sauvonslaplanete.blogspot.com/2007/10/ogm-et-pesticides-sonner-lalarme-en.html.

398. Ministère de l'Alimentation, de l'agriculture et de la Pêche, 9 janvier 2004.

399. Body burden report, Alaska Community Action on Toxics.

400. www.publichealth.ns.ca/.../Polychlorynated%20Biphenyls%20PCBs%20
(.publicaccess.custhelp.com/cgi.../sdt_adp.php?p...).

401. Incinération = pollution. L'ingénieur physico-chimiste, Michel Roulet, a d'abord travaillé dans le contrôle de qualité industriel. Suite à cette expérience, durant laquelle il découvre les impasses de cette industrie, il se réoriente vers la gestion et la normalisation technique de l'entreprise.

402. L'acide 2, 4, 5-trichlorophénoxyacétique est produit par hydrolyse du 1.2.4.5-tétrachlorobenzène suivie de l'addition d'acide chloroacétique. Le contrôle de la température est très important pour éviter la condensation de deux molécules de 2, 4, 5-trichlorophénol qui produit la 2, 3, 7, 8-tétrachlorodibenzo-p-dioxine qui est hautement toxique. Elle se retrouve dans l'environnement et, de ce fait, dans la chaîne alimentaire.

403. *Le Monde,* 26 avril 2005.

404. « Renowned cancer scientist was paid by chemical firm for twenty years », Sarah Boseley, health editor (*The Guardian*, Friday 8 December 2006).

405. En 1972, la société Givaudan est aussi mise en cause dans l'affaire du talc Morhange qui tua trente-six bébés et en intoxiqua plus d'une centaine. Les quelques responsables condamnés après une procédure dilatoire ont été amnistiés en 1981 par François Mitterrand, sur le conseil de Robert Badinter qui était à la fois avocat des industries Givaudan (Hoffman-La Roche) et ministre de la Justice fraîchement en poste. (Wikipedia.)

406. www.who.int/mediacentre/factsheets/fs225/fr/index.html.

407. *www.dailymotion.com/video/x4ogus*_pub-*round-up-de-monsanto_tech.*

408. *Le monde selon Monsanto*, Marie-Monique Robin, *op.cit.*

409. *New York Times,* 2 mars 1991.

410. Caroline Cox : « Glyphosate : human exposure and ecological effects ».

411. http://chrono-environnement.univ-fcomte.fr/spip.php?article465.

412. Sylvia Knight : « Glyphosate, Roundup and other herbicides ».

413. Frédéric Mouchon, *Le Parisien*, 26 décembre 2008

414. Hervé Morin, « Le désherbant le plus vendu au monde mis en accusation », *Le Monde*, 9 janvier 2009, www.centpourcentnaturel.fr/post/2009/01/16/Nouvelle-etude-sur-les-effets-du-Round-Up.

415. Le cancer étant une anomalie de la division des cellules provoquée par des mécanismes qui produisent leur « instabilité génétique » et leur développement incontrôlé. L'évolution étant lente, sur

vingt/quarante ans, ce sont les premières atteintes sur les cellules qu'il est important de détecter.

416. *Le Journal de la société de biologie* (vol. 201, n° 3, 2007).

417. Propos de Robert Bellé recueillis par Boris Ivanoff pour *Le Télégramme* de Brest. 28 juin 2007

418. www.mdrgf.org/news/news271008_residus_pesticides_UE.html.

419. *Journal of Experimental Medicine*, « Instabilité génomique et hémopathies humaines », 8 juin 2009.

420. Voir l'histoire complète, détaillée et contenant toutes les preuves dans *Le Monde selon Monsanto*, Marie-Monique Robin, *op.cit.*

421. *The Daily Telegraph*, 8 juin 1998. (Modifier génétiquement les cultures, c'est amener l'humanité vers des domaines qui appartiennent à Dieu et à Dieu seul.)

422. « Un insecte parvient à résister aux OGM censés l'éradiquer », article d'Hervé Morin, *Le Monde*, 9 février.

423. AESA en français.

424. AFP : www.uipp.org/Actualites/Revue-de-presse/Sur-les-OGM/(offset)/15.

425. Sur les OGM, Pierre Le Hir, *Le Monde*, 30 juin 2009.

426. jeanmarcelbouguereau.blogs.nouvelobs.com/archive/2009/02/12/ogm-le-probleme-monsanto-et-le-principe-de-precaution.html.

427. www.nytimes.com/1998/10/25/magazine/god-in-the-garden.html?pagewanted=4, by Michael Pollan, 25 octobre 1998.

428. Directeur de la communication de Monsanto de 1997 à1999, www.nytimes.com/1998/10/25/magazine/god-in-the-garden.html?sec=&spon=&partners=permalink&exprod=permalink&pagewanted=7.

429. Chercheur en biologie moléculaire. Professeur de biologie moléculaire à l'université de Caen en France. Expert auprès du gouvernement français (Commission du génie biomoléculaire et Comité biovigilance) et de l'Europe (Direction générale de l'agriculture) sur les OGM, président du Conseil scientifique du CRIIGEN (Comité de recherche et d'information indépendante sur le génie génétique) : www.criigen.org/content/blogcategory/68/69/. Il a publié en novembre 2003 *Génétiquement incorrect* (Éditions

Flammarion) et en 2004, *Ces OGM qui changent le monde* (collection Champs, Éditions Flammarion) et *Après nous le déluge ?* (Éditions Flammarion).

430. Latribune.fr, 7 janvier 2009.

431. rBGH, Monsanto and Corporate Agriculture Information About Intellectual Property Rights. Michelle Thom/Institute for Agriculture and Trade Policy August 1994 : www.mindfully.org/GE/Monsanto-rBGH-Corporate-Agriculture.htm.

432. Judith C. Juskevich and C. Greg Guyer, « Bovine growth Hormone: Human Food Safety Evaluation », *Science* Vol. 249 (24 août 1990), pgs. 875-884. www.purefood.org/rBGH/rach621.htm.

433. Sources : recombinant bovine growth hormone : alarming tests, Unfounded approval, Rural Vermont, juillet 1995 + www.mindfully.org/GE/Monsanto-rBGH-Corporate-Agriculture.htm.

434. Frederick Bever [Associated Press], « Canadian Agency. Questions Approval of Cow Drug by U.S., », RUTLAND [VERMONT] HERALD, October 6, 1998/source : Monsanto Concealed Potential rBGH Hazards from Public (www.purefood.org/rBGH/rach621.htm).

435. Susan E. Hankinson *et al.* : « Circulating concentration of insulin-like growth factor 1 and risks of breast cancer ».

436. The milkweed. Août 2006 (toute la littérature scientifique sur les liens entre l'IGF-1 et les cancers du sein).

437. *The Journal of Reproductive Medicine*, mai 2006.

438. *Le Monde selon Monsanto*, Marie-Monique, *op.cit.*

439. Voluntary Labeling of Milk and Milk Products from Cows That Have Not Been Treated with Recombinant Bovine Somatotropin Interim Guidance59 FR 6279 [Federal Register: February 10, 1994]. www.fda.gov/Food/Guidance Compliance RegulatoryInformation/GuidanceDocuments/FoodLabelingNutrition/ucm059036.htm.

440. *Seeds of Deception*, Jeffrey M. Smith, Yes ! Books, 2003. www.autresbresils.net/ancienne%20version%20du%20site/dossiers/ogm5.dwt.

Source : *Caros Amigos* (São Paulo) paru en décembre 2003. Traduction : Sandrine Lartoux pour *Autres Brésils*.

Le monde selon Monsanto, Marie Monique Robin, Arte éditions
441. *Corrupt to the Core* (pourri jusqu'à la moelle), docteur Shiv Chopra, KOS Publishing, 2009.
http://shivchopra.com/?cat=6.
442. http://www.combat-monsanto.org/spip.php?article62(David QUIST et Ignacio CHAPELA « Transgenic DNA into traditional maize landraces in Oaxaca, Mexico » Nature, n°414, 2001.)
443. http://www.bastamag.net/article205.html
444. http://www.pratiques.fr/IMG/pdf/Pratiques_Breve_bio_jpb.pdf
445. Entretien téléphonique, décembre 2009.
446. Ancienne ministre de l'écologie.
http://www.novethic.fr/novethic/planete/environnement/grenelle_de_l_environnement/indispensables_lanceurs_alerte/113325.jsp
447. http://www.dailymotion.com/video/x36q3c_interview-de-christian-velot
448. Jeffrey M. Smith: www.autresbresils.net/ancienne%20version%20du%20site/dossiers/ogm5.dwt.
449. http://en.wikipedia.org/wiki/charles_burson.
450. Communiqué de presse de Genentec, 13 avril 1998.
451. Le *San Francisco Chronicle*, 13 avril 1998.
452. http://politicalfriendster.com/showConnection.php?id1=2583&id2=5580.
453. Interview de Jeffrey M. Smith. http://autresbresils.net/ancienne%20version%20du%20site/dossiers/ogm5.dwt.
454. http://truefoodnow.org. Tom Vilsack secretaire agriculture: www.grist.org/article/2009-09-24-usda-obama-monsanto-organic.
455. Jeffrey M. Smith: www.autresbresils.net/ancienne%20version%20du%20site/dossiers/ogm5.dwt.
456. Docteur ès sciences et fondateur du Laboratoire d'analyse microbiologique des sols, il est parmi les premiers, dans les années soixante-dix, à avoir alerté sur la dégradation rapide de la biomasse et de la richesse des sols en micro-organismes (bactéries et champignons microscopiques), ainsi que sur la perte d'humus et de capacité de productivité des sols agricoles européens, Il a d'abord travaillé à l'INRA (Chaire d'agronomie) où ses travaux (méthode de mesure

de l'activité biologique des sols) ont suscité peu d'intérêt, voire le rejet. Il est pour la petite histoire le frère de l'actrice Anémone, de son vrai nom Anne Bourguignon.

457. www.agefinance.com (« Dossier lobbying »), www.melchior.fr/Lobbying-de-choc-dans-les-biot.3976.0.html.

458. www.unglobalcompact.org/AboutTheGC/TheTenPrinciples/index.html.

459. Numéro de février 1947 du *Patriote Résistant* (les extraits de cinq lettres adressées par la maison Bayer au commandant du camp d'Auschwitz) : www.amisdelaterre.org/D-IG-Farben-a-BAYER-du-zyclon-B-a.html.

460. Philipp Mimkes de la Coalition contre des dangers émanant de Bayer (CBG). www.cbgnetwork.org/163.html

461. Bayer AG : A Corporate Profile by Corporate Watch UK, Completed March 2002.

462. www.amisdelaterre.org/D-IG-Farben-a-BAYER-du-zyclon-B-a.html.
Sources de tout ce paragraphe sur Bayer : www.cbgnetwork.org/271.html (coalition against Bayer's dangers) et ONU 60-La réforme avortée, site de la fondation Gabriel Péri.

463. Ancien professeur d'économie politique, président du Third World Network, vice-président des Amis de la Terre Malaisie : « La mondialisation, fléau du tiers-monde ».

464. Tony Clarke, « L'hégémonie des transnationales et ses mécanismes », dans Edward Goldsmith et Jerry Mander (sous la direction de), *Le Procès de la mondialisation*, Paris, Fayard, 2001.

465. Source Greenpeace : l'explosion d'une cuve de 40 tonnes d'isocyanate de méthyle qui a provoqué la mort de 20 000 personnes, et 200 000 handicaps graves. L'entreprise états-unienne, Union Carbide (UC), qui possédait l'usine, s'est volatilisée physiquement et financièrement après l'explosion et n'a jamais pris en charge le nettoyage du site.

466. Vendana Shiva : « l'OMC et l'agriculture du tiers Monde » (physicienne, prix Nobel alternatif).

467. *OMC, le pouvoir invisible*, Agnès Bertrand et Laurence Kalafatidès, Fayard, 2003.

468. Propos attribués à Milton Freedman, prix Nobel d'économie dans *Ah Dieu ! Que la guerre économique est jolie !*, Philippe Labarde/Bernard Maris, Albin Michel, 1999.

5. La mainmise des cartels sur l'agriculture mondiale

469. Expansion.com/economie/actualite-economique/la-baisse-du-nombre-d-exploitations-agricoles-se-ralentit_115724.html. (Études du ministère de l'Agriculture, 6 juillet 2006.)

470. www.liberennes.fr/libe/2009/08/cheval-mort-la-plage-aux-algues-vertes-interdite.html.
La prolifération des « algues vertes », constatée notamment en Bretagne, est liée au rejet de nitrates dans l'eau par l'agriculture intensive.

471. www.verslaterre.fr/vers/

472. *Breeder's Rights and Patenting Life Forms,* Jean-Pierre Berlan et Richard Lewontin, Nature Pubmishing Group, 1986.

473. www.etcgroup.org/article.asp?newsid=556.

474. Il contient un germe de résistance à l'ampicilline.

475. Propos de Joseph Mendelson, directeur de l'ICTA (International Center for Technology) à Washington, 1999.

476. Agnès Sinaï, *Le Monde diplomatique.*

477. www.local.attac.org/attac86/temp/2pages_logo.rtf (copie du contrat Monsanto).

478. www.ogmdangers.org/enjeu/agricole/contamination/index.htm.

479. www.amisdelaterre.org/Monsanto-et-la-liberte-d.html ou www.percyschmeiser.com/conflict.htm.

480. www.foeeurope.org/GMOs/rice_contamination.htm.

481. www.foeeurope.org/GMOs/rice_contamination.htm.

482. www.greenpeace.org/international/press/reports. Pour limiter les risques de dissémination des gènes modifiés dans le milieu naturel, ainsi que le développement de résistances aux pesticides dans les populations d'insectes, les agriculteurs doivent respecter des zones refuges : en bordure de champs, ils sont contraints de cultiver du maïs naturel non OGM (règles édictées en 2001 par l'Agence de protection environnementale, EPA).

483. John Nichols, *The Nation*, 30 décembre 2002.

484. http://biosafety.ihe.be/TP/MGC.html.

485. www.ogmdangers.org/enjeu/agricole/contamination/index.htm. Le 18 avril 2002, M. Soberon, représentant officiel du Mexique à la conférence de La Haye, a reconnu que 95 % des lots contrôlés étaient pollués par un gène issu de plantes OGM.

486. *Toronto Star*, 9 janvier 2001.

487. *La Jornada* (quotidien mexicain), article de Silvia Ribeiro 11 octobre 2008. (Traduction de Robin Le Roux.)

488. *Le monde selon Monsanto*, Marie-monique Robin, *op.cit.*

489. *Biopiraterie : le pillage de la nature et des savoirs*, Vandana Shiva, Éditions Alias, 2002.

490. Le rapport de la commission Rocard-Juppé, présenté jeudi, fait de l'accélération du développement des sciences du vivant l'une des sept priorités du « Grand Emprunt » (AFP, 19 novembre, 2009).

491. Annexe I de la directive 91/414/CEE.

492. JORF n° 0194, page 13129, texte n° 81.

493. Il y a moins de quarante ans, les semences circulaient librement et étaient encore dans les mains des paysans ou d'institutions publiques, aujourd'hui, 82 % du marché des semences commerciales est sous le régime de la propriété intellectuelle (brevet ou certificat d'obtention végétale). De ces 82 %, Monsanto, Syngenta et DuPont Pioneer contrôlent quasi la moitié (47 %) du marché mondial.

494. Jean-Pierre Berlan est un agronome et économiste, ancien directeur de recherche en sciences économiques à l'INRA, lui aussi, pour avoir osé dire ce qui ne plaisait pas.

495. http://agriculture.gouv.fr/sections/magazine/focus/objectif-terres-2020.

496. http://terresacree.org/index16.htm.

497. *Bidoche : l'industrie de la viande menace le monde*, Fabrice Nicolino, Éditions Les liens qui libèrent, 2009. Journaliste spécialisé depuis plus de vingt ans dans les questions d'écologie.

498. *Bidoche*, Fabrice Nicolino, *op.cit.*

499. Professeur Konrad Lorenz, éthologue et Nobel.

500. Sources : Marjolaine Jolicoeur : Végétarisme et non violence/ éditions Commansal/www.ass-ahimsa.net
+ http://biogassendi.ifrance.com/scandaleeauviandefr.htm.

501. *Le Livre des Verts*, Éditions du Félin, 1994.

502. www.l214.com/lapins/elevage-abattoir.

503. Copyright association « One Voice ».

504. André Pochon est agriculteur et milite depuis les années soixante-dix pour l'agriculture paysanne et responsable. Il est l'auteur de *Agronomes et paysans : un dialogue fructueux*, aux Éditions Quae, 2008, et *Le Scandale de l'agriculture folle*, paru aux Éditions du Rocher en février 2009 .

505. Copie du dépôt de brevet Monsanto : www.wipo.int/pctdb/en/wo.jsp?wo=2005015989 +
http://leweb2zero.tv/video/specialstar_0045dc525b6637: diffusion Karl Zero du reportage de Radio canada

506. Les OGM à l'INRA, OGM et santé humaine [archive]. www.inra.fr/internet/Directions/DIC/ACTUALITES/DOSSIERS/OGM/houdme.htm.

507. www.ogm.gouv.qc.ca/infopot_animaux.html.

508. http://biogassendi.ifrance.com/scandaleeauviandefr.htm.

509. www.infosdelaplanete.org/imprimer/5713/fabrice-nicolino-tant-qu-il-y-aura-des-abattoirs-il-y-aura-des-champs-de-bataille.html?L=FR.

510. Interview du 8 décembre 2009. Conversation relatée ci-dessous.

511 Appelée communément « maladie de la vache folle » : maladie dégénérative du système nerveux central.

512. *Bidoche : l'industrie de la viande menace le monde*, Fabrice Nicolino, *op.cit.*

513. *Questions à la une* (RTBF) pointe le retour de la « mafia des hormones ».

514. Guy Maghuin-Rogister est professeur d'analyse et toxicologie des denrées alimentaires à la faculté de médecine Vétérinaire de l'université de Liège. Sa spécialisation : l'analyse des résidus et contaminants et la mise au point de nouvelles méthodes de détection

en particulier des résidus d'hormones chez le bétail à l'engrais et dans les produits à base de viande.

515. Pascal Giberné (New York, correspondance, *Le Monde*), le 26 février 2008.

6. Les conséquences de l'élevage industriel sur notre santé

516. *Ah Dieu ! Que la guerre économique est jolie !*, Philippe Labarde/Bernard Maris, *op.cit.*

517. *Agriculture, fondements spirituels de la méthode Bio-dynamique.*

518. *Le Monde*, avril 1996 ; *Animaction* (journal de l'association Aequalis, qui lutte pour défendre les droits des animaux) et Ursula Vettori, directrice du département Santé&Environnement à Zurich, confirme que « depuis 1995, 825 kg de placenta provenant du Red Cross Hospital et de la Nursing School de Zurich ont été mélangés à des animaux morts ». http://lescondamnes.ifrance.com/mobile/articles.php?lng=fr&pg=76.

519. Étude menée en 1996, publiée dans *Veterinary Microbiology* (vol. 48) par Daniel Lévy, de l'École vétérinaire de Maison-Alfort.

520. *Le Virus de l'immunodéficience bovine*, Polack B. et Levy D., Le Point Vét., 1991, 23, 671-673.

521. *Bidoche : l'industrie de la viande menace le monde*, Fabrice Nicolino, *op.cit.*

522. *The New England Journal of Medecine*, 25 novembre 2009 : www.cdc.gov/flu/weekly/

523. *Bidoche : l'industrie de la viande menace le monde*, Fabrice Nicolino, *op.cit.*

524. www.e-cancer.fr/presse/dossierspresse20082007/...presse/2405-communique-17-02-2009.

525. Rapport intitulé « Livestock's Long Shadow » – Environmental Issues and Options.

526. L'émission d'une tonne de méthane a un effet équivalent à 25 tonnes de dioxyde de carbone (CO2) à cent ans et un effet équivalent à 49 tonnes de CO2 à l'horizon 2050. Une tonne d'oxyde d'azote a un effet équivalent à 275 tonnes de CO2 à vingt ans et à 296 tonnes à cent ans.

527. « Nourrir l'humanité », B Parmentier : directeur de École supérieure d'agriculture d'Angers.

528. Robert Goodland and Jeff Anhang, « Livestock and Climate Change », *World Watch Magazine*, vol. 22, n° 6, novembre/ décembre 2009.

529. *Télérama* 3118.

www.telerama.fr/monde/les-pets-des-vaches-vont-ils-nous-tuer,48226.php et www.viande.info/elevage-viande-sante-maladies

530. International Spiegel Online, juillet 2009.

7. Le grand mensonge

531. www.lexpress.fr/actualite/sciences/sante/enquete-sur-les-scandales-alimentaires_483650.html, 7 juillet 2008.

532. Engagé en 1971 par l'Institut national de recherche et de sécurité (INRS), il y travailla notamment sur les effets des éthers de glycol sur la santé. Au printemps 1994, son contrat de travail est rompu pour « faute grave ». Après six années de procédure, la Cour de cassation le rétablit dans ses droits en reconnaissant le caractère abusif de son licenciement et reconnaît la nécessité de « l'indépendance due aux chercheurs », l'employeur devant « exercer son pouvoir hiérarchique dans le respect des responsabilités » qui leur sont confiées. André Cicolella entreprend alors de faire connaître la situation du lanceur d'alerte en proposant que lui soit accordé une protection juridique. Il est aujourd'hui chercheur en évaluation des risques sanitaires à l'INERIS (Institut national de l'environnement industriel et des risques), président de la Fondation Sciences citoyennes depuis sa création en 2002 et responsable de la Commission santé des Verts. Il est aussi à l'origine de la création de l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement (AFSSE).

533. *Manuel critique du parfait Européen : les bonnes raisons de dire non à la Constitution*, jacques Généreux, Seuil, 2005.

8. La grande distribution et les cartels agroalimentaires

534. Cette citation est tirée de *Matrix of Power : How the World Has Been Controlled by Powerful People Without Your Knowledge in*

the year 2000, de Jordan Maxwell (Book Tree, US, 2000), qui l'attribue à David Rockefeller, lors d'un discours à la Commission trilatérale en 1991 à Baden-Baden, Allemagne.

535. Article d'Olivier Truc et Gaëlle Dupont, *Le Monde*, 13 novembre 2009.

536. *Capital*, 26 octobre 2006.

537. Philippe Favrelière, http://pechedev.free.fr/lettre47.htm.

538. *Consommateurs, révoltons nous !*, Jean-Pierre Coffe, Plon, 2004.

539. Jean-Claude Ribaut, *Le Monde*, 21 mars 2009.

540. « Le voyage d'un pot de yaourt aux fraises », dans *Silence* n° 167-168 juillet-août 1993.

541. www.assemblee-nationale.fr/13/rap-info/i1131.asp#P453_47337.

542. Article de Pierre Cattan paru dans le magazine *TOC* (aujourd'hui disparu), le 18 mars 2006, constitué en grande partie par une interview de Pierre Meneton.
http://sciencescitoyennes.org/spip.php?article1669

543. « Fast Food Nation », par Éric Schlosser, (trad. par Geneviève Brzustowki), *Le Nouvel Observateur* n° 2193, 16 novembre 2006, François Forestier.

544. Selon le docteur Adrian Gross, ancien toxicologiste de la FDA, ces études sont de la foutaise. Il a noté que des décès d'animaux ont été cachés, que des tumeurs n'ont pas été rapportées et, dans certains cas, qu'elles ont même été extraites de l'animal qui, lui, a été remis dans l'étude !

545. *Exitotoxins : the taste that kills*, Russell L. Blaylock, Health Press, 1997.

546. Étude effectuée par JH Lavin et ses collaborateurs, parue en janvier 1997 dans une revue scientifique internationale sur l'obésité.

547. www.fda.gov/ohrms/dockets/dailys/04/july04/ 071204/02P-0317-emc00346.txt.
Vidéo sur la santé intitulée : *Sweet misery, chronicles medical horrors of aspartame.*

548. www.medical-library.net/sites/_aspartame_disease. html.

549. www.stopc51.com docteur Mike Adams.

550. www.greenparty.ca/fr/releases/12.05.2008.

551. www.canadianactionparty.ca/cgi/page.cgi?aid=1070&_id =128&zine=

552. http://europa.eu/legislation_summaries/consumers/ product_ labelling_and_packaging/l21102_fr.htm.

553. http://presse.anti-cancer.fr/CP-0623-eau-cancer-wwf-servan-schreiber.pdf.

554. Marc laimé, www.monde-diplomatique.fr/2005/03/LAIME/ 11972#nb2.

555. www.tlaxcala.es/pp.asp?lg=fr&reference=6211. « Le politique devrait réprimander Nestlé ! » – Interview de Franklin Frederick sur le Nestlégate en Suisse.

556. *Bilan*, décembre 2005 (magazine suisse). Source citée par Marc Laimé, dans l'article : « L'Affaire Cristaline: une guerre de l'eau française », *26 janvier 2007* :
www.eauxglacees.com/et http://blog.mondediplo.net/2007-02-09- et http://blog.mondediplo.net/2007-02-09-L-eau-publique-privée-1-une-histoire-française

Marc Laimé est journaliste, auteur également de : *Le Dossier de l'eau. Pénurie, pollution, corruption*, Seuil, Paris, 2003.

557. www.congopage.com/article/bisphenol-a-les-autorites.

Conclusion

558. http://fr.wikipedia.org/wiki/Crime_contre_l'humanit% C3%A9.

559. Pierre Rabbhi, agriculteur, écrivain et penseur français d'origine algérienne, fondateur de Terre & Humanisme.

560. *Le Monde*, 14 février 2004 ; *Ces maladies créées par l'Homme : comment la dégradation de l'environnement met en péril notre santé*, Dominique Belpomme, Albin Michel, 2004.

561. *La France contre les robots*, Robert Laffont, 1947.
www.dailymotion.com/video/xb113z_georges-bernanos-la-france-contre-l_news

Remerciements

Je remercie Jean-Paul Bertrand pour sa confiance et, pour leur aide précieuse : Fanchon Pradalier-Roy, Clotilde Alaguillaume, Stéphanie Gayral, Marianne Thevin, Stéphane Loisy, François Autain, Marc Girard, Annie et Raoul Jacquin, Jean-Pierre Berlan, Elena Pasca, Vincent Mazière, Jean-Louis Meurot, Yves Leperlier, Guy Kastler, Marjolaine Jolicoeur, Michèle Robert à Info One Voice, Christian Neyrat, Gorgio Bombassei, Jacky Amestoy, Pierre-André Dousset.

TABLE DES MATIÈRES